



Assurances : UAP et AXA annoncent leur fusion

Naissance d'un géant mondial

RESPECTIVEMENT numéros un et deux de l'assurance en France, UAP et AXA fusionnent. Précédée de rumeurs insistantes à la Bourse de Paris depuis plusieurs jours, la nouvelle devait être annoncée officiellement mardi 12 novembre en début d'après-midi. C'est la plus importante fusion jamais réalisée sur le marché financier français. Numéro deux mondial de l'assurance, derrière le japonais Nippon Life, et numéro un européen, devant l'allemand Allianz et l'italien Generali, la nouvelle entité devrait réaliser un chiffre d'affaires annuel de plus de 310 milliards de francs et afficher une capitalisation boursière supérieure à 100 milliards. Elle serait la première société cotée à la Bourse de Paris.

« Les présidents de la Compagnie UAP et du Groupe AXA [respectivement Jacques Friedmann et Claude Bédaride] sont parvenus à un accord sur un projet de rapprochement entre les deux groupes, a annoncé, mardi dans la matinée, un premier communiqué commun aux deux groupes. Cette opération est une opportunité unique pour les deux so-

ciétés de créer un groupe d'assurance et de gestion d'actifs qui défendrait une position stratégique inédite. » Les dirigeants de l'UAP et ses principaux actionnaires (BNP, Suez) avaient entamé, jeudi 8 novembre, des négociations reposant sur le principe d'un échange de titres, c'est-à-dire d'une offre publique d'échange (OPE). Les parités retenues sont de 10 actions UAP pour 4 actions AXA. Les actionnaires de l'UAP qui apporteraient leurs titres à un prix inférieur à celui de la privatisation de la compagnie en mai 1994 (152 francs), se verraient offrir une somme au milieu de l'année 1999 si la hausse des cours ne leur a pas permis d'effacer leurs pertes.

Dans la nuit de lundi à mardi, les dirigeants de l'UAP ont donné leur accord. Si la complémentarité des deux groupes est évidente et leur taille similaire, leur situation n'est pas comparable. En meilleur santé, AXA en profite pour forcer l'avantage. Claude Bédaride met de fait la main sur le groupe dirigé par Jacques Friedmann.

Lire page 14

Les Etats-Unis donnent leur accord pour intervenir au Zaïre

Un officier canadien dirigera les opérations



SELON de très bonnes sources à New York et à Washington, le Conseil de sécurité de l'ONU devait voter d'ici à la fin de la semaine l'envoi d'une force multinationale pour venir à l'aide des réfugiés du Zaïre. Elle sera commandée par un officier canadien francophone et les Etats-Unis y contribueront avec des troupes au sol, à hauteur d'un millier d'hommes. Ont assuré les mêmes sources à notre correspon-

dante aux Nations Unies, Afsané Bassir Pour. Les Américains, outre l'essentiel de la logistique du transport de l'opération, auraient la charge des aéroports de Goma et de Bukavu, deux des grandes villes de la région du Kivu, là où sont concentrés les centaines de milliers de réfugiés à secourir. La force aurait une double mission : permettre l'acheminement de l'aide humanitaire ; favoriser le

retour des réfugiés au Rwanda. Elle n'aurait pas pour mandat de désarmer les milices hutues responsables du génocide des Tutsis au Rwanda, qui contrôlent les camps et retiennent une bonne partie de leur population en otage. La force comprendrait encore des Britanniques, des Espagnols, des Français ainsi que des éléments africains.

Lire page 4

Les juges redoublent de vigilance sur les plans sociaux

PRENANT le relais de l'administration, les juges veulent être les garants d'un certain équilibre social et traquent les vices de procédure dans les plans sociaux. Au moment où le gouvernement envisage de simplifier le code du travail, les juges redoublent de vigilance.

Dix mois après avoir lancé sa procédure pour fermer ses usines de Strasbourg et Sedan, Daumez n'arrive toujours pas à bouclier la consultation des représentants des salariés. Le tribunal de Nanterre vient de demander aux dirigeants des sociétés chimiques suisses Ciba-Geigy et Sandoz d'informer d'avance les représentants des salariés sur les conséquences de leur fusion. Dans les Côtes-d'Armor, le conseil des prud'hommes vient de condamner la SAT (société anonyme de télécommunications) pour avoir licencié des employés « inaptés » qu'elle n'avait jamais formés.

Lire page 16

Helmut Kohl fragilisé

L'Allemagne doit encore réduire ses dépenses budgétaires de 3 milliards de deutschmarks supplémentaires. Les traités de la coalition gouvernementale fragilisent le chancelier Kohl. Le point de vue de M. Monory p. 12 et notre éditorial p. 12

L'évaluation des professeurs

Le système d'évaluation des compétences des professeurs du second degré ne satisfait ni les chefs d'établissement ni les enseignants. p. 9

Mue dans le patrimoine

Le Musée des monuments français fait sa révolution au Maroc. p. 25

Nippones friponnes

L'image des jeunes filles japonaises soumises et réservées est dépassée. Elles sont devenues friponnes. p. 11

Grenouilles à cinq pattes

Les naturalistes américains s'inquiètent de la multiplication de batraciens monstrueux dans le Minnesota. p. 20

Au bon bœuf bourguignon

Jean-Pierre Quélin traque ce plat bourguois à Paris. p. 23

Allemagne, 5 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,55 \$ CAN ; Chine-Hong Kong, 250 F CH ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Italie, 1.000 L ; Japon, 100 ¥ ; Pays-Bas, 10 G ; Portugal, 200 PTE ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 10 SKR ; Suisse, 1,25 S ; Taiwan, 120 N ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,20 \$.

M 0147-1113-7,00 F



Qatar, dernier eldorado des traceurs de frontières

UNE FOIS les bornes posées, il y aura enfin des limites entre l'Arabie saoudite et le Qatar. Dans deux ans, au plus tard, la frontière entre le géant saoudien et la petite péninsule qatarie sera tracée. Elle sera matérialisée par d'énormes blocs de béton armés en profondeur dans le sable et disposés tous les quatre kilomètres. La ligne était d'autant plus floue que le Qatar, indépendant depuis 1971, n'a d'ouverture terrestre que sur l'Arabie saoudite. Un premier accord frontalier avait été conclu en 1965, mais il avait été remis en cause à de multiples reprises. Les Qataris souhaitent notamment pousser leur frontière plus au sud, vers les Emirats arabes unis, afin d'éviter le tête-à-tête avec les Saoudiens.

Depuis l'accord signé le 26 octobre, les travaux vont pouvoir commencer. Relevés, bornages provisoires, vérifications, l'Institut géographique national (IGN), qui a remporté le marché via sa filiale IGN-France-International (IFI), dispose de vingt-quatre mois pour mener à bien

ses travaux. « La dernière fois que nous avons tracé une frontière, c'était sur le lac Tchad, avec le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad », se souvient François de Soyres, directeur régional de l'IFI. Le fait est qu'en dehors des grands accords conclus aux guerres continentales ou mondiales, le tracé de frontière reste une activité assez confidentielle. Le golfe Persique est le dernier Eldorado des cartographes.

Les Bédouins qui le peuplent ont ressenti assez tardivement la nécessité de limites territoriales tracées sur du sable. La définition des frontières entre Oman et l'Arabie saoudite d'une part, et entre Oman et le Yémen d'autre part, est, par exemple, toute récente et les limites territoriales entre l'Arabie saoudite et le Yémen restent à définir. Sans parler des revendications rivales sur les multiples îlots côtiers et qui ponctuent les réunions du Conseil de coopération du Golfe (CCG) où se rencontrent les six monarchies de la région.

Pour l'IFI, ce dernier marché est une bénédiction.

Les 20 millions de dollars en jeu égalent, bon an mal an, son chiffre d'affaires annuel. M. de Soyres se réjouit de ce bon coup fait aux amis allemands d'Hanslufbild, également sur les rangs pour ce contrat, et qui sont avec les Canadiens, les Danois ou les Suédois, les seuls concurrents. « C'est aussi et surtout un succès dans la perspective du règlement du conflit entre le Yémen et l'Arabie saoudite », souligne le directeur régional de l'IFI.

Car, pour les traceurs de frontières, le plus beau reste à venir. Dans certaines zones, la limite varie de 100 kilomètres au sud ou au nord. Mais l'accord politique n'a pas encore été trouvé. « Les deux parties ont toujours leurs conseillers, nous ne sommes que l'élément extérieur, impartial, qui met de l'huile dans les rouages », précise François de Soyres. Il faudra donc patienter un peu avant de pouvoir goûter, là comme ailleurs, aux délices de la cartographie.

Gilles Paris

27

La semaine syndicale

L'ANNIVERSAIRE de l'annonce du plan de réforme de la Sécurité sociale par Alain Juppé, le 15 novembre 1995 à l'Assemblée nationale, est l'occasion d'une série d'actions syndicales, dont le « clou » sera, le 16 novembre, une série de manifestations dans les principales villes à l'appel de la CGT et de la Force ouvrière. La CGT organise auparavant une « semaine de mobilisation ».

Des grèves sont prévues, en outre, pour des raisons spécifiques, chez les journalistes le 14 novembre, à la RATP et dans les banques le 15 novembre.

Lire page 6

Statu quo politique à Washington

L'ÉTAT DE GRACE post-électoral est propice aux bonnes intentions. Depuis le scrutin du 5 novembre, Bill Clinton et les responsables du Parti républicain rivalisent de déclarations conciliantes, affirmant leur volonté de tenir compte du vote des électeurs en recherchant un terrain d'entente politique. Le climat consensuel qui semble régner à

Washington attire de quoi nourrir l'optimisme des Américains, si ceux-ci n'avaient l'impression d'assister à un remake de 1992 : le premier mandat du président démocrate avait été inauguré avec de semblables branches d'olivier.

Les rivalités partisans, nourries par un système politique qui impose une campagne électorale nationale tous les deux ans, ont

cependant vite étouffé ces vellétés de consensus. Quatre ans plus tard, M. Clinton se livre à une nouvelle tentative, dont rien n'indique qu'elle sera moins éphémère, mais que justifie la situation politique. Si les républicains ont été les principaux perdants des affrontements budgétaires de l'hiver dernier, essayant le blâme d'une opinion publique choquée

par la « fermeture » partielle de l'administration fédérale, le chef de la Maison Blanche n'en est pas sorti indemne.

La dénonciation des jeux politiques a pris la forme d'un taux de participation électorale qui n'a jamais été aussi faible depuis 1924. Le fait que Bill Clinton, tout en obtenant 49 % du vote populaire, ait été élu par 23,9 % des électeurs inscrits, est un baromètre du fonctionnement de la démocratie américaine. Les Américains, les sondages l'attestent, accordent de moins en moins de crédit aux hommes politiques et se méfient instinctivement du gouvernement fédéral. La floraison des référendums d'initiative locale est l'un des révélateurs de ce malaise.

Républicains et démocrates ont donc intérêt, au moins dans l'immédiat, à faire preuve de bonne volonté, quitte à se poser plus tard en victimes de l'intransigeance adverse. M. Clinton a une motivation supplémentaire : il ne veut pas rater sa sortie, ou plutôt son entrée dans l'histoire. Son premier mandat a été celui d'un homme politique habile et d'un gestionnaire chanceux, mais on chercherait en vain la marque d'un grand président, à plus forte raison celle d'un visionnaire.

Laurent Zecchini

Lire la suite page 12

Les exclus de la santé



JACKY MAMOU

MÉDECINS du monde, présidée depuis juin par le docteur Jacky Mamou, a lancé, mardi 12 novembre, une campagne « Urgence, soins pour tous ». Alors qu'elle célèbre les dix ans de sa mission France, l'association humanitaire s'alarme de l'affluence dans ses centres de soins gratuits : 40 000 patients en 1996, contre 30 000 en 1995, dont un tiers n'ont aucune couverture sociale.

Lire page 8

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Agenda	24
Société	8	Abonnements	24
Régions	10	Météorologie	24
Horizons	11	Mots croisés	24
Entreprises	14	Culture	25
Finances/marchés	17	Communication	28
Carnet	19	Radio-Télévision	29

AUSTÉRITÉ Tous les ministères allemands vont devoir se serrer un peu plus la ceinture en 1997 pour tenir les déficits publics en dessous de 3 % du PIB, limite prévue pour

qu'un pays puisse accéder à la monnaie unique. Les formations de la coalition ont entériné, dans la nuit du dimanche 10 au lundi 11 novembre, des économies supplémen-

taires de 3 milliards de deutschemarks. ● CET ACCORD a été obtenu avec l'assentiment du Parti libéral (FDP), qui exige depuis quelques semaines des mesures de réductions

fiscales pour rester dans le gouvernement, contribuant à rendre le climat politique tout aussi pesant à Bonn qu'à Paris. ● LE FORCING des Allemands pour obtenir le durcisse-

ment des mécanismes de contrôle du futur pacte de stabilité de l'euro a été accueilli avec calme par le conseil « écofin » à Bruxelles. (Lire aussi notre éditorial page 12.)

L'Allemagne serre la vis pour respecter les critères de Maastricht en 1997

Les nouvelles coupes budgétaires décidées par le gouvernement du chancelier Kohl touchent principalement les dépenses sociales. Acceptées par les partenaires de la coalition, elles ne mettent pourtant pas fin au malaise politique perceptible à Bonn

BONN
de notre correspondant
Quoi qu'il lui en coûte, l'Allemagne fera tout pour respecter à temps les critères du traité de Maastricht. Telle est la leçon qu'on retiendra des nouvelles mesures d'austérité prises, lundi 11 novembre, par les partis de la coalition au pouvoir à Bonn. En décidant d'économiser 3 milliards de deutschemarks supplémentaires en 1997, le ministre des finances, Theo Waigel, s'est engagé à maintenir le niveau du déficit public en dessous de la barre des 3 % pour 1997, année de référence pour l'entrée dans la monnaie unique. Des prévisions de rentrées fiscales en baisse ont rendu inévitable cette nouvelle série de coupes.

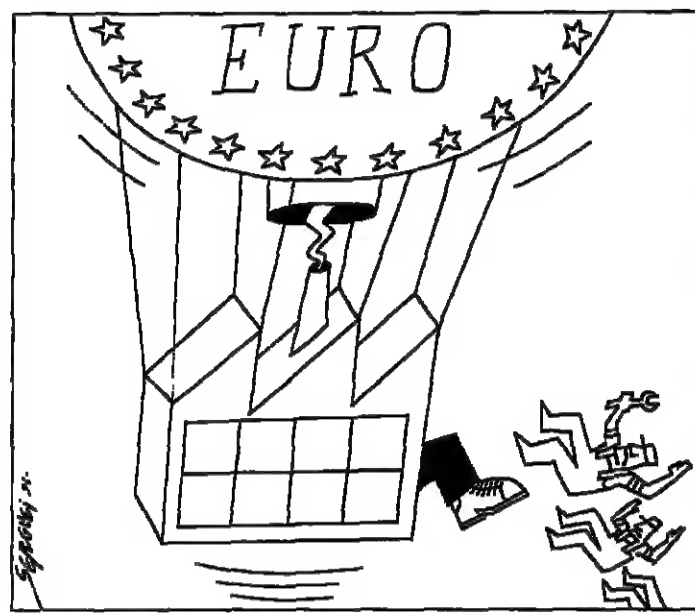
Les Verts dénoncent les tendances «thatchéristes»

« Le thatchérisme cherche à s'imposer en Allemagne. C'est ainsi que Joschka Fischer, le leader du parti des Verts au Bundestag, réagit face aux programmes d'austérité. Favorable à la défense et la modernisation de l'Etat social », le dirigeant d'opposition espère que les électeurs, en 1998, se prononceront pour une alternative au gouvernement actuel en s'inspirant du « modèle italien » : un gouvernement réunissant l'aile gauche des chrétiens-démocrates de la CDU, les sociaux-démocrates du SPD et les Verts. En l'état actuel des choses, cette hypothèse paraît peu crédible. Le scénario récurrent d'élections anticipées, évoqué à chaque crise de la coalition, est peu probable, les libéraux du FDP n'ayant aucun intérêt à changer de camp. Quant aux sondages, ils n'indiquent pas de modification majeure du paysage électoral : la coalition actuelle (CDU/CSU et FDP) réunit autant de voix que l'opposition réunie (SPD et Verts). — (Corresp.)

Le budget 1997 doit être adopté fin novembre au Bundestag, sur la base d'un déficit de l'Etat fédéral maintenu, comme prévu, à moins de 56,5 milliards de marks. C'est essentiellement le budget du ministère des affaires sociales qui devra consentir de nouveaux sacrifices. Le gouvernement a décidé notamment de réduire considérablement la subvention annuelle qu'elle accorde à l'agence fédérale pour l'emploi de Nuremberg, qui sera, au total, réduite aux deux tiers en 1997.

Les sans-emploi vont être les premiers à ressentir les effets de l'austérité, les diverses mesures de traitement social du chômage étant appelées à connaître une révision générale à la baisse. A plus long terme, le ministre des finances entend soumettre à l'impôt les revenus perçus au titre de l'assurance-chômage ou des allocations familiales. Ce projet, conçu pour permettre d'assurer le financement de la vaste réforme fiscale devant entrer en vigueur en 1999, soulève d'intenses débats au sein même de la coalition. Les leaders du courant « de gauche » de la CDU, à commencer par le ministre des affaires sociales, Norbert Blum, s'élèvent contre ce projet. Les syndicats aussi.

Les coupes budgétaires n'épargneront aucun ministère. Au-delà



du cadre budgétaire à court terme de 1997, on est en droit de s'attendre, notamment dans le domaine de la défense, à des arbitrages difficiles. Le ministre des finances assure que le sort de projets d'armement comme l'avion de combat européen (Eurofighter) n'est pas menacé, mais la plus grande incertitude réside pour ce qui concerne la participation à long terme de l'Allemagne à un projet

aussi politique que le satellite d'observation militaire (Hélios et Horus).

Ce contexte d'austérité renforcée a entraîné, ces derniers jours, une atmosphère de conflit permanent entre les partis de la coalition (CDU-CSU et FDP). Les libéraux du FDP ont été extrêmement mécontents de ne pas pouvoir baisser des 1997 l'impôt de solidarité de 7,5 % pour le financement de la

reconstruction à l'Est, et entendent ferrailler durement pour obtenir sa réduction de deux points à partir du 1^{er} janvier 1998. La fragile situation budgétaire allemande permet-elle une telle audace ? Rien n'est moins sûr, même si les dirigeants de la coalition se sont promis de prendre rapidement une décision de principe concernant l'avenir de cet impôt impopulaire. « Si l'argent venait à nous manquer pour baisser l'impôt de solidarité, nous assisterions très certainement à la prochaine crise de la coalition », assure Wolfgang Schäuble, le président du groupe parlementaire CDU au Bundestag, dans une interview à l'hebdomadaire Der Spiegel.

PROPOS AMERS

« Les chiffres qui nous sont présentés ont une durée de validité équivalente à celle des pots de yaourt », se plaignait ces jours-ci le ministre de la défense Volker Rühe (CDU). Même certains des membres les plus fidèles du chancelier Kohl au sein du Parti chrétien-démocrate, comme l'ancien ministre des finances Gerhard Stoltenberg, ont émis des propos amers sur la conduite des affaires à Bonn, rejoignant les six principaux instituts économiques, qui avaient critiqué « l'actionnisme nerveux » du gouvernement en matière budgétaire. Lassé des critiques permanentes

à son égard, le ministre des finances, Theo Waigel, a laissé dire par un ténor de son parti (la CSU bavaroise) qu'il confierait volontiers son propre poste à un dirigeant du Parti libéral pour voir s'il était capable de mieux faire. Régulièrement qualifié par l'opposition social-démocrate de « seigneur des déficits », M. Waigel doit en outre affronter dans son propre parti le front des adversaires de la monnaie unique, mené par le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber. « C'est la plus grande crise que le ministre des finances traverse depuis son entrée en fonction (en 1989). Tout d'un coup, l'enjeu ne porte plus sur les chiffres, mais sur la substance même de ce gouvernement », écrivait récemment l'hebdomadaire Die Zeit.

A son tour pris d'un accès de colère, Helmut Kohl aurait récemment menacé de remettre sa démission au président de la République : « Si ça continue, je vais voir Roman Herzog... », aurait dit le chancelier au cours d'une réunion des dirigeants de la coalition en début de semaine dernière. Cette information n'a pas été démentie à Bonn. Le chancelier Kohl n'avait pas usé d'une telle menace, conçue pour contraindre le FDP à la discipline, depuis 1983.

Lucas Delattre

Le forcing de Bonn sur le pacte de stabilité est accueilli avec calme par ses partenaires de l'UE

BRUXELLES

(Union européenne)

Toujours plus de rigueur ! Plaidant dans ce sens, les Allemands, lors du conseil des ministres des finances des Quinze, réuni lundi 11 novembre à Bruxelles, se sont heurtés à la quasi-totalité de leurs partenaires à propos des modalités de mise en œuvre du pacte de stabilité budgétaire auquel devront souscrire les pays qui, à partir du 1^{er} janvier 1999, participeront à la monnaie unique.

L'éventualité que, faute d'ac-

cord, ce pacte, ainsi que son corollaire monétaire, le système monétaire européen bis (SME bis), qui doit être conclu pour gérer les relations entre la zone euro et les pays n'ayant pas accès à la première vague de la monnaie unique, puissent ne pas être « bouclés » lors du conseil européen des 13 et 14 décembre à Dublin, a été évoquée par Jürgen Stark, le secrétaire d'Etat allemand aux finances. Cette mise en garde n'a guère été du goût de ses partenaires. Le débat porte sur les conditions dans lesquelles un des

Etats membres de l'Union monétaire, confronté à des « circonstances exceptionnelles et provisoires », pourra se départir de la règle d'or du pacte de stabilité, autrement dit, laisser filer le déficit de ses finances publiques. Dans des circonstances normales, au-delà de la limite de 3 % du PIB, le pacte prévoit que soit déclenchée à son encontre une procédure conduisant à terme à lui imposer des sanctions (lire ci-dessous).

Tout le monde accepte l'idée qu'une récession grave et prolongée pourrait constituer cette cir-

constance exceptionnelle. Reste à préciser ce cas de figure. Les Allemands, soucieux qu'une telle faculté soit limitée à l'extrême, demandent qu'elle soit quantifiée. Selon eux, seul un recul du PIB de 2 % sur une année peut être considéré comme suffisamment grave pour justifier qu'un coup de pouce soit donné à l'activité, sans trop se soucier de l'équilibre des comptes.

SCÉPTICISME

Jean Arthuis, le ministre français de l'économie et des finances, a exprimé ouvertement son scepticisme : « J'ai pris connaissance de projets de quantification qui n'ont pas ma conviction. L'ampleur et la durée d'une récession varient souvent selon la taille des pays. (...) Si bien qu'un pourcentage donné n'a pas la même signification dans un petit pays et dans un grand pays. » Ce point de vue était partagé par l'ensemble des partenaires de l'Allemagne, y compris par le ministre néerlandais, qui était pourtant lui aussi partisan de préciser la proposition de la Commission.

« Il nous reste du temps », a constaté M. Arthuis, convaincu qu'un accord pourra être acquis lors du rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement en décembre, comme il est prévu depuis que les Quinze, en avril à Vérone, ont engagé leurs travaux. M. Stark explique pour sa part que, faute d'accord, il faudra continuer à travailler ces dossiers jusqu'au conseil européen suivant, autrement dit celui d'Amsterdam, en juin 1997. « C'est l'avis de M. Stark. Il faut qu'il y ait un accord et ce doit être une réponse consensuelle », répond M. Arthuis, apparemment agacé par l'activisme allemand. On

devine que les marchés, sans parler des tenants de « l'autre politique », ne resteront pas sans réagir si la difficulté à laquelle le Conseil se heurte aujourd'hui n'était pas surmontée d'ici au mois de décembre.

Au reste, le ministre français fait valoir que le débat du moment ne porte pas sur l'essentiel. Les Quinze sont d'accord pour imposer des pénalités à ceux d'entre eux qui ne respecteraient pas les indispensables disciplines de la monnaie unique. Cependant, selon M. Arthuis, le plus important, c'est l'aspect préventif, la surveillance permanente et collective, avec comme objectif, non pas de rester dans la zone des 3 %, mais le retour à un quasi-équilibre budgétaire.

Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, s'est montré lui aussi confiant, ayant déjà visiblement en tête des idées de compromis. « Il serait erroné d'isoler les Allemands et d'y avoir une unité pour souhaiter la clarté. Un élément de quantification est sans doute nécessaire. Mais la préoccupation de la majorité, c'est qu'en définissant ce qui est exceptionnel on conserve une certaine marge de souplesse », a-t-il commenté. Philippe Maystadt, le ministre belge, a suggéré que jusqu'à 1 % de baisse d'activité sur l'année, la récession ne soit pas considérée comme suffisamment grave : au-delà, par exemple, de 2 %, elle justifierait automatiquement un assouplissement des contraintes budgétaires. Entre 1 % et 2 %, il y aurait débat. Rendez-vous est pris pour le prochain conseil « écofin », prévu le 2 décembre.

Philippe Lemaître

Des pénalités pour les mauvais élèves...

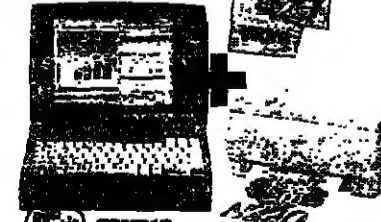
Des sanctions comme à l'école ! L'Union monétaire ne peut pas tolérer des élèves délinquants. En dépit du degré élevé d'intégration qu'elle impose, les Etats membres conservent une certaine autonomie, par exemple pour ce qui concerne la politique de revenus ou la fiscalité. Comment alors éviter des dérapages ? Par l'adoption de programmes de stabilité renforcée, par une surveillance continue, des mécanismes d'alerte. Mais aussi par des mécanismes coercitifs : le pacte de stabilité prévoit des pénalités contre ceux qui s'écarteraient du droit chemin. La déviance serait identifiée à la fin de l'année, au moment où serait établie, à partir des comptes de l'année précédente, la liste des pays affichant des « déficits excessifs ». Ceux-ci devraient alors verser un dépôt, égal à au moins 0,2 % du PIB, au plus à 0,5 %. Si la situation n'est pas rétablie au mois de décembre de la même année, ce dépôt se transforme en amende. De telles sanctions, à valeur surtout dissuasive, devraient rester exceptionnelles. — (Corresp.)

Profitez des prix du 1^{er} réseau de magasins 100 % informatique.

9 527,36 FHT

11490^{FTTC}

avec imprimante BJC-210

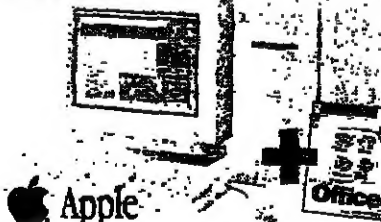


Compaq Armada 1110
Pentium 75 MHz/8 Mo RAM/DD 810 Mo
(écran 204 256 couleurs à matrice passive double bageage)
+ imprimante Canon BJC-210
+ Windows 95 et Microsoft Word (version OEM)

9 527,36 FHT

11490^{FTTC}

l'unité centrale seule

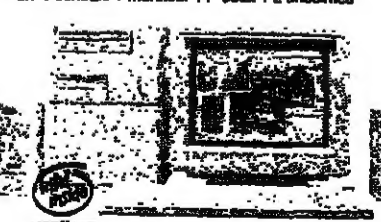


Power Macintosh 8200/120
PowerPC 501 à 120 MHz
16 Mo RAM/2,1 Gb CD 8x
+ carte N2 + Microsoft Office (Mac version OEM)

7 039,80 FHT

8490^{FTTC}

l'unité centrale + moniteur 14" coul. + 2 enceintes



Pentium 133 Multimedia
133 MHz/8 Mo RAM/DD 1,6 Gb/CD 8x
+ moniteur 14" couleur + 2 enceintes 20 W
+ carte son 16 bits + carte vidéo VGA PCI 1 Mo
+ clavier et souris
+ Windows 95 et HotMetal Light

Option : moniteur 15" à la place du 14" pour 500 FHT de plus



21 points de vente IC en France

IC Paris Boulevard Haussmann - 75009 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris Lafayette - 75001 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris Miroir Valley - 75015 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris Vendôme - 75001 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Clermont-Ferrand - 63000 Clermont-Ferrand - Tél. 03 44 33 26 26 - Fax 03 44 33 26 27 - IC Colmar - 68000 Colmar - Tél. 03 83 33 26 26 - Fax 03 83 33 26 27 - IC Dijon - 21000 Dijon - Tél. 03 80 33 26 26 - Fax 03 80 33 26 27 - IC Grenoble - 38000 Grenoble - Tél. 03 38 33 26 26 - Fax 03 38 33 26 27 - IC Lille - 59000 Lille - Tél. 03 20 33 26 26 - Fax 03 20 33 26 27 - IC Lyon - 69000 Lyon - Tél. 03 78 33 26 26 - Fax 03 78 33 26 27 - IC Marseille - 13000 Marseille - Tél. 04 91 33 26 26 - Fax 04 91 33 26 27 - IC Montpellier - 34000 Montpellier - Tél. 04 67 33 26 26 - Fax 04 67 33 26 27 - IC Nantes - 44000 Nantes - Tél. 02 40 33 26 26 - Fax 02 40 33 26 27 - IC Nice - 06000 Nice - Tél. 04 93 33 26 26 - Fax 04 93 33 26 27 - IC Orléans - 45000 Orléans - Tél. 02 39 33 26 26 - Fax 02 39 33 26 27 - IC Paris 13 - 75013 Paris - Tél. 01 49 33 26 26 - Fax 01 49 33 26 27 - IC Paris 15 - 75015 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 17 - 75017 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 18 - 75018 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 19 - 75019 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 20 - 75020 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 21 - 75021 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 22 - 75022 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 23 - 75023 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 24 - 75024 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 25 - 75025 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 26 - 75026 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 27 - 75027 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 28 - 75028 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 29 - 75029 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 30 - 75030 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 31 - 75031 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 32 - 75032 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 33 - 75033 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 34 - 75034 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 35 - 75035 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 36 - 75036 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 37 - 75037 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 38 - 75038 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 39 - 75039 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 40 - 75040 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 41 - 75041 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 42 - 75042 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 43 - 75043 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 44 - 75044 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 45 - 75045 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 46 - 75046 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 47 - 75047 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 48 - 75048 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 49 - 75049 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 50 - 75050 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 51 - 75051 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 52 - 75052 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 53 - 75053 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 54 - 75054 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 55 - 75055 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 56 - 75056 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 57 - 75057 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 58 - 75058 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 59 - 75059 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 60 - 75060 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 61 - 75061 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 62 - 75062 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 63 - 75063 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 64 - 75064 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 65 - 75065 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 66 - 75066 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 67 - 75067 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 68 - 75068 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 69 - 75069 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 70 - 75070 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 71 - 75071 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 72 - 75072 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 73 - 75073 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 74 - 75074 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 75 - 75075 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 76 - 75076 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 77 - 75077 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 78 - 75078 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 79 - 75079 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 80 - 75080 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 81 - 75081 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 82 - 75082 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 83 - 75083 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 84 - 75084 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 85 - 75085 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 86 - 75086 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 87 - 75087 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 88 - 75088 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 89 - 75089 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 90 - 75090 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 91 - 75091 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 92 - 75092 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 93 - 75093 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 94 - 75094 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 95 - 75095 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 96 - 75096 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 97 - 75097 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 98 - 75098 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 99 - 75099 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 100 - 75100 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 101 - 75101 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 102 - 75102 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 103 - 75103 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 104 - 75104 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 105 - 75105 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 106 - 75106 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 107 - 75107 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 108 - 75108 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 109 - 75109 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 110 - 75110 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 111 - 75111 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 112 - 75112 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 113 - 75113 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 114 - 75114 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 115 - 75115 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 116 - 75116 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 117 - 75117 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 118 - 75118 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 119 - 75119 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 120 - 75120 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 121 - 75121 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 122 - 75122 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 123 - 75123 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 124 - 75124 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 125 - 75125 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 - IC Paris 126 - 75126 Paris - Tél. 01 46 33 26 26 - Fax 01 46 33 26 27 - IC Paris 127 - 75127 Paris - Tél. 01 47 33 26 26 - Fax 01 47 33 26 27 -

La Lituanie veut entrer dans l'OTAN pour échapper à la « finlandisation »

L'ancien président Vytautas Landsbergis s'inquiète de l'instabilité de la Russie

Sorti victorieux des législatives, dimanche 10 novembre - son parti obtient 70 sièges de députés sur 141 -, Vytautas Landsbergis revient au pou-

voir : le poste de président du Seimas (Parlement) lui semble assuré. L'admission des pays baltes dans l'Alliance atlantique permettrait, se-

lon l'ancien chef de l'Etat, de consolider « les frontières des régions nordiques de l'Europe » et de freiner les visées expansionnistes russes.

A L'EST, rares sont les anciens dissidents qui ont pu - ou su - rester au pouvoir : Vaclav Havel siège toujours au château de Prague, mais Jello Jeleu vient d'être remplacé à la présidence bulgare. Vytautas Landsbergis, lui, revient aux commandes. La victoire de son parti, Union de la patrie (droite), aux législatives du dimanche 10 novembre semble lui assurer le poste de président du Parlement (numéro deux de l'Etat), qu'il brigue pour l'élection présidentielle de 1997. Il a été élu, le 20 octobre, député de la circonscription de Kaunas, sa ville natale.

A soixante-quatre ans, le visage encadré d'une barbe grise, le parler lent et pointilleux, M. Landsbergis ressemble plus à un professeur de musicologie qu'à un homme d'Etat. Longtemps au conservatoire de Vilnius qu'il fut longtemps au parlement aguerri qu'il est devenu.

S'il n'a jamais été emprisonné sous le régime communiste (comme l'a été M. Havel) ni exilé dans une lointaine province (comme ce fut le cas pour M. Jeleu), son aura de « dissident » et de défenseur d'une identité nationale face au rouleau compresseur soviétique n'en est pas moins grande dans son pays. C'est lui qui mena (à partir de 1988, en fondant le mouvement indépendantiste Sajudis, puis surtout, en janvier 1991, en résistant contre l'assaut meurtrier des troupes soviétiques à Vilnius) la fronde balte contre Mikhaïl Gorbatchev et l'empire

soviétique. Il avait alors un allié de taille : Boris Eltsine.

Près de cinq ans plus tard, le « père de l'indépendance lituanienne », comme le surnomment ses concitoyens, parle toujours de « menace venant de l'Est », et ne voit qu'un salut possible : l'entrée, à terme, de son pays dans une OTAN élargie. Les déclarations du secrétaire américain à la défense, William Perry, selon lequel les pays baltes ne sont « pas prêts » à entrer dans l'Alliance, tout en étant « admissibles », n'ont pas troublé M. Landsbergis : « Si l'on nous dit que nous ne sommes pas encore prêts, sans aucune autre objection, alors c'est une bonne nouvelle. [car] nous serons prêts », a-t-il déclaré au Monde, lors d'un entretien, le 3 novembre, à Reims, où il était l'invité de la Fondation de service politique.

L'admission des Républiques baltes dans l'OTAN aurait, selon M. Landsbergis, un double avantage : d'une part, consolider « les frontières des régions nordiques de l'Europe », d'autre part, faire en sorte qu'en Russie « tous les rêves de domination ou de reconquête des Etats baltes disparaissent enfin, et que la vieille mentalité expansionniste soit écartée ».

M. Landsbergis appelle l'Occident à la vigilance, estimant que « si la Russie représente avant tout un danger pour elle-même - la situation étant totalement imprévisible - des événements "mauvais" à Moscou auraient des répercussions dangereuses sur ses voisins, surtout ses voisins de petite taille, sans dé-

fense ». Il exprime son inquiétude face à la révision - demandée et obtenue par la Russie - du traité sur la réduction des armes conventionnelles en Europe (traité CFE, signé en 1990), qui permet notamment « une concentration accrue de tanks russes dans la région de Pskov » (ville russe située près des pays baltes). « Je ne crois pas que la Russie pourrait nous attaquer et nous occuper, poursuit M. Landsbergis, mais les politiciens russes de l'élite actuelle voudraient nous satelliser, nous dominer et nous gouverner indirectement. Ce processus a un nom : la finlandisation. Nous ne voulons pas être finlandisés. »

S'OUVRIR A L'OCCIDENT

Si elle reflète une opinion répandue en Lituanie, cette crainte de l'« ours » russe est aussi liée à l'histoire familiale de M. Landsbergis, qui avait huit ans en 1940, lorsque l'armée rouge envahit son pays, après la signature du pacte Ribbentrop-Molotov. En 1943, son frère est arrêté par les troupes nazies. Peu après, son oncle est exécuté par les Soviétiques. Pianiste accompli, le jeune Vytautas Landsbergis allait se spécialiser dans l'histoire de la musique lituanienne du XIX^e siècle, et notamment les œuvres du compositeur Mikojaus Churlionis, interdites par la censure soviétique jusqu'à la glasnost.

Proclamée en 1990 (avant toutes les autres Républiques ex-soviétiques), l'indépendance de la Lituanie est, selon M. Landsbergis, une chose fragile : « Nous savons

que le plus important, c'est de survivre, aussi longtemps que possible. » Pour ce faire, il se dit aujourd'hui prêt à accélérer les réformes économiques en ouvrant plus largement son pays aux investisseurs occidentaux et à développer des relations commerciales « normales » avec la Russie, dont la Lituanie (3,7 millions d'habitants) dépend entièrement pour ses approvisionnements énergétiques.

Avec Boris Eltsine, M. Landsbergis entretient des rapports ambigus, dénonçant avec virulence l'intervention armée en Tchétchénie, mais réitérant sa confiance dans le président russe, qu'il semble juger à l'aune des années 1990-1991 : « Je me souviens de lui comme d'un politicien positif et honnête, car, à l'époque, il œuvrait pour notre indépendance (lituanienne) de façon conséquente. »

Alors qu'il revient au pouvoir après quatre années d'éclipse (son parti avait perdu les élections de 1992, marquées par le retour des ex-communistes), M. Landsbergis semble compter, dans sa politique à l'égard de Moscou, sur la « symphonie » qu'il éprouve pour Boris Eltsine. Cette approche personnelle lui sera-t-elle un jour reprochée ? « Je voudrais voir Boris Eltsine rester au pouvoir, dit-il, de telle sorte que, si jamais une crise éclatait en Russie et qu'elle affectait la Lituanie, je pourrais téléphoner au Kremlin, en sachant que l'occupant connaîtrait mon nom. »

Natalie Nougayrède

Querelles politiques dans les rangs des Serbes de Bosnie

Le général Mladic affirme avoir le contrôle de l'armée

SARAJEVO

de notre correspondant

Ratko Mladic et son état-major ont refusé leur limogeage, annoncé la semaine dernière par la direction politique de la République serbe (RS). Le général Mladic, commandant de l'armée serbe en Bosnie-Herzégovine depuis 1992, refuse de se soumettre au pouvoir politique de Pale, qu'il méprise profondément, privilégiant ses relations avec la Serbie voisine.

Il semble toutefois que l'encombrant commandant militaire, recherché pour « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre » par la justice internationale, puisse quitter prochainement ses fonctions, après avoir négocié le maintien d'officiers de son état-major.

Le quartier général de Ratko Mladic, situé dans des montagnes à Han Pijesak (Bosnie orientale), contrôle toujours l'armée serbe de Bosnie. « L'état-major commande totalement l'armée et exerce une autorité absolue sur toutes les unités », a annoncé Han Pijesak dans un communiqué, affirmant que le nouvel état-major nommé par Pale est « une instance parallèle qui n'a le soutien d'aucune unité et d'aucun officier sérieux ». Le communiqué ajoute que le limogeage de l'équipe du général Mladic est une mesure « irréfutable et nuisible pour le peuple serbe ».

Il apparaît effectivement que le général Pero Colic, le commandant choisi par les chefs

politiques de Pale, n'exerce aucune autorité sur les différents postes de commandement de l'armée serbe à travers le pays. Le général Colic est installé dans le village de Pale, la capitale administrative des Serbes de Bosnie, ce qui n'est pas précisément une position stratégique.

TRACTATIONS

Tandis qu'une centaine d'officiers ont exprimé leur loyauté envers Ratko Mladic, le général Colic essaie apparemment de s'appuyer sur la police civile, fidèle au pouvoir de Pale. Les officiers frondeurs accusent le général Colic et ses hommes d'être liés avec le Parti démocratique serbe (SDS) au pouvoir à Pale, et de renier les principes d'indépendance politique du corps militaire.

Ces tractations ont lieu alors que la Serbie et la communauté internationale demeurent silencieuses sur la crise politico-militaire en République serbe. Nul ne connaît le rôle exact joué par Belgrade et Washington dans l'éventuel départ de Ratko Mladic, qui avait conservé ses fonctions en violation de l'accord de Dayton.

Des observateurs estiment que le président de Serbie, Slobodan Milosevic, pourrait être lui-même l'organisateur de cette tentative de purge militaire, dans un souci de se conformer aux exigences des Occidentaux.

Rémy Ourdan

Privés de scolarité, 250 millions d'enfants de moins de quatorze ans travaillent dans le monde

GENÈVE

de notre correspondante
Selon un rapport du Bureau international du travail (BIT), rendu public le 12 novembre à Genève, des enfants de trois ans travaillent dans des fabriques d'allumettes à Sivakasi (au sud de l'Inde). Le BIT évalue à quelque 250 millions les « travailleurs » âgés de cinq à quatorze ans. Parmi eux, 120 millions sont employés à plein temps et 130 millions à temps partiel. Ces chiffres représentent le double de ceux qui étaient prévus lors des estimations antérieures. Le BIT précise que 153 millions (environ 61 %) de ces enfants sont exploités en Asie, 80 millions (30 %) en Afrique et 17,5 millions (7 %) en Amérique latine.

Ces enfants, qui travaillent à plein temps, sont privés de toute scolarité. Leur développement physique, même pour ceux qui travaillent à temps partiel, est entravé. Certaines séquelles persistent toute leur vie durant et innombrables sont ceux qui meurent à la suite d'accidents du travail ou d'épuisement. Les fillettes, affectées à des travaux domestiques, sont souvent les plus exposées aux violences sexuelles et, par conséquent, aux traumatismes psychiques comme à des grossesses accidentelles.

L'esclavage sévit toujours en Asie du Sud et du Sud-Est et en Afrique occidentale

Le BIT ne dispose d'aucune estimation sur le nombre global d'enfants des deux sexes affectés à des travaux domestiques, car ces petits travailleurs ne sont jamais déclarés. Cependant, grâce à des enquêtes effectuées au Bangladesh, on sait désormais que 38 % des employés de maison de ce pays sont âgés de onze à treize ans, et que 24 % n'ont que de cinq à dix ans. Au Kenya, 11 % de ceux qui travaillent comme domestique n'ont que dix ans. Au Venezuela, 26 % des travailleurs de cette catégorie n'atteignent même pas les dix ans. Une étude effectuée au Maroc a révélé que le travail de 72 % des enfants, domestiques, de-

vait commencer avant sept heures du matin et que 65 % d'autres enfants ne devaient finir leur journée qu'après vingt-trois heures. Au Zimbabwe, les petits domestiques sont astreints à effectuer jusqu'à quinze heures de travail par jour.

Les marchés spectaculaires d'esclaves ont disparu, mais des enfants de tous âges constituent toujours une marchandise en Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi qu'en Afrique occidentale. Il est fréquent que des enfants soient purement et simplement vendus pour une somme plus ou moins modique. D'autres enfants sont enlevés par des créanciers, afin d'acquitter une dette familiale. Tous sont destinés à former une main-d'œuvre gratuite à perpétuité pour leur patron. Tous ces jeunes sont de surcroît impuissants face aux violences de toute sorte, en particulier celles d'ordre sexuel, que leur infligent leurs maîtres selon leur bon vouloir.

Dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie, des « gosses » sont employés dans des mines et sont victimes, entre autres, de graves maladies respiratoires et de diverses intoxications et d'accidents mortels. Dans des verreries, surtout en Asie, des petits travailleurs s'activent dans des ateliers mal éclairés, mal aérés et subissent un bruit insupportable. Ils sont forcés par leurs patrons d'extraire, des fours, des verres en fusion à une température de plus de 1500 degrés.

La pêche peut, elle aussi, être mortellement périlleuse. Ainsi, en Birmanie, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande, il est courant de forcer les garçonnets à plonger - sans équipement de protection - et à se cogner contre des récifs coralliens, afin d'effrayer les poissons et de les pousser à se précipiter dans les filets. Chaque navire emploie près de trois cents gamins âgés de dix à douze ans qui sont contraints à rester dans l'eau jusqu'à douze heures d'affilée par jour. Année après année, des dizaines de ces jeunes plongeurs sont victimes de noyades, ou sont la proie des requins ou des reptiles de mer venimeux.

Moins spectaculaires, mais également très dangereux, sont les travaux agricoles, étant donné l'exposition aux antiparasitaires qui comportent des risques mortels pour les enfants, fortement plus

fragiles et plus sensibles que les adultes. Au Sri-Lanka, pour ne citer qu'un exemple, les produits toxiques sont distribués aux enfants qui le paillardisme, le tétanos, le diphtérie, la poliomyélite et la coqueluche régnent.

L'exploitation des enfants à des fins sexuelles s'amplifie dans des proportions alarmantes. On déplore, chaque année, de plus en plus de gosses vendus ou faisant l'objet d'une traite. Les experts du BIT dénombrent cinq réseaux internationaux : les enfants sont « re-

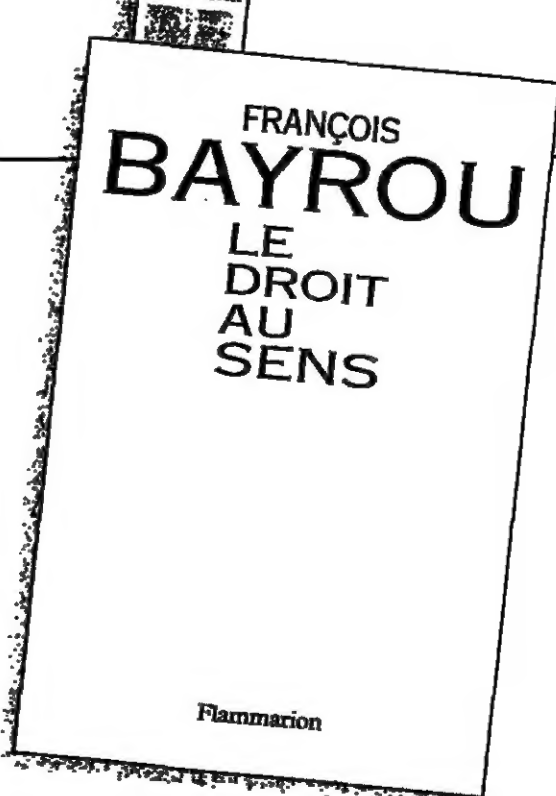
crutés » en Amérique latine et sont destinés à la vente vers l'Europe et le Proche-Orient ; les enfants d'Asie du Sud-Est sont dirigés également vers ces deux régions ; un trafic régional s'organise en Europe ; un autre trafic lié au pré-cédent s'active dans le monde arabe ; un réseau se spécialise dans l'exploitation des fillettes d'Asie de l'Ouest. Il existe d'autres filières de moindre importance mais qui prennent de l'ampleur en Europe. En outre, des familles filles sont exploitées depuis la Thaïlande vers

les Etats-Unis, la Malaisie et... la Chine. Selon l'ONU, un million d'enfants sont victimes du commerce du sexe.

Il existe pourtant des exceptions encourageantes. Ainsi en Inde, où l'on déplore tant d'abus dans ce domaine, l'Etat de Kerala, en dépit de sa pauvreté, a réussi à éliminer pratiquement le travail des enfants. Il est indispensable, selon les experts, de faire connaître le sort des enfants qui travaillent et le danger qui les guette tous. Le BIT recommande - alors que la première

convention sur le travail des enfants date de 1919 et qu'il en existe une depuis 1930 contre le travail forcé - de faire adopter un nouvel instrument juridique international qui serait plus spécifique et consacré essentiellement « aux formes de travail des enfants et aux types d'emplois les plus risqués pour les enfants, à savoir l'esclavage, la servitude, le travail forcé et le servage ainsi qu'aux mesures prises en vue de l'éradication de ce fléau. »

Isabelle Vichniac



François Bayrou

Flammarion

L'ONU devrait rapidement voter l'envoi d'une force au Zaïre

Elle serait commandée par un Canadien ; les Etats-Unis y participeraient avec des troupes, aux côtés d'Européens et d'Africains. Son mandat serait double : secourir les populations déplacées puis les inciter à regagner le Rwanda

Le Conseil de sécurité devrait voter avant la fin de la semaine l'envoi d'une force multinationale au Zaïre pour venir à l'aide des centaines de milliers de réfugiés menacés de mort

dans la province du Kivu, à l'est du Zaïre. Selon de bonnes sources à New York et à Washington, cette force militaire-humanitaire sera commandée par un officier canadien ; les Etats-Unis y

contribueraient avec des troupes au sol, aux côtés des Britanniques, des Canadiens, des Espagnols, et des Français. Elle aurait pour mission de secourir les populations déplacées, puis de

les inciter à regagner le Rwanda, mais pas de désarmer les milices hutues responsables du génocide des Tutsis et de Hutus modérés, qui contrôlent aujourd'hui les camps de réfugiés du Ki-

vu. Elle devrait rapidement céder la place à une autre force, celle-là constituée par les Nations unies dans le cadre d'une classique opération de maintien de la paix.

NEW YORK (Nations unies)

Le déploiement d'une force multinationale pour le Zaïre doit être autorisé par le Conseil de sécurité de l'ONU avant la fin de la semaine, ont indiqué, lundi 11 novembre, des sources américaines à Washington et à New York. Ayant officiellement donné son feu vert à l'opération de secours, Washington serait prêt à y participer à hauteur de « mille hommes, environ », ont poursuivi les mêmes sources. Le commandement de cette force serait assuré par le Canada, qui n'a pas encore confirmé cette information. Mais le chef d'état-major canadien, le général Maurice Baril, se trouvait lundi au Pentagone pour travailler sur les détails opérationnels de la force.

A Washington, ni la Maison Blanche ni le département d'Etat n'avaient encore publiquement annoncé, mardi, que les Etats-Unis avaient ou non décidé de participer à une opération pour venir à l'aide des centaines de milliers de réfugiés rwandais et zaïrois dans l'est du Zaïre. Outre le Canada, les Etats-Unis et la France, plusieurs autres pays participeraient, d'une manière ou d'une autre, à la force : l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Sud, le Mali, l'Ethiopie, le Tchad et la Tunisie.

Alors que le vice-président sud-africain, Thabo Mbeki, devait s'entretenir mardi à l'Elysée avec Jacques Chirac (lire ci-dessous), un porte-parole du ministère espagnol de la défense laissait en-

tendre que Paris et Madrid pourraient détacher très vite une petite avant-garde de la force.

HÉSITATIONS AMÉRICAINES

Les pays intéressés ont passé les dernières quarante-huit heures en consultations intenses. « En ce qui concerne le commandement, à expliquer un diplomate à l'ONU, le Canada étant le seul pays bilingue, il se trouvait en position d'être le candidat naturel ; par ailleurs, sa présence aidera à rassurer un Congrès américain très méfiant. » Des sources sûres précisaient que les Etats-Unis, pour leur part, seraient en grande partie responsables du transport, et que leurs troupes prendraient en charge les deux aérodromes de Goma et de Bukavu.

A en croire des sources diplomatiques à l'ONU, les hésitations américaines s'expliqueraient par le temps qu'il a fallu pour dessiner plus précisément les contours de l'opération. « Vendredi, grâce aux incessants efforts de la France, l'urgence était acquise, explique-t-on ; ensuite, il fallait que l'administration soit à même de répondre aux questions bien précises » sur le mandat de la force, questions que le Congrès ne va pas manquer de poser. « Il faut bien comprendre qu'envoyer, une fois de plus, des troupes dans une opération en Afrique est une décision extrêmement difficile pour les Etats-Unis », soulignait un diplomate américain à Washington. « N'oubliez pas que dans les jours à venir, l'administration sera obligée de justifier la pro-

longation de son opération militaire en Bosnie et que personne dans ce pays n'a encore oublié l'horrible spectacle de nos soldats démembrés trainés dans les rues de Mogadiscio » (en Somalie).

Pour les Américains, l'opération pourrait se dérouler en trois étapes : garantir les conditions nécessaires aux agences humanitaires pour qu'elles soient en mesure de « nourrir les réfugiés là où ils se trouvent » ; encourager le retour volontaire « des réfugiés au Rwanda » ; pour assurer la sécurité des candidats au retour, « mettre sur pied une structure ad hoc, voire déployer des observateurs militaires non armés ». Les Britanniques proposent aussi que les Nations unies se préparent, dès maintenant, à prendre le relai de la force

multinationale en créant une opération classique de maintien de la paix, comme ce fut le cas en Haïti après le départ des troupes américaines.

Pour s'assurer de la succession par l'ONU de la force multinationale, le Conseil de sécurité de l'ONU doit voter un rapport d'ici au 20 novembre. « Est-ce que certains des participants vont rester ? Et lesquels ? Voilà la grande question pour nous », disent les diplomates onusiens. Pour nombre d'entre eux, interrogés à New York, la France « a fait l'erreur » d'annoncer que son intention était la réinstallation des réfugiés dans les camps du Zaïre à la frontière avec le Rwanda. « Cela voudrait dire le retour au statu quo », explique-t-

on, et « c'est en partie pour cela que certains pays ont hésité à accepter, d'emblée, l'initiative française ».

Lundi soir, on assurait qu'il n'y aurait plus de divergences sur le fait « qu'il est impératif de se fier comme base au retour des réfugiés au Rwanda ». Selon la formule d'une source américaine, « il faut maintenant profiter de cette catastrophe humanitaire pour créer les conditions du retour des réfugiés chez eux. Même si seulement un sur quatre prend la décision de rentrer, cela justifiera notre intervention ».

Le désarmement des miliciens hutus rwandais (largement responsables du génocide des Tutsis en 1994), estimés de trente à quarante mille hommes, ne ferait pas partie du « mandat officiel » de la force multinationale. Cette force n'a pas l'intention de lancer une opération de désarmement « à la somalienne », même si, « en stabilisant la situation », elle pourra être amenée à désarmer toute personne lui faisant obstacle. Dans l'optique américaine, l'opération doit aboutir à un affaiblissement de facto de la mainmise des milices hutues sur les réfugiés. « Etant dispersés, les réfugiés se trouveront moins en situation d'otage qu'auparavant. Il faudra consolider cette situation ! », explique-t-on de source américaine.

MANDAT « MAL DÉFINI »

Salué par les diplomates, ce projet de déploiement d'une force « sans un mandat bien défini » rencontre l'opposition de certaines organisations non gouvernementales (ONG). Un mandat « extrêmement mal défini » risquerait de créer de nouveaux problèmes. De retour de la région et passant au nom de certaines ONG, l'écrivain américain, David Rieff, disait s'interroger de la « militarisation de l'humanitaire ». Parant au Monde, il jugeait qu'employer l'aide alimentaire pour inciter les réfugiés à rentrer au Rwanda « là où ils ne veulent plus rentrer » n'est pas une solution, mais un renouveau, une recette pour un désastre politique.

Dominique Le Guillaudoux

Afsané Bassir Pour

Les prétentions de Laurent Kabila, « chef » de la rébellion au Kivu

GOMA

De notre envoyé spécial

Il apparaît un soir à Goma. La garde rapprochée est nerveuse, consciencieuse. L'homme, d'une soixantaine d'années, n'a pas perdu sa casquette de guerrier, du temps où il combattait déjà dans le maquis pour la libération du « Congo », en compagnie du « Che », venu de Cuba. En 1965, avec quelques hommes armés (Le Monde daté 3-4 novembre), Laurent Kabila est simplement présumé mort. Mais on s'est trompé sur lui. « Contrairement à ce qu'on a raconté, dit-il, je n'ai jamais été marxiste. Je dénonçais, je dénonçais encore, les grandes puissances qui étouffent les mouvements de libération nationale. »

Che Guevara vite repartit, dépité — il qualifiera la rébellion d'alors d'« armée parasite ». M. Kabila avait un temps repris le combat, contre le régime du général Mobutu, dans l'est du Zaïre. Puis il avait quasiment disparu. Le conflit au Rwanda et son extension actuelle au Kivu l'ont fait resurgir. M. Kabila est, dit-il, « en quelque sorte le président » de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo — il ne prononce pas le nom de Zaïre, qui est « une fabrication de la dictature ». Cette alliance regroupe « tous les partis politiques qui veulent nous rejoindre, pour mettre fin à des années de souffrance dans ce pays ». M. Kabila, qui n'est pas lui-même un Banyamulenge, se garde de parler explicitement de ces rebelles tutsis zaïrois dont il est apparemment le chef. Pas d'ethnies, donc, ni de revanche à prendre.

A l'entendre, il n'est pas la marionnette de Kigali. Les attaques dirigées contre les camps de réfugiés hutus, conjointement tenus par des miliciens et membres de l'ancienne armée rwandaise, qui ont participé au génocide de 1994, et des soldats zaïrois, ne sont mo-

tivées que par la volonté de faire progresser ses troupes, les rebelles de la « libération nationale ». La rhétorique est zaïro-zaïroise. Il s'agit de mettre fin à la corruption et aux exactions du régime de Mobutu. Il appelle toutes les provinces à se révolter et invite le Parlement de Kinshasa à siéger ici, dans le « territoire libéré de Goma, afin d'accélérer le changement démocratique ».

« CHAIR À CANNON »

Aujourd'hui, la situation est critique, reconnaît-il. M. Kabila ne parle pas des premiers pilonnages de ses troupes qui ont provoqué la crise dans les camps de réfugiés. Non, la situation est critique aujourd'hui car les « forces ennemies », milices hutues et soldats zaïrois, ne respectent pas le cessez-le-feu. Et il est vrai que ces derniers tirent régulièrement des coups de mortier sur Goma, à partir de leurs positions établies autour du camp de Mugunga, vers lequel ont convergé des centaines de milliers de réfugiés. La communauté internationale s'émue ? « Les gens meurent, c'est vrai, mais c'est de la faute à qui ? Nous ne sommes pas responsables de tout ce qui arrive et arrivera encore, tente

de convaincre M. Kabila. Les réfugiés sont retenus contre leur gré par des hommes armés qui les utilisent comme de la chair à canon. »

Selon lui, la situation des réfugiés aurait pu être réglée si la communauté internationale avait daigné reconnaître la légitimité de son Alliance dans « les territoires libérés du Congo ». « M. Chrétien (l'émisnaire des Nations unies) ignore, s'insurge-t-il, et c'est une grave erreur car le pouvoir, c'est nous. Nous sommes incontournables. » Quant aux ONG, il dit : « Ces messieurs (...) ne veulent pas reconnaître notre autorité. Qu'on m'écrive ! Certaines organisations ont laissé du courrier et nous trions. » Quand on lui rétorque que Médecins sans frontières, entre autres, a déjà déposé trois demandes d'entretien, M. Kabila est étonné : « Mais où sont-elles passées ? » Il est toutefois prêt à offrir un corridor humanitaire jusqu'à la dernière position de ses troupes, c'est-à-dire à l'entrée du plus grand camp du monde, le camp de Mugunga. A charge pour les organisations humanitaires de négocier leur sécurité avec la partie adverse, ainsi qu'un respect du cessez-le-feu. A elles, aussi, de cesser de considérer les rebelles

comme « une bande d'ivrognes, de voyous ou de brigands ».

L'Alliance se réservera le droit de faire le tri entre les organisations car M. Kabila a vu trop de détournements. « Des gens du HCR, d'ONG ont été pris la main dans le sac », poursuit le chef des rebelles, dont une partie se nourrit actuellement de rations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), après le pillage des entrepôts de Goma. Maintenant, c'est dit, après avoir déclenché l'offensive sur les milices hutues et les Zaïrois qui se terrent dans les camps, M. Kabila veut contribuer à régler ce « monstrueux problème » que posent les réfugiés.

Pour la première fois, une dizaine d'organisations humanitaires ont pu dépasser quelques camions de médicaments, lundi matin, mais ces derniers sont restés à Goma. Des pourparlers ont cependant été engagés. Installé dans une villa entourée de peulouses bordant le lac Kivu, M. Kabila boit quelques gorgées de champagne dans une coupe en cristal et dit que, vraiment, ce régime de Mobutu « est pourri ».

« Dauphin » critiqué de Nelson Mandela, Thabo Mbeki a besoin de s'imposer

La presse sud-africaine s'en prend à ce successeur qui n'est pas encore confirmé

JOHANNESBURG

De notre correspondant

« L'énigmatique Mbeki : requin de la politique ou locomotive de la nouvelle Afrique du Sud ? » Ce titre dans la presse sud-africaine résume bien les interrogations sur la personnalité de Thabo Mbeki, « dauphin » officiel de Nelson Mandela.

« M. Mbeki est un homme plein de talents et d'influence. Si l'ANC le choisit comme président, je crois qu'il s'agira d'une bonne décision », avait déclaré M. Mandela, cet été, pour répondre à ces interrogations et tenter de lever toute ambiguïté sur sa succession.

Le chef de l'Etat a dit qu'il ne se représenterait pas aux élections de 1999 et abandonnerait son poste de président du Congrès national africain (ANC) à la fin de 1997. M. Mbeki, vice-président de l'ANC et du gouvernement — qui est arrivé, lundi 11 novembre, à Paris pour une visite de trois jours —, a sa préférence pour le remplacer à la tête du parti et, par conséquent, du pays. L'ancien mouvement de libération dispose en effet, pour longtemps encore, d'une large majorité au sein de la population. Le candidat investi de son soutien en 1999 est sûr de l'emporter.

« La question doit être tranchée par l'ANC », souligne M. Mbeki, avec un flegme tout britannique, hérité des années passées à Londres comme représentant du parti en exil. M. Mandela a lui-

même rappelé, lundi, que la décision n'a pas encore été officiellement prise, ce qui est susceptible d'affaiblir la position de M. Mbeki et de réveiller une guerre de succession, estiment certains commentateurs.

M. Mandela souhaite, semble-t-il, ne pas se priver d'une solution de rechange en cas d'échec de M. Mbeki au gouvernement. Mais, en attendant, ce dernier garde son appui, et un autre prétendant, Cyril Ramaphosa, en annonçant son départ — sans doute provisoire — de la vie politique pour le monde des affaires.

Le chef de l'Etat avait laissé transparaître son choix dès 1994 en préférant M. Mbeki à ce rival pour la vice-présidence. Depuis, M. Mandela délègue de plus en plus à M. Mbeki les affaires courantes, pour lui assurer une stature d'homme d'Etat. Ainsi, M. Mbeki assume-t-il, de fait, les responsabilités d'un premier ministre.

MAUVAISE IMAGE MÉDIATIQUE

Mais il reste à M. Mbeki à s'imposer aux yeux de l'opinion. Il devra pour cela modifier l'image négative que la presse sud-africaine véhicule à son encontre.

Les journaux, pour la plupart, le dépeignent comme un politicien arriviste, éliminant sans scrupule ses rivaux pour parvenir au pouvoir. Ils lui reprochent son manque de chaleur humaine et le rendent souvent responsable des erreurs ou lacunes du gouvernement. « Ce n'est pas ma première préoccupation quand je me réveille », réplique, à propos de ces critiques, M. Mbeki qui attribue cette hostilité à ses ap-

pels répétés en faveur d'une meilleure représentation des Noirs dans les médias sud-africains, encore largement dominés par les Blancs.

M. Mbeki manque de charisme. Cet élégant quinquagénaire, à la barbe poivre et sel impeccable, est avant tout un homme de dossiers et d'appareil. Fils d'un dirigeant historique de l'ANC emprisonné avec Nelson Mandela, il a passé la plupart des années de lutte contre l'apartheid à l'étranger, représentant le mouvement dans plusieurs pays africains et en Grande-Bretagne. Il a ramené de son séjour à Londres un diplôme en économie et un goût prononcé pour le savoir-faire vestimentaire anglais.

Les militants et les électeurs de l'ANC en sont sans doute un peu déçus. La minorité blanche et les investisseurs étrangers s'interrogent, eux, sur l'après-Mandela et la capacité de M. Mbeki à poursuivre la politique actuelle du gouvernement, faite de prudence et de modération. Ils se demandent aussi s'il pourra incarner, comme M. Mandela, l'esprit de réconciliation entre les communautés. Le vice-président reconnaît la difficulté de succéder à un symbole vivant.

Mais il souligne que la réconciliation nationale est une nécessité dont s'est imprégné tout l'appareil de l'ANC et pas seulement son leader. C'est, pour lui, le fruit d'une décision collective, mûrie au cours du processus de négociations qui a changé l'Afrique du Sud et dans lequel il a joué un rôle essentiel. « Tout au long de ce processus, nous avons discuté entre nous, au sein de l'ANC, et avec le pouvoir blanc. Nous

sommes arrivés à la conclusion que la seule solution possible était une réconciliation respectant les intérêts des deux camps. Cette ligne de conduite sera maintenue après le départ de Nelson Mandela », affirme M. Mbeki.

Il n'a pas l'intention de céder aux pressions de l'aile gauche de l'ANC qui réclame une politique économique davantage axée sur le rattrapage des inégalités héritées de l'apartheid. « Les attentes de la population sont légitimes, déclare M. Mbeki. Mais certains les utilisent pour servir leur ambition personnelle. Quand on leur demande s'ils ont une autre politique à proposer, ils ne savent d'ailleurs pas quoi répondre. » Aux syndicats qui s'opposent à une loi de 10 % de consacrer au développement dans notre budget, le reste est englouti par les dépenses courantes. Les syndicats doivent tenir compte de cette réalité et ne pas voir seulement l'intérêt immédiat de leurs membres. »

Entre les attentes de la population noire et les craintes de la minorité blanche, le vice-président sait que la marge de manœuvre du gouvernement se rétrécit. Mais « les Noirs, dit-il, savent bien que tout ne peut pas se faire du jour au lendemain. L'essentiel, c'est qu'il y ait quand même un progrès visible dans leur vie quotidienne qui entretienne leur espoir. Les Blancs, eux, doivent bien comprendre qu'il est dans leur propre intérêt de contribuer au processus de transformation car c'est la seule garantie d'un futur stable. »

Frédéric Châmbon

RAFAL

Fait à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 88 - Tél. 48.87.34.04

CAP 3000 - RICE
18, av. J. Moinet
LYON - France
80, rue E. Herriot

VOUS CHERCHEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.78.59
Fax : 01.42.88.40.57

Dans grande université **USA** Californie

Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac + 1 et + 2

Spécialisation en pub. marketing, management avec stage entreprise inclus. 12 mois (15, si anglais faible) + poss. emploi rémunéré 1 an. Cours, logement, repas inclus (Prix : 11 800 \$)

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA
CEPES (1) 45-51-23-23

L'ex-FIS algérien approuve un « Appel à la paix »

PARIS. L'instance exécutive de l'ancien Front islamique du salut (FIS, dissous) à l'étranger a apporté son soutien à un « Appel à la paix » lancé samedi 9 novembre par une trentaine de personnalités algériennes. Dans un communiqué publié à Paris, l'ex-FIS affirme accueillir « favorablement toute initiative ayant pour but de ramener la paix et la sécurité dans le pays, arrêter l'effusion de sang ». L'« Appel à la paix » a été signé par des personnalités aussi diverses que le président du Front des forces socialistes, Hocine Ait Ahmed, l'ancien président Ahmed Ben Bella et le chef de file du courant rénovateur du Front de libération nationale, Mouloud Hamrouche. — (AFP)

Antoine Gallimard, victime de tracasseries policières au Maroc

CASABLANCA. Officiellement invité à participer au Salon du livre de Casablanca, l'éditeur français Antoine Gallimard a été contraint, du fait de tracasseries policières incessantes, à écarter son séjour au Maroc. Il a préféré regagner Paris dans l'après-midi du lundi 11 novembre. M. Gallimard a été interpellé au Salon du livre par des officiers en civil qui l'ont reconduit à l'aéroport, où il a été retenu pendant plusieurs heures. Les policiers l'ont ensuite ramené à un grand hôtel du centre-ville, d'où il a pu téléphoner et donner l'alerte. Selon les explications, fort tardives, du ministère de l'Intérieur, le nom de M. Gallimard — éditeur du livre-pamphlet de Gilles Perrault *Notre ami le roi*, interdit au Maroc — n'aurait pas été rayé, comme il aurait dû l'être, de la liste des personnes jugées indésirables par les autorités du royaume, liste qui date de 1991.

Vanuatu : le premier ministre reconnaît la gravité de la crise

PORT VILA. Le premier ministre du Vanuatu, Serge Vohor, a reconnu, mardi 12 novembre, la gravité de la situation dans son pays en déclarant qu'il avait envisagé d'appeler une force extérieure pour mater une rébellion des forces militaires de cet archipel du Pacifique sud. M. Vohor a confirmé qu'une centaine de militaires — dont tous les officiers — des Forces mobiles (VMF) ont été arrêtés dans la nuit de lundi à mardi. Le climat politique est très tendu au Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) depuis qu'un commando des VMF a détenu pendant quelques heures, le 12 octobre, le chef de l'Etat, Jean-Marie Lévy, et le premier ministre par intérim de l'époque, Barak Sopé, afin de protester contre le non-paiement d'allocations. — (AFP)

Signature d'un accord financier entre la France et l'Egypte

La France et l'Egypte ont signé, lundi 11 novembre au Caire, un protocole financier de 461 millions de francs (constitué de prêts du Trésor français à hauteur de 30 % et de crédits bancaires pour 20 %) auquel s'ajoutent des aides bilatérales pour la fourniture de 33 000 tonnes de farine de blé. L'engagement financier au précédent (500 millions), ce protocole est destiné à financer des projets égyptiens dans les transports, l'énergie, le traitement de l'eau, l'irrigation. Pour la France, le marché égyptien — avec ses 60 millions de consommateurs — est le premier marché arabe.

AMÉRIQUES

■ GUATEMALA : en présence du « modérateur » de l'ONU, Jean Arnault, les principaux dirigeants de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG, guérilla) et les représentants du président Alvaro Arzu ont convenu, lundi 11 novembre à Mexico, de signer la paix « définitive » le 29 décembre, mettant ainsi un terme à une guerre qui a fait plus de 100 000 morts en trente-six ans. La crise qui avait provoqué, fin octobre, l'interruption durant deux semaines des négociations entre le gouvernement et la guérilla aura eu pour effet d'accélérer le processus de paix. — (Carre)

■ NICARAGUA : le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a déposé officiellement, lundi 11 novembre, auprès du Conseil suprême électoral (CSE), une demande d'annulation des élections du 20 octobre à Managua et dans le département de Matagalpa (nord), et de révision des résultats dans 13 départements sur les 16 que compte le Nicaragua. — (AFP)

AFRIQUE

■ NIGER : la campagne pour les élections législatives a commencé lundi 11 novembre, mais l'opposition a décidé de boycotter ce scrutin qui doit avoir lieu le 23 novembre et dont elle dénonce les conditions d'organisation. — (Reuters)

EUROPE

■ GRANDE-BRETAGNE : Londres doit appliquer la directive européenne limitant le temps de travail hebdomadaire à 48 heures, a décidé, mardi 12 novembre, la Cour européenne de justice de Luxembourg. — (AFP)

■ RUSSIE : les députés de la Douma, dominée par les communistes, ont demandé, lundi 11 novembre, à la Cour constitutionnelle d'examiner la constitutionnalité d'un décret de Boris Eltsine accordant de vastes pouvoirs à l'administration présidentielle, dirigée par M. Anatoli Tchoubaï, dont ils dénoncent l'influence croissante. — (AFP)

■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le chef des renseignements (BIS), Stanislav Devaty, a démissionné, lundi 11 novembre, à la suite d'allégations selon lesquelles ses services auraient espionné les activités d'un ministre. M. Devaty a affirmé que son geste visait à « calmer la situation politique dans le pays », cinq jours avant les premières élections sénatoriales. — (AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : un Arabe israélien, Azzam Azzam, a été arrêté pour espionnage au profit d'Israël, et placé en détention provisoire par le parquet égyptien, lundi 11 novembre, a indiqué une source judiciaire. L'ambassade d'Israël affirme ne pas avoir été officiellement informée de son sort. — (AFP)

ÉCONOMIE

■ Le sommet de l'alimentation, qui doit se tenir à Rome du 13 au 17 novembre, au siège de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), appellera à un effort concerté pour réduire de moitié le nombre de sous-alimentés au plus tard en 2015.

■ ALLEMAGNE : le ministre des finances, Theo Waigel, a indiqué, lundi 11 novembre, qu'il envisageait d'affecter au programme de l'avion de combat Eurofighter, développé en commun par l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, des aides financières actuellement consacrées à Airbus. M. Waigel avait assuré, dimanche, que l'Allemagne serait en mesure de financer la construction de l'Eurofighter et sa contribution au maintien de la paix dans l'ex-Yougoslavie. — (AFP)

Le sommet ibéro-américain condamne le renforcement de l'embargo américain contre Cuba

En contrepartie, Fidel Castro a signé la déclaration finale consacrée au pluralisme politique

Les dirigeants latino-américains, espagnols et portugais ont fermement condamné, lundi 11 novembre, la loi américaine Helms-Burton

renforçant l'embargo contre Cuba et invité les Etats-Unis à revenir sur ce texte. Dans le même temps, ils ont convaincu Fidel Castro de signer la

déclaration finale de ce VI^e sommet qui souligne que « les libertés démocratiques » vont de pair avec des élections libres.

SANTIAGO

de notre correspondant

« De sommet en sommet, vous serez bientôt au ciel ! » La petite phrase glissée à l'oreille d'un diplomate cubain a fait ricaner ceux qui l'ont entendue au milieu de l'agitation des délégués à Viña del Mar, à une centaine de kilomètres de la capitale chilienne, qui s'empres- saient de baisser le rideau sur le VI^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ibéro-américains.

Tout en rappelant que Fidel Castro, à peine le sommet achevé, devait partir pour Rome pour participer à celui de la FAO consacré à l'alimentation, le commentateur faisait allusion à la rumeur persistante selon laquelle le leader cubain aurait décidé de profiter de son séjour dans la Ville sainte pour accomplir un pas de plus dans sa croisade destinée à rompre l'isolement du régime de l'île. Bien que les membres de la délégation cubaine se soient refusés à toute déclaration sur une éventuelle demande d'audience à Jean-Paul II de la part du dirigeant cubain, des

sources proches du gouvernement

chilien assuraient que c'était

« chose faite ».

Le fait que Fidel Castro ait décidé de signer la déclaration finale du sommet, qui juge « la pluralité politique essentielle dans un régime démocratique » et proclame sans ambiguïté que « des élections libres, périodiques et transparentes sont des éléments essentiels à la démocratie », peut être considéré comme historique. Certes, les Cubains ont obtenu en échange une condamnation claire et nette de la loi Helms-Burton renforçant l'embargo américain contre La Havane. La déclaration finale exhorte les Etats-Unis à revenir sur ce texte, voté en mars, car il « ignore le principe fondamental de respect de la souveraineté des Etats ».

DÉMOCRATISATION URGENTE

Les Etats-Unis devaient réagir, dès lundi soir, par la voix du sous-secrétaire d'Etat Jeffrey Davidow qui, dans un entretien accordé au quotidien de Santiago *La Segunda*, a exprimé son espoir que « les critiques à l'égard de la loi Helms-Bur-

ton ne puissent pas être interprétées par Fidel Castro comme un soutien à sa dictature qui reste l'une des pires au monde ». Un soubresaut à écarter lorsqu'on sait l'extrême franchise avec laquelle Fidel Castro s'est vu signifier à plusieurs reprises par ses pairs l'urgence qu'il y a pour Cuba à rejoindre, une fois pour toutes, l'esprit et la pratique démocratiques de « la grande famille ibéro-américaine ».

Une urgence que le chef du gouvernement espagnol, Jose Maria Aznar, a traduite à sa manière lors d'un déjeuner au cours duquel il a lancé à Fidel Castro : « Je n'ai rien contre ton pays mais tout contre ton régime. » Et de lui proposer une aide économique de l'Union européenne en échange d'une ouverture de la société cubaine à la démocratie. Le dirigeant communiste a rejeté l'offre de Madrid. Ce dialogue informel s'est achevé par un échange de cravates entre les deux hommes. Echange au cours duquel le président argentin Carlos Menem passa lui-même sa cravate autour du cou de Castro tout en lui lançant, goguenard : « Laisse-toi

faire, ce n'est pas une corde ! »

L'anecdote reflète aussi bien l'esprit qui permit aux ministres des affaires étrangères de parachever la déclaration de Viña del Mar que l'importance que les leaders latino-américains continuent à accorder à une prompte démocratisation de Cuba. C'est ainsi que, trompant la vigilance des regards posés sur lui, Fidel Castro a même pu réaliser deux rencontres dont la plus significative aura été celle qui lui permit un tête-à-tête avec le président Carlos Menem, avec lequel il s'est violemment affronté à plusieurs reprises dans le passé.

Cette attitude conciliante du dirigeant cubain constitue une grande nouveauté et, selon certains diplomates présents au sommet, un « signe des temps ». Des temps qui ont vu passer par Santiago un Fidel Castro vieillissant et fatigué, soignant ses propos avec une extrême prudence et signant un engagement qui, s'il est suivi d'effets, aura des conséquences importantes sur l'évolution du régime cubain.

Eduardo Olivares



HP HEWLETT®
PACKARD

HP DeskJet 690C. Ça vous apprendra à laisser les enfants jouer avec l'imprimante !

Nous vous avons pourtant prévenus !

Vos enfants vont vraiment adorer la nouvelle

imprimante HP DeskJet 690C, maintenant

qu'elle est vendue avec le Kit de Création® HP :

le logiciel studio d'impression

Disney

INTER

ACTIVE

« Le Bossu de Notre-

Dame » de Disney

Interactive, pour

imprimer des banderoles, des cartes

postales ou même des calendriers,

le Family Créa-Kit de PrintPaks, pour créer

des magnets, des

mini-vitraux... sans

oublier des supports d'impression

comme le papier-photo... Faut-il enfin rappeler

la qualité d'impression signée HP

et l'impression transfert pour

tee-shirts ? De quoi mettre toute

la maison sens dessus dessous !

* Offre valable jusqu'au 31 mars 1997.

IMPRIMANTES HP, EXPRIMEZ-VOUS.

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1995

SOCIAL L'anniversaire du plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, présenté par le premier ministre à l'Assemblée nationale le 15 novembre 1995, et les revendications

des salariés de plusieurs secteurs ou entreprises font de la semaine du 12 novembre une « semaine sociale », au climat alourdi par la volonté du gouvernement d'ouvrir le débat

sur la flexibilité. La CGT et FO organisent des manifestations à Paris et en province le 16 novembre. ● DANS LES TRANSPORTS PARISIENS, les syndicats appellent à la grève, le 15 novembre, pour l'emploi, la défense du statut et la sécurité des agents, à

quelques semaines des élections professionnelles. ● LES BANQUES, en crise, souffrent d'une absence de dialogue social, qui accroît l'inquiétude

des salariés - appelés à la grève le 15 novembre également - quant à l'avenir de leur profession et aux « dégraissages » qui les menacent.

Alain Juppé affronte une semaine de contestation

L'anniversaire du plan de réforme de la Sécurité sociale est l'occasion de manifestations qui s'ajouteront à des grèves dans les transports parisiens et dans les banques. Le moral des Français reste déprimé, bien qu'ils expriment le désir de consommer

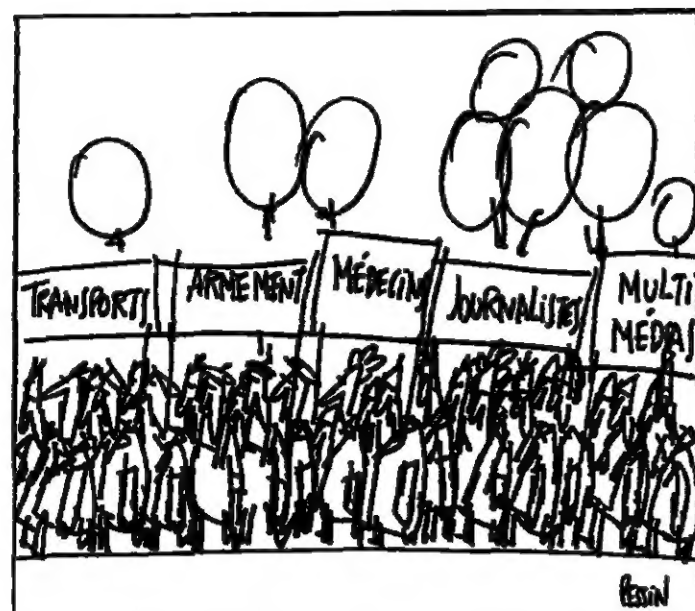
IL Y A UN AN, le 15 novembre 1995, Alain Juppé dévoilait son plan de réforme de la Sécurité sociale, qui allait entraîner, dix jours plus tard, un conflit sans précédent depuis 1968. Les manifestations et les quelques grèves qui, un an après, vont ponctuer cette semaine anniversaire en prennent une dimension particulière, même si aucun responsable syndical, économique ou politique ne se hasarde à pronostiquer un conflit de l'ampleur du mouvement de novembre et décembre 1995.

Tous les sondages montrent que le moral des Français est aussi bas qu'il y a un an, et rien, au cours des douze mois écoulés, n'est venu justifier les messages d'optimisme et les appels au volontarisme lancés régulièrement par le chef de l'Etat et par le premier ministre. Il n'est pas étonnant que le couple exécutif, dans de récentes déclarations, y mette moins de conviction que naguère et se résigne à reconnaître que les Français sont « inquiets » et doutent de la capacité de leurs dirigeants à sortir de la crise.

PESSIMISME

Qu'il s'agisse du chômage, qui a frappé cent soixante-dix mille personnes de plus en un an, de la Sécurité sociale, qui reste lourdement déficitaire (80 milliards de francs en 1996-1997), ou du pouvoir d'achat, dont la progression sera quasiment nulle cette année (0,2 % selon l'Insee), tout ce qui fait - ou défait - le moral des Français est mal orienté. La dernière enquête de l'Insee auprès des ménages, publiée le 8 novembre, révèle bien un léger redressement de leur moral (perspectives du chômage, niveau de vie à venir, intentions d'achat), mais c'est encore le pessimisme qui prévaut.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la « semaine de mobilisation intense » orchestrée par la CGT, tandis que FO demande à ses militants d'organiser, le 15 novembre, « des réunions sur les lieux de travail ». Les deux centrales appellent à manifester, le lendemain, dans toutes les villes de France, sur une large palette de revendications : augmentation des salaires ; arrêt des licenciements ; amélioration de l'indemnisation des chômeurs, alors que les négociations patron-syndicats sur l'Unedic s'ouvrent le 19 novembre ; refus de la réforme de l'assurance-maladie ; défense des services publics.



De leur côté, trois syndicats de la RATP (CGT, CFDT, autonomes) ont déposé, pour le 15 novembre, un préavis de grève afin de défendre l'emploi, la sécurité, le pouvoir d'achat et le statut des personnels. C'est également le jour choisi par les fédérations de la banque (CFDT, CGT, FO et SNB-CGC) pour une journée de protestation contre la suppression de quelque soixante mille postes (sur environ quatre cent mille) prévue par les établissements dans les cinq ans à venir. La veille, les syndicats de journalistes appellent à une nouvelle journée de grève pour protes-

ter, comme le 15 octobre, contre la décision du gouvernement de supprimer l'abattement fiscal de 30 % pour frais professionnels. Dans le prolongement de cette semaine, le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, envisage une action de grande ampleur, fin novembre ou début décembre, et tente d'y associer les autres confédérations. S'il a renoncé à programmer cette « puissante initiative interprofessionnelle et nationale » autour du 15 novembre - date du premier anniversaire de l'annonce de la réforme de la « Sécu » -, c'est pour ne pas s'aliéner un éventuel

soutien de la CFDT, qui milite, au contraire, pour une mise en œuvre rapide du plan Juppé.

Le débat sur la flexibilité du marché du travail (lire aussi page 16), relancé par le premier ministre et par le ministre du travail, risque de tendre un peu plus les relations entre le gouvernement et les syndicats. Critiqué par le patronat quand il mène une politique d'aide à l'emploi (CIE, loi Robien sur la réduction du temps de travail), condamné par les syndicats dès qu'il envisage d'assouplir les conditions de licenciement, incapable de pousser plus loin la baisse des charges sociales en raison de l'absence de marges de manœuvre budgétaire, M. Juppé est pris dans un véritable étau, alors même qu'il lui faut coûte que coûte marquer des points sur le terrain de l'emploi.

DÉRÈGLEMENTATION

L'avenir semble tout aussi incertain sur le front de la Sécurité sociale. Les syndicats de médecins doivent en effet se prononcer, le 15 novembre, sur l'avenir de la convention médicale. Trois d'entre eux (CSMF, SNM, FMP) continuent d'afficher une hostilité totale à la réforme de l'assurance-maladie. La CSMF, principal syndicat de praticiens libéraux, a appelé les généralistes et les spécialistes à demander, le 14 novembre, dans tous les départements, à être reçus par les préfets et les présidents des caisses d'assurance-maladie afin de réaffirmer que cette réforme porte en

germe « l'atteinte à la qualité des soins » et une « dérive vers le rationnement des soins ».

Le climat politique n'est guère plus dégagé que l'horizon social, la politique économique suivie étant au cœur des critiques formulées la semaine dernière par Charles Pasqua et Philippe Séguin. Alain Madelin, à son tour, dans un entretien publié mardi 12 novembre par La Tribune, déclare que « les libertés

du mouvement idées-action plaident pour une baisse de la pression fiscale. Il veut même permettre aux Français, « si, dans les trois prochaines années, ils gagnent plus d'argent en travaillant plus et mieux, en investissant, en innovant, de bénéficier d'une franchise d'impôt sur leur supplément de revenus ».

M. Madelin souhaite que l'on « desserre le frein réglementaire ». Il propose ainsi, pour les petites en-

Le débat sur la flexibilité « est ouvert »

Ministre du travail, Jacques Barrot a déclaré, dimanche 10 novembre, sur France 3, que « le débat est ouvert » pour « savoir si on peut avoir un peu de souplesse » dans la gestion des effectifs des entreprises, notamment des PME. Il a assuré que le gouvernement « n'a pas de projet » en la matière, confirmant ainsi le communiqué de Matignon (Le Monde daté 10-11 novembre), et qu'« il n'y a pas de volonté de changer les règles du droit du travail ».

Selon M. Barrot, « Alain Juppé (...) a exprimé devant les journalistes ce que ressentent les acteurs économiques : l'embauche est compliquée ». Le 23 octobre, devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le ministre avait déclaré que la direction des relations du travail procédait « à une réflexion d'ensemble sur l'évolution et l'actualisation du code du travail ». Il n'avait pas donné plus de précisions, mais il avait assuré que les syndicats y seraient « prochainement associés ».

économiques sont la meilleure façon de retrouver le plein-emploi » et exprime le regret que la France soit « un pays riche qui ne sait pas réaliser le plein emploi de ses talents et de ses énergies ». Critique sur la réforme fiscale et, notamment, sur son « gradualisme » dans la suppression des avantages consentis à certaines catégories, le président

des entreprises et les particuliers, un « contrat de travail simplifié, permettant de réduire les formalités administratives et de payer d'un seul chèque les charges sociales sur la base d'un forfait simple ». Le débat sur la déréglementation, décidément, est de nouveau ouvert.

Jean-Michel Bezat

La division syndicale freine l'élan des Etats généraux du mouvement social

UN AN après le début de la grève reconductible des cheminots, le 25 novembre 1995, se tiendront à Paris les Etats généraux du mouvement social. Les 23 et 24 novembre, des intellectuels, des syndicalistes, des responsables d'associations, qui avaient fait « cause commune » lors des grèves et manifestations de l'hiver 1995, se retrouveront afin de montrer que, pour une gauche « non officielle », la large opposition manifestée au plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale est une référence obligée.

C'est en février qu'avec les intellectuels signataires de l'« Appel de solidarité avec les grévistes » de décembre (les politologues Denis Berger et Willy Pelletier, les historiens Yves Benot, Jacques Kergoat, Michèle Riot-Sarcey), des responsables syndicaux et associatifs - Annick Coupé (SUD-PTT), Michel Deschamps (FSU),

Jean-Baptiste Eyraud (Droit au logement), Michel Pernet (ancien secrétaire général de la FGTG-CFDT), ou Jean-François Perraud, membre du bureau confédéral de la CGT - avaient donné le coup d'envoi de ces « Etats généraux ».

« IMMENSES ATTENTES »

L'enjeu : prolonger les débats nés en décembre et leur trouver un débouché politique.

Dans « chaque ville de France », les grévistes devaient « se retrouver et s'interroger » avec d'autres, recueillir les « doléances » de la société et, enfin, « établir des propositions » pour le service public, la protection sociale, le travail, l'Europe, mais aussi... la télévision.

L'autre défi, plus immédiat, selon un des signataires, était d'instaurer le dialogue entre intellectuels et salariés et d'amener

les syndicats à prendre en compte les associations d'exclus.

« Nous avons, en lançant l'idée des Etats généraux, créé d'immenses attentes », expliquait Pierre Bourdieu lors d'une rencontre préparatoire, à la gare d'Austerlitz, le 29 juin. « Il faut inventer des formes nouvelles d'organisation, adaptées à un mouvement et à une action de type nouveau », ajoutait-il, en insistant sur la nécessité pour les organisations de « travailler ensemble » et de créer une « sorte de « navette » entre l'action et la recherche ».

« Ce qui s'est passé en Allemagne, ajoutait-il en référence aux manifestations sociales d'outre-Rhin, et qui constitue un démenti cinglant pour tous ceux qui décriaient notre mouvement comme archaïque et provincial, doit nous encourager à créer des liens permanents, efficaces, avec les mouvements étrangers ».

L'entreprise peine à trouver son souffle. Les projets n'ont réellement pris corps, selon les organisateurs eux-mêmes, que dans une dizaine de comités locaux. La tension entre les syndicats n'est peut-être pas étrangère à la prudence de ces derniers. « Les échéances de luttes - élections professionnelles, statuts des télécoms, solidarité avec les sans-papiers - ont provoqué un certain retard à l'allumage, reconnaît en outre le philosophe Henri Maler, un des promoteurs de ces Etats généraux, mais le pluralisme et la motivation se sont confirmés. Nous avançons sûrement, c'est-à-dire lentement. » Cependant, comme le dit en soupirant un responsable des Verts, le meilleur anniversaire, pour les ferveurs de décembre 1995, ne pourrait être qu'un... nouveau mouvement social.

Ariane Chemin

Les syndicats de la RATP en campagne électorale

LES HABITANTS de l'Île-de-France risquent d'avoir des difficultés pour se déplacer le 15 novembre, jour où les syndicats CGT, UGIC-CGT, Autonomes et CFDT de la RATP appellent à une grève de vingt-quatre heures pour défendre des revendications sur l'emploi, la sécurité, le pouvoir d'achat et le statut du personnel.

Les syndicats demandent que la direction « s'engage sur une véritable réduction du temps de travail, qui doit être créatrice d'emplois statutaires, à temps plein et sans réduction de salaire ». La direction peut faire valoir qu'un accord « générations solidaires », signé au début de l'année, va lui permettre d'embaucher plusieurs centaines de jeunes. Elle peut, surtout, observer que la circulaire relative à la loi Robien exclut les entreprises publiques de son champ d'application, alors que, selon des études internes à la RATP, l'utilisation de cette loi permettrait de créer cinq cents emplois.

Si les syndicats mettent ce sujet en tête de leurs revendications, les agents estiment, eux, comme la direction, que le principal problème auquel est confrontée l'entreprise est la sécurité. Les agressions de voyageurs diminuent, mais celles contre les agents de la RATP, surtout dans les bus, augmentent. La

RATP a beau employer mille personnes (sur quarante mille) pour surveiller les réseaux, les résultats sont peu probants.

La troisième revendication porte sur le pouvoir d'achat. Les syndicats exigent « l'ouverture immédiate des négociations salariales pour 1997, prenant en compte la dégradation du pouvoir d'achat due à l'augmentation des taxes et des différentes ponctions (RDS, loyers, cotisations sociales) ». En 1996, le sujet n'a pas été d'une brillante actualité, puisque la RATP est l'une des rares entreprises publiques à avoir signé un accord salarial.

LES ENJEUX DU SCRUTIN

En revanche, bien que l'on ne connaisse pas encore la « lettre de cadrage » que le premier ministre enverra aux entreprises publiques dans les semaines à venir, il semble peu probable que la règle dispose d'une marge suffisante en 1997 pour mener à bien des négociations salariales.

Enfin, les syndicats entendent défendre « le statut » ainsi que « le régime de protection sociale et de retraite ». Comme les agents de la RATP bénéficient d'un régime de protection sociale spécifique, avec des cotisations sociales inférieures à celles du régime général, le

transfert d'une partie de ces cotisations vers la CSG, neutre pour les autres salariés, ampute légèrement le pouvoir d'achat des agents de la RATP.

Cet appel à la grève s'inscrit dans un contexte électoral. C'est en effet le 3 décembre qu'aura lieu les élections des délégués du personnel et des représentants aux comités d'établissement. Dans Le Journal du dimanche du 10 novembre, Jean-Paul Bailly, président de la RATP, expliquait que « sur les neuf premiers mois de l'année, il y a eu deux fois moins de préavis qu'en 1994 ou 1995 et trois fois moins de jours de grève ». Il estime que la grève du 15 novembre est « un accroc au protocole » signé en juin par tous les syndicats, sauf la CGT.

Alors que le mot d'ordre lancé le 17 octobre par la seule CGT n'avait quasiment pas perturbé le trafic, celui du 15 novembre permettra aux principaux syndicats de tester leur audience avant les élections. Ils en profiteront sans doute, aussi, pour mobiliser les agents sur les enjeux du scrutin du 3 décembre. En effet, si moins de 50 % des agents votaient au premier tour, rien n'empêcherait le syndicat créé par le Front national de se présenter au second.

Frédéric Lemaître

Recherche d'un dialogue dans les banques

LES CINQ FÉDÉRATIONS syndicales de la banque (CFDT, SNB-CGC, FO, CGT, CFIC) appellent les salariés à faire grève le 15 novembre et à participer à l'une des manifestations prévues à Paris, Toulouse, Bordeaux, Marseille et Nice. Dans un tract commun, les syndicats entendent « arrêter les suppressions d'emplois, refuser la déréglementation, les restructurations et la concurrence sauvage, retrouver des conditions de travail correctes, supprimer la pratique démodée des heures supplémentaires, réduire la durée du travail en développant la semaine de quatre jours ».

Les journées d'action organisées depuis septembre ont été diversement suivies. Au Crédit lyonnais, 20 % seulement des salariés ont répondu, le 12 septembre, à l'appel des manifestations, moins de 10 % lors de la journée d'action du 25 octobre. La mobilisation avait été plus élevée, le 3 octobre, dans les caisses d'épargne, où les salariés étaient appelés à protester contre l'éventuel rachat du CIC : selon la direction, près de 30 % des agents ont fait grève, 40 % selon les syndicats.

C'est justement au CIC, en cours de privatisation, que le climat semble le plus tendu. Le 15 octobre, un tiers des points de vente du

CIC étaient fermés, selon les syndicats, mais la journée « historique » restera celle du 25 octobre. La direction estime à plus de 80 % des agents le nombre des grévistes ce jour-là. Ces résultats contrastés expliquent la prudence des syndicats, qui ont préféré organiser cinq rassemblements plutôt qu'une manifestation nationale.

Face au patronat bancaire, au gouvernement et à l'opinion publique, les syndicats veulent aussi montrer qu'ils sont capables de faire des propositions constructives. C'est pourquoi quatre d'entre eux - la CFIC ne s'est pas jointe à la démarche - ont organisé, le 5 novembre, à Paris, un colloque sur l'avenir de la banque. Sont intervenus les dirigeants syndicaux, mais aussi des banquiers et des représentants du Trésor. Comme l'a résumé Patrick Carrel, président de la banque Hervet, « cette réunion témoigne de la gravité de la situation, mais aussi du manque dramatique de dialogue social dans la profession ».

De fait, les syndicats avaient organisé ce colloque pour « pallier la défiance des pouvoirs publics », qui, jusqu'ici, ont toujours refusé d'organiser une « table ronde » avec les partenaires sociaux pour sortir de l'impasse les tentatives de dialogue menées par les banques

adhérant à l'Association française des banques (AFB). Si la branche AFB n'avait envoyé que des « observateurs », Christian Brière (CIC), Bernard Lémée (BNP) et Alain Py (Société générale), tous trois directeurs des ressources humaines, se sont exprimés dans des débats portant sur la déréglementation, la mondialisation et, surtout, sur la durée du travail.

Syndicats et patronat n'ont pu que constater leurs divergences. M. Py a rappelé l'opposition des banquiers à une réduction générale du temps de travail, alors que les syndicats réclament une négociation de la loi Robien, qui permettrait de limiter les suppressions d'emplois. Pourtant, comme le montrent les négociations menées sur ce thème au Crédit lyonnais et au centre administratif de la Société générale, à Nantes, la position des banques est moins tranchée qu'il n'y paraît.

Ce colloque a montré, aussi, que le décret de 1937 relatif à l'organisation du travail est éventuellement négociable. Or la dernière grande journée d'action nationale dans la banque remonte au 3 février 1994, 50 % des agents faisant grève, alors, pour le respect de ce décret.

R. Le.

Plusieurs groupuscules d'extrême droite se rapprochent du Front national

Le maire FN de Toulon honore Pétain et critique de Gaulle

Jean-Marie Le Chevalier, maire FN de Toulon, a fait déposer, lundi 11 novembre, une gerbe sur la tombe du maréchal Pétain, une autre sur celle

d'Edmond Jouhaud, qui avait participé au putsch des généraux en 1961, et a assisté à une messe pour l'anniversaire de la mort du général de Gaulle.

Cette volonté de « ratisser large » intervient au moment où plusieurs groupuscules d'extrême droite se rapprochent du Front national.

UNE GERBE sur la tombe du maréchal Pétain « vainqueur de Verdun » et « chef de l'Etat français », une autre sur celle du général Edmond Jouhaud, partisan de l'Algérie française qui participa en 1961 au putsch des généraux, et une messe pour l'anniversaire de la mort du général de Gaulle : le 11 novembre a été l'occasion pour Jean-Marie Le Chevalier, maire de Toulon, de rappeler que le Front national a toujours « ratisser large ». Dans un communiqué, il parle d'un « nécessaire esprit de réconciliation nationale entre ceux qui, dans le passé, ont combattu dans les camps opposés, mais avec le sentiment sincère de servir la France ».

Cet « esprit de réconciliation » a ses limites, puisque le maire de Toulon a affirmé que la politique du général de Gaulle « a causé le malheur » dans sa famille et qu'elle demeure « controversée ». La stratégie du FN semble surtout avoir été entendue par des groupuscules d'extrême droite qui, depuis le début de ce mois, se sont fonnellement rapprochés du Front national. Dernier en date, l'Œuvre française qui, samedi 9 novembre, a organisé une conférence de presse à Orange (Vaucluse) pour officialiser son nouveau flirt avec le parti lepéniste. Un flirt qui a commencé lors de la guerre du Golfe, avec les prises de position pro-irakiennes de Jean-Marie Le

Pen, et s'est confirmé avec les récentes déclarations du président du FN tant sur « l'inégalité des races » que sur une prochaine « révolution ». Clairement fasciste et « antidémocratique », l'Œuvre française, qui a vu ces derniers temps le Front national s'inspirer de son slogan « ni gauche, ni droite : une seule France », et qui compte de nombreux adeptes au FN (Bruno Racouche, chef de cabinet de M. Le Pen, François-Xavier Sidos, neveu de Pierre Sidos, le responsable de l'Œuvre, Frédéric Jamet, responsable du FN-police, etc.), a été séduit par les propos de M. Le Pen dans le nouveau mensuel *La Une* (novembre 1996) sur une réforme du mode de scrutin.

Maréchal, les voilà !

La plupart des messieurs sont sanglés dans des trench-coats et certaines dames portent la voilette. Ils sont une cinquantaine à la sortie de la chapelle de l'Ossuaire où une messe vient d'être célébrée à leur intention, samedi 9 novembre à Verdun. Le temps d'un discours, ils font cercle autour du général en retraite Le Grougnec, vice-président de l'Association de défense du maréchal Pétain (ADMP). « C'est au chef des armées françaises et à ses polis que nous sommes venus rendre hommage... », insiste l'orateur, qui évoque « le don de sa personne à la France... un jour de juin 1940 ». « Rendez-vous au car dans quinze minutes, pas une de plus, on nous attend à 13 heures au mess », lance Yann Clerc, secrétaire général de l'ADMP. Un pèlerin, militant au Front national à Marseille, cherche à présenter Hubert Massol : « C'est l'un de ceux qui, en 1972, avaient enlevé le cercueil du Maréchal à l'Œuvre pour tenter de l'amener ici. Aujourd'hui, il fait 30 % pour le FN à Asnières ».

« Si c'est pour avoir la proportionnelle qui nous donne soixante députés et qui nous permettrait d'avoir cinq ministres, c'est totalement inutile, déclare M. Le Pen à *La Une*. Je dirais même que c'est nuisible. Ça tue le seul espoir qui reste aux Français », Pierre Sidos, qui se dit « ni plus ni moins » antisémite que Saint Louis, roi qui avait imposé un signe distinctif aux juifs, a estimé que le « Le Pen nouveau est arrivé » et qu'il n'y a plus à rejeter la double appartenance aux deux mouvements.

Le 2 novembre, le mouvement fasciste de Christian Bouchet, Nouvelle Résistance, a également constaté l'évolution du parti lepéniste, et décidé de mettre fin aux

hostilités en laissant ses adhérents « libres de rejoindre le FN ». Une autorisation qu'André-Yves Beck, chargé de la communication du maire FN d'Orange, avait anticipée, mais qui entraîne une scission de ce groupuscule. Une grande partie de ses fédérations a choisi de rejoindre le PCN (Parti communautaire national-européen).

Cette offensive du Front national et des autres mouvements extrémistes de droite ne laisse pas indifférents les mouvements antifascistes et antiracistes. Lundi 11 novembre, deux cents personnes se sont opposées à la venue de Bruno Mégret à Fougères (Ille-et-Vilaine). Ils étaient cinq cents à manifester aussi, samedi 9 novembre, à Jauzun-Clan (Vienne), où se tenait un congrès départemental du FN. Le même jour, plusieurs centaines d'hommes et de femmes ont manifesté à Carpentras leur opposition à l'extrême droite. A Strasbourg, indique notre correspondant, les militants anti-FN voient d'un mauvais œil la tenue, pendant le week-end pascal, du congrès du Front national. Mais Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a déjà été condamnée, en 1992, par le tribunal administratif de Strasbourg pour avoir refusé la location d'une salle municipale au FN.

Christiane Chombeau

Sursis pour Bernard Tapie au Parlement européen

LA COMMISSION du règlement, de la vérification des pouvoirs et des immunités du Parlement européen, présidée par Ben Fayot (socialiste luxembourgeois) a décidé, lundi 11 novembre, d'attendre un arrêt du Conseil d'Etat, avant de prononcer la déchéance de Bernard Tapie de son mandat de député européen.

Après la parution, au *Journal officiel*, d'un décret prononçant la déchéance de ses mandats électoraux et demandant l'application de cette sentence au niveau européen, M. Tapie avait introduit devant le Conseil d'Etat une demande de sursis à exécution (*Le Monde* du 1^{er} novembre). « Si le Conseil d'Etat venait à donner raison sur ce point à M. Tapie et si nous avions décidé dès aujourd'hui, le dommage serait irréparable pour lui », a expliqué le président de la commission parlementaire. Thierry Jean-Pierre (liste Villiers) a indiqué, pour sa part, que M. Tapie s'était engagé à se démettre de son mandat si la Cour de cassation rejetait son recours dans l'affaire Olympique de Marseille-Valenciennes. - (Corresp. rég.)

DÉPÊCHES

■ **CORSE** : la façade de la gendarmerie de Figari, en Corse-du-Sud, a été mitraillée dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 novembre. En outre, trois attentats, dont l'un a fait des dégâts importants dans le port de L'Île-Rousse, ont visé, en Haute-Corse, les locaux d'une chambre de commerce, d'un cabinet immobilier et d'une association de chasseurs. Ces attentats n'étaient pas revendiqués, mardi matin, mais le FLNC-canal historique multiple depuis plusieurs semaines les attentats contre des édifices publics. La dernière-née des organisations clandestines, le FLNC, bras armé de Corsica viva, dissidence du Mouvement pour l'autodétermination (MPA, vitrine légale du FLNC-canal habituel) a estimé lundi que « la violence politique peut être utile pour défendre les intérêts du peuple corse ».

■ **CHEVÈNEMENT** : Jean-Pierre Chevènement, dirigeant du Mouvement des citoyens (MDC), a déclaré, lundi 11 novembre, au « Grand jury RTL-Le Monde », qu'il faut un « gouvernement de salut public » pour éviter une dérive de l'électorat français vers l'extrême droite. « Je n'imagine pas qu'il puisse se faire autrement qu'à partir de la gauche », a-t-il précisé, en ajoutant que « la gauche a du chemin à faire parce qu'il y a eu beaucoup de mensonges ». Il estime que le projet économique et social du PS « ressemble beaucoup à un cou-teau sans manche auquel il manque la lame ».

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : l'Union calédonienne (UC), principale composante du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), a élu, le 10 novembre, Bernard Lepeu au poste de président, en remplacement de François Burck. Après le désaveu infligé au printemps à ce dernier, M. Lepeu avait déjà été choisi comme l'un des trois responsables habilités par l'UC pour négocier avec l'Etat.

Henri Emmanuelli renonce à mener un débat monétaire au sein du PS

PETIT COUP de théâtre, mardi 12 novembre : Henri Emmanuelli a décidé de jeter l'éponge et de retirer son amendement au projet économique du Parti socialiste, amendement sur le « retour au réalisme monétaire ». Dans une lettre à Lionel Jospin, le député des Landes met en avant son souci de l'unité du PS et sa volonté de ne pas semer le trouble parmi les militants socialistes.

Lors de la réunion du conseil national, le 9 novembre, M. Emmanuelli avait pourtant décidé de présenter cet amendement malgré la procédure choisie par M. Jospin consistant à n'accepter que des amendements « alternatifs » au texte de la direction. Cette méthode oblige les militants à voter contre le projet principal pour pouvoir se prononcer en faveur d'un amendement alternatif.

Devant le conseil national, M. Emmanuelli avait souligné que son amendement, suggérant un « décrochage » du franc par rapport au deutschemark, posait « une question éminemment politique ». « Je sais que le débat est sensible, avait-il ajouté, mais il est posé en France, comme en Allemagne, par des voix tout à fait autorisées, et je souhaite que ce débat ait lieu dans notre parti ». L'ancien pré-

mier secrétaire avait été surpris par la méthode de « vote bloqué » utilisée par M. Jospin : elle le plaçait dans une position plus que singulière, l'amenant à défendre auprès des militants le texte principal, qu'il avait voté et dont il était le coordinateur, tout en soutenant son amendement et en sachant que le vote de l'un ne permettait pas le vote de l'autre.

ÉTALEMENT ISOLÉ

Dans son département des Landes, M. Emmanuelli a mesuré l'incompréhension des militants et de ses propres amis. Au conseil national, comme au sein de la commission nationale d'élaboration du projet économique, il s'était retrouvé totalement isolé. Tout en maintenant ses réserves sur la méthode et ses positions sur le fond, il a donc préféré retirer son amendement in extremis et mettre en avant sa volonté de préserver l'unité du PS dans son combat contre une majorité qui affiche ses divisions.

Trois amendements « alternatifs » restent soumis au vote des militants : un de la Gauche socialiste, un du groupe Partages et un du groupe Changement.

Michel Noblecourt

M. Chirac rend les « honneurs de la mémoire » aux combattants en Algérie

A L'OCCASION de l'inauguration, lundi 11 novembre, d'un monument en mémoire des victimes civiles et militaires tombées en Afrique du Nord de 1952 à 1962, le président de la République a souhaité associer, dans un même hommage, les anciens combattants, les harkis et les rapatriés (*Le Monde* du 12 novembre).

Évoquant ces dix années « qui troublèrent les consciences, déchirèrent notre peuple et contrainquirent des centaines de milliers de nos concitoyens à abandonner une terre où ils étaient nés, à laquelle ils étaient profondément attachés », Jacques Chirac a poursuivi : « Je ne veux pas revenir sur les causes de ces affrontements souvent fratricides, ni sur les drames que ces combats ont engendrés. Nous savons les devoirs cruels et la déchirure qu'ils nous ont fait subir et qu'ils ont fait subir à notre pays ».

Sans jamais citer « sa » guerre - M. Chirac a été affecté en Algérie en qualité de sous-lieutenant de 1956 à 1957 -, il a évoqué « le cou-

rage des forces régulières et des formations supplétives, unies fraternellement dans les plus du drapeau français ». « De cette expérience-là, nul n'est revenu vraiment indemne », a dit M. Chirac en rappelant que « près de trois millions d'hommes l'ont vécue, 25 000 ont disparu ». « Ils avaient rêvé sans doute d'une société plus fraternelle qui serait restée indissolublement liée à la France, comme en rêvaient ces populations inquiètes, menacées de jour et de nuit par le terrorisme », a déclaré le président de la République.

A l'hommage à cette « troisième génération du feu », « dignes successeurs » des combattants de 14-18 et de 39-45, M. Chirac a voulu associer tous ceux, rapatriés, « qui ont contribué à la grandeur de notre pays, en incarnant l'œuvre civilisatrice de la France ». « Les uns et les autres ont mérité les honneurs de la mémoire », a conclu le chef de l'Etat.

P. R.-D.

LONDON Les bonnes pistes de Londres en 1997

Londres c'est plein de bonnes adresses à découvrir entre amis.

1 PARIS GARE DU NORD 8 H 13 Breakfast à bord LONDRES

GARE DE WATERLOO 10 H 13 Métro se dit "tube" en anglais M' WATERLOO LES PUCES DE

CAMDEN LOCK Pour mémoire : Livre - 8 Francs M' CAMDEN TOWN

4 WORLD'S END PUB "The" Pub (Incontournable) M' CAMDEN

TOWN 174 Camden High Street, NW1 LEONARD DE VINCI Coup

de joudre pour les Vinci de la Reine BUCKINGHAM PALACE : Galerie de la Reine

Jusqu'au 12 Janvier 1997 M' VICTORIA Buckingham Palace Road, SW1 HYPE DF SHOPPING La mode

est toujours à la mode M' HIGH STREET KENSINGTON 26-40 Kensington High Street, W8 DENLI

M' GLOUCESTER ROAD 134 Cromwell Road, SW7 SUBTERANIA

Nuit branchée en boîte M' WESTBOURNE PARK 12 Acklam Road, Portobello, W10

LIGNES DE METRO

- Northern Line
- Piccadilly Line
- District Line
- Circle Line
- Hammersmith & City Line

M CAMDEN TOWN LES PUCES DE CAMDEN LOCK WORLD'S END PUB

M WESTBOURNE PARK SUBTERANIA

M HIGH STREET KENSINGTON HYPE DF SHOPPING

M GLOUCESTER ROAD DENLI BRASSERIE

M WATERLOO LES PUCES DE WATERLOO

M VICTORIA BUCKINGHAM PALACE GALERIE DE LA REINE

eurostar

PROMOTION PARIS-LONDRES A/R A PARTIR DE 490F EN 2^{ème} CLASSE

En vente jusqu'au 19.12.96

Prix soumis à conditions : information et réservation dans les gares SNCF, les agences de voyages et au 08 00 35 35 39 (2,23F la mn)

LES BONNES PISTES DE LONDRES SUR 36.15 LONDRES (2,23F la mn)

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996

SANTÉ En 1996, dix ans après l'ouverture de son premier centre de soins gratuits, Médecins du monde a atteint le chiffre record de 40 000 consultants. Selon une en-

quête rendue publique mardi 12 novembre par MDM, la moitié de ces patients ont moins de trente ans, la plupart étant des hommes vivant seuls. Plus d'un tiers n'ont aucune

couverture sociale. Un cinquième d'entre eux ont été orientés par les services de l'Etat ou des collectivités locales. ● LES URGENCES des hôpitaux accueillent chaque jour davan-

tage de personnes précarisées. Si les refus de les accueillir se font plus rares, la tentation reste grande, cependant, de renvoyer vers un hôpital voisin ceux qui ne peuvent pas

payer. ● LE SATURNISME infantile continue de sévir à Paris, où deux mille cas ont été recensés depuis trois ans. La loi du silence pèse sur ce dossier qui embarrasse la Ville.

Le nombre de personnes exclues des soins ne cesse d'augmenter

40 000 patients ont fréquenté cette année les centres de soins gratuits de Médecins du monde, soit 10 000 personnes de plus qu'en 1995. Un malade sur cinq a été orienté vers l'association par les services de l'Etat ou des collectivités locales

LE PROVISOIRE n'en finit pas de durer : lorsqu'il y a dix ans Médecins du monde (MDM) ouvrait les portes de son premier centre de soins gratuits, rue de la Clef à Paris, sa vocation était de le voir « disparaître dès que possible ». Aujourd'hui, la mission France de MDM gère trente et un dispensaires répartis « partout où la précarité gagne du terrain », dans les grandes villes du pays mais aussi en Corse et à l'île de la Réunion. Le nombre de consultants n'a cessé d'augmenter. En 1996, le chiffre record de 40 000 patients est atteint, en progression de plus de 30 % par rapport à 1995 (30 000 consultants).

MDM, présidé depuis juin par le docteur Jacky Mamou, devait

rendre public, mardi 12 novembre, dans le cadre d'une semaine de sensibilisation baptisée « Urgence soins pour tous », les résultats d'une enquête effectuée dans vingt-deux centres auprès de 10 601 patients venus consulter au moins une fois au cours du premier semestre 1995. Qui sont-ils ? En majorité des jeunes (52,1 % des malades sont âgés de moins de trente ans et près de 10 % ont moins de dix-huit ans) et surtout des hommes (63,6 % des consultants), dont la plupart vivent seuls (78,9 %).

Le niveau d'éducation de ces visiteurs surprend : 20,4 % sont allés jusqu'au collège et 12,2 % ont suivi des études supérieures. Deux patients sur trois (65 %) survivent

avec 20 francs par jour grâce aux prestations sociales, à la famille ou aux amis et plus d'un sur quatre (26,6 %) est inscrit à l'ANPE. Près de 35 % des consultants maitrisent 44,8 % des 18-25 ans (qui n'ont pas droit au RMI), n'ont aucune ressource. Plus d'un tiers (38,3 %) des malades reçus par MDM n'ont aucune couverture sociale et près d'un quart (24,1 %) sont couverts, mais se trouvent « dans l'impossibilité de faire l'avance des frais médicaux ou de supporter l'insuffisance des remboursements accordés par l'assurance-maladie ». Un malade sur quatre (25,8 %) dispose d'un domicile fixe, un sur trois (30,9 %) habite chez des amis ou dans sa famille et plus d'une personne sur dix (12,9 %, dont 17,5 % d'hommes et 4,6 % de femmes) dort dehors.

Les pathologies dont souffrent ces personnes en situation de pauvreté ne se différencient guère de celles observées dans la population générale, si ce n'est qu'elles sont aggravées par le retard pris à consulter. Les maladies cutanées (prurits, gale, impétigo, gangrène, gelures, etc.), liées aux mauvaises conditions d'hygiène, et les troubles neuropsychiatriques, souvent associés à un abus d'alcool ou de drogues, sont cependant surreprésentés (respectivement 11,6 % et 15,2 % des diagnostics).

La réapparition des « maladies de la misère », telles que la tuber-

culeuse ou le scorbut, n'est pas traitée de manière spécifique dans les données de l'enquête. Plusieurs services hospitaliers ont pourtant récemment constaté une récurrence de ces affections. Onze cas de scorbut ont ainsi été diagnostiqués à l'hôpital Jean-Verdier de Bondy (Seine-Saint-Denis), tandis qu'à l'hôpital Avicenne de Bobigny (Seine-Saint-Denis), entre février et octobre, quarante patients ont présenté des signes évocateurs de ce même déficit en vitamine C.

DES CELLULES D'ACCUEIL

Si l'arrivée dans un centre de la mission France se fait généralement par le bouche-à-oreille (43,3 % des cas), près d'un patient sur cinq a été orienté là par les ser-

vices sociaux de l'Etat ou des collectivités locales, dont 4,1 % par un hôpital - en 1989 déjà, 8 % des consultants de MDM provenaient des hôpitaux de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris. Ce chiffre est sans aucun doute celui qui donne le plus à réfléchir. La prise en charge des plus démunis fait en effet partie intégrante des missions du service public hospitalier. La création du RMI, en 1988, donnant droit à une couverture sociale, la délivrance de cartes santé départementales (carte Paris-Santé), assurant au bénéficiaire la gratuité des soins et des médicaments, ou la mise en place du SAMU social parisien, en 1995, n'ont pas suffi à endiguer la montée des exclus de la santé.

Deux circulaires successives, en 1993 et 1995, ont invité les établissements hospitaliers à mettre en place, par le biais d'une convention passée avec l'Etat, des cellules administratives d'accueil pour les plus défavorisés. La première a vu le jour à l'hôpital Saint-Antoine (« consultation Baudelaire ») et, à l'heure actuelle, douze antennes de ce type fonctionnent dans les hôpitaux de Paris et sa région. Elles n'ont pas pour but d'organiser une « médecine des pauvres » spécialisée mais bien de permettre à des personnes sans droits, sans ressources ou sans papiers, de régulariser leur situation administrative pour ne pas être rejetées du système de santé.

La complexité des textes et des procédures nécessaires à l'ouverture des droits pour les patients démunis semble enfin avoir trouvé une réponse dans ce dispositif. Il a été calculé, en effet, qu'un RMiste sans résidence stable qui perd ses papiers met en moyenne huit mois à retrouver une situation administrative d'accès aux soins. A l'épreuve des faits, ces services sociaux installés au cœur de l'hôpital ont donc prouvé que les impératifs financiers - recouvrement des créances des patients insolubles - et l'accès de tous au même système de santé pouvaient désormais être conciliés.

Laurence Folléa

Deux mille cas d'enfants atteints de saturnisme recensés à Paris

LE SATURNISME infantile (ou intoxication au plomb par voie digestive ou respiratoire) continue de sévir dans certains quartiers de Paris. 2 000 cas d'enfants touchés ont été recensés depuis trois ans. Mais, alors que des actions de dépistage sont menées depuis dix ans, la Ville ne semble pas considérer cette maladie comme un cas d'urgence sanitaire. Aucune action concertée entre les services sociaux et sanitaires et la direction du logement et de la construction n'a encore été mise en place. Un comité départemental de pilotage a été installé le 4 avril, alors qu'une circulaire rendant obligatoire un tel dispositif dans les communes les plus touchées date de 1995.

Une commission « opérationnelle » a été constituée, mais, selon l'association Médecins du monde, aucun dossier ne lui avait été transmis fin septembre. Enfin, l'association censée conduire d'éventuelles opérations de réhabilitation sur le bâti, le PACT de Paris, vient juste d'être désignée.

Les élus d'opposition, socialistes et écologistes, se sentent particulièrement concernés puisque la majorité des cas ont été recensés dans les arrondissements du nord et de l'est. Lors du conseil de Paris du 29 octobre, Jean-François Blet, élu écologiste du 19^e arrondissement, a communiqué des chiffres gardés secrets depuis six mois. Il apparaît, selon une étude de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Ile-de-France (Drassif), que 304 nouveaux cas de saturnisme infantile ont été détectés dans la capitale entre novembre 1994 et avril 1995.

Les arrondissements les plus touchés sont le 20^e, avec 64 nou-

veaux cas dans les six derniers mois de l'enquête, suivi des 11^e (55 cas), 19^e (52 cas), 18^e (45 cas) et 12^e (32 cas). Un tiers des enfants atteints pendant ce semestre avaient, au moment du dépistage, un taux de plombémie au moins égal à 150 microgrammes par litre de sang - seuil considéré comme toxique. Les trois quarts d'entre eux habitaient des logements très dégradés, susceptibles de contenir des peintures au plomb, interdites depuis 1948, dont l'ingestion de particules provoque la maladie.

LA LOI DU SILENCE

Lors de la réunion d'installation du comité de pilotage, en avril, le sous-directeur du logement à la Ville de Paris a souligné qu'il fallait « être prudent quant à la diffusion de l'information sur ses travaux ». La loi du silence pèse sur un dossier qui embarrasse la Ville, puisqu'il pose de manière brutale la question du logement - et du logement - des familles concernées, pour la plupart étrangères et parmi les plus pauvres.

Au nom du secret médical, les adresses des enfants dépistés ne sont communiquées ni aux élus ni aux associations. « Cela rend impossible toute politique de prévention vraiment efficace », tempête Jean-François Blet. De leur côté, Jean-Marie Le Guen et Marc Wluzicka, élus (PS), critiquent l'approche purement clinique des services de la Ville. « Paris est la seule ville où ce dépistage n'est pas simultanément croisé avec une action sur le bâti, ce qui se fait à Lyon ou à Marseille », souligne Marc Wluzicka. Et le logement des familles n'est jamais évoqué.

Christine Garin

ILS DISENT des urgences qu'elles font office d'« ultime refuge », les comparant aux commissariats « où l'on est sûr d'être reçu à toute heure », aux bistrotiers « dont on pousse la porte parce qu'on voit de la lumière tard le soir », ou encore aux églises « dans lesquelles on pouvait se réchauffer, avant... »

Catherine Philippoteau-Parin, Dominique Meyniel et Alain Grun, responsables des urgences aux hôpitaux de Montreuil (Seine-Saint-Denis), de Mantes-la-Jolie (Yvelines) et de l'hôpital Tenon (20^e arrondissement, Paris), accueillent de plus en plus de personnes défavorisées. Dans ces services, ouverts jour et nuit, on vient sans rendez-vous et on ne paie pas d'avance. « Il nous incombe d'accueillir tous ceux qui se présentent. L'hôpital a toujours eu ce rôle social, depuis les léproseries du douzième siècle, rappelle le docteur Alain Grun. Les gens qui viennent nous voir en disant "J'ai faim, j'ai froid", on ne va tout de même pas les mettre dehors ! »

A Montreuil, le docteur Philippoteau-Parin a observé une « hausse constante » des patients précarisés ou en voie de l'être. Généralement amenés par les pompiers, les marginaux et les clochards sont « lavés et nourris, si leur état de conscience le permet, car 98 % d'entre eux viennent pour ivresse ». Les autres sont pour la plupart « des patients psychiatriques », qui consentent pour « déprime ou absorption de médicaments ». Les urgentistes se disent surtout frappés par le nombre toujours plus

« Aucune discrimination entre les malades »

L'article L. 711-4 de la loi du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière stipule que les établissements du service public hospitalier « sont ouverts à toutes les personnes dont l'état requiert leurs services. Ils doivent être en mesure de les accueillir de jour et de nuit, éventuellement en urgence, ou d'assurer leur admission dans un autre établissement (...). Ils dispensent aux patients les soins préventifs, curatifs ou palliatifs que requiert leur état et veillent à la continuité de ces soins, à l'issue de leur admission ou de leur hébergement. Ils ne peuvent établir aucune discrimination entre les malades en ce qui concerne les soins... »

L'avant-projet de loi sur l'exclusion rappelle que « l'hôpital est une des institutions particulièrement concernées par l'accès aux soins des personnes les plus démunies, pour lesquelles il constitue non seulement le lieu de soins privilégié mais aussi le premier, voire le seul contact avec un service public ». Le texte insiste sur « la mission du service public hospitalier d'accueil des plus démunis ».

Les urgences, ultime refuge des plus démunis

grand de patients « en cours de marginalisation, qui n'ont que les urgences pour appeler au secours » ; des patients qui n'ont pas droit à l'aide médicale gratuite, puisque leurs ressources mensuelles dépassent les 3 800 francs, mais qui sont bien en peine de régler les soins prodigués et, a fortiori, les traitements prescrits.

SALLES D'ATTENTE « SQUATTÉES »

Le docteur Grun, comme ses confrères, a organisé son service pour améliorer leur accueil : plateaux-repas prêts à réchauffer, vêtements de secours, deux lits et bientôt huit pour passer la nuit, une assistante sociale à temps plein depuis un an. Les infirmières ont été formées pour poser les bonnes questions aux personnes « en limite de ressources, plus difficiles à repérer que les sans-abri, mais qu'il faut aider à éviter la dérive totale ».

Si l'on en croit ces médecins, les refus d'accueillir les sans-abri, « fréquents il y a quelques années, lorsque l'accent était mis sur l'amélioration du recouvrement des créances », seraient beaucoup plus rares aujourd'hui. Pour les soins les plus chers, comme la dialyse, la tentation reste cependant grande de renvoyer vers un hôpital voisin ceux qui ne peuvent payer, témoigne une assistante sociale. Plus que leurs finances, c'est la bonne marche du service qui préoccupe désormais les responsables des urgences. La « gestion de la salle d'attente n'est pas simple », disent-ils, avant d'évoquer de

manière moins euphémique le choc des salles d'attente « squattées » par des personnes souvent sales, en état d'ébriété, agressives, et que l'on tente vainement d'isoler dans un box de soins ou au détour d'un couloir. Le docteur Meyniel avoue même demander régulièrement à la sécurité de l'hôpital des « opérations coups de poing pour les inciter à partir et à ne pas considérer l'hôpital comme un domicile ».

« Les exclus dérangent aux urgences, d'autant que ce ne sont pas de beaux cas chirurgicaux », s'irrite l'assistante sociale de Tenon, bientôt en charge, aux côtés d'un médecin généraliste, de la « consultation précarité ». Le docteur Meyniel espère que cette consultation médico-sociale spécialisée, « où seront distribués gratuitement des médicaments et pris en charge les malades chroniques », freinera la croissance des arrivées d'exclus dans son service.

Si, comme la mairie de Mantes-la-Jolie l'envisage, un centre de soins pour les plus démunis est installé hors de l'hôpital, le docteur Alain Grun y adressera lui aussi des patients, « car nous sommes arrivés à la limite de ce que nous pouvons faire ». Pourtant il se dit « gêné philosophiquement » : « Il ne faudrait pas qu'on marginalise encore plus ces personnes. Implicitement, il y a déjà une médecine à deux vitesses : les uns fréquentant les médecins libéraux et les cliniques ; les autres, moins aisés, l'hôpital. Y en aura-t-il bientôt trois ? »

Pascal Krémer

La mort inexpliquée de Georges Vanderberke, le sacristain si tranquille de Notre-Dame-de-la-Treille

LILLE de notre envoyé spécial
Georges Vanderberke, sacristain bénévole à la cathédrale Notre-Dame-de-la-Treille, à Lille, est mort d'un coup de poignard en plein cœur, samedi 2 novembre, dans sa sacristie (Le Monde du 5 novembre). Georges Vanderberke avait cinquante ans, et les enquêteurs de la brigade criminelle tentent de percer les secrets d'une vie sans histoire. Depuis plus de trente ans, « Brave Georges » vivait avec sa mère au Quesne, un quartier résidentiel de Marqu'en-Barœul, dans la banlieue de Lille. Un lieu connu, tranquille. La villa des Vanderberke était plus modeste. Les Delaize, une riche famille de la région chez qui M^{me} Vanderberke fut cuisinière, leur avaient prêté gratuitement le pavillon, après le décès du père, au début des années 70.

Entre eux deux, jamais une brouille, jamais un mot plus haut que l'autre. Georges vivait pour et

par sa mère. Il la vénait, littéralement, l'avait installée sur un piédestal au point de la considérer comme une sainte. À en croire le Père Roger Desreumaux, chancelier de l'évêché et secrétaire du conseil épiscopal : « Un jour, il m'a même dit que sa mère avait vu la Vierge ». Pendant de longues années, Georges s'occupa de sa mère, jusqu'à sa mort, à quatre-vingt-six ans, en juillet dernier.

AMBITIONS MODESTES

Il y a longtemps, Georges avait été routier, puis employé dans une brasserie. Elle rêvait pour son fils d'une carrière religieuse et racontait à ses voisins qu'elle aurait aimé le voir prêtre. Lui était moins ambitieux : il espérait bien pouvoir un jour entrer dans un monastère, pour y être jardinier. A défaut, Georges offrait ses services à la paroisse de Notre-Dame-de-la-Treille. Un bénévolat auquel il consacrait, après le décès de sa mère, encore plus de temps.

Dans cette cathédrale inachevée, à laquelle il manque toujours une façade digne de ce nom, Georges avait trouvé une nouvelle raison d'exister. Sacristain d'occasion, il remplaçait le titulaire de la charge lorsque celui-ci avait un empêchement. Pourtant, il persévérait. Il n'avait que cela et ses animaux. Son chien d'abord, un fidèle bâtard qu'il appelait simplement « mon chien ». Un âne et un bouc aussi, dont il s'occupait avec une tendre affection. Lorsqu'il s'est retrouvé seul, sans moyens financiers, il a préféré faire couper son téléphone plutôt que de se séparer de ses animaux.

Georges vivait au jour le jour, se souciant peu de son apparence et de ses besoins propres. Quelques semaines avant sa mort, il avait même refusé - sursaut d'orgueil ou lassitude ? - d'aller signer un dossier de demande de RMI que la famille Delaize avait constitué pour lui. Devenir RMiste, quitter sa maison pour un appartement,

comme on le lui avait conseillé, c'était trop lui demander.

Depuis l'ouverture d'un chantier de fouilles archéologiques, le parking de la cathédrale Notre-Dame-de-la-Treille est entouré de palissades. Une faune interlope a colonisé ce no man's land à l'abri des regards. Georges faisait part de ses inquiétudes, de son incapacité à faire face à l'« invasion ». Régulièrement, il retrouvait des boîtes de bière vides et des seringues ou des préservatifs usagés. « Parfois, il m'apportait tout ce petit monde, raconte le Père Desreumaux, il essayait de les faire déguerpier, sans grand succès ».

Georges Vanderberke aurait donc été victime d'un crime crapuleux, commis par un marginal à la recherche d'un peu d'argent : le matin du meurtre, les funérailles du doyen du chapitre avaient eu lieu, et la quête avait rapporté une coquette somme, gardée dans le coffre de la sacristie. Aucun vol n'a été constaté, mais, quelques se-

maines plus tôt, les trunks de Notre-Dame-de-la-Treille avaient été visités. Au mois de mai, l'abbé Bernard, soixante et onze ans, avait été blessé à l'abdomen dans le presbytère de l'église Saint-Maurice, par un jeune toxicomane. Plus récemment, une vieille dame avait été frappée au visage dans l'église Saint-Sauveur et s'était fait voler son chèque par un inconnu qui a réussi à prendre la fuite.

UN SEAU D'ESSENCE ENFLAMMÉE

Qui d'autre aurait pu en vouloir à Georges ? On ne lui connaissait aucune famille, à part une vague marraine du côté d'Anderlecht, en Belgique. « Penser qu'il aurait pu avoir des ennemis relève de l'absurde », affirment ses voisins. Certains, pourtant, rappellent que la vie bien rangée de Georges avait été quelque peu perturbée ces derniers temps. A la mi-octobre, il avait été réveillé en pleine nuit par une odeur de brûlé. Un ou des in-

connus avaient déposé, à l'arrière de sa maison, un seau en plastique rempli d'essence enflammée. L'incendie commençait à attaquer un volet lorsque Georges réussit à l'éteindre. Curieusement, cette nuit-là, son chien n'avait pas aboyé. Hormis quelques cambriolages, le quartier du Quesne n'avait jamais connu d'actes de cette nature. Georges, lui, en avait été très affecté et s'en était ouvert à son entourage. « Depuis, il ne se sentait plus en sécurité et dormait mal », se rappelle Léon Perdinsk, un voisin.

Acacio Pereira

هكذا من الرجل

L'évaluation des enseignants mécontente les professeurs et les chefs d'établissement

Vécue par les uns comme un « rituel sans surprise », la notation semble « échapper » aux autres

Le ministère de l'éducation nationale vient de réaliser une étude sur l'évaluation des compétences des professeurs du second degré. Si ces derniers sont de plus en plus demandeurs d'une inspection pédagogique, le système actuel est jugé peu équitable et particulièrement flou. Il en est de même de la notation administrative, critiquée par les chefs d'établissement, qui s'estiment limités dans leur « liberté » de noter.

PEU SOUCIEUX de ménager la susceptibilité des enseignants, les Anglo-Saxons soumettent ces derniers à des évaluations drastiques, sans hésiter à confier à des organismes « indépendants », voire de nature privée ou semi-privée, le soin de juger de la qualité des professeurs, comme en Grande-Bretagne (*Le Monde* du 5 juillet) ou aux Etats-Unis (*Le Monde* du 19 septembre). Rien de tel ne se produit en France, mais le ministère de l'éducation nationale commence à se préoccuper de la façon dont on évalue les enseignants. Sous le titre « Étude sociologique sur l'évaluation et la notation des professionnels de l'éducation », la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) vient d'analyser, dans une étude décapante, les méthodes employées pour apprécier les compétences des professeurs du second degré (*Education et formations* n° 73).

Le jugement officiel porté sur les enseignants se fonde sur deux notes. La note « administrative » est attribuée chaque année par les chefs d'établissement sur des critères comme l'implication dans la vie de l'établissement, les activités organisées en dehors du cours, le relationnel, la ponctualité. La note « pédagogique », la plus importante pour la carrière, est donnée par les inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR) ou les inspecteurs généraux, après une visite en classe et un entretien. Tel qu'il est, ce système mécontente tout le monde. Huit enseignants sur dix et sept chefs d'établissement sur dix (sur un échantillon de quatre-vingts personnes interrogées) se déclarent à son sujet « critiques ou partagés ».

La notation administrative concentre les critiques des professeurs. Ils la jugent comme « un rituel sans surprise », car les chefs d'établissement disposent d'une faible marge de manœuvre, mais aussi comme « une cuisine subtile qui [leur] échappe », puisque le recteur peut modifier la note en fonction de moyennes académiques et nationales. « La note finale est donc le résultat de péréquations peu transparentes pour l'enseignant », remarque la DEP. Les enseignants trouvent subjectifs des critères comme le « rayonnement » et l'implication dans la vie de l'établissement, même s'ils ad-

mettent leur importance. Ils font surtout peu de cas de la note administrative, car « ce qui compte, c'est ce qui se passe dans la classe ». Cette notation administrative ne trouve pas davantage grâce aux yeux des chefs d'établissement, qui regrettent d'être « très limités dans leur liberté » de noter les enseignants. « Mon ordinateur couine quand je suis trop bas par rapport à la grille », déplore l'un d'entre eux. Principaux ou proviseurs déclarent tout de même tenter de « donner un petit plus à ceux qui ne se contentent pas du tronc commun (...), animent des activités, appartiennent à des groupes de réflexion ». Quant aux inspecteurs généraux, ils estiment que « les chefs d'établissement n'osent pas sanctionner, pour ne pas avoir de problèmes » et, pire, que la notation administrative joue un rôle « quasi nul ».

« Le système éducatif ne peut plus être géré en deux filières étanches, l'une administrative et l'autre pédagogique »

La notation pédagogique, elle, fait l'objet d'un jugement un peu moins sévère. Alors que les « régimes » des années 70 ne voulaient pas être inspectés, les enseignants réclament aujourd'hui à cor et à cri de l'être plus souvent. Une « bonne » inspection fait avancer la carrière. Mais les inspecteurs sont si peu nombreux qu'un enseignant est inspecté au mieux tous les quatre ou cinq ans en moyenne. De nombreux professeurs apprécient l'entretien personnel qui suit l'inspection, pour les conseils qui y sont prodigués. Les reproches – inspections trop rares, brièveté de la visite de classe, information tardive sur la note, flou des critères – l'emportent pourtant sur les compliments. Lorsque les enquêteurs demandent si la visite de classe « permet d'apprécier équitablement la valeur d'un enseignant sur le plan pédagogique », seuls

deux inspecteurs pédagogiques sur dix et trois enseignants sur dix répondent franchement oui.

Devant ces résultats, un haut fonctionnaire prononce un jugement sans appel : « Le système éducatif ne peut plus être géré en deux filières étanches, l'une administrative et l'autre pédagogique, comme c'était le cas jusqu'au début des années 80, mais personne n'en a tiré les conséquences ». La décentralisation a brouillé les pistes, chacun voyant ses missions évoluer. On demande maintenant aux recteurs de bâtir des projets académiques et aux principaux et proviseurs de construire des projets d'établissement. Comment le feraient-ils sans se mêler de pédagogie ?

Finalement, le système d'évaluation des enseignants tourne un peu à vide, laissant un large espace à la rumeur, propagée dans les établissements à partir de critères fantaisistes ou partiels. « Les enseignants savent très bien dans quelles classes ils veulent mettre leurs enfants ou au contraire quels collègues sont à éviter », note un inspecteur. « L'évaluation se produit de fait,

avec ses injustices. Mieux vaudrait un bon système d'évaluation », conclut-il.

Comment et sur quels critères juger alors de la valeur des enseignants ? Surtout pas sur les performances des élèves ! En chœur, les professeurs (huit sur dix) et les inspecteurs disciplinaires (neuf sur dix) s'y opposent. Les inspecteurs généraux et les chefs d'établissement se montrent plus nuancés. Les enseignants évoquent l'« injustice » d'un tel système, car les résultats des élèves dépendent « de leur niveau de début d'année, de leur environnement... ».

On voit bien les difficultés qui surgissent – outre les résistances syndicales – pour mesurer les progrès d'un élève du début à la fin de l'année, c'est-à-dire la « valeur ajoutée » du professeur. Mais, sans tomber dans les excès d'autres pays, ces obstacles doivent-ils empêcher d'avancer sur cette question, comme le promettrait le nouveau contrat pour l'école de M. Bayrou ?

Béatrice Gurrey

Douze Crazy George's supplémentaires d'ici à 1998

APRÈS la fermeture temporaire de la première enseigne Crazy George's (*Le Monde* du 12 novembre), inaugurée samedi 9 novembre à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le groupe britannique Thorn, exploitant de ces magasins d'ameublement et d'électro-ménager visant une clientèle à très bas revenus, a fait savoir qu'il ouvrirait douze nouveaux magasins avant 1998 sur le sol français. Deux magasins devraient d'abord voir le jour en région parisienne avant mars 1997, puis une dizaine d'autres dans les grandes agglomérations du pays. La fermeture de l'enseigne de Bobigny ne devrait pas excéder « quelques jours », a précisé un dirigeant du magasin, « le temps de se mettre en conformité avec les recommandations des pouvoirs publics ». Le 10 novembre, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, avait demandé aux responsables de revoir leurs publicités, afin de rendre plus clair l'affichage du prix final des produits acquis par location avec option d'achat.

DÉPÊCHES

■ **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR** : le SNESup (FSU) conforte sa position de première organisation des enseignants du supérieur à l'issue des élections triennales du comité technique paritaire auxquelles ont participé 14 560 votants (37 %). Avec 37,82 % des voix (+ 2,36 %), il obtient 6 sièges, suivi du SGEN-CFDT, qui a recueilli 23,07 % des suffrages (+1,48 %) et 4 sièges (+1) au détriment du syndicat autonome (21,96 % des voix, en baisse de 1,98 %). Sup-recherche (FEN) se maintient avec 8,17 % des voix (+ 0,33 %) et un siège, tandis que FO, avec 6,64 % des voix et un siège, est en forte régression (- 2,91 %). Enfin, la CGT passe de 2,28 % à 3,04 %.

■ **INTÉRIEUR** : les pompiers de la Drôme et de l'Ardèche ont dû intervenir plus de deux cent cinquante fois, dans la journée du 11 novembre, et une cinquantaine de fois dans la nuit de lundi à mardi, pour des dégâts occasionnés par la très violente tempête qui s'est abattue sur la région. Des toitures, des arbres et des panneaux de signalisation ont été arrachés par des rafales de vent qui ont avoisiné les 140 km/heure. Les précipitations ont parfois atteint 200 litres par mètre carré.

■ **11 NOVEMBRE** : les treize militants d'Act-Up interpellés par la police alors qu'ils manifestaient, lundi 11 novembre, lors des cérémonies commémoratives sur les Champs-Élysées, à Paris, ont tous été relâchés dans la soirée de lundi. Les manifestants avaient brandi des pancartes et rompu le silence avec des cornes de brume et des sifflets lors du dépôt de gerbe sur la tombe du Soldat inconnu.

L'intelligence numérique, c'est d'être aussi simple qu'accessible.

Les sans-papiers s'invitent à une soirée de soutien aux zapatistes

PLUS D'UNE CENTAINE de sans-papiers ont débarqué sans prévenir à une soirée d'information sur le mouvement zapatiste du Chiapas (Mexique), organisée, lundi 11 novembre, par le Théâtre de l'Odéon. Dans la salle pleine à craquer, l'ordre du jour a été bouleversé, et le débat prévu, ainsi que plusieurs projections de films et la lecture de textes du sous-commandant Marcos par le comédien Denis Lavant, n'ont pas pu avoir lieu. Représentant le « troisième collectif » et d'autres groupes venus de Colombes, Montreuil, Créteil, Saint-Denis et Lille, les manifestants chinois et africains ont pris la parole pour demander la régularisation de leur situation. Houleuse au départ, la discussion s'est installée entre les représentants du mouvement zapatiste et les sans-papiers.

« Nous sommes face à une armée qui nous encercle, nous affame, viole les femmes, et pourtant nous nous efforçons de vous écouter et de ne pas empêcher les gens de s'exprimer comme vous êtes en train de le faire », déclare d'emblée Javier Elorriaga, émissaire de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Madjiguène Cissé, une déléguée africaine des familles de l'église Saint-Ambroise, tente une synthèse : « Nous ne sommes pas ici pour perturber la soirée car nous admirons les zapatistes. Les Etats-Unis veulent construire un mur à la

frontière mexicaine pour empêcher l'immigration. Nous sommes mobilisés depuis huit mois pour obtenir le respect des droits de l'homme pour les immigrants en France. C'est la même question des rapports Nord-Sud qui est en jeu », affirme-t-elle.

UNE HAIE DE PROTECTION

Devant le théâtre, les CRS ont pris position et vérifient les papiers de ceux qui sortent. Georges Lavandant, directeur du Théâtre de l'Odéon, négocie avec les forces de l'ordre pour que les sans-papiers puissent partir librement. Après cet accord, il demande au public de faire une haie autour d'eux jusqu'à la première bouche de métro. Vers 22 heures, plusieurs centaines de personnes les accompagnent ainsi jusqu'à la station Odéon.

A l'intérieur, la discussion entre le public et les zapatistes se poursuit brièvement. Les émissaires de l'EZLN sont venus en France à un moment-clé de leur lutte. Le mouvement du sous-commandant Marcos veut multiplier les initiatives diplomatiques pour sortir de la clandestinité. Depuis une semaine, ses émissaires ont rencontré le Parti socialiste et le Parti communiste français, ainsi que plusieurs syndicats. Ils devaient passer la journée du 12 novembre au Parlement européen à Strasbourg.

Catherine Bédarida

Copieur numérique

L'intelligence numérique, c'est davantage de qualité, de simplicité et d'évolutivité au prix d'un copieur analogique. Le numérique, c'est surtout le progrès totalement indispensable à votre entreprise. Pour nous, c'est une révolution. Pour vous, c'est une révolution.

Pour recevoir une documentation ou consulter la liste des points de vente : 3615 Canon (1,29 Fmn). Tél. : 08 36 68 13 03 (2,23 Fmn). Renseignements sur Internet : <http://www.canon.fr>.

Canon
De la force pour vos idées.



RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996

EXPERTISE La Cour des comptes a rendu public, mardi 12 novembre, un rapport de synthèse sur « les interventions des collectivités territoriales en faveur des entreprises ».

■ **CE RAPPORT A ÉTÉ RÉDIGÉ** à partir des travaux réalisés par seize chambres régionales des comptes sur ce sujet en 1995. ■ **LA COUR NE CRITIQUÉ PAS** le principe de ces inter-

ventions, mais met l'accent sur les dérives ou les excès auxquels elles donnent lieu. ■ **LES ÉLUS SONT AGACÉS** par l'évolution du travail des magistrats des chambres régionales

des comptes, qui formulent désormais des remarques d'opportunité sur les interventions économiques des collectivités. ■ **LE CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-MARTIME**, épinglé par

la chambre régionale des comptes de Haute-Normandie, réplique que les collectivités locales doivent jouer un « rôle moteur » pour soutenir l'activité économique en temps de crise.

La Cour des comptes examine l'aide des élus aux entreprises

Pour maintenir ou développer les emplois, villes, départements et régions n'hésitent pas à dépenser des sommes souvent importantes, qui pèsent sur leurs budgets. Les magistrats de la rue Cambon dénoncent les « surenchères » entre maires afin d'attirer des activités

15 MILLIARDS DE FRANCS. Le chiffre est relativement faible, rapporté à l'ensemble des dépenses des collectivités locales. Mais cette somme, qui représente en 1993 (derniers chiffres connus) l'ensemble des aides des régions, départements et villes aux entreprises, s'est accrue à un rythme très rapide (+11,2% en moyenne annuelle depuis 1988), soit deux fois plus vite que les budgets de ces collectivités. La Cour des comptes, qui fait ce constat dans un rapport rendu public mardi 12 novembre - synthèse des enquêtes de seize chambres régionales -, note que, souvent, « les collectivités se livrent à des surenchères » pour attirer ou garder des entreprises. Les efforts demandés aux contribuables donnent « parfois des résultats positifs » mais peuvent

aussi « avoir un impact nul, voire des effets négatifs », souligne-t-elle. Le spectre des aides, directes et indirectes, est large : aménagement des zones d'activité, bonifications d'intérêt, promotion, conseil, exonérations fiscales. Globalement, estime la Cour, « le recensement des multiples aides ne peut être ni exhaustif ni fiable ». Mais si l'on compare les régions, lorsque l'Île-de-France consacre 1,5% de son budget aux interventions économiques, la Bourgogne y affecte 6% à 7%.

RABAIS ANORMAUX

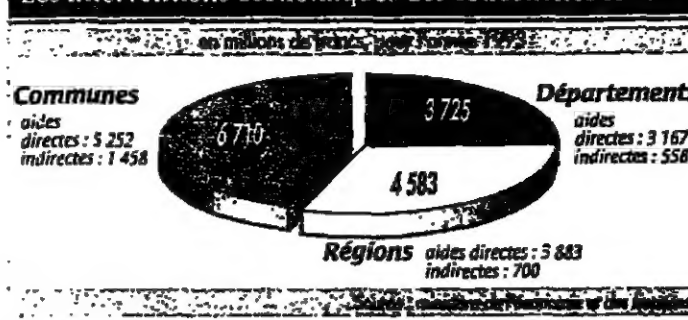
Alors que les aides directes (primes à la création d'entreprises par exemple) semblent de plus en plus délaissées, les collectivités optent plus souvent pour le soutien à l'immobilier et à l'achat des terrains à la place de l'entrepreneur lui-même. Souvent, elles délèguent leurs compétences à des structures de droit privé (agences, comités d'expansion, sociétés d'économie mixte), par exemple en Rhône-Alpes.

Une telle complexité conduit parfois les collectivités à s'écarter des règles de droit fondamentales, notamment lorsque la mise de fonds d'un département ou d'une commune devrait être subordonnée à celle, préalable, de la région : c'est le cas des deux départements als-

ciens pour l'artisanat, des Ardennes, ou encore du Maine-et-Loire à travers l'association Anjou-Initiative. Le comité d'expansion de l'Orne accorde des avances pour régler des frais d'études, la Vendée a irrégulièrement aidé une entreprise de thalassothérapie. Dans les zones qui ne sont pas considérées comme prioritaires par la Datar, certaines villes (Orléans) ont consenti des rabais fonciers anormaux. Ailleurs (Mayenne), ce sont les plafonds autorisés qui sont dépassés. La construction subventionnée (de 36% à 40%) d'un bâtiment industriel, ensuite revendu puis loué (en Seine-Maritime), est vivement dénoncée par les magistrats. La commune de Bourgoin-Jallieu (Isère) a cédé pour 6,7 millions à une entreprise un bâtiment qu'elle avait acheté le même jour... 12,17 millions. Ailleurs, c'est le recours abusif aux sociétés d'économie mixte (dont les responsables tiennent leur congrès du 13 au 15 novembre à Montpellier) ou aux agences de développement, gestionnaires de fait des aides, qui est montré du doigt.

Le flou de la réglementation, l'abondance des organismes satellites des collectivités, la coexistence de normes pas toujours homogènes entre le droit communautaire et les lois nationales entretiennent des ambiguïtés et ouvrent la voie à

Les interventions économiques des collectivités locales



Aux aides directes et indirectes (engagements financiers effectifs) s'ajoutent les garanties d'emprunt et cautionnements (risques potentiels) : 113 106 millions de francs pour les communes, 138 228 millions pour les départements et 919 millions pour les régions.

maintes anomalies. Mais les magistrats de la rue Cambon soulignent qu'à ces difficultés permanentes s'ajoutent aujourd'hui, à la suite de décisions des tribunaux, des interrogations sur ce qui paraissait avant communément admis. Ainsi le tribunal administratif de Besançon a-t-il annulé, le 6 avril 1995, la décision d'un conseil municipal qui cédait à une entreprise une parcelle du domaine communal pour 1 franc symbolique, en l'estimant contraire à la Constitution.

La Cour conclut par une interrogation, qui intéresse au premier chef les contribuables, sur l'efficacité

économique et sociale des interventions : en Alsace, dans le Centre, en Midi-Pyrénées, dans le Jura, plusieurs exemples permettent de tirer un bilan globalement positif, mais ailleurs, les résultats peuvent se révéler franchement médiocres. Faut-il que la Picardie verse de 1989 à 1994 118 millions d'avances aux entreprises, dont la plupart autofinancient correctement leurs investissements et n'avaient donc pas besoin de la facilité de trésorerie de la région ? L'agence de développement de l'Aisne et celle de l'Oise, voisines, ont mené des actions de prospection à l'étranger sans

concertation véritable avec les organismes régionaux chargés de la même tâche. Et que dire des milliers d'hectares de zones industrielles aménagées à grands frais - en Vendée, en Mayenne, au Mans - qui restent vides ?

CHANTAGE À L'EMPLOI

Que penser du véritable chantage à l'emploi exercé par une société sur les maires, quand il ne s'agit pas d'une guéguerre absurde entre deux villes proches (Cholet et Couëron) pour s'arracher une entreprise d'automobile... qui tombera en faillite ?

Pour finir, la Cour cite des localités dont les finances ont été gravement mises à mal par des initiatives aventureuses, notamment dans l'immobilier : Rambervilliers (Vosges), Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) et Tourny, « rouillée » par un investisseur canadien dans une opération proche du détournement de fonds publics. « Si les déboires et les contentieux sont demeurés jusqu'ici limités, de nombreux doutes sur l'efficacité économique des aides ont été exprimés, et leur régularité juridique est trop souvent en question », juge la Cour, qui ne veut cependant pas dresser un réquisitoire cinglant contre des élus auxquels la décentralisation a confié des pouvoirs considérables.

François Grosrichard

Les mises en garde d'un avocat aux maires « interventionnistes »

Devant les membres de l'Association des petites villes de France (APVF), réunis récemment à Paris (Le Monde du 23 et du 25 octobre), le président de l'Association française des collectivités territoriales (Afac), Régis de Castelnaud, s'est employé à démontrer que l'état actuel de la législation, aussi bien que l'état d'esprit des juges, limitaient considérablement la portée pratique de l'intervention des élus dans le secteur marchand de l'économie. Au point de conseiller aux maires une telle intervention : l'avocat a ainsi évoqué le cas d'un juge du Lot qui a mené, en vain, 37 perquisitions pour découvrir une contrepartie - qui serait tombée sous le coup de la loi - à une cession de terrain d'une collectivité à une entreprise pour le franc symbolique. Quant à favoriser des entreprises locales dans la passation des marchés municipaux, les maires, toujours selon M. de Castelnaud, se rendraient coupables du délit de « favoritisme » tel qu'il est décrit par le nouveau code pénal. Bref, s'interrogeant sur le fait de savoir si les élus ont encore des « marges de manœuvre » dans ce domaine, l'avocat a conclu : « Ça va être difficile ».

Où s'arrête la « sphère de compétences » du conseil général de Seine-Maritime ?

ROUEN

de notre correspondant

La chambre régionale des comptes de Haute-Normandie est l'une des chambres dont les travaux récents ont alimenté le rapport rédigé par les magistrats de la rue Cambon. Cette chambre régionale avait adressé, le 30 avril, une lettre d'observation définitive au conseil général de la Seine-Maritime, à propos de la gestion du département entre 1989 et 1993, lorsque Jean Lecanuet, aujourd'hui décédé, présidait l'assemblée départementale. Les remarques de la chambre régionale avaient mis en évidence deux approches différentes du comportement d'une collectivité dans le domaine économique.

Les magistrats de la chambre ont noté un soutien important du département à la réalisation d'équipements relevant de la compétence de l'Etat (infrastructures routières ou portuaires). Ils se sont aussi

intéressés à des subventions accordées à Toshiba et Exxon pour des implantations ou des extensions d'unités de production. Il s'agissait de montant jugés « élevés » (14,2 millions de francs pour Toshiba et 45 millions de francs pour Exxon) par la chambre, qui, toutefois, a pris acte du caractère « ponctuel » d'opérations considérées « comme de première importance pour le département, notamment au regard des richesses fiscales qu'elles engendrent ». La lettre d'observation reconnaissait « l'intérêt évident » de telles implantations, mais remarquait que ces opérations « excèdent la sphère de compétences du département ».

Les réactions du sénateur UDF-PR et président du conseil général Charles Revet et de sa majorité départementale avaient alors été très vives : les élus s'étaient sentis désavoués pour des décisions prises cinq ans auparavant et qu'ils n'avaient pas eu à regretter.

Les critiques sur les subventions accordées à Toshiba et Exxon ont donc été balayées avec assurance : « Il faut dissocier la gestion proprement dite de l'opportunité de telle ou telle décision », a expliqué Charles Revet en brandissant les résultats d'une enquête établissant que l'emploi est la première préoccupation de la Seine-Maritime : « Dans une conjoncture difficile, les collectivités doivent avoir un rôle moteur pour créer de l'activité économique et donc de l'emploi ». Pour Charles Revet, la collectivité, en fait, avait fait ce que personne ne voulait entreprendre. A l'unisson, Jean-Pierre Deneuve (UDF-FD), président de l'Etablissement public de Basse-Seine, avait lancé : « Qui peut nous reprocher d'avoir favorisé l'expansion ou la venue de telle ou telle entreprise qui aurait pu s'implanter à l'étranger ? Ce n'est pas parce que certaines compétences ne sont pas obligatoires qu'elles sont interdites ».

La réplique aux conclusions de la chambre a même pris un tour polémique à propos de l'autoroute A29, qui dessert le port de Normandie, dont l'emplacement et le tracé étaient qualifiés de « catastrophiques ». La chambre précisait que le conseil général avait été sollicité pour le financement de ces équipements « sans maîtriser la décision ». « C'est un abus de pouvoir ! », avait tonné, en réponse, le juriste Patrice Gélard, sénateur RPR, en dénonçant au passage « l'incompétence » d'une chambre régionale qui se permettait « de juger non pas les comptes, mais de critiquer des décisions politiques ». M. Gélard avait même soulevé la question de la compétence de la chambre de la Seine-Maritime, « afin qu'elle rappelle la chambre de Normandie à ses devoirs ». Le PCF s'était, lui aussi, montré soucieux du respect de « décisions délibérées et conscientes ».

Etienne Barzot

Les passementiers de la Loire victimes de la réforme fiscale

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant
Les battements des métiers Jacquard ne rythment plus la vie de jonzieux dans la Loire. Ils étaient encore quatre-vingt-dix chefs d'atelier et plusieurs centaines

d'ouvriers au début des années 60 ; ils ne sont plus que six passementiers à poursuivre le fil de cette tradition du tissage de ruban sur ce plateau du Pilat battu par le vent. « Les patrons, ils nous veulent plus. On fait que des

mieltes, des rubans compliqués qui nous font perdre du temps et de l'argent », se lamente Roger Boudarel, entré à la « fabrique » à l'âge de quatorze ans, voici quarante et un ans.

Propriétaires de leurs métiers, mais pas de la chaîne, de la trame, des peignes et des cartes que leur fournissent les donneurs d'ordre, ces ouvriers à domicile sont l'une des multiples professions à bénéficier d'une déduction fiscale supplémentaire pour frais professionnels que le gouvernement veut progressivement supprimer. A Jonzieux, on déduit 30% de sa déclaration de revenus. A cinquante kilomètres, à Avelizieux, toujours dans le département de la Loire, les neuf passementiers peuvent enlever 40%. Une déduction qui apparaît toutefois miliaire au regard de ce que cette profession gagne péniblement. « Cette réduction était bonne quand on travaillait beaucoup. Mais, aujourd'hui, où l'on n'arrive pas toujours au SMIC en s'échinant pendant plus de quatre-vingts heures par semaine, c'est ridicule », observe M. Boudarel, payé parfois dix francs de l'heure. « On est devenu des mendiants. On doit toujours pleurer pour quémander du travail ». C'est que les donneurs d'ordre préfèrent désormais approvisionner les métiers électroniques de leurs usines ou délocaliser.

Victimes du progrès technique et de la mondialisation, les passementiers de Jonzieux souffrent aussi des évolutions de la mode. La crise des vocations sacerdotales et la simplicité actuelle des ornements d'église ont forcé au silence plusieurs métiers. De même, le déclin du bérêt et des écussons a entraîné l'arrêt d'autres ateliers. Le patron de l'une des dernières entreprises rubannières de la région stéphanoise reconnaît d'ailleurs que les passementiers sont une profession « en voie de disparition ». « Ils gagnent vraiment des misères, affirme-t-il. Et l'abrogation de cette mesure fiscale qui ne rapportera rien au budget de l'Etat va finir de les désespérer ».

D'autres professions en voie de disparition bénéficient dans la Loire de la « clémence » fiscale de l'Etat, en particulier dans le périmètre de Saint-Chamond, administré pendant de longues années par Antoine Pinay. C'est le cas des ouvriers chaudières et des ferronniers de Saint-Martin-la-Plaine ainsi que des lineurs de cadres de bicyclettes. La fermeture de ces niches fiscales va précipiter la disparition de ces métiers. Du fait de leur petit nombre, cela ne suscite guère d'émotion. La « justice fiscale » aura fait son œuvre.

Vincent Charbonnier

Occupation de la carrière de Vingrau (Pyrénées-Orientales)

UNE VINGTAINE DE PERSONNES ONT ENTREPRIS, mardi 12 novembre, d'occuper la carrière de Vingrau (Pyrénées-Orientales). Cette décision fait suite à la signature, le 7 novembre, par le préfet des Pyrénées-Orientales, Bernard Bonnet, d'un nouveau permis de construire déposé par la société OMYA pour une unité de broyage, concassage et criblage dans cette carrière (Le Monde du 30 octobre). Le précédent permis de construire, du 4 novembre 1994, avait été annulé par la cour d'appel de Bordeaux le 3 juillet. OMYA s'était pourvue en Conseil d'Etat, tout en rédigeant la nouvelle demande. Saisie également sur l'arrêté préfectoral d'exploitation sur une partie des 90 hectares concédés à la société, la cour d'appel de Bordeaux doit se prononcer d'ici à la fin de l'année. Parallèlement, pour s'opposer à ce projet de carrière de marbre blanc, des associations (France nature environnement, le WWF, le Comité de défense de Vingrau) et la mairie ont saisi Corinne Lepage, ministre de l'environnement, en la priant de demander au préfet de prononcer un sursis à statuer. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **HÉRAULT** : la ville de Montpellier devrait construire d'ici à la fin de 1999 une grande bibliothèque à vocation régionale, regroupant livres et CD-Rom sur une surface de 15 000 mètres carrés, dans le quartier d'Antigone. Conçue par les architectes Paul Chetevet et Borja Huidobro, cette bibliothèque devrait coûter 250 millions de francs et sera équipée d'un système robotisé de transport d'ouvrages ainsi que d'espaces personnalisés pour les handicapés. ■ **TAXE PROFESSIONNELLE** : le maire de Bagnolet (Seine-Saint-Denis), Daniel Mongeau (PCF), demande à Jean Arthuis de le recevoir, ainsi que 156 autres maires, de toutes tendances politiques, de communes de 500 à 200 000 habitants qui, selon lui, sont d'accord pour exiger que la taxe professionnelle versée par les établissements de France Télécom ou de La Poste revienne directement aux collectivités locales où elles sont implantées. Actuellement, l'Etat prélève le produit de cette taxe et la reverse aux collectivités via un fond de péréquation.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Vente au Palais de Justice de PARIS
Le jeudi 21 novembre 1996 à 14 h 30, en un lot :
APPARTEMENT de 5 PP à PARIS 17e
28, rue Henri-Rochefort
au 1er étage, 2 CHAMBRES au 2e étage, 2 caves
MISE A PRIX : 500.000 Frs
S. adr. à Me Georges PROS, Av. demeurant à PARIS 6e,
30-32, rue de Fécamp - T. : 01.42.22.27.31
Minuté 3616 AVOCAT VENTES
Visite le 19 novembre 1996 de 11h à 12h

75 Vente au Palais de Justice de PARIS
Le jeudi 28 novembre 1996 à 14h30
UNE BOUTIQUE à PARIS 12e
au rez-de-chaussée et réserves au sous-sol
60/62, avenue de Saint-Mandé
MISE A PRIX : 500.000 Frs
Me TOURAILLÉ, Avocat à PARIS 9e, 48, rue de Cléry
T. : 01.48.74.45.83 - Me BELHASSEN-POITEAUX, mandataire
judiciaire à PARIS 1er 39, rue Étienne-Marcel
Visites en s'adressant à l'avocat poursuivant

مكتبة ابن الرواح

HORIZONS

ENQUÊTE

AVEC leur uniforme à col marin et leurs chaussettes blanches, elles semblent incarner l'idéal de la jeune fille en fleur. Et pourtant... Cet après-midi-là, dans le labyrinthe des ruelles du quartier de Shibuya, l'une des « mecs » des jeunes à Tokyo, où se succèdent boutiques, cafés, McDo et game centers, ces deux lycéennes flânantes ont été abordées par deux garçons un peu plus âgés. Après quelques palabres, ils sont partis par couples vers des cabines téléphoniques. Le garçon a sorti un cahier sur lequel étaient écrits à la main de courts textes que la fille a parcourus en riant. Entré avec elle dans la cabine, il a formé un numéro et elle a lu un message. A quinze ans, Yuriko venait de se



brancher sur une messagerie téléphonique de rencontres.

Avant retrouvé sa copine, elle raconte, un peu abasourdie, qu'elle a reçu 2 000 yens (environ 100 francs) du garçon pour la lecture de son message : « J'ai seize ans, je mesure 1,65 mètre et je pèse 55 kilos. Je suis prête à aller au karaoké pour 10 000 yens (environ 500 francs). » Elle a laissé le numéro d'appel de son « pager ». « Tu penses qu'un type appellera ? », demande la copine. Par jeu, par curiosité et parce que « les autres le font », elles ont voulu voir. Comme beaucoup, elles n'ont peut-être pas eu rendez-vous.

L'essor fulgurant parmi les jeunes des téléphones portables et des pagers, conjugué au développement des clubs de rencontre, des messageries vocales ou « téléphone clubs » (terekura), dont on trouve les numéros dans les revues de jeunes ou sur des paquets de mouchoirs en papier distribués dans la rue, a donné naissance à une nouvelle forme de prostitution juvénile baptisée de euphémisme *enjakosai* : « sourdier financier à la sociabilité ». Celles qui s'y donnent ne sont en rien des filles perdues ou des droguées en manque, mais des lycéennes ordinaires qui vendent leur présence (un dîner, un moment dans un karaoké box) ou plus à des hommes plus âgés.

A la tombée du jour dans les quartiers animés, Shibuya ou Kabukicho, plus « chaud », dans l'arrondissement de Shinjuku, les lycéennes en uniforme, qui se promènent généralement par deux, ont des allures inattendues. En minijupe (déjà, les écoles acceptent que les jupes des uniformes soient courtes ; rouées à la ceinture, elles le sont encore plus !), et chaussettes blanches (débouchonnantes, comme il se doit), elles portent des boucles d'oreille de Gitanes et sont maquillées : fond de teint mat et rouge à lèvres violacé. Autre must : certaines se sont passé sur les jambes un produit donnant l'apparence du bronzage.

En dépit de leur âge, elles connaissent la loi de l'offre et de la demande. Raconter ce qu'elles font le soir dans Kabukicho ? Aya est d'accord, « mais combien vous payez ? ». Seize ans, maquillée et cheveux éclaircis comme le vent, elle est élève d'un lycée de banlieue. Elle parle comme un garçon, employant des expressions directes et le jargon des jeunes. Elle a commencé par curiosité, il y a un an, à appeler des « téléphone clubs » où les hommes attendent l'appel d'une femme. D'abord, Aya allait simplement au karaoké et se laissait caresser la poitrine pour 10 000 à 20 000 yens (500 à 1 000 francs). Puis elle a franchi le pas et est allée au *love-hotel* pour couple sans bagages où le prix varie en fonction du temps

d'occupation de la chambre). Désormais, elle « lève » ses « *papa-san* » dans la rue. Pour faire de l'argent de poche et aller au restaurant avec les copines ou à Disneyland, s'acheter des vêtements ou des accessoires « griffés »... Aya en a un peu assez de « s'amuser comme cela » et voudrait « un petit copain, mais il n'aura pas d'argent ». « En plus, ma mère commence à se douter de quelque chose... », dit-elle plus nonchalante que vraiment préoccupée.

Le phénomène *enjakosai* reste marginal. Selon une enquête publiée en octobre par la maïe de Tokyo, 4 % des lycéennes et 8 % des élèves des classes terminales auraient eu une telle expérience. Soit trois en moyenne sur une classe de quarante. A croire les hebdomadaires, ce serait le cas d'une sur cinq de ces jeunes qui flânent dans la rue à la tombée de la nuit. Selon Yoshikatsu Nakamura, commissaire chargé de la délinquance juvénile à la police de Tokyo, il n'y a pas d'estimation fiable : « Des lycéennes peuvent avoir eu des expériences de rencontre mais pas pour autant s'être prostituées. Selon les statistiques, les cas de prostitution juvénile sont en baisse. Mais cela ne signifie pas grand-chose car, selon la loi, on ne peut poursuivre que l'intermédiaire ; or les filles agissent aujourd'hui de manière indépendante. » Aux bureaux de la loi, avoir des relations sexuelles avec un enfant de moins de treize ans est considéré comme un viol. Mais à seize ans, une fille peut se marier. A l'instar d'autres préfectures, Tokyo étudie un arrêté interdisant une relation sexuelle assortie de moins de dix-huit ans. Aujourd'hui, si la police surprend une lycéenne entrant dans un *love-hotel*, elle ne peut que prévenir les parents.

Le comportement des lycéennes friponnes est symptomatique à la

fois de l'existence d'un prolifique marché du sexe et d'une évolution des mœurs des jeunes Japonaises. Pléthore de revues spécialisées et de publicités distribuées dans les rues ou déposées dans les boîtes aux lettres des immeubles : la caractéristique de l'industrie du sexe au Japon (au chiffre d'affaires estimé à 1 % du PNB) est son accessibilité. Il n'est pas nécessaire aux hommes d'être branchés sur des réseaux plus ou moins confidentiels pour satisfaire leurs pulsions. Le fantasme est à l'encan.

Succédané de l'art de la prostitution des grands quartiers de plaisir qui existaient jusqu'à la se-

conde guerre mondiale, contre-mondes où le plaisir et l'imaginaire se confondaient, l'industrie du sexe du Japon contemporain joue encore sur la « valeur ajoutée » du simulacre dans la sollicitation sexuelle. La mode des *imakura* (images clubs), où les « officiantes » sont habillées en infirmières, hôtesse de l'air ou secrétaires sado-maso et offrent leur prestation dans des pièces-décor (cabine d'ascenseur, bureau, voiture, etc.), est une énigme surprenante sur le registre de la femme-spectacle.

Dans la galerie des fantasmes, le « *Rorikon* » (« complexe de la Lolita »)

est cultivé depuis de longues années. Des belles (jeunes filles) endormies, du romancier Yasunari Kawabata, aux BD, en passant par les albums de photos de fillettes impubères, la Lolita fait recette sur le marché du fantasme, comme la lycéenne en uniforme. « *Physiquement femme et socialement enfant : cette ambivalence dont l'uniforme est le signe en fait la "valeur" sur le marché du sexe* », commente le sociologue Shinji Miyadai.

Les lycéennes les plus délinquantes sont entrées sur ce marché du sexe au début des années 90 en vendant leurs sous-vêtements usagés. Un épiphénomène sur lequel se sont rués les médias. Puis elles ont fréquenté les clubs de rencontre : les hommes y payent un droit d'entrée (environ 100 francs), mais pas les filles, racolées dans la rue par de jeunes rabatteurs. Dans l'un de ceux de Kabukicho, il y

dix-sept et dix-huit ans, contre 12 % il y a dix ans.

Les jeunes Japonaises sont taillées par la tyrannie de l'apparence, poursuit le sociologue. Alors que les adultes, inquiets de la stagnation économique, consomment frileusement, les moins de vingt ans sont le moteur des modes, au point que les publicitaires reconnaissent « ramener » pour prévoir leurs engouements. D'une manière ou d'une autre, les jeunes Japonaises ont de l'argent et le dépensent. La désinvolture est de mise dans leur vie professionnelle et sentimentale.

Il y a deux ans, les *ike ike gyaru* (de l'anglais argotique *go-go girls*, soit les « nanas go-go ») ont défrayé la chronique, louchées sur les podiums de disco, éclairées des lumières de spots psychédéliques, elles dansaient à perdre haleine avec à leurs pieds une foule ondoyante d'hommes les bras levés vers ces jambes et ces corps qui s'agitaient frénétiquement à un mètre au-dessus d'eux. En minijupe, ces Japonaises « folles de leur corps » étaient *bodikon*, de l'anglais *body conscious*. En août 1994, cinquante mille sont venues de tout le Japon au Tokyo Dome, grand stade de la capitale, pour danser en découvrant le plus possible de leur corps dans ce qui fut le super « délire » d'un été.

Si les boîtes à podium sont passées de mode, l'affirmation d'une personnalité non dépourvue de pulsions provocatrices, sinon exhibitionnistes, ne l'est pas encore : dans les quartiers animés ou sur les campus, des photographes proposent aux filles des séances de pose nue (50 000 yens, soit 2 500 francs) pour des revues. Par le choix délibéré d'exhiber leur corps, elles se le réapproprient en objectivant l'homme dans un rôle de spectateur, avancent les sociologues.

La Japonaise des fantasmes occidentaux, soumise et réservée, a vécu. Les lycéennes dévergondées ou les *bodikon* sont les expressions outrancières d'une évolution réelle des mœurs féminines. Sexe

avait ce soir-là quatre lycéennes en uniforme sur la douzaine de filles assises sur des sofas ou installées devant des jeux vidéo à attendre une « rencontre ». Surveillées par la police, les *date clubs*, qui ont connu leur apogée en 1994, ont cédé du terrain aux « téléphone clubs » et à la « drague » dans la rue.

Selon Akiyoshi Ishibashi, psychologue du département de délinquance juvénile de la police, les lycéennes interpellées n'expriment aucun sentiment de culpabilité, et les références à la « bonne conduite », traditionnelle, glissent sur elles comme l'eau sur les plumes d'un canard. « *Don't worry, be happy* ». Cette phrase orne la grosse montre de Naomi. A dix-sept ans, elle a son « palmarès » : une dizaine de rencontres. Elle peut gagner jusqu'à 100 000 yens (5 000 francs) par mois. Argent de poche qu'elle dépense dans des *host clubs*, établissements où se sont de jeunes bêtes (gigolos) qui sont aux petits soins pour les clientes. Les *host clubs* existent depuis longtemps, mais la clientèle est de plus en plus jeune, raconte un policier de la brigade des mœurs. Qu'y cherche Naomi ? « *Un type gentil qui s'occupe de moi*... »

La plupart des lycéennes délinquantes sont des étoiles filantes sur le marché du sexe, mais il existe le risque, souligne-t-on à la police, qu'avec le développement de la consommation de drogue parmi les jeunes (encore faible par rapport aux autres pays) apparaissent de nouvelles motivations à la quête de l'« argent facile ».

Dévergondage, libertinage, émancipation : quel que soit le qualificatif, les mœurs des jeunes Japonaises ont évolué depuis le début des années 90. Les lycéennes ou leurs aînées ont grandi à l'époque de la « bulle spéculative » et de la boulimie des griffes. La société est en outre devenue si non plus permissive (elle l'était déjà), plus tolérante pour les comportements provocants. Enfin, selon Shinji Miyadai, les jeunes Japonaises ne nourrissent guère d'illusions sur une société qu'elles qualifient de « *uso shakai* » (société du mensonge). « Elles savent qu'elles seront discriminées dans le travail, mais aussi qu'elles sont convoitées, et elles cherchent à tirer profit de cette demande. L'homme adulte est pour elles le symbole de la société hypocrite à manipuler. En outre, ici, la sexualité n'a jamais été frappée d'interdit d'ordre religieux. Elle a été contrainte à partir de Meiji (milieu du XIX^e siècle) dans le cadre de l'édification de l'Etat-nation. La femme devait être épouse et mère, la virginité étant un tabou. Aujourd'hui, la sexualité fait partie de la vie des adolescentes. Les « téléphone clubs » complètent l'initiation commencée par les publications : 30 % des filles ont leur première expérience sexuelle entre

Plus curieuses et réceptives à l'air du temps que les hommes, les Japonaises sont un moteur de la dynamique sociale

faible ? Les Japonaises ne l'ont jamais été : comme beaucoup de femmes de sociétés où la virilité est exacerbée, elles ont démontré une étonnante force intérieure. Aujourd'hui, le code de féminité nippon évolue vers une plus grande extraversion. Les jeunes Japonaises retournent à leur avantage la discrimination dans le travail dont elles sont l'objet : elles vivent l'instant, s'amuse, consomment, voyagent, se marient plus tard et divorcent, le cas échéant. Par comparaison, les garçons du même âge paraissent ternes, irrésolus. Le phénomène des « *emmurés* » (*otaku*), renfermés sur la réalité virtuelle de leurs écrans, est avant tout masculin. Les filles, elles, sont dans la ville. A la pointe des modes, elles se pavent dans les cafés ou les restaurants de luxe. Leur frivolité fait la saveur de la rue, donne son style à l'époque.

« Dans le Japon de l'expansion, la réussite sociale avait tout justifié. Avec la récession, cette course s'est vidée de sens. Alors que la culture masculine chancelle, la vigueur de celle des femmes, autrefois circonscrite et en retrait, n'en est que plus sensible. » Plus curieuses et réceptives à l'air du temps que les hommes, les Japonaises, forces vives de la démocratie à la base que constituent les mouvements de citoyens, sont un moteur de la dynamique sociale. Les expériences de leur adolescence parfois débridée ne semblent pas relever du souvenir traumatisant : ce sont les fruits aigres-doux de tout jardin secret.

Philippe Pons
Dessin : Barbe

Le Monde

EDITORIAL

Helmut Kohl,
un chancelier
vulnérable

QUATORZE ans après avoir remplacé Helmut Schmidt à la chancellerie, Helmut Kohl se retrouve un peu dans la situation de son prédécesseur à la fin de son règne. Les couronnes de laurier tressées au chancelier pour avoir dépassé la longévité au pouvoir de son modèle, Konrad Adenauer, ne sauraient en effet faire oublier que la coalition entre les libéraux et les chrétiens-démocrates, qui a été reconduite à Bonn aux élections de 1994, donne quotidiennement le spectacle de ses divisions.

Le chancelier règne mais ne gouverne pas. Les projets de réforme s'accumulent mais ont bien du mal à franchir les obstacles parlementaires. Au Bundestag, la majorité est réduite, et il a fallu récemment rappeler d'urgence des ministres en voyage officiel en Asie pour éviter que le projet de budget ne soit refusé. L'état des finances publiques laisse mal augurer du respect par l'Allemagne des critères de Maastricht en 1997, mais le gouvernement peine à imposer les sacrifices nécessaires. Tantôt les syndicats refusent les coupes dans les transferts sociaux, tantôt le Parti libéral, qui voudrait apparaître comme le parti des réductions d'impôts, proteste contre la pres-

sion fiscale. Et quand les partenaires de la coalition ont fini de se chamailler, c'est le Bundestag – la chambre des États, dominée par les sociaux-démocrates – qui bloque les initiatives gouvernementales.

Comparée à celle de 1982, la situation politique allemande présente cependant trois différences de taille. D'une part, contrairement à Helmut Schmidt, Helmut Kohl ne doit pas gouverner contre son propre parti. Ayant réduit au silence tous ses rivaux potentiels, il a fait plus que jamais de la CDU le « parti du chancelier ». D'autre part, les libéraux, dont la défection avait jadis entraîné la chute de la coalition, n'ont plus le choix ; tout en grognant, ils doivent suivre

la démocratie chrétienne, sous peine de disparaître purement et simplement du Parlement fédéral. Enfin, il n'existe pas de majorité de rechange. La présence au Bundestag de quelques députés PDS (ex-communistes de l'Est), avec qui personne ne veut s'allier, empêche la formation d'une nouvelle coalition.

Après avoir changé plusieurs fois de chef de file en quelques années, le SPD n'arrive pas à définir une politique de rechange qui tienne compte à la fois de ses traditions, des revendications de sa base électorale et des impératifs économiques. Il est tout aussi divisé sur la politique européenne, entre les partisans de la monnaie unique et les « populistes », qui espèrent gagner les élections de 1998 en s'accrochant au deutschemark.

Si la faiblesse des sociaux-démocrates rend moins visible la vulnérabilité du chancelier Kohl, les difficultés intérieures réduisent cependant la marge de manœuvre du seul homme d'État européen ayant l'expérience et l'autorité nécessaires pour faire progresser l'intégration du Vieux Continent. Alors que les Quinze doivent prendre des décisions de plus en plus délicates, ce n'est une bonne nouvelle ni pour l'Allemagne ni pour l'Europe.

L'actualité par Lionel Portier

Vestiaire
par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

Moscou, ... novembre. Pourquoi les visiteurs officiels de la Russie, hier ceux de l'URSS, s'y rendent-ils toujours accoutrés à la mode de leurs hôtes, avec chapkas et longs manteaux à col de loutre ? Le climat n'explique pas tout. Nos Excellences portent-elles des gandouras, quand elles sont reçues par les Emirs ? Des paganes, à l'équateur ?

Même de Gaulle, qui était indifférent aux écarts de température, et qui fit bien rire ses ministres du temps d'Alger en suggérant à l'un d'eux, ébouriffé par le vent, de se couvrir d'un doudou, d'apporter, la prochaine fois, son cerceau ! », même ce champion d'isothermie et de sobriété vestimentaire, on le voit porter un collet de fourrure quand il va saluer Staline, en décembre 1944.

La Russie impose à l'étranger de passage sa propre culture du manteau (pour parler moderne). Le moindre musée, la moindre chapelle votive, vous détestent de votre vestiaire, même si l'endroit n'est pas chauffé. Le pourboire étant prosaïque, on comprend mal ce dépouillement obligé. Crainte des larcins, des photos prises en cachette ? Mine de « petits boulets » ? Les palestiniens pendents à perte de vue dans ce qui s'appelle la gendarme – à ne pas confondre avec les toilettes. Incitation à patienter deux fois, avant la visite et après ? Entraînement à la file d'attente – ce sport national ?

Un simple touriste d'une semaine, ne lui demandez pas diagnostics et prévisions géopolitiques, il n'y est que trop enclin. Des impressions ingénues, c'est ce qu'il peut rapporter de plus utile, avec ses cadeaux inévitables – flasques à vodka ou poupées-gigognes. Avant guerre, l'Europe de l'Ouest caractérisait naïvement la Russie par ses « rails de chemin de fer plus écartés que les nôtres ». Le détail en imposait aux jeunes amateurs de trains électriques. On y voyait un obstacle décisif contre les invasions. L'autre atout stratégique des Russes, naturel celui-là, c'était le « Général Hiver », ses congères en forme de tranchées, ses verges qui firent patiner

les armées d'Hitler, après celles de Napoléon.

Pas de souvenir du pays ni de tableau célèbre à la galerie Tretiakov sans troïkas à sonnettes, sans tentées de neige devant des bois de bouleaux ! Rafail Pividal avait restitué ces bourrasques, en poète, dans *Pays sages* (livre paru en 1974), et inexcusablement introuvable aujourd'hui. Le grésil volait autour du Transsibérien. Il piquait les joues du lecteur. Dans les gares improbables, il gâchait les beiges tabouckes – ces déesses de l'attente valent et d'un fatalisme abyssal.

On les retrouve partout, les millions de grands-mères de l'éternelle Russie : alignées le long des marbres du métro, négociant des légumes de Géorgie sur un marché boueux, surveillant chaque icône enluminée, régnant sur les buissons de cierges, un gobelet de thé dans la main, sous quatre peaux élimées et royales, toujours à portée de voix l'une de l'autre, à portée d'indignation ou de ragoir, ardoises comme les poupées-souvenirs, dévissables peut-être.

Chez l'homme russe, la silhouette passe de la courbe à la rude ligne droite. Chute rectiligne des longs paletots. Même les blousons des jeunes popes empêchent les soutanes de voler. Les capotes des dirigeants communistes, ces bustes à pattes, tombaient jusqu'aux bottes, en signe d'impassibilité. Aucun blizzard ne parvenait à en soulever les pans. La neige prenait en glace sur les épaulettes chamarrées, dans les béquilles et les moustaches. Nots ou gris fer, les impens des policiers assaillaient leur réputation terrible. De retour à l'Ouest après leur pèlerinage au paradis socialiste, nos révolutionnaires des années 50 arboraient la panoplie du prolétaire pur et dur – bleu de chauffe et casquette de cuir, à la broche.

En décembre 1989, dans la queue internationale – Encore ! Déjà ! – qui menait à la dépuille de Sakharov, un communiste français de choc relevait le col d'un pardessus de KGBiste. Il répondait avec l'accent d'un on ne sait quel terroir, et un euphémisme de congrès : « Ce que pensent

nos militants de l'effondrement du sovietisme ? Dame, y a du décalé ! »

Si aucun vent ne soulève les pans des hauts dignitaires d'URSS, c'est qu'on ne voyait que leur torse décoré, à la tribune de la place Rouge. Les statues de Lénine ont échappé exceptionnellement au hiératisme de la panse, aux médailles, et aux succursales disgracieuses. Sur les places, dans les universités, le petit fonctionnaire chauve que le mausolée a conservé sous verre continue de marcher en promeneur du dimanche, les mains dans le dos. Le vent soulève gentiment ses basques de plâtre ou de zinc.

L'image du grand-bonhomme-en-retraite-méditant-dans-la-bise ne connaît pas de frontières. Elle est de tous les régimes, de toutes les vénéractions. Sur les pages d'Irlande, en 1969, le loden sombre de De Gaulle s'entrouvre sous les rafales. Il existe une photo tardive de Sartre dans la même posture venant que le Général. Le philosophe est penché en avant, à perdre l'équilibre ; on dirait d'un oiseau achevant de planer, sur le point d'agripper quelque rebord. Arrivé contre le vent de l'histoire ? On en a tiré un brozet. La Bibliothèque nationale a béni de l'objet. Comme on dissimule un cadeau qui gêne, elle l'a relégué dans un coin de la rue Vivienne, côté fournisseurs.

Le rôle du pardessus dans l'âme russe telle qu'elle se survit, il faut le chercher du côté de Gogol. Le *Manteau* raconte l'histoire d'un petit employé qui se ruine pour acheter le paletot de ses rêves, qui se le fait voler, qui en meurt, et qui, peut-être, renaît en fantôme. Nabokov a tout dit sur le sens de cette parabole (éd. Rivages, 1988) : qu'elle n'en comporte aucun ; sinon une leçon d'idéalisme blessé, de rédemption irrationnelle, de détails absurdes – comme bientôt chez Kafka.

Entre l'élan lyrique et le mammonisme, une littérature nonécclésiastique nous plonge dans la région secrète de l'âme – russe ? – où « les ombres des autres mondes défilent comme des navires inconnus et silencieux ».

Statu quo
politique
à Washington

Suite de la première page

Or, comme ses prédécesseurs, le chef de la Maison Blanche veut laisser une trace dans l'histoire. Pour atteindre cet objectif, il lui faut faire mentir cette sorte de fatalité qui semble s'attacher aux seconds mandats présidentiels.

Depuis Woodrow Wilson (1913-1921), en passant par Franklin Roosevelt, puis Dwight Eisenhower, Richard Nixon et Ronald Reagan, les hôtes de la Maison Blanche ont connu, à des degrés divers, un second mandat moins heureux que le premier. Pour relever ce défi, M. Clinton a besoin de la coopération des républicains. A défaut d'une autre ambition réaliste, le « grand dessein » du 42^e président des États-Unis est de purger l'Amérique de la maladie des déficits, ce qui suppose la coopération du Congrès. Pour cette raison, M. Clinton « aimerait bien » pouvoir former un gouvernement bipartisan, comprenant une ou plusieurs personnalités républicaines.

Or les leçons du scrutin du 5 novembre n'inclinent guère à l'optimisme quant aux perspectives d'une cohabitation harmonieuse. Le chef de la Maison Blanche est confronté à un Congrès globalement plus conservateur que le précédent.

Bill Clinton
a beau affirmer
que les électeurs
se sont prononcés
en faveur
de l'émergence
d'un état d'esprit
bipartisan,
ce constat relève
de la méthode Coué

Au Sénat, le « Grand Old Party » (républicain) dispose d'une majorité renforcée, qui le place en position de s'opposer à la plupart des initiatives présidentielles. Bien des législateurs, que de nombreuses années passées sous la coupole du Capitole avaient rendus accommodants, ont, d'autre part, laissé leur place. L'absence de Bob Dole, qui incarne durant plusieurs décennies cet art du compromis parlementaire, va se faire particulièrement sentir.

Son successeur, le sénateur du Mississippi Trent Lott, allie une courtoisie toute sudiste à la détermination de poursuivre la mise en œuvre du programme républicain, d'autant que celui-ci est nettement moins « révolutionnaire » depuis que Bill Clinton en a épousé bien des objectifs. A la Chambre des représentants, le Grand Old Party a certes perdu dix sièges, mais ce recul est moins significatif qu'il n'y paraît : seule une dizaine des soixante-dix « freshmen », c'est-à-dire les élus radicaux de la vague de 1994, ont été battus.

Bill Clinton a beau affirmer que les électeurs se sont prononcés en faveur de l'émergence d'un état d'esprit bipartisan, ce constat relève de la méthode Coué. Le leçon des élections présidentielle et parlementaire

semble, au contraire, être celle d'une accentuation de la bipolarisation de la vie politique, laquelle n'est pas incompatible avec une plus grande division au sein de chaque formation. Par rapport à 1992, le vote de l'électorat indépendant s'est réduit à la portion congrue, le score de Ross Perot passant de 19 % à 8 % des suffrages.

Bill Clinton peut en outre difficilement se prévaloir d'avoir emporté l'adhésion de l'« Amérique profonde ».

Son succès est notamment dû à l'avantage déterminant que lui a procuré un électoral presque « captif », constitué par les femmes, les Noirs, les Latinos et les Asiatiques, les catholiques et les jeunes. Les républicains n'ont pas tort, d'autre part, de souligner qu'en perpétrant le statu quo politique entre le Congrès et la Maison Blanche, les Américains n'ont pas manifesté un rejet de leur agenda conservateur. S'ils ont voté pour un « juste milieu », dénonçant les excès du « Contrat avec l'Amérique » comme ils avaient sanctionné, en 1994, ceux du libéralisme de la première partie du mandat de M. Clinton, le « centre vital » de la politique américaine dont parle le chef de l'exécutif s'est nettement déplacé vers la droite.

M. Clinton est aujourd'hui prisonnier de son propre « réalignement politique », lequel lui a permis de désamorcer la surenchère du Grand Old Party à Washington et d'empêcher sur son électoral traditionnel. Les républicains ont compris la leçon : ils vont désormais laisser le président se « découvrir » et expliquer comment il compte atteindre l'objectif de l'équilibre des finances publiques. Une partie du chemin a déjà été accomplie, puisque le déficit budgétaire a été ramené de 290 milliards de dollars en 1992 à 107 milliards de dollars quatre ans plus tard.

Mais, outre que plusieurs experts prédisent une détérioration de la situation l'année prochaine, il est illusoire d'espérer des progrès substantiels sans porter le fer au sein des budgets sociaux, en particulier l'assurance-maladie des personnes âgées (*Medicare*) et les retraites (*Social Security*). Or, de même que la réforme du *Welfare* (l'aide sociale) a eu pour conséquence de fragiliser davantage la situation des Américains les plus démunis, il est probable que, s'ils continuent à imposer une cure d'amalgrasement forcée à l'Etat-providence, les républicains et démocrates vont accentuer les inégalités au sein de la société américaine.

Sauf à entacher sérieusement le bilan qu'il voudrait laisser à la fin de son second mandat, le chef de la Maison Blanche ne peut guère avaliser les propositions radicales des républicains pour parvenir à l'assainissement des finances publiques. Pour leur part, ceux-ci n'ont pas l'intention de permettre à Bill Clinton de « corriger » les aspects les plus rudes de la réforme du *Welfare*. Il y a là ample matière à confrontation entre la Maison Blanche et le Congrès au cours des prochains mois.

D'autant que les républicains ne souhaitent manifestement pas tirer un trait sur les divers scandales qui ont émaillé la fin du premier mandat de M. Clinton. Les sondages post-électorales les encouragent à ne pas lâcher prise : paradoxalement, 54 % des Américains continuent de penser que leur président n'est pas « digne de confiance ». Staru quo à Washington ? Les Américains utilisent l'expression « business as usual »...

Laurent Zecchini

Europ

que :
ouvel ostra

هكذا من الاصل

L'Europe, vrai choix de la France par René Monory

LE débat public, en France, fait la part belle à ceux qui profitent de l'inquiétude légitime des Français pour tenter de susciter chez eux des réflexes populistes. Ainsi en est-il du discours anti-européen, que ne partagent pas nos concitoyens. Il comporte de très nombreuses contradictions. Parfois anti-américain jusqu'à la caricature, il n'en met pas moins en cause l'orientation européenne de la politique française. L'idée que la France peut affronter le monde entier toute seule me semble pourtant relever davantage de la logique d'Astérix que d'un intérêt national bien compris.

Heureusement, fidèle à sa mission constitutionnelle, le chef de l'Etat a confirmé le serment de la France, au côté de l'Allemagne, dans une Europe intégrée, seule garante de la paix et de notre avenir. On peut toujours ergoter sur les conditions de mise en œuvre de l'unification de l'Europe, mais six présidents de la République, dix législatures, deux référendums et nombre de gouvernements en ont confirmé les termes. L'enjeu exceptionnel est la construction, dans la paix, d'un ensemble économique et politique qui sera le premier du monde par sa puissance, et l'on comprend que cela suscite de nombreuses interrogations.

Il faut rendre hommage à Jacques Chirac pour son engagement européen et la détermination

avec laquelle il nous conduit vers la monnaie unique. Parce qu'il est en charge de l'essentiel, il a su privilégier les intérêts fondamentaux de la France, maintenir le cap franco-allemand et rappeler l'ambition européenne de la France. Malgré des circonstances économiques difficiles et les conditions dans lesquelles s'est déroulée la dernière élection présidentielle, il a choisi le long terme. Il a raison, et l'avenir lui rendra justice.

La monnaie unique est plus qu'une simple affaire de finances. Elle est l'aboutissement logique et nécessaire d'un véritable projet politique, culturel et économique pour notre pays, car elle confirme notre alliance franco-allemande et, au-delà, renforce notre objectif européen. Aujourd'hui, il est clair que la France et l'Allemagne ont eu raison de tourner le dos aux heures sombres de leur passé pour choisir un avenir commun.

Le chômage est la principale préoccupation de nos concitoyens respectifs. Il trouve sa source dans les nouvelles conditions de production, mais aussi dans des droits acquis en période de prospérité, qui n'ont pas su s'adapter à une concurrence mondiale plus vive et ont pesé sur nos dépenses. L'état de nos finances publiques, en France et en Allemagne, est comparable : déficits des comptes publics et des comptes sociaux, endettement. Nous avons pris l'habitude de vivre à crédit et nous at-

tions bien continuer, tout en sachant que c'est impossible !

L'évasion de nos industries délocalise la production parce que nous ne sommes plus assez compétitifs et que nous refusons de faire les efforts nécessaires. Les Allemands auront, par exemple, investi, l'année dernière, plus de 600 milliards de francs à l'étranger pendant que l'étranger n'investissait chez eux que 100 milliards.

Nos systèmes mixtes ou publics

l'Allemagne sont liés. Les trente années qui viennent de s'écouler montrent le bénéfice que nous en avons tiré. Jamais, dans notre Histoire, la hausse du niveau de vie n'a été aussi fulgurante que depuis la signature du traité de Rome. Jamais nous n'aurions pu croire, cinquante ans après le second conflit mondial, que la France et l'Allemagne figureraient, côte à côte, parmi les pays les plus riches du monde, leurs économies imbr-

qu'on n'a pas le droit d'affaiblir avant les importantes échéances qui nous attendent. Elle est fondée, avant tout, sur le sérieux d'une politique monétaire et budgétaire qui s'inscrit dans la durée, et que d'aucuns contestent encore.

Certains voudraient citer en exemple l'Angleterre, qui a dévalué sa monnaie. Les hésitations de ce pays envers l'Europe lui ont coûté cher, et ses résultats ne sont pas si probants : la population active y a diminué depuis 1992 ; deux tiers des emplois créés sont des emplois à temps partiel ; les écarts de revenus s'y sont aggravés ; la balance commerciale y est déficitaire ; la dette publique s'y accroît. Est-ce un si bon exemple ?

Ceux qui voudraient remettre en cause la politique monétaire de la France portent atteinte à ses intérêts vitaux. Les suivre coûterait cher en emplois et en désillusions. Les désordres monétaires de 1993 auront fait perdre à l'Europe un demi-point de produit intérieur. Avec l'euro, le coût des transactions en Europe sera diminué de près de 150 milliards de francs. Depuis que la monnaie unique est devenue crédible, les taux d'intérêt moyens à long terme en Europe ont chuté de 2,5 points. Avec la monnaie unique, c'est près d'un point de croissance supplémentaire automatique que les économies européennes pourront espérer. Lorsque nous disposerons d'une monnaie commune, nos taux d'in-

térêt et nos taux de change s'apprécieront en fonction de l'économie réelle, et nous découvrirons alors les vertus insoupçonnées de l'espace monétaire unique.

J'en appelle à l'ensemble de la classe politique. Nous n'avons pas le droit de nous tromper de combat. Remettre en cause, par des insinuations ou des déclarations, auxquelles d'ailleurs nos concitoyens n'adhèrent pas, nos engagements les plus fondamentaux, c'est-à-dire d'abord la solidité du couple franco-allemand et ses implications économiques et monétaires, c'est nuire aux intérêts de notre pays. La monnaie unique est à notre portée, et toutes les dispositions sont prises pour y parvenir. La remettre en cause, au moment de l'ultime effort, c'est porter un mauvais coup à la France.

L'Histoire jugera la monnaie unique comme l'accomplissement du plus formidable pari de ce siècle : l'unification du continent européen.

Nous allons y parvenir parce que nous le voulons et que notre volonté est sans faille. Chacun doit d'ores et déjà s'en convaincre. Nous serons à la hauteur de ce qu'on attend de nous. Alors, la France aura été fidèle à ses heures les plus glorieuses, et sa voix en sortira renforcée.

René Monory est président du Sénat.

Politique : un nouvel ostracisme

par Renaud Camus

CE qu'il y a d'extraordinaire dans le projet de loi RPR d'exclusion de ses listes les candidats éventuels de plus de soixante-dix ans (et bientôt de plus de soixante-dix !), ce n'est pas tant qu'il soit révoltant (il y a longtemps qu'on sentait se préparer quelque chose comme cela, et pas seulement sur ces bords-là), c'est qu'il ne suscite aucune ré-

voite. Attendez : il s'agit rien de moins que d'exclure presque officiellement de la vie publique, et de priver d'une part essentielle de leurs droits civiques, des hommes et des femmes qui par leur nombre (et par leur expérience) représentent une catégorie importante de la population française. Or ce nombre ne cesse d'augmenter, en proportion et en quantité absolue. Est-ce au point d'effrayer ?

On serait, au-dessus d'un certain âge, déclaré inapte à participer à la vie du pays ?

On ne cesse de nous dire - et nous ne cessons de constater, par chance - que les progrès de la médecine et de l'hygiène générale d'existence reculent continuellement les limites des périodes de pleine aptitude à la vie, à l'action, au loisir et à la pensée. Vieillesse et sénilité surviennent de plus en plus tard. Et c'est précisément

dans cette situation qu'au-dessus d'un certain âge on serait, non pas individuellement mais en masse, déclaré inapte à participer à la vie du pays ? Est-ce que les électeurs ne sont pas assez grands pour juger eux-mêmes, au cas par cas ? A moins qu'on ne leur interdise aussi de voter au-dessus de soixante-dix ans ?

Qu'une mesure aussi parfaitement révoltante puisse être prise ou seulement envisagée sans susciter la moindre réaction prouve un état de catatonie morale et démocratique que dissimule mal l'extrême sensibilité artificielle, jusque dans les purrifs de langage et la routine idéologique, sur les questions de race et d'origine.

Est-ce que la vigilance affichée d'un côté implique le total relâchement du jugement sur tous les autres ? Est-ce qu'il n'y a qu'une quantité constante de vertu, qui, lourdement étalée sur un bord, ferait aussitôt défaut sur les autres ? Est-ce que les mots si étroitement surveillés en matière de races (malgré quelques sensibles relâchements ici et là) ont du coup toute licence s'agissant de l'âge ? C'est bien ce qu'on semble constater tous les jours, et les citoyens de plus de soixante-quinze ans, ou de soixante-dix, ou seulement de soixante, sont confrontés continuellement à des expressions et à des attitudes qui vaudraient à leurs auteurs, si elles visaient les Noirs, les Arabes ou les Juifs, à défaut de la correctionnelle, la réprobation (presque) générale.

Renaud Camus est écrivain.

AU COURRIER DU « MONDE »

SEXISME

« Bla-bla ». Une page entière du Monde portant ces mots : « Bla-bla ». Un océan de bla-bla. Et dans la bouche de qui ? Dans la bouche des femmes. Voilà, quatre ans avant l'an 2000, à l'heure où les femmes se battent pour la parité en politique, à l'heure où elles assument la double journée, l'idée que messieurs les publicitaires se font d'elles. Bla-bla. « Mauvaise nouvelle. Votre femme peut rester 10 heures au téléphone. » Votre femme. Quand on est un publicitaire sérieux, on s'adresse aux hommes. Sérieux. Et on rigole, entre hommes, sur ces potiches universellement frivoles, les

femmes : bla-bla. « Un téléphone Siemens, et tout devient possible. » En effet. A commencer par la bêtise et le sexisme ordinaire. Le mépris.

Et que dire de vous, Le Monde, qui jamais ne laisseriez passer dans vos pages une publicité présentant des Noirs, des Juifs ou des beurs une image ringarde ou caricaturale ? Avec les femmes, pourquoi prendre des gants ? Le sexisme, lui, ne tombe pas sous le coup de la loi. Le sexisme, c'est permis dans tous les journaux, tous les bistrots. C'est de « l'humour », naturellement. Pourquoi diable nous, les femmes, avons-nous donc perdu toute envie de lire ?

Claudine Legardimier, Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)

NOVEMBRE 96 :

3 MILLIONS

D'ABONNÉS CANAL+

DANS LE MONDE


ET PLUS DE 4 MILLIONS EN FRANCE.

À PROPOS,

C'EST QUOI UN

GRAND GROUPE EUROPÉEN ?

CANAL+ est présent aujourd'hui en Allemagne, en Espagne, en Belgique, en Suisse, en Pologne et en Afrique avec 3 millions d'abonnés pour l'ensemble de ces pays. Cette stratégie de développement à l'international souligne la volonté et l'engagement du groupe CANAL+ de représenter et de diffuser la culture française à l'étranger face à une concurrence de plus en plus âpre. C'est à la fois notre rôle et notre devoir de premier groupe européen de télévision à péage mais aussi notre volonté de ne pas oublier nos racines.



ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1995

ASSURANCES Le rapprochement entre l'UAP et AXA devait être annoncé, mardi 12 novembre, en début d'après-midi. Il s'agit de la plus importante fusion jamais réalisée en France

sur le marché financier. ● **LES PRÉSIDENTS** de la compagnie UAP et du groupe Axa [respectivement Jacques Friedmann et Claude Bébear] sont parvenus à un accord sur un projet de rap-

prochement entre les deux groupes », annonce un premier communiqué commun, diffusé mardi 12 novembre dans la matinée avant la réunion des conseils d'administration des deux so-

cétés. ● **LA NOUVELLE ENTITÉ** deviendra le numéro deux de l'assurance dans le monde, derrière le japonais Nippon Life, et le numéro un en Europe devant l'allemand Allianz. Elle

devrait réaliser un chiffre d'affaires annuel de plus de 310 milliards de francs. ● **LES PARTIES RETENUES** pour l'offre publique d'échange seraient de 10 actions UAP pour 4 actions AXA.

AXA lance une offre publique d'échange sur l'UAP

L'opération devrait se faire sur la base de 10 actions UAP pour 4 actions AXA. Les actionnaires de l'UAP bénéficieraient, si le cours de Bourse de la nouvelle entité ne s'apprécie pas suffisamment, du versement d'une soulte à la mi-1999. La fusion deviendra effective à la fin du premier semestre de 1997

La fusion entre l'UAP et AXA aura bien lieu. En dépit des démentis répétés, jusqu'à la fin de la semaine dernière, sur l'existence de négociations entre les deux groupes, respectivement numéro un et deux de l'assurance en France. C'est la plus importante fusion jamais réalisée sur le marché financier français.

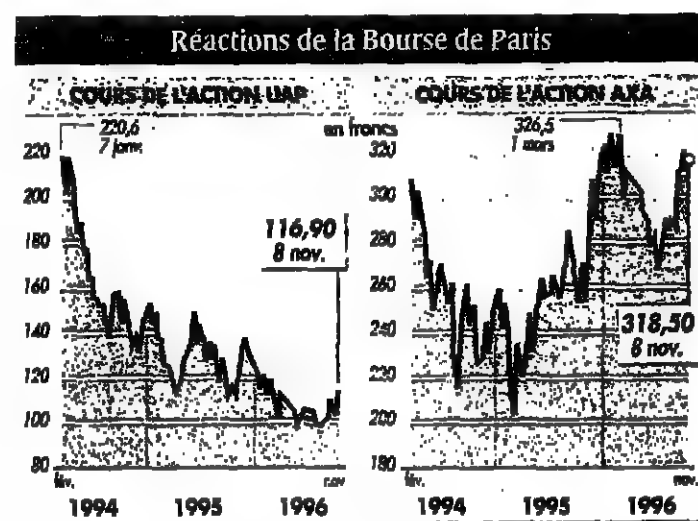
La nouvelle entité deviendra le numéro deux de l'assurance dans le monde, derrière Nippon Life, et le numéro un en Europe devant l'allemand Allianz et l'italien Generali. Elle devrait réaliser un chiffre d'affaires annuel de plus de 310 milliards de francs et afficher une capitalisation boursière supérieure à 100 milliards. Elle deviendra ainsi la première société cotée à la Bourse de Paris.

« Les présidents de la Compagnie UAP et du Groupe AXA [respectivement Jacques Friedmann et Claude Bébear] sont parvenus à un accord sur un projet de rapprochement entre les deux groupes », annonce un communiqué commun aux deux groupes diffusé mardi 12 novembre dans la matinée. « Cette opération est une opportunité unique pour les deux sociétés de créer un groupe d'assurances et de gestion d'actifs qui détient une position stratégique inégalée. Ce projet sera soumis aux conseils

d'administration des deux sociétés qui se réuniront dans la journée. Dans l'attente, les présidents des deux sociétés ont demandé aux autorités de marché la suspension des cours de leurs titres respectifs », ajoute le communiqué.

Paradoxalement, c'est la multiplication des rumeurs boursières et des achats spéculatifs qui visent à saboter le projet qui ont poussé AXA et l'UAP à formaliser plus vite que prévu leur rapprochement. Les dirigeants de l'UAP et d'AXA ont entamé jeudi 7 novembre des négociations reposant sur le principe d'un échange de titres, c'est-à-dire d'une offre publique d'échange (OPE). Les parties retenues seraient de 10 actions UAP pour 4 actions AXA.

Les actionnaires de l'UAP apporteraient leurs titres à l'offre pour l'équivalent de 127,40 francs en fonction du dernier cours de Bourse d'AXA (318,50 francs). Un prix supérieur au dernier cours de l'action UAP (116,90 francs), mais nettement inférieur à celui de la privatisation de mai 1994 (152 francs). Les actionnaires de l'UAP se verront donc offrir une soulte (appelée certificat de valeur garantie) au milieu de l'année 1999 si le cours des actions du nouvel ensemble ne correspond pas à leur ancienne action UAP apportée



L'action UAP n'a cessé de perdre du terrain depuis la privatisation de la compagnie en mai 1994.

à une valorisation de 157 francs par titre. La soulte ne pourra être supérieure à 32 francs par action. Les certificats de valeur garantie seront cotés. Après la réussite de l'OPE, la fusion devrait être effective avant la fin du premier semestre de 1997. Les conseils d'AXA et de l'UAP se réunissent lundi 12 novembre dans la matinée afin d'entériner ce schéma. Pour AXA,

le temps commençait à presser. L'opération n'était financièrement judicieuse que si le cours de l'UAP restait relativement faible et si celui d'AXA ne baissait pas trop. C'est la condition sine qua non pour que les parties de fusion n'entament pas la crédibilité d'AXA auprès des investisseurs internationaux. Si l'action UAP n'avait cessé de perdre du terrain

depuis la privatisation du groupe il y a deux ans et demi, le titre s'est repris de façon spectaculaire au cours des derniers jours. Il a regagné 14 % depuis le début du mois de novembre pour terminer vendredi 8 novembre à près de 318 francs. En revanche, le cours d'AXA qui avait fortement progressé (+22,5 %) depuis le mois de juillet a rétrogradé de 2 % au cours des derniers jours alors que les rumeurs se multipliaient sur une éventuelle fusion avec l'UAP.

AXA, fort d'une situation financière bien meilleure que son futur associé et d'implantations réussies aux États-Unis et en Asie, affiche un cours de Bourse bien plus séduisant et une capitalisation boursière de l'ordre de 60 milliards de francs, de 50 % supérieure à celle de l'UAP (40 milliards de francs). Les chiffres d'affaires des deux groupes sont pourtant comparables et devraient atteindre cette année pour l'un comme pour l'autre plus de 155 milliards de francs.

COMPLÉMENTARITÉ Les dirigeants et les principaux actionnaires de l'UAP (BNP, Suez) ont mis du temps avant de se convier à l'intérêt de la fusion. Ils ont fini par donner leur accord dans la nuit du lundi 21 no-

vembre au dimanche 12 novembre. Si sur le plan stratégique et industriel, la complémentarité, notamment géographique, entre les deux groupes est évidente, leur santé n'est pas comparable.

AXA vient de réussir son introduction à la Bourse de New York et la mise sur le marché de sa filiale australienne National Mutual. Le groupe fait l'objet depuis des mois de commentaires dithyrambiques des analystes financiers, notamment anglo-saxons. La situation est totalement différente pour l'UAP qui, depuis sa privatisation, n'a cessé de décevoir ses actionnaires. La compagnie s'est révélée incapable de traduire dans les faits sa volonté de redressement. Elle a dû faire face au coût de la crise de l'immobilier et au poids financier de l'acquisition de filiales en Europe à des prix trop élevés.

La participation croisée avec la BNP était également considérée comme un obstacle au rapprochement, même si Michel Pébereau, le président de la BNP, peut considérer que d'avoir désormais pour allié, et actionnaire, le numéro deux mondial de l'assurance est un atout.

Eric Leser et Babette Stern

Protégé par sa structure mutualiste, Claude Bébear remporte une nouvelle victoire

« CE QUI COMPTE chez AXA, c'est l'opportunité », nous confiait le directeur général du groupe, Gérard de la Martinière, lors de l'annonce de ses résultats semestriels. « Nous avons des appétits importants un peu partout dans le monde. Pour beaucoup d'observateurs, l'Europe va continuer sur une croissance faible, tant qu'à choisir, il vaut mieux privilégier l'Asie et l'Amérique. Mais s'il y a complémentarité... ». Cette complémentarité, Claude Bébear le patron d'AXA l'avait déjà entrevue avec le Gan à l'été 1995. L'idée qui

avait germé, avenue Matignon, au siège d'AXA, avait reçu un écho favorable auprès d'Alain Madelin alors ministre des finances, de qui Claude Bébear est très proche.

Le brusque départ d'Alain Madelin du gouvernement et la pugnacité de Jean-Jacques Bonnaud, président du Gan, ont eu raison de ce projet. Claude Bébear avait d'ailleurs d'autres chats à fouetter que de se livrer à une bataille prématurée. Son association avec l'assureur italien Generali battait de l'aile. Le nouveau président du groupe de Trieste, Antoine Bern-

heim, le pressait de clarifier les relations entre les deux compagnies, coincées mutuellement dans des structures non cotées et donc non liquides. Une première étape a été franchie début 1996 avec l'annonce par AXA, le 16 janvier d'une augmentation de capital de 5,9 milliards de francs et de la simplification des structures capitalistiques entre Generali et AXA. Generali entrera ainsi à hauteur de 11 % dans le capital d'AXA. De son côté, Generali rachetait sa participation de 40 % dans AXA permettant à cette dernière de se désen-

detter. Début septembre 1996, les deux compagnies divorçaient à l'amiable, AXA rachetant la participation détenue par l'italien pour 5,9 milliards de francs.

Maître chez lui, et toujours protégé par sa structure mutualiste, l'instinct de chasseur de Claude Bébear s'est à nouveau réveillé. Depuis plusieurs années, le groupe a fait le plein d'acquisitions étrangères : la compagnie d'assurance vie américaine Equitable ou l'australien National Mutual pour ne citer que les plus importantes. Au point que c'est plus de 70 % de son chiffre d'affaires qui est réalisé à l'étranger. Et si la taille d'AXA n'est pas ridicule en France, ni en Europe, un rééquilibrage des activités est en filigrane depuis des mois.

Le Gan est, certes, plus que jamais à vendre et, aujourd'hui, Jean-Jacques Bonnaud n'a plus les moyens de résister à un quelconque assaut. Mais l'association avec Generali étant rompue, un partenariat italo-français sur le Gan, l'un représentant les filiales étrangères et l'autre le réseau français, n'était plus envisageable. En revanche, l'UAP est apparue à l'état-major d'AXA comme « l'opportunité » à ne pas laisser

échapper. D'autant que, pour les mauvaises langues, il suffisait de se balancer pour ramasser ce groupe mis à mal par une stratégie d'expansion à l'international onéreuse et par les déboires dans l'immobilier de sa filiale, la banque Worms.

EXPÉRIENCE Sur le plan industriel, les complémentarités sont indéniables. AXA n'est pas en Allemagne, l'UAP y détient Colonia, le second assureur du pays. Idem en Belgique. Les deux compagnies sont complémentaires en Grande-Bretagne. L'UAP est totalement absente des États-Unis et d'Australie. AXA y possède deux implantations majeures. Ni l'une ni l'autre ne sont, en revanche, assez présentes en Extrême-Orient. La part de la France, par contre, est moins facile en France. Pour beaucoup d'observateurs, les réseaux des deux groupes sont très différents et leur rapprochement ne se fera pas sans heurts. Mais Claude Bébear, qui a bâti son groupe par rapprochements successifs, a acquis une expérience certaine en ce domaine.

Est-ce vraiment l'évolution que

voulait Jacques Friedmann pour son groupe ? Rien n'est moins certain, même si le président de l'UAP affirme que ce projet lui trotte dans la tête depuis quelques temps. Comme chez AXA, l'UAP avait de son côté quelques problèmes à régler avant d'envisager sérieusement une alliance stratégique. Après avoir provisionné massivement son immobilier et réduit son endettement, comme il l'avait promis à ses actionnaires, en cédant sa participation dans le britannique Sun Life, une partie de ses créances immobilières et 34 % des 40 % qu'il détenait dans la Scot, le groupe s'est réorganisé en centre de profits. Eric Guily, arrivé récemment place Vendôme, veille à ce que les objectifs soient atteints. Dire que Jacques Friedmann a choisi la solution AXA est aller un peu vite en besogne. Il se peut-être ainsi à l'abri d'une opération moins « amicale » qu'il aurait fini par admettre. Mais il perd du pouvoir : il présidera, certes, le conseil de surveillance de la nouvelle entité mais c'est Claude Bébear qui assurera la présidence du directoire.

Ba. S.

Le mariage des numéros un et deux français du secteur

● **UAP.** Le groupe d'assurances a enregistré, en 1995, un chiffre d'affaires consolidé de 157,6 milliards de francs, dont 55,1 milliards dans l'assurance-dommages, et 72,5 milliards dans l'assurance-vie. En 1995, il a affiché une perte de 2 milliards de francs. L'UAP a enregistré, au premier semestre de 1996, un résultat net consolidé de 860 millions de francs. Premier groupe d'assurances en France, où il réalise encore 40 % de son chiffre d'affaires, l'UAP est présent en Allemagne et en

Europe de l'Est (20 % de son chiffre d'affaires), dans le Benelux et l'Europe du Nord (21 %), et en Grande-Bretagne (11,5 %). ● **AXA.** Numéro deux en France, en parts de marché, le groupe d'assurances a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 141 milliards de francs et un bénéfice net consolidé de 2,7 milliards. Au premier semestre, il a enregistré un résultat net d'1,9 milliard, en hausse de 51,8 % pour un chiffre d'affaires de 81,9 milliards. L'assurance-vie

représente la moitié de l'activité du groupe, l'assurance-dommages 23 %, les services financiers 20 % et la réassurance 7 %. AXA, qui s'est largement internationalisée depuis le début des années 90, réalise aujourd'hui 42 % de son chiffre d'affaires en Amérique du Nord, contre 41 % en Europe (dont 28 % en France). Depuis le rachat de la compagnie australienne National Mutual en 1995, AXA a renforcé sa présence en Asie-Pacifique, qui atteint 10 % de son activité.

EDF et GEC-Alsthom, avec un contrat de 3 milliards de francs, se renforcent sur le marché chinois de l'énergie

PÉKIN de notre envoyée spéciale Pour répondre à ses besoins considérables dans le domaine de l'énergie, la Chine va faire un pas de plus dans l'ouverture de son économie aux capitaux privés. Pour la première fois, elle confie à un consortium étranger constitué d'EDF et de l'industriel franco-britannique GEC-Alsthom, non seulement la construction mais aussi l'exploitation d'une centrale électrique, celle de Laibin, dans la province du Guanzhi, au sud du pays. Ce contrat, d'une valeur de trois milliards de francs, a été signé, lundi 11 novembre, à Pékin, par le président d'EDF, Edmond Alphandery, et le PDG de GEC-Alsthom, Pierre Bilger, en présence du ministre français de l'Industrie, Franck Borotra. Ce dernier était venu à Pékin « pour faire avancer des dossiers » avant la visite du président de la République française, prévue pour le printemps 1997. Plusieurs de ses collègues du gouvernement feront le même déplacement d'ici là, dont François Fil-

lon (Poste et télécommunications) dans le courant du mois de janvier. « Cette centrale sera le laboratoire des projets privés qui se développeront à partir de maintenant en Chine », a estimé M. Bilger en présentant l'accord fraîchement signé. Pour ce projet d'un type nouveau, les deux partenaires investiront eux-mêmes 750 millions de francs, dont 60 % seront fournis par EDF et 40 % par le groupe industriel, sous forme d'un apport en capital. Les 2,25 milliards restants seront financés par des crédits bancaires dont le montage n'est pas encore achevé. Indosuez sera le chef de file du consortium bancaire, dont feront également partie Barclays et la Hong-Kong & Shanghai Bank.

CONCESSION DE 18 ANS

La construction de la centrale au charbon de Laibin, qui comportera deux tranches de 350 MW chacune, commencera dès la conclusion de ces accords financiers. La première tranche devrait être opérationnelle au début de 1999. EDF

et GEC-Alsthom la mettront alors eux-mêmes en service et pourront ainsi se rémunérer sur la vente d'électricité pendant la durée de leur concession, fixée à dix-huit ans (soit 15 ans à partir de la mise en service). L'accord garantit l'approvisionnement de la centrale en charbon, abondant en Chine, ainsi que l'enlèvement de l'électricité par la province du Guanzhi, à un prix fixe.

« Nous avons été choisis parce que nous assurons le prix du kWh le plus bas », a indiqué Jack Cizain, directeur international d'EDF, dont les deux concurrents les plus offensifs étaient le groupe helvético-suédois ABB et un consortium américain conduit par la société Bechtel. Mais il faudra que la rentabilité soit au rendez-vous : les deux groupes français ne disposent d'aucune garantie du gouvernement chinois. L'opération comporte donc bel et bien sa part de risques.

Si elle réussit, elle devrait être le prélude à une floraison de projets du même type. Le gouvernement

chinois envisagerait en effet, à terme, de confier 20 % de sa production électrique à des opérateurs privés. Et cela dans un contexte de très forte accélération de ses investissements dans ce domaine.

Alors que les planificateurs chinois souhaitent tripler la production d'électricité du pays d'ici à 2010, M. Borotra a cherché, pen-

dant son séjour de quatre jours, à pousser un peu plus les pions de l'industrie française. Pékin étant fortement demandeur de nouveaux types de productions non polluantes, un groupe d'experts de haut niveau a été créé pour définir les axes d'une coopération à long terme. Dans ce cadre, EDF pourrait se voir confier l'aménagement hydraulique d'une rivière.

Un financement entièrement étranger

Pour construire la centrale de Laibin B, EDF et GEC-Alsthom ont signé avec la Chine un contrat BOT (build, operate, transfer). Son principe est simple : les deux entreprises construisent la centrale, la font fonctionner pendant quinze ans et la restituent ensuite à la province du Guanzhi. Pour financer et construire l'ouvrage, EDF et GEC-Alsthom vont créer une société au capital de 150 millions de dollars (environ 750 millions de francs), qui empruntera 450 millions de dollars.

Ces dettes seront remboursées grâce à la facturation des kilowattheures à l'EDF local, qui s'engage à acheter une partie de l'électricité produite. Pour la première fois en Chine, les capitaux de la centrale sont entièrement étrangers et ne bénéficient pas de garantie formelle de l'Etat chinois. Autre particularité, les autorités chinoises avaient accepté que le taux de rentabilité des capitaux investis soit de l'ordre de 16 % par an, alors qu'elles refusaient jusqu'à présent les projets à rentabilité supérieure à 15 %.

Paris espère surtout devenir le principal partenaire de la Chine dans le secteur nucléaire, où le groupe Framatome est déjà très présent. Franck Borotra a donc essayé de persuader le gouvernement chinois d'opter pour une « politique de maîtrise complète du cycle du nucléaire » basée sur une coopération avec la France. Mais les Chinois sont tentés de diversifier leurs sources, comme ils l'ont montré récemment en faisant appel à une technologie canadienne pour de nouvelles tranches de production nucléaire.

L'industrie américaine, impatient de voir lever l'embargo décidé par les États-Unis sur les exportations de haute technologie vers la Chine en raison de son non-respect des droits de l'homme, attend elle aussi son heure. Westinghouse en tête. Au moment où les commandes nucléaires sont gelées dans la quasi-totalité des pays développés, la conquête du marché chinois sera très disputée.

Anne-Marie Rocca

Le conflit social d'EDF en Corse entame sa deuxième semaine

Les négociations devaient reprendre

AIACCIO
de notre correspondant
La Corse et EDF auraient très bien pu faire l'économie d'un conflit social qui vient d'entrer dans sa deuxième semaine et qui a été notamment marqué par deux interminables coupures de courant d'une durée de huit heures consécutives chacune, le mercredi 6 et le jeudi 7 novembre. Des coupures bien évidemment de nature à susciter dans l'île un très vif mécontentement des usagers en général et du commerce en particulier. Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'elles peuvent paraître.

Pour la CGT et la GNC (cadres CGT), organisations syndicales qui réunissent la quasi-totalité des personnels d'Electricité et Gaz de France en Corse, le protocole d'accord passé en décembre 1995 avec la direction prévoyait vingt embauches nouvelles avant fin 1997, de sorte que l'effectif global aurait dû passer de 900 à 920 personnes. La direction, quant à elle, ne fait pas le même calcul. Elle réaffirme bien sa décision de créer les vingt emplois considérés. Seize l'ont d'ailleurs été depuis la signature du protocole, mais un certain nombre d'entre eux, sept croit-on savoir, sont des remplacements d'agents dont les postes sont devenus vacants pour diverses raisons. Ce que la CGT-GNC traduit par vingt moins sept = treize. Mais le différend s'aggrave encore lorsqu'il s'agit de déterminer le socle de base des effectifs : « 875 postes initiaux », indique Jean-Pierre Piolet, directeur exécutif d'EDF Services à Paris. 900 ou 875, le protocole ne comporte sur ce point aucune précision, pas plus qu'il n'indique les secteurs de création, et cette omission ou cette ambiguïté constitue la raison fondamentale du conflit.

Les négociations, rompues uni-

latéralement par EDF-GDF à l'aube du 9 novembre après une nuit de discussions à la chambre de commerce d'Ajaccio, en présence de Bernard Fèvre, directeur régional du travail et de la main-d'œuvre, désigné depuis le début du conflit par le préfet de Corse, Claude Erignac, et du président de la chambre, Gilbert Casanova, devaient toutefois reprendre mardi 12 novembre dans l'après-midi.

NOUVEAU MANDAT
Claude Renoult, directeur d'EDF-GDF Corse, qui avait quitté sans crier gare la salle de réunion, s'était rendu à Paris dans la journée de samedi. Il en est revenu lundi soir avec un nouveau mandat et s'est déclaré « prêt à discuter » si le médiateur le lui demande. De son côté, Antoine Mandrichi, porte-parole des organisations syndicales, a annoncé que les personnels des divers centres tiendraient, ce même mardi matin, des assemblées générales en vue de déterminer la conduite à tenir. « La tension est extrême et la situation difficile », a dit M. Mandrichi. Nous avons fait une démonstration de force importante mais l'heure reste à la discussion. »

EDF a confirmé qu'elle est prête à accorder douze postes formes supplémentaires et donne autres en contrepartie d'une réduction des heures supplémentaires. Enfin, un audit sur l'organisation générale des activités d'EDF-GDF en Corse, qui permettra, selon M. Piolet, « de fixer clairement les objectifs à partir du 1^{er} juillet 1998 afin d'éviter que chaque fois que l'on associe souci de gestion et maintien du service public on ne débouche, en Corse, sur un conflit alors que la paix sociale est essentielle en période de crise ». Clairement, c'est en effet le mot-clé.

Paul Silvani

En Nouvelle-Calédonie, un échange minier en projet

LE MINISTÈRE FRANÇAIS de l'Outre-mer a annoncé le 12 novembre que la Société Le Nickel (SLN), filiale du groupe Ermet, dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire, et la Société minière du Sud Pacifique (SMSP) vont effectuer en Nouvelle-Calédonie un échange de gisements miniers. Ce projet, présenté il y a quelques jours par la SMSP et Falconbridge, vise à garantir l'approvisionnement de l'usine de transformation qu'ils souhaitent construire dans la Province nord (indépendantiste). Il n'a pas encore été approuvé par l'ensemble du conseil d'administration d'Ermet.

L'approvisionnement de l'usine du Nord, à l'état d'ébauche, était devenu un problème économique et politique signifié ces derniers mois. La SMSP, bras économique de la Province nord, exigeait la cession du gisement minier de Tébégé, ce que le PDG d'Ermet, Yves Rambaud, refusait, au nom des intérêts de la SLN, qui possède la seule usine de transformation du territoire. Le projet SMSP/Falconbridge s'élèverait à 5 milliards de francs, mais l'étude de faisabilité n'a pas été encore réalisée.

DÉPÊCHES
■ **SUMITOMO** le groupe japonais de négoce a annoncé le 12 novembre avoir porté plainte pour escroquerie contre son ancien trader Yasuo Hamanaka, déjà incarcéré après des transactions douteuses sur le cuivre. Sumitomo accuse M. Hamanaka d'avoir utilisé des moyens frauduleux pour obtenir 3,8 milliards de francs de la filiale du groupe à Hongkong et régler ses dettes auprès de ses intermédiaires.

■ **PHARMACIE** : Bergen Brunswick, l'un des plus grands distributeurs de médicaments aux Etats-Unis, va fusionner avec le fabricant américain de médicaments Novartis pour créer un groupe de 16 milliards de francs de chiffre d'affaires.

■ **MUNICH RE** : le groupe allemand, numéro un mondial de la réassurance, a annoncé le 11 novembre que, suite à l'acquisition de la société American Reinsurance, son bénéfice pourrait chuter cette année, après une hausse de 83 % à 2 milliards de francs en 1995-96 (exercice clos fin juin).

■ **HPS** : le groupe américain, principale chaîne d'hôtellerie en franchise et propriétaire de la société de location de véhicules Avis, a annoncé le 11 novembre l'acquisition de la société américaine PHH (gestion de flottes de véhicules, achat et revente d'immobilier). La transaction est évaluée à 8,5 milliards de francs.

■ **ELECTRICITE** : la compagnie britannique East Midlands Electricity ne souhaite pas rencontrer la société américaine Dominion Resources tant que l'offre de rachat lancée par cette dernière n'atteindra pas un niveau « réaliste », selon le *Financial Times* du 12 novembre. Dominion a offert le 6 novembre près de 10 milliards de francs pour acquérir East Midlands.

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : la mise en Bourse de 20 % du capital de l'exploitant téléphonique rapporterait 25 milliards de francs, avait indiqué, le 11 novembre, le ministère de l'économie, selon l'agence Reuters. Le 12 novembre, le ministère de l'économie démentait.

■ **STET** : la privatisation de la holding italienne de télécommunications est reportée de mars 1997 à l'automne 1997, a indiqué, le 11 novembre, le ministre italien du Trésor. Auparavant, le contrôle de la STET devait passer de l'IRI au ministère du Trésor, et la STET être fusionnée, d'ici à mai 1997, avec sa filiale Telecom Italia.

Onze Etats africains mettent sur pied un plan de redressement pour Air Afrique

Sir Harry Tirvengadam (PDG d'Air Mauritius) serait nommé à la tête de la compagnie

La formule, dont les grandes lignes ont été tracées le 11 novembre à Abidjan, est destinée à réduire des créances qui s'élèvent à 200 milliards de francs CFA, auxquels viendra s'ajouter le déficit de 24 milliards prévu pour 1996. Un plan de rééchelonnement de la dette financière et une recapitalisation ont également été annoncés, ainsi qu'une « remobilisation du personnel » relayée par les syndicats.

ABIDJAN
de notre correspondant
en Afrique de l'Ouest

Pour sauver l'éternel malade qu'est Air Afrique, cinq chefs d'Etat (Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), six premiers ministres ou ministres des transports (Bénin, Burkina-Faso, Congo, Gabon, Mali et Togo) ont tracé, lundi 11 novembre à Abidjan, les grandes lignes d'un nouveau plan de redressement. Les participants au sommet ont proposé de remplacer l'actuel président, le Français Yves Roland-Billecart, par le PDG d'Air Mauritius, la compagnie nationale de l'île Maurice, Sir Harry Tirvengadam, plutôt que par les candidats français et belge issus respectivement d'Air France et de la Sabena - qu'avait également retenus le cabinet canadien de chasseurs de têtes chargé de ce recrutement. Cette nomination doit être entérinée ce mardi par l'assemblée générale des actionnaires.

Le nouveau responsable de la compagnie africaine devra appliquer un plan de redressement ex-

trêmement contraignant. Afin d'alléger le poids d'une dette devenue insupportable, la flotte (quatre Airbus A 310) serait rachetée par une société de patrimoine qui louerait les appareils à Air Afrique. Chacun des onze Etats membre contribuerait pour 1 milliard de francs CFA (10 millions de francs) au capital de cette nouvelle structure, le reste étant fourni par l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne (Aseana), un organisme régional, qui dispose d'une trésorerie excédentaire.

Cette formule permettra de réduire des créances qui s'élèvent à 200 milliards de francs CFA, auxquels viendra s'ajouter le déficit de 24 milliards prévu pour 1996. Un plan de rééchelonnement de la dette financière et une recapitalisation ont également été annoncés. Mais cette dernière opération devrait reposer sur une privatisation d'une compagnie publique dont la gestion a toujours été compliquée par la présence non pas de un, mais de onze Etats au sein du capital. A ce jour, les investisseurs privés n'ont manifesté que

peu d'intérêt pour Air Afrique, dont la réputation auprès de la clientèle d'affaires s'est considérablement dégradée ces derniers mois.

■ **MISE AU PAS** ■

Dans l'entourage du président ivoirien Henri Konan Bédié, on estime que le redressement de la compagnie passe par la remobilisation du personnel et la « mise au pas » des syndicats, ce que les chefs d'Etat ont traduit par la demande au personnel de « mettre un terme à toute action susceptible de nuire au redressement » d'Air Afrique. Les syndicats, qui ont entretenu depuis la nomination de M. Roland-Billecart, en 1989, des relations détestables avec la direction ont promis de « ne rien faire qui puisse nuire à la société » et devraient être satisfaits de la nomination d'un Africain responsable d'une compagnie bénéficiaire.

Par ailleurs, l'effort financier demandé aux Etats est important, particulièrement pour les pays sahéliens. Or ceux-ci seront probablement les premières victimes

d'une redéfinition d'un cahier des charges qui oblige Air Afrique à maintenir des liaisons peu rentables. La décision d'investir dans Air Afrique est d'autant plus pénible pour les pays enclavés que ceux-ci ont bénéficié ces derniers mois d'une reprise du tourisme qui a, à son tour, entraîné le retour des charters de compagnies concurrentes, comme à Gao au Mali ou Agadès au Niger.

Dans certains cercles de dirigeants politiques ou de hauts fonctionnaires, on trouve que la compagnie a perdu un peu de son charme depuis qu'elle exige le règlement comptant des billets commandés par les administrations. Reste qu'Air Afrique est l'une des seules compagnies africaines - à l'autre bout du continent, Ethiopian Airlines a étonnamment survécu aux vicissitudes qui ont agité son pays d'attache - à offrir un service transcontinental à peu près fiable. Les mesures adoptées à Abidjan visent à éliminer l'a-peu-près.

Thomas Sotinel



Depuis quelques années, les réseaux ont permis aux entreprises de mieux communiquer. Aujourd'hui, l'Intranet vous permet d'aller encore plus loin. En vous ouvrant de nouveaux horizons, l'IntranetWare de Novell répond à vos besoins de communication interne actuels et futurs. Et ce avec encore plus de simplicité, de sécurité et de flexibilité que toutes les solutions réseau existantes. Alors, si vous pensez à votre futur réseau, pensez à l'IntranetWare dès aujourd'hui. Pour tout savoir, appelez Allo Novell au 01 47 96 60 60, ou consultez notre site Internet <http://www.novell.com>.

“Avec mon réseau informatique est déjà prêt pour demain. Et le votre ?”

Novell
Everything's Connected.

IntranetWare ManageWise 2.1 GroupWise 5

Les plans sociaux sont soumis à des procédures de plus en plus complexes

Chez Danone, pour retarder au maximum la fermeture des usines de Strasbourg et de Seclin, les syndicats mènent, avec succès, une bataille juridique. Un cas d'école à l'heure où le gouvernement parle de revoir le code du travail

Alors que le gouvernement relance le débat sur la flexibilité, les juges continuent de surveiller de très près les plans sociaux. Chez Danone, le plan social annoncé fin janvier n'est toujours pas adopté. Sans grève ni de-

bat sur le bien-fondé des suppressions d'emplois dans une entreprise prospère, les syndicats parviennent à mener une bataille d'obstruction. Les juges s'aventurent même sur de nouveaux terrains. Le tribunal de

Nanterre a condamné l'absence de stratégie des chimistes Ciba-Geigy et Sandoz, deux géants suisses en cours de fusion. Dans les Côtes-d'Armor, un tribunal des prud'hommes vient également de rendre

un jugement inhabituel. Estimant que la SAT, filiale du groupe Sagem, avait eu tort de licencier des ouvriers prétendument inaptes, le tribunal a condamné l'employeur à indemniser ses anciens salariés, rembour-

ser les Assedic et verser des dommages-intérêts à un syndicat pour non-respect par un adhérent du patronat de la métallurgie d'un accord signé par l'Union des industries métallurgiques et minières en 1987.

EN CONVOQUANT un comité central d'entreprise le 31 janvier 1996 pour annoncer la fermeture des sites de Strasbourg (197 salariés) et de Seclin (169 salariés) et la réorganisation de l'usine de Ferrières-en-Bray (Seine-Maritime), la direction de Danone ne pensait pas que ces 294 suppressions d'emploi poseraient un problème insurmontable. Selon beaucoup, Antoine Riboud espérait bien refermer ce dossier avant de passer les rênes de l'entreprise à son fils, Franck, en milieu d'année. Le plan social de Danone est d'une ampleur beaucoup plus limitée que ceux, très médiatiques, du Crédit lyonnais ou de Glat Industries. Pourtant, dix mois plus tard, le dossier est très loin d'être bouclé, et les péripéties judiciaires qu'il continue d'occasionner risquent même d'en faire un cas d'école.

Au départ, Danone a lancé une triple procédure de consultation des représentants des salariés. Comme dans toute entreprise confrontée à une restructuration, la présentation du plan social doit suivre les règles du livre III du Code du travail. Celles-ci fixent un certain délai (quatorze, vingt et un ou vingt-huit jours) entre les réu-

nions du comité d'entreprise en fonction de l'importance du plan. Elles précisent aussi les conditions de recours à l'expert.

Outre cette procédure classique, Danone a aussi consulté les représentants des salariés selon la procédure du livre IV du Code du travail, qui porte sur les attributions des représentants du personnel. Contrairement au livre III, cette procédure n'est pas soumise à des délais précis. Elle prévoit simplement que le comité d'entreprise doit disposer d'un délai d'examen suffisant. Jusqu'en 1993, rares étaient les entreprises à utiliser le livre IV, mais Danone, présentant un retournement de jurisprudence (Le Monde du 18 avril 1996), a préféré ne prendre aucun risque.

INFORMATION PRÉMATURÉE

En plus de ces deux procédures légales, Danone était soumise à une troisième procédure, imposée, cette fois, par la convention collective des industries laitières : l'information des représentants du personnel un mois avant d'entamer la procédure liée au fameux livre III. Le 31 janvier, Danone convoque donc son comité central d'entre-

prise (CCE), Premier contretemps, les syndicats envahissent la salle : la réunion est reportée au 9 février, et les comités des établissements concernés convoqués le 10.

Le vendredi 9 février, la direction informe et consulte le CCE, selon la procédure définie par le livre IV et la convention collective des industries laitières. La deuxième réunion du CCE chargée d'étudier le plan, cette fois dans le cadre du livre III, est convoquée pour le 18 mars. Mais, le 6 mars, le CCE conteste la procédure devant le tribunal de grande instance de Nanterre. Selon lui, la direction ne peut pas lancer deux procédures - le livre IV et la convention collective - au cours d'une seule et même réunion. Le 12 mars, le juge accorde dix jours aux parties pour trouver un compromis. Constatant un désaccord persistant le 22 mars, il rend sa décision le 5 avril : la direction doit d'abord consulter et informer le comité d'entreprise selon la procédure du livre IV, puis en fonction de la convention collective et enfin du livre III. Il interdit surtout à la direction de mettre en œuvre des mesures de reclassement tant que la procédure n'est pas achevée. Ainsi, Danone retire des panneaux d'affichage de Stras-

bourg et Seclin ses propositions de mutation interne ou de reclassement externe.

Le 23 mai, nouveau départ. Conformément au jugement, le CCE est convoqué dans le cadre de la procédure du livre IV. Le CCE mandate, à ses frais, un expert qui remettra son rapport le 28 juin. A cette date, le CCE rend un avis négatif sur le plan social. La procédure du livre IV est, en principe, terminée.

NOUVEAU CCE

La direction convoque alors un nouveau CCE le 9 juillet pour l'informer, conformément à la convention collective, qu'il sera à nouveau convoqué le 3 septembre, cette fois dans le cadre du livre III.

Le 3 septembre, le comité central d'entreprise désigne à nouveau un expert, financé cette fois par la direction. Celui-ci remettra son rapport lors du CCE du 24 septembre. Un troisième CCE, programmé pour le 22 octobre, doit alors clore la procédure. Mais le 15 octobre un jugement du tribunal de grande instance de Strasbourg vient bouleverser le dernier acte. Saisi par la seule CGT - les autres syndicats re-

connaissent implicitement que la bataille procédurale a assez duré - le tribunal ordonne à la direction de reprendre la procédure au motif que, après le CCE du 23 mai, elle n'a pas consulté et informé les comités d'établissement concernés.

Etait-elle tenu de le faire ? Les avis divergent sur ce point. L'avocat de la direction affirme le contraire, faisant remarquer que la décision émane du groupe. Selon lui, les comités d'établissement doivent être consultés sur la mise en œuvre locale du plan, mais n'ont pas à recevoir l'information sur la stratégie qui préside la restructuration.

PAS D'APPEL

Après la décision contraire du tribunal de Strasbourg, la direction a décidé de ne pas faire appel, pour ne pas allonger la procédure. Après avoir changé d'avocat, elle a annulé le CCE du 22 octobre et convoqué non pas les trois comités d'établissement concernés, mais les sept CE de la branche produits laitiers pour les informer de la restructuration dans le cadre du livre IV. Avant même la deuxième réunion qui s'est tenue le 8 no-

vembre, les élus CGT de l'établissement de Strasbourg ont prévenu qu'ils « ne pourront pas donner d'avis » sur ce projet, car ils n'ont pas assez d'éléments en leur possession.

La direction doit donc maintenant boucler la procédure définie par le livre IV, puis engager au niveau du CCE, et peut-être des sept CE de la branche, la procédure prévue par la convention collective, puis attaquer la procédure du livre III. S'ils le souhaitent, les représentants du personnel pourront à nouveau faire appel à un expert ou saisir les tribunaux en référé. Il est très peu vraisemblable que la procédure soit achevée fin 1996.

D'ores et déjà, deux constatations s'imposent. Le contentieux n'a, jusqu'à présent, jamais porté sur le fond : le droit pour un groupe qui a réalisé 2 milliards de francs de bénéfices en 1995 de supprimer des emplois. De même, la qualité du plan social n'a jamais été au centre des débats. D'ailleurs, ni à Seclin ni à Strasbourg, les syndicats n'ont lancé d'appel à la grève en 1996.

Frédéric Lemaître

Une filiale de la Sagem condamnée pour non-respect d'un accord de branche

LE CONSEIL des prud'hommes de Guingamp (Côtes-d'Armor) a rendu le 5 novembre un jugement exceptionnel. Dix anciens salariés de la SAT (société anonyme de télécommunications), embauchés entre 1966 et 1973 sur l'établissement de Lannion, contestaient leur licenciement prononcé en 1993. A cette date, cet établissement n'était nullement en crise. Mais, à l'occasion de l'introduction de nouvelles technologies, la direction de cette filiale du groupe Sagem classe les salariés en quatre catégories, dont une réservée aux « salariés que leur potentiel et leur sensibilité orientent vers des métiers autres que ceux que la SAT pratiquera demain ».

Alors que 15 ouvriers spécialisés, 21 ouvriers professionnels et 9 employés sont licenciés en juillet et août 1993 en raison de leur inaptitude, la direction annonce dès le mois d'août l'embauche de jeunes en contrat de qualification. En 1993 et 1994, la SAT-Lannion procède à 12 embauches en contrat de qualification, 7 embauches en contrat à durée déter-

minée pour accroissement d'activité, 41 embauches ou maintiens à leur poste d'intérimaires, sans compter 19 autres contrats de qualification en cours de formation.

Devant le tribunal, les salariés ont estimé qu'ils n'avaient pas été licenciés à cause de suppressions d'emplois mais parce que la direction les jugeait inaptes. Or, non seulement ils n'avaient reçu aucune formation durant vingt ans, mais ils n'avaient même pas eu d'entretien avec les chefs de service qui avaient procédé au classement décisif.

LICENCIEMENTS INJUSTIFIÉS

Malgré les arguments de la SAT, expliquant qu'elle avait formé de nombreux salariés, mais pas les plaignants, en raison de leur niveau intellectuel trop bas, le tribunal a donné raison aux salariés. Il a condamné la SAT à verser un an de salaire à chaque salarié pour « licenciement sans cause réelle et sérieuse », ainsi que trois mois de salaire de « dommages-intérêts ». Surtout, estimant les li-

cenciements injustifiés, il a condamné la SAT à rembourser aux Assedic six mois d'indemnités de chômage, conformément à l'article L122-14 du code du travail.

Par ailleurs, la CFDT avait attaqué l'entreprise pour non-respect d'un accord de branche. Le 12 juin 1987, patronat et syndicats de la métallurgie avaient, en effet, signé un accord stipulant que « des actions de formation de longue durée doivent être mises en place dans les entreprises avec pour objectif d'adapter les salariés aux évolutions de l'emploi en vue de les maintenir dans l'entreprise ». Sont concernés « les salariés qui présentent les caractéristiques sociales telles qu'ils risquent de subir plus particulièrement les conséquences de l'évolution économique ou technologique ». Estimant que la CFDT, en tant que signataire, a subi un « préjudice moral » lié au non-respect de l'accord, les prud'hommes ont condamné la SAT à lui verser 10 000 francs de dommages et intérêts.

La direction de la Sagem a décidé de faire appel de ce jugement dont le coût doit s'élever à près de 2 millions de francs mais qui, comme le souligne l'avocat des salariés, ne rendra pas leur emploi à des personnes qui, âgées d'environ cinquante ans, ont peu de chances de retrouver du travail.

F. Le

Les syndicats de Ciba-Geigy contestent des suppressions d'emplois décidées sans plan stratégique

COMMENT JUSTIFIER 10 000 suppressions d'emplois dans le monde, lorsque la direction reconnaît devant la justice ne pas avoir de plan stratégique ? Telle est l'interrogation des syndicats français de Ciba-Geigy, ce groupe suisse qui doit fusionner avec son compatriote Sandoz pour créer Novartis, deuxième groupe pharmaceutique mondial. Huit mois après l'annonce, le 7 mars 1996, par les groupes Ciba et Sandoz de leur projet de fusion, cette opération, présentée comme la plus importante fusion industrielle mondiale jamais réalisée, ne s'est toujours pas concrétisée. Le projet a reçu l'aval des instances européennes, mais attend désormais celui des autorités antitrust américaines.

Mais sur les sites du groupe la démotivation surgit, personne ne sachant exactement ce que va devenir son poste. Seules des données globales ont été fournies. En France, contrairement à l'Allemagne, tous les sites seront maintenus. Sur les 6 000 salariés des deux entités, 600 perdront leur poste et 250 nouvelles fonctions seront créées dans la nouvelle entité. En attendant, Ciba-Geigy et Sandoz continuent de travailler chacun de leur côté, tout en tenant des réunions communes pour préparer le futur. Une situation difficilement tenable.

A cela s'ajoute la pénurie d'information. C'est par la radio que le personnel de Ciba a appris la fusion. Depuis, dans la perspective de comités d'entreprise préparant cette fusion, les syndicats ont réclamé, sans effet, de plus amples détails sur la conséquence de ce plan au niveau mondial pour comprendre les choix français. Le 16 septembre, le CCE d'UES Ciba-Geigy, regroupant trois établissements français, saisissait en référé le tribunal de grande instance de Nanterre. Le juge leur donnait raison.

Tout en reconnaissant que le CCE n'a pas à se prononcer sur l'opportunité de la fusion, il enjoignait la direction de fournir les documents demandés, dont le plan stratégique mondial du groupe. Cette requête restant encore sans effet, les syndicats saisissent à nouveau, le 30 octobre, le juge en référé, qui consta-

tait que, « au dire des défenderesses, il n'existe pas, à ce jour, de plan stratégique de la société Novartis ».

« Les informations que nous avons entendues ne justifient pas les 10 000 suppressions d'emplois prévues par la maison mère. L'absence de plan stratégique et de budget prévisionnel conforte notre impression que le choix de destruction d'emplois n'a pas de fondement industriel », affirment dans la fondée la CFDT, la CGC, la CGT, la CFTE, en émettant un avis défavorable sur le projet d'organisation mondiale.

DOUBLE RÉFÉRÉ

Le même jour, le tribunal était saisi d'un deuxième référé, le comité d'entreprise reprochant, cette fois, à la direction d'avoir effectué une information personnelle des salariés trop détaillée avant d'en débiter dans les instances ad hoc. Un document de près de 700 pages, présentant de manière schématisée la future organisation française de Novartis, avait été mis à la disposition des salariés de Ciba, un mois plus tôt. Dans ce canevas, chacun pouvait voir si son poste allait ou non disparaître. Le juge a donc ordonné à la direction d'envoyer une note complémentaire pour rappeler qu'il n'y aurait pas de licenciements secs. A défaut d'être réclassés, « les salariés dont les postes devraient être supprimés ne seraient pas licenciés de manière systématique, mais seulement dans la mesure où ils seraient désignés comme licenciés en vertu de l'application de l'ordre des licenciements ».

Après ces deux jugements en référé, direction et syndicats devaient se retrouver le 12 novembre, lors d'un nouveau comité central d'entreprise, pour évoquer les conséquences en France de la fusion. Simultanément, des représentants des syndicats européens de Ciba se rencontreraient pour évoquer, pendant deux jours, l'évolution dans les différents pays et s'intéresser, sans nul doute, à l'absence de plan stratégique...

Dominique Gallios

Les juges, derniers garants d'un modèle social

IL NE SE PASSE PAS une semaine sans qu'une décision de justice ne vienne enrichir la jurisprudence et peser sur les stratégies des entreprises face à l'emploi. Mi-octobre, le tribunal de grande instance de Strasbourg obligeait Danone à revoir la présentation de son plan social, neuf mois après la première réunion du comité central d'entreprise. Fin octobre, son homologue de Nanterre condamnait les directions de Ciba-Geigy et Sandoz pour ne pas avoir correctement informé les salariés français des modalités de leur fusion.

Le 5 novembre, le tribunal des prud'hommes de Guingamp (Côtes-d'Armor) a condamné la SAT pour avoir licencié des salariés « inaptes » qu'elle n'avait pas pris la peine de former pendant vingt ans. La SAT est, entre autres, condamnée à rembourser aux Assedic six mois d'indemnités et à faire un chèque de 10 000 francs à la CFDT, qui s'estimaient moralement lésée par le non-respect d'un accord de branche.

Faut-il s'offusquer de ces interventions ? Paniquée par les chiffres du chômage, la majorité parlementaire revendique, comme en 1986, davantage de flexibilité. Alain Juppé estime qu'il faut permettre aux entreprises « d'embaucher et de licencier plus facilement ». Jacques Barrot reconnaît que les services du ministère du travail « se livrent actuellement à une réflexion d'ensemble sur l'évolution et l'actualisation du Code du travail ».

Les chefs d'entreprise se rendent aujourd'hui compte que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement obtenue, de haute lutte, il y a dix ans, a jeté les entreprises dans les bras de la justice. Dès lors, il est de bon ton de cdi-

quer l'action des juges. Mais ceux-ci ne font que dire la loi. Si l'interprétation de celle-ci ne prêtait pas à controverse, les arrêts de la justice n'auraient pas l'importance qu'ils ont aujourd'hui.

Est-il normal que près de quatre ans après la « circulaire Aubry » définissant le contenu des plans sociaux une entreprise aussi chevronnée que Danone ne sache pas quelle procédure utiliser ? Cette incertitude ne sert ni la direction ni les salariés, qui ne peuvent se voir offrir aucune possibilité de reclassement. Est-il sain qu'un plan social puisse être invalidé par l'administration, puis validé par la justice (cas de Kodak) ou le contraire (Vallourec) ? Est-il normal que l'on ignore toujours si la nullité d'un plan social entraîne ou non la nullité des licenciements ?

Si les recours des syndicats à la justice s'expliquent par la complexité de la loi, ils constituent un échec. Pour les directions, bien entendu, mais aussi pour le dialogue social et

les syndicats eux-mêmes. Souvent incapables de mobiliser les salariés et d'instituer un rapport de forces interne, les syndicats cherchent à l'extérieur de l'entreprise un appui qu'ils n'ont plus en interne. Mais cet argument, souvent employé par le patronat, ne doit pas faire oublier que si les représentants des salariés attaquent la présentation formelle des plans sociaux c'est parce que, comme vient de le rappeler une enquête du ministère du travail, les directions ne leur permettent pas d'en négocier le contenu.

Trois jours après l'intervention d'Alain Juppé, Jacques Chirac a rappelé que « nous sommes très attachés, en France, à un certain modèle social ». Qu'on le veuille ou non, dix ans après la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et face à la faiblesse du dialogue social sur les questions de l'emploi, les juges en sont aujourd'hui un des derniers garants.

F. Le



Un nouvel opérateur des télécommunications vous parle métiers

Rendez-vous dans Le Monde Emploi

هكذا من الامم

MANAGEMENT
La priorité
pour les DRH :
mobiliser le personnel
sur les objectifs
stratégiques
page VII



TRIBUNE
par Philippe d'Iribarne
page V

Le Monde EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES
pages III et VI
et de la page VIII
à la page XVIII

DANS
« LE MONDE
EMPLOI »
DU 20 NOVEMBRE
La réforme
de la formation
professionnelle

MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996

INITIATIVES



Le statut des salariés
est au cœur des
changements en cours.
L'angoisse grandit
à l'approche
des échéances

La mutation sociale des entreprises publiques

ustitiés, autant par des raisons de conformité économique que pour appliquer des orientations décidées par les autorités européennes, les bouleversements à l'œuvre dans la plupart des entreprises publiques françaises suscitent l'inquiétude. Surtout dans le domaine social où tout le monde retient son souffle au moment du passage à l'acte qui, et pour cause de périls annoncés, s'écrira. De La Poste à France Télécom, en passant par EDF et, plus sensible encore, par la SNCF, tous les citoyens d'alentour sont allumés. Avec, pour question centrale, celle du statut des personnels, que ceux-ci soient fonctionnaires ou agents titrés protégés du service public. Un dérapage, et c'est la menace d'un conflit ouvert. L'échec est difficile à déjouer : la situation est anxiogène et dépasse le seul sort des salariés en cause.

Les employés des entreprises publiques ne sont pas les seuls à bénéficier de garanties conventionnelles importantes. Les banques ou de grandes entreprises comme la Lyonnaise des eaux et la Générale des eaux pourraient, à terme, se sentir isolées avec l'affaiblissement du modèle de référence.

Mieux - ou pis -, le mode de fonctionnement social de ces sociétés nationales, vouées au transport ferroviaire, à la distribution d'énergie ou à la communication, représente l'archétype de ce que la société industrielle a été capable d'offrir et ce qu'elle a porté jusqu'à des limites optimales entre la fin de la deuxième guerre mondiale et les années de crise. Ici, plus qu'ailleurs sans doute, s'est illustré le concept taylorien de la confidentialité productive défini par Danielle Lihart (*Le Torticolis de*

l'arche, éditions du Seuil). Non seulement les améliorations portaient sur les classifications, les grilles salariales et le pouvoir d'achat, en contrepartie d'une productivité renforcée, mais elles étaient négociées par des syndicats puissants et représentatifs, dès lors grands utilisateurs de l'anneau de la grève.

Dans un univers régi par les règlements et les procédures, au nom du service rendu aux usagers, tout cela avait sa propre logique. Il n'en va plus de même aujourd'hui, quand la dimension commerciale de l'activité supplante, à la fois, le rôle dévolu au monopole et la primauté accordée à la promesse technique. Avec le nucléaire pour EDF, la généralisation de l'équipement téléphonique pour les EPT, l'électrification des voies, puis le TGV pour la SNCF, les grandes entreprises publiques

pouvaient encore se croire investies d'une mission d'intérêt général et espérer retarder les échéances.

Les unes et les autres doivent désormais changer de culture, si ce n'est de projet, en s'éloignant de ce qui avait servi de ciment collectif ; ce qui ajoute aux angoisses identitaires dues au processus actuel de déréglementation et, dans certains cas, de privatisation. Si France Télécom a dû s'adapter aux exigences de la concurrence et sait devoir évoluer avec la technologie, déterminante, le changement inéluctable n'est pas aussi commode pour d'autres. L'échec de Socrate (système de billetterie informatique) ressemble à un acte manqué pour une SNCF, pyramidale, qui découvre les impératifs de l'économie de marché et La Poste vit un malaise diffus, symbolisé par la multiplication des

emplois de contractuels sous droit privé. Comme l'attente se prolonge, les comportements sociaux perdent de leur lisibilité ou de leur spontanéité. A examiner les taux de participation aux grèves, en diminution depuis trois ans, on

fait que le statut soit garanti pour les agents en poste, et qu'il soit promis pour les embauches jusqu'en 2001, a certainement rassuré, mais ne modifie rien au fond. Un jour, il faudra affronter la redoutable question de la cohabitation entre les anciens et les nouveaux.

Tout dépend, en fait, de savoir jusqu'où mèneront les transformations en cours, à quel point d'équilibre les entreprises parviendront entre les acquis sociaux à préserver et les avantages acquis, à négocier. De ce point de vue, les exemples étrangers peuvent faire figure de bornes. En Suède, la bataille confuse entre l'opérateur public Posten AB et ses rivaux privés semble tourner à l'avantage du premier. Lequel en a profité pour rationaliser et comprimer ses coûts salariaux. A l'inverse, le cas de British Railways servira d'épouvantail. Eclatée en 80 sociétés, la compagnie vit les secousses d'une privatisation orthodoxe qui se traduit par des sacrifices sociaux considérables.

Pourtant, de nouvelles réalités apparaissent, qu'il va falloir intégrer. Au travers de ces transformations, il devient évident que des entreprises normales et sans statut peuvent remplir des missions de service public, être profitables et efficaces, sans forcément être socialement contestables. Le développement des services publics délégués ou concédés en apporte la démonstration, y compris dans les succès que remportent des entreprises françaises à l'étranger, où elles exportent leur savoir-faire.

Alain Lebaube

- ▼ Le nombre élevé de contractuels cristallise les mécontentements à La Poste par Philippe Beyerel
- ▼ Sentiments ambivalents à France Télécom par Françoise Alakovic
- ▼ La saga de Posten AB en Suède par Olivier Piot
- ▼ Les agents de British Rail privatisés sans parachute par Marie-Réatrice Baudet
- ▼ Les trains à l'évolution tiennent surtout au poids de l'histoire par Lucille Van Eckhout
- ▼ EDF dans le brouillard par Marie-Claude Bettender

pourrait en déduire que France Télécom se fait progressivement à l'idée de la réforme. Ce que contestent les syndicats et que dément la place prise par SUD (Solidaire, unitaire, démocratique). Le

Vous avez rendez-vous avec un nouvel opérateur des télécommunications

en pages centrales.

ESSEC
MBA PROGRAM
specialized in
LUXURY BRAND
MANAGEMENT

M. Christian Dior est le parfait exemple de la vision, du talent et du leadership nécessaires pour diriger une Marque de Luxe.

ESSEC a conçu ce MBA unique au monde pour les futurs dirigeants des grandes Marques de Luxe.

Informations clés sur le MBA de l'ESSEC :

- Plus de 30 Marques de Luxe internationales sont partenaires du MBA
- Enseignement est dispensé en Anglais
- 12 nationalités sont représentées dans la promotion 95-97
- Pour être candidat, vous devez disposer d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum

Pour tout renseignement complémentaire, contactez : Mme Anikla Davis
Tél. : 33 (0) 1 34 43 30 23
Fax : 33 (0) 1 34 43 32 20
E-mail : mba@essec.fr

Rendez-vous forums MBA :

Paris	École des Carrières	2 oct. 96
Paris	ESSEC International	4 oct. 96
Paris	ESSEC International	6 oct. 96
Paris	ESSEC International	8 oct. 96

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

Le Management des Marques de Luxe exige de la vision et du talent

A notre grand regret,
M. Christian Dior
ne fait pas partie
des anciens du MBA en
Management des
Marques de Luxe de
l'ESSEC.

Le nombre élevé de contractuels cristallise les mécontentements à La Poste

Un postier sur six relève du droit privé.
Les syndicats dénoncent la précarisation des conditions de travail

Inquiets, moroses, voire démotivés. Ces adjectifs reviennent en refrain dans la bouche des principaux responsables syndicaux de La Poste lorsqu'il s'agit de qualifier l'état d'esprit des troupes. Les causes du malaise sont multiples : dégradation des conditions de travail, absence de perspectives dans la carrière des agents, inquiétude face au projet de libéralisation du secteur postal défendu par la commission de Bruxelles. La question de l'emploi cristallise à elle seule une bonne part du mécontentement.

Par le simple jeu des départs à la retraite non remplacés, La Poste supprime 3 000 emplois par an, explique Patrick Moisan, responsable FO-PTT. Résultat : alors qu'elle employait 276 000 agents en 1991, La Poste n'en compte plus actuellement que 254 000... et 57 000 contractuels de droit privé, dont près de 6 000 recrutés en 1995. Depuis la loi de 1990 qui a transformé l'administration postale en exploitant public autonome - tout en laissant aux agents le statut de la fonction publique -, le nombre de contractuels s'est tellement accru que, aujourd'hui, le statut d'un postier sur six relève du droit privé. Un sulet assez délicat pour que la direction ne souhaite pas en parler pour le moment.

Service de nuit, travail à mi-temps, flexibilité des horaires... la précarité des conditions de travail des contractuels est régulièrement dénoncée par les syndicats. Pire encore, à en croire Jean-Paul Dessaux, secrétaire fédéral du syndicat

SUD-PTT (Solidaire, unitaire, démocratique), « La Poste crée systématiquement des emplois à temps partiel, très souvent à 50 %, pour éviter de recruter du personnel titulaire. » A FO, Patrick Moisan ne dit pas autre chose : « Le but de la di-

3 600 ne disposent que d'un contrat à durée indéterminée intermittent (CDII) - la charge de travail annuelle est fonction des besoins de La Poste -, tandis que 21 000 sont en contrat à durée déterminée (CDD), parfois depuis plusieurs an-

Concertation interne

Promis par André Darrigrand, président de La Poste, le document définissant la stratégie de l'entreprise d'ici à l'an 2000 est arrivé au domicile des 310 000 postiers de France fin septembre. Soucieuse d'enrichir son projet « des expériences, des idées et du bon sens » des agents, la direction a invité chacun d'eux à participer à une dizaine d'ateliers organisés jusqu'à la fin de l'année sur différents thèmes : « Améliorer le contact clientèle », « Augmenter le chiffre d'affaires », « Concilier l'entreprise et le service public », « Rapprocher l'écoute et le dialogue, l'opération ne semble pas avoir rencontré le succès escompté : « C'est un flop, remarque Jacqueline Bernand, à la CFDT. Les thèmes retenus ne portent pas sur nos préoccupations quotidiennes : emploi, blocage des salaires pour 1996, conditions de travail, présence en zone rurale... » Pire encore, aux yeux de Jean-Paul Dessaux, de SUD PTT, « Tous les sujets débattus dans les ateliers visent à répondre à la même question : comment augmenter le chiffre d'affaires de La Poste ? »

rection, c'est de supprimer des emplois de fonctionnaires et d'embaucher des contractuels. » Dans ce contexte, la petite phrase d'Alain luppé s'ajoutant au printemps dernier « la mauvaise graine des fonctionnaires » a choqué plus d'un facteur. « Franchement, je ne vois pas où il reste de la graine », s'indigne Jacqueline Bernand, secrétaire nationale CFDT chargée de La Poste.

Tous les contractuels ne sont pas logés à la même enseigne : si près de la moitié (environ 32 000) bénéficient de contrats à durée indéterminée (CDI), à temps plein ou non,

nées et donc illégalement. Pour tenter de limiter ces abus, La Poste s'est engagée cet été à offrir un CDI ou un CDII aux 5 000 agents ayant travaillé plus de huit cents heures entre mai 1995 et mai 1996 (soit l'équivalent d'un poste à mi-temps). Quant à ceux qui n'atteignent pas le quota des huit cents heures annuelles, la direction a promis d'augmenter leur volume de travail. Si ces dispositions vont dans le sens d'une amélioration de la condition des agents, il n'en demeure pas moins qu'elles établissent une discrimination de fait entre agents et contractuels.

Par-delà les questions de statut, l'ouverture du secteur postal à la concurrence qui, d'après le projet de la Commission européenne, devrait concerner, dès l'an 2000, le publipostage (courrier publicitaire) et les plus entrant en France en provenance d'autres pays européens, suscite aussi bien des inquiétudes. « Comment pourrions-nous vérifier le contenu des enveloppes ? », s'interrogent les syndicats. « Comme il est impossible, manuellement ou même techniquement, de faire la distinction entre les lettres ordinaires et le publipostage, il est clair que ce projet annonce une libéralisation totale de la distribution du courrier », affirme pour sa part Jean-Paul Dessaux.

Dans un climat social aussi tendu, l'ouverture cet automne d'un centre de tri du courrier ultramodernisé à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), géré par une filiale créée spécialement par La Poste et Alcatel, n'a évidemment pas contribué à calmer les esprits. D'autant que, parallèlement, La Poste prépare l'ouverture de nouveaux centres régionaux de régulation, officiellement destinés à gérer les flux exceptionnels de courrier. « Faux réplique Jean-Paul Dessaux, ces centres équipés de machines de tri très sophistiquées sont en fait appelés à traiter le trafic des « grands comptes », à savoir les entreprises clientes de La Poste. Avant de conclure : « Traités à part, les grands comptes seront désormais à l'abri des conflits sociaux. » Soulignant par là même la question d'un service public à deux vitesses.

Philippe Baverel

Sentiments ambivalents à France Télécom

Les agents titulaires ont obtenu le maintien de leur statut de fonctionnaire

Le taux de grévistes n'a cessé de décroître à France Télécom depuis le début du mouvement des agents contre la privatisation partielle de leur entreprise : 75 % le 12 octobre 1993, 64 % deux ans plus tard, 34 % le 17 octobre dernier. En juin, la réforme a été adoptée par le Parlement. La transformation de l'exploitant public en société anonyme contrôlée majoritairement par l'Etat interviendra donc au 1^{er} janvier 1997, un an avant l'ouverture totale à la concurrence du secteur des télécommunications. Bernard Jais, directeur des ressources humaines, voit dans la faible mobilisation du 17 octobre le signe que ce changement de statut « est digéré ou, du moins, ne constitue plus un problème » pour le personnel. « Le climat social est calme », ajoute-t-il. Mais du côté des syndicats, l'analyse est complètement différente.

Plusieurs chantiers lancés

Le 4 juin, alors que le Parlement allait voter le changement de statut de France Télécom, seuls 32 % des agents se sont mis en grève. Le fatalisme semblait l'avoir emporté. Il est vrai que FO-PTT avait, quelques jours avant, négocié un accord avec la direction - signé aussi par la CGC - portant sur des congés de fin de carrière (CFC) à cinq ans-cinq ans. « FO a capitulé en rose compagnie », avait alors commenté SUD-PTT, deuxième syndicat de l'entreprise, dont la percée, ces dernières années, résulte notamment de sa position radicale contre la privatisation. Aussi, pour les syndicats, le taux de grévistes d'octobre n'est pas si mauvais. « Il n'y a pas de résignation », se félicite Jean Souleil, secrétaire fédéral de la CGT-PTT, premier syndicat de France Télécom. Pour Pierre Khalifa, secrétaire fédéral de SUD-PTT, cette grève montre que « le potentiel de mobilisation reste très élevé. Les agents vivent une sorte de ras le bol ».

En fait, c'est l'ambivalence des sentiments qui semble régner actuellement. Si la lutte contre le changement de statut a échoué, les agents sont cependant parvenus à faire inscrire dans la loi le maintien du statut de fonctionnaire pour le personnel en poste, ainsi que la possibilité d'en recruter d'autres, jusqu'en 2001. « Au moins quatre cents fonctionnaires seront embauchés au début d'année », annonce Bernard Jais. La règle était néanmoins le recours à des contractuels de droit privé. Dans ce contexte, « les agents n'ont pas le sentiment d'une privatisation en cours », observe Jacques Lemerrier, secrétaire général de FO-PTT. Mais certains syndicats redoutent que leur statut de fonctionnaire soit remis en cause à l'avenir. « Nous sommes persuadés qu'il existe une véritable volonté d'alléger de manière dogmatique France Télécom sur le droit privé », estime Marie-Pierre Libouret, secrétaire générale de la CFDT-PTT.

Les agents ont aussi compris que leurs enfants ne seront pas fonctionnaires à France Télécom et ils le vivent mal, disent les syndicats. « Le

problème des fonctionnaires n'est pas celui-ci, conteste Bernard Jais. Leur souhait est que le développement de France Télécom permette de donner du travail à leurs enfants. » Et ce, quel que soit le statut de l'emploi proposé. L'opérateur compte embaucher 6 000 jeunes d'ici à la fin de 1997 en contrat à durée indéterminée (CDI), dont une partie sera puisée dans le vivier des quelque 1 000 jeunes qui auront en d'ici là un contrat d'apprentissage ou de qualification. Mais selon Marie-Pierre Libouret, « France Télécom ne montre pas qu'elle a une véritable politique sociale, qu'elle veut le socle protecteur face à tous les changements, à la concurrence, à la déréglementation des télécommunications ».

Pour se préparer à la concurrence, France Télécom a lancé plusieurs chantiers. Parmi eux, le « redéploiement », d'ici fin 1997, de 15 000 agents vers des métiers commerciaux, sur la base du volontariat. 7000 ont déjà fait le pas, indique la direction. Autre chantier : le plan EO 2 (Evolution de l'organisation, phase 2), lancé il y a un an, qui restructure l'entreprise autour de grands segments de clientèle. « L'entreprise change, tout le monde est en mouvement, observe Marie-Pierre Libouret, mais la direction ne veut pas que l'abaissement des postes soit vécu comme une perte d'efficacité. » En fait, « cette réorganisation atteint les objectifs fixés : parvenir à une perte de repères et avancer plus vite vers les règles du privé », estime Jean Souleil de la CGT. « EO 2 se passe normalement, j'ai de son côté Bernard Jais, le DRH. Comme dans toute réorganisation, chacun met du temps à s'habituer à son nouveau patron. Cette maison évolue bien et très vite. »

Pourtant, les syndicats sont unanimes : EO 2 provoque une vraie « pagaille ». « Un grand nombre d'agents n'ont pas de poste, des chefs de service ne savent pas où est leur personnel, etc., souligne Pierre Khalifa, de SUD-PTT. Tout cela est très mal vécu et provoque une perte d'efficacité. » En fait, « cette réorganisation atteint les objectifs fixés : parvenir à une perte de repères et avancer plus vite vers les règles du privé », estime Jean Souleil de la CGT. « EO 2 se passe normalement, j'ai de son côté Bernard Jais, le DRH. Comme dans toute réorganisation, chacun met du temps à s'habituer à son nouveau patron. Cette maison évolue bien et très vite. »

ENVIE DE PUR

Un peu partout des expériences d'élargissement des plages d'ouverture des services en contact avec la clientèle se mettent en place, y compris le travail le samedi, ce qui inquiète les syndicats. En outre, certains problèmes persistent : pannes informatiques, difficultés d'approvisionnement, etc., remarque Marie-Pierre Libouret, de la CFDT. « Au point que le personnel pense que les dirigeants sont en train de préparer le terrain à la concurrence », estime-t-elle. D'où « une envie de fuir » de la part des agents, au travers des congés de fin de carrière (CFC). Quinze mille agents pourraient obtenir le CFC en deux ans. La direction estime qu'elle atteindra son objectif de 60 % des 7 000 à 8 000 départs potentiels en 1996. Mais même le CFC est considéré par certains syndicats comme « une opération de dégraissage ». Marie-Pierre Libouret a une autre analyse. Pour 1996 et 1997, elle a reçu 247 demandes de CFC, sur une population potentielle de 360 agents. « Ils veulent partir parce qu'ils ont des projets et que les conditions financières sont intéressantes, dit-elle. C'est vrai que certains préfèrent sans doute s'en aller plutôt que d'entrer dans le mouvement en cours à France Télécom. Mais c'est tout à fait normal, à cinquante-cinq ans. Elle reconnaît néanmoins que « quelques-uns » - une minorité - partent parce qu'ils désapprouvent le changement de l'entreprise ».

Après l'échec de la lutte contre la privatisation, les syndicats cherchent eux aussi leurs marques. La CGT, par exemple, « prend contact avec une autre organisation en vue d'une action commune autour du 14 novembre ». La CFDT, quant à elle, se battra pour « un contrat d'avenir, sur tout ce qui concerne les métiers, les carrières et les conditions de travail ». De son côté, SUD-PTT prévient : « Ceux qui pensent que nous allons disparaître auront quelques surprises. »

Marie-Béatrice Baudet

Francine Aizicovici

La saga de Posten AB en Suède

Alors que la libéralisation de la Poste est encore un débat théorique dans la presque-totalité des Etats membres de l'Union européenne, la Suède et la Finlande se sont attelées à la tâche dès 1992. Depuis, les rapports entre l'opérateur public et ceux du privé constituent une véritable saga économique et sociale dont se régale la presse suédoise.

Le monopole public de la Poste remonte, en Suède, à l'année 1947. Dès les années 80, des courriers locaux se sont développés, effritant cette chaise gardée. Mais c'est surtout au début des années 90 que la pression s'est accentuée, avec la création, en mai 1991, d'une entreprise privée - Citymail - bien décidée à concurrencer sur Stockholm la Poste suédoise. « Si l'on prend la lettre les dispositions légales relatives au monopole, l'activité de cette entreprise était illégale », explique Torsten Zillen, directeur du secrétariat des relations internationales à la Poste de Suède.

Le gouvernement en décidera autrement. Le cas de Citymail lui permet de mettre à l'ordre du jour la libéralisation du secteur postal. Les choses s'enchaînent alors très vite. Une étude est commandée au cabinet McKinsey, qui conclut que « le monopole peut être supprimé ». En 1992, ce même gouvernement propose un projet de loi au Parlement : le 1^{er} janvier 1993 est mis fin au monopole postal.

En mars 1994, la loi sur les services postaux définit les règles et obligations pour tout opérateur postal. La Poste de Suède est transfor-

mée en société anonyme et devient Posten AB (AB pour S.A. en français). Il ne s'agit pas d'une privatisation puisque l'Etat reste l'unique actionnaire, mais l'opérateur est soumis aux mêmes règles juridiques et fiscales qu'une entreprise privée. En juillet de la même année, le service suédois des chèques postaux - Postgirot - devient à son tour une société anonyme bancaire.

Parallèlement, les opérateurs privés (déjà au nombre de cinq) développent leurs activités. Citymail, spécialisé dans la distribution de lettres pour le compte de banques, de compagnies d'assurances et d'entreprises de services, se renforce sur Stockholm. « Notre stratégie était simple : pratiquer des prix 25 % moins chers que la Poste et nous étendre à Göteborg et Malmö », souligne Hachant Olsson, vice-président de Citymail. Difficile, cependant, de grandir dans l'ombre du géant Posten AB, qui bénéficie d'un « effet d'échelle » et d'un réseau national. Début 1995, alors que Posten AB commence à revoir ses tarifs à Stockholm, les fondateurs de Citymail portent plainte pour « distorsion de concurrence ». « Parce qu'ils étaient sûrs de perdre, les dirigeants de Posten nous ont proposé de rentrer au capital de Citymail, explique Hachant Olsson. Et nous étions alors à court de liquidité... »

Coup de théâtre, donc, en avril 1995. Après des années de batailles juridiques - et idéologiques - les Suédois apprennent que Posten AB vient de prendre 75 % du capital de Citymail... La pièce est loin d'être finie. « Il était tacitement

prévu que nous pourrions racheter les parts acquises par Posten AB », indique Hachant Olsson. Accord tacite ? Toujours est-il que, fin 1995, lorsque les trois fondateurs souhaitent racheter les 75 % des parts, Posten AB refuse et préfère entamer une procédure de... faillite de Citymail.

Nouveau rebondissement en janvier 1996 : l'administrateur judiciaire autorise les fondateurs de Citymail à reprendre la société. Aux anciens propriétaires sont dorénavant associés un fonds de pension britannique, la Deutsche Bank et trois des plus grosses banques privées suédoises. Résultat : Citymail a aujourd'hui 1 000 clients, répartis sur Stockholm, Göteborg et Malmö, et emploie 800 salariés à temps plein. « Nous n'avons que 1 % du marché suédois », souligne Hachant Olsson. C'est tout dire si nous représentons un danger pour Posten AB ! Non, leurs dirigeants se sont en fait servis de nous pour rationaliser leur propre structure. » Il est vrai que, depuis 1993, les effectifs de l'opérateur public sont passés de 58 000 à 43 000 et que le temps partiel s'est fortement développé.

Quelles sont à présent les perspectives de Citymail ? « Atteindre 4 % du marché fin 1997 », explique Hachant Olsson. Le feuilleton est loin d'être terminé. Posten AB a en effet alligné ses prix sur ceux de Citymail dans les trois principales villes du pays. L'Agence de la concurrence a déjà exprimé son désaccord, et les fondateurs de Citymail sont à nouveau montés au créneau. Une fois n'est pas coutume.

Olivier Plot

Les agents de British Rail privatisés sans parachute statutaire

On sent quelques accents de fierté dans la voix. A la CGEA, filiale de la Générale des eaux, on rappelle volontiers que l'entreprise depuis le printemps dernier est « l'un des plus importants opérateurs privés - et le seul français, tous les autres sont anglais » sur le marché de la privatisation de British Rail, les chemins de fer britanniques. La CGEA se retrouve en effet à la tête de deux réseaux : South Central, au sud de Londres, et South East, à l'est. « On parle beaucoup des ventes des Airbus qui assurent les bons chiffres du commerce extérieur français, mais on devrait aussi évoquer les autres succès. Notre rôle de transporteur de voyageurs en Grande-Bretagne correspond, par exemple, à un chiffre d'affaires de 2 milliards par an pendant sept ans et de 4 milliards par an pendant quinze ans ».

La privatisation de British Rail - à la CGEA, on préfère parler

d'une délégation de service public - est un feuilleton qui a débuté en 1993. Margaret Thatcher n'avait pas voulu s'y attaquer, son successeur au 10 Downing Street, John Major, a sauté le pas, provoquant bien sûr la colère des travaillistes, qui, cela dit, n'envisagent plus aujourd'hui de renationalisation s'ils devaient arriver au pouvoir, et celle d'un grand nombre d'usagers regroupés au sein d'associations dont Save Our Railways (SOR, Sauvez nos chemins de fer).

L'entreprise publique britannique, qui, à la fin du mois de mars 1994, comptait, selon les chiffres du ministère anglais des transports, 121 000 agents va être vendue par appartements, certains ayant déjà été achetés. British Rail a été divisée en trois blocs (les voies ferrées, le matériel et le transport de passagers éclaté sur 25 régions) qui constituent globalement plus de 80 entreprises distinctes.

Une véritable révolution pour les voyageurs anglais qui s'inquiètent des conséquences à venir de l'atomisation de leur réseau ferré et des difficultés qui risquent d'en surgir. A l'origine, par exemple, une billetterie unique n'avait pas été sérieusement prévue.

Mais ceux qui vont prendre de plein fouet le changement de l'entreprise sont les agents. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'un noyau de 30 000 à appartenir à British Rail, établissement public, et à bénéficier, par conséquent d'un statut dont on peut dire qu'il s'apparente à celui de la fonction publique française. Pour les autres, c'est le grand saut, vers le bas, et non vers le haut. Les opérateurs privés déjà en place ne cachent pas leur volonté de « diminuer les effectifs ». Les dirigeants de Stage Coach, le plus gros opérateur de cars, sans expérience dans les chemins de fer et à qui a été confiée la reprise de South West Trains (Sud-

Ouest), l'ont clairement annoncé. A la CGEA, on se contente de dire que « des modifications profondes sont à attendre ».

Légalement, le transfert des salariés de British Rail à des opérateurs privés n'est assorti que d'une seule clause restrictive qui empêche de déroger au régime des pensions dont bénéficiaient les agents publics. Pour ceux déjà en poste, bien sûr. Les nouveaux recrutés n'en bénéficieront pas. Pour le reste, comme on le confirme à la CGEA, « tout est ouvert » : politique salariale, grille de classification, organisation du travail, développement du temps partiel, etc., rien ne pourra venir contraindre les choix en ressources humaines des opérateurs privés. La CGEA se contente de donner quelques éléments d'appréciation entre autres chantiers qui devraient être lancés : « Les chemins de fer fonctionnaient avec 38 niveaux hiérarchiques et un système de rémunérations qui comptait

250 primes environ ». On imagine mal les choses restant à l'état, mais pour le moment l'entreprise française se refuse à dévoiler ses projets pour les 7000 agents britanniques qui ont désormais rejoint son giron.

Reste la garde-fou syndical. Mais quelles seront les marges de manœuvre ? Une mobilisation s'est déjà largement opérée, avec appels à la grève. Mais combien de salariés suivront les mots d'ordre puisque la législation sociale, depuis le passage de Margaret Thatcher, permet de licencier plus facilement un salarié en grève qu'un salarié au travail. Dans un contexte social où, fin 1995, un tiers des nouveaux-nés appartenait à des familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté, il est clair que la privatisation de British Rail devrait laisser des personnes de plus sur le bord de la route.

Marie-Béatrice Baudet

Francine Aizicovici

Le Monde des Cadres

Société d'édition (140 personnes), filiale en expansion de l'un des groupes mondiaux les plus performants dans le domaine du marketing direct (2,5 Mds de francs de CA) à forte culture internationale, diffuse exclusivement par VPC des collections pratiques sur des thèmes très diversifiés. Nous recherchons un

**Editeur
= Assistant
Futur Editeur**

Dans le cadre du lancement d'un nouveau projet, vous secondez le responsable éditorial dans l'ensemble de ses tâches : réalisation (préparation des textes, suivi de fabrication), suivi des plannings et des budgets, coordination des rédacteurs et des fournisseurs.

De formation supérieure, Bac + 4 minimum, vous justifiez d'une première expérience significative dans l'édition.

Une bonne connaissance du processus de réalisation d'un produit d'édition, le sens des objectifs allié à une très forte rigueur, un relationnel aisé vous permettront de vous investir dans le suivi d'un projet d'envergure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B/1215 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR, 92 rue Joutroy d'Abbans, 75017 Paris.

ornicar
GROUPE H&C CONSEIL

CÔTE D'AZUR
Puget-sur-Argens



ESCOTA, Société d'économie mixte, ayant pour objet la construction et l'exploitation d'autoroutes crée, au sein de sa Direction de la maîtrise d'ouvrage, à Puget-sur-Argens, deux postes :

Ingénieur Suivi de projets H/F

Sous l'autorité du chef du Service Etudes et contrôle des Projets, vous serez en charge, au titre de la conduite d'opérations, des contrôles de maîtrise d'œuvre et de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Participant à l'élaboration des dossiers de consultation des concepteurs, vous suivrez durant la phase des travaux, la réalisation des projets de construction ou d'aménagement d'autoroutes, tout en contrôlant le coût prévisionnel des opérations. A ce titre, vous veillerez à la mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement ainsi qu'à celles liées à l'hygiène et à la sécurité durant les travaux.

Agé de 30 ans environ, ingénieur diplômé (option TP ou génie civil), vous devez impérativement pouvoir vous prévaloir d'une expérience significative (2 à 3 ans) de chantier ou de conduite d'opérations ou encore de bureau d'études dans le domaine des TP. La pratique de la micro-informatique (Excel, Word) est exigée. Anglais souhaité. Des qualités d'organisation et de rigueur associées à de bonnes aptitudes relationnelles et à un goût prononcé pour la micro-informatique sont nécessaires. Vous devez également posséder de réelles capacités d'expression orale et écrite. Référence 660.

Adjoint au chef du service gestion des investissements H/F

Rattaché au chef du Service Gestion des Investissements, vous aurez pour rôle de le seconder dans l'accomplissement de ses tâches (gestion budgétaire, suivi des coûts et suivi des contrats). Vous interviendrez dans l'établissement des prévisions budgétaires et leur contrôle, dans l'adaptation des outils d'analyse, des indicateurs et des procédures. Vous participerez également au lancement des appels d'offres. Ayant pour souci d'identifier les écarts significatifs entre les prévisions et les résultats, vous vous appuierez sur des traitements informatiques. Vous aurez à traduire les mesures de ces écarts sous forme de statistiques, de tableaux de bord commentés et de rapports d'activité.

Vous êtes de formation supérieure (de type Ecole Sup de Co ou équivalent), complétée par une expérience, même courte mais valorisante (2 à 3 ans), nécessairement acquise dans des fonctions de contrôle budgétaire et/ou de gestion et de suivi des investissements. Vous avez travaillé dans un domaine technique (TP, collectivités territoriales, services publics). A l'aise dans la pratique approfondie de l'informatique sur système (IBM AS 400 ou équivalent), vous savez aussi utiliser la micro-informatique (Excel, Word). Outre votre esprit d'analyse et de synthèse, vous savez hiérarchiser vos priorités. Avoir été familiarisé avec les procédures liées aux marchés publics constituerait un plus. Référence 661.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) en indiquant la référence choisie et le niveau de vos prétentions, à notre conseil : GUY POSTEL, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Indiquez un numéro de téléphone où vous serez contacté rapidement et confidentiellement. Les entretiens auront lieu soit à Nice, soit à Paris.



Guy Postel

SKF

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL (Mécanique de précision)
Leader sur son marché.
recrute

CHEF DU PERSONNEL

Rattaché au Chef d'Etablissement, vous serez responsable de la gestion et du développement du personnel d'une des unités du site (550 personnes).

Après des responsabilités opérationnelles, vous mettrez en œuvre la politique des ressources humaines de l'entreprise dans le respect des impératifs de coordination du site. Proche du terrain, vous gèrerez tous les aspects de la fonction, en consacrant une part importante de l'activité à la formation, au développement du travail en équipe et de la qualité totale.

Agé de 35 ans ou plus, cadre confirmé de l'industrie, formation supérieure en Droit - Gestion - DESS Relations Humaines. Forte qualité de communication, animation et créativité. Esprit développé de travail en équipe. Rigoureux.

Anglais écrit et parlé indispensable.

Poste basé en Touraine.

Les dossiers de candidature sont à envoyer avant le 20 novembre 1996 à :
Sylvie DARMON - SKF FRANCE
8 avenue Réaumur - BP 206 - 92142 CLAMART Cedex

Vos déchets radioactifs sont notre environnement



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Technicien(ne) Documentaliste

GESTION DE DIAPOTHEQUE

Afin de faire face à nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, nous recherchons pour Châtouay (92) un(e)

Au sein de la Direction de la Communication, vous prendrez en charge la gestion de notre diapositive informatisée : saisie des fiches, numérisation des diapos, classement d'originaux, gestion des stocks, mise en place d'une base de données...

Progressivement, votre maîtrise du poste et votre connaissance de l'Agence vous permettront, tout en conservant ce rôle d'administrateur gestionnaire de l'outil, d'évoluer vers des fonctions plus ouvertes vers l'extérieur : identification des besoins de reportages, contacts prestataires, gestion des demandes d'images...

De formation BTS/DUT ou équivalent, spécialiste de la gestion de documents informatisés, vous justifiez d'une expérience effective de bases de données documentaires. Vos qualités de rigueur et votre aptitude à la communication, votre implication et votre sens du service seront les garants de votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. C195AT à Olivier Chammette, OC Conseil, 3 rue E.A. Peugeot, Tour COROSA, 92500 Rueil-Malmaison.

ORGANISME NATIONAL PARA PUBLIC À VOCATION D'EXPERTISE
ET DE CONSEIL AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS LOCALES
recherche

CHEF DE MISSION D'EXPERTISE

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs
(Centrale Paris, Supélec...)
Âgé de 35 ans environ

- Vous rejoindrez une entité d'une douzaine de personnes dont l'activité se situe à une charnière stratégique des relations entre les collectivités locales et les grandes entreprises exerçant des activités de gestion de services publics.
- Vous aurez à évaluer par voie d'audit les résultats techniques obtenus par ces grands opérateurs.
- La responsabilité d'une équipe et les interventions sur sites nécessitent autonomie et sens du contact.
- La rédaction de rapports d'expertise requiert une grande rigueur et un esprit de synthèse développé. Par ailleurs, esprit d'équipe et aisance relationnelle vous seront indispensables pour réussir dans cette fonction.
- Poste basé à Paris. Fréquents déplacements à prévoir en France.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite avec niveau de rémunération actuelle à :
Isabelle Krill, AEC, 20 rue d'Athènes 75009 Paris

AGENCE DE PRESSE SPÉCIALISÉE EUROPÉENNE
leader français dans son domaine, recrute :

un(e) journaliste économique chef du service quotidien

pour diriger le desk parisien

Expérience de grande agence souhaitée. Connaissances anglaises/allemandes si possible. Disponible début 1997

Envoyer références et prétentions sous le N° 9048
au Monde Publicité : 133, av. des Champs Elysées - 75409 Paris Cedex 08

Groupe HOSPITALISATION PRIVÉE
recherche dans le cadre de son développement

2 FUTURS DIRECTEURS DE CLINIQUE

A 28 ans environ, issu d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC) vous avez exercé des responsabilités opérationnelles depuis 2 ans au moins et animé des équipes sur le terrain dans une entreprise de services.

Vous souhaitez, après une formation complémentaire approfondie, prendre la responsabilité d'un établissement de soins en bénéficiant d'une large autonomie de gestion et participer au développement d'un groupe performant dans ce secteur d'activité.

Rémunération : après formation 400 KF + intéressement au résultat.

Joindre Nathalie CANAS au 01.48.25.00.77



Les freins à l'évolution tiennent surtout au poids de l'Histoire

Pour Bernard Brunhes, conseil en management auprès de grandes entreprises publiques, les statuts ne sont pas vraiment un blocage. Mais les textes annexes et les usages méritent d'être remis à plat

La situation de monopole des entreprises publiques est, de fait, remise en cause et les directives européennes sont dictées par la nécessité de se mettre en phase avec le marché», explique Bernard Brunhes, conseil en management auprès de grandes entreprises comme la SNCF, Air France et la RATP.

Le cas des télécommunications est le plus flagrant. « Lorsque les télécommunications s'appuyaient sur le câble, il pouvait y avoir un seul prestataire de services. Mais aujourd'hui, avec les satellites, les réseaux traversent sans contrainte les frontières, souligne-t-il. Même si l'on maintient un monopole, d'autres prestataires pourraient toujours envoyer des signaux sur notre territoire. » France Télécom est ainsi obligée d'entrer sur le marché concurrentiel et de vivre comme une entreprise privée.

ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

La SNCF, elle, est aujourd'hui fortement attaquée sur son terrain par d'autres moyens de transport. Les entreprises, fonctionnant sur le mode du juste à temps, imposent aux affrétiers des rythmes infernaux. Face à cette contrainte, l'aviation et les transports routiers disposent de larges atouts, offrant même parfois une plus grande souplesse qu'un système de transport ferroviaire.

Ces évolutions technologiques et ces nouvelles conditions économiques conduisent les entreprises publiques à modifier leur mode de gestion et d'organisation. Elles doivent privilégier davantage la décentralisation, l'initiative, la communication.

« Ces changements, insiste Bernard Brunhes, doivent partir du client et se faire en association avec les agents. S'ils sont artificiellement plaqués de l'extérieur, ils ne porteront pas leurs fruits. » Il faut par conséquent responsabiliser les salariés et les amener à réfléchir en termes de services aux clients. « Comme dans le secteur privé, précise l'expert, la notion de client sera un élément moteur de la transformation. » Lorsque l'entreprise reste presque en situation de mo-

nopole, comme EDF, cette conscience est évidemment plus difficile à inculquer, mais elle n'est pas moins nécessaire face aux nouvelles exigences de la clientèle.

LA NOTION DE « CLIENT »

« Client » : en France l'utilisation de ce terme dans les entreprises de service public effraie, car il a une connotation mercantile. « Pourtant, affirme Bernard Brunhes, l'idée de service public n'est pas incompatible avec une telle évolution du mode de gestion. Mais derrière la défense du service public, relève-t-il, il y a la défense des statuts. On pourrait très bien imaginer des services publics gérés par des entreprises fonctionnant sans statut. Le caractère de service public ne s'illustre pas dans le management d'une entreprise, mais dans les obligations qu'elle se fixe ou qui lui sont fixées si elle agit dans le cas d'une concession. »

Et de noter : « Un bon système de concession, fondé sur un cahier des charges bien clair, est dans nombre de cas tout aussi efficace qu'une régie publique. Les transports collectifs de Lyon, filiale d'une entreprise privée, VEA GTI, ne fonctionnent-ils pas correctement ? »

Néanmoins, il ne faut pas, selon Bernard Brunhes, tirer de conclusions trop hâtives de ce constat.

Car autant les élus des agglomérations de Lyon ou de Rouen peuvent assez aisément négocier une concession, autant sur Paris et la région parisienne le réseau est tellement dense et complexe que cela paraît difficilement envisageable. « Prenez le cas du réseau ferroviaire. Il représente des choix d'investissements très lourds et nécessite une continuité. Continuité qui serait difficile à réaliser en présence de différents opérateurs. »

L'éclatement des structures en unités décentralisées remet en cause la logique de carrière et déroutent les agents qui perdent leurs repères

Les statuts ne sont pas, en soi, selon lui, un réel obstacle aux changements nécessaires. « Les agents, au moment de leur embauche, ont signé un contrat de travail leur donnant un statut. Si l'on

souhaite le remettre en cause, il faut négocier. Mais ne nous trompons pas de débat, analyse Bernard Brunhes. Les statuts sont souvent des alibis. Ce sont davantage les textes annexes et les usages venus se greffer autour qui sont contraignants et méritent d'être remis à plat. »

LE RÔLE DES CADRES

L'indispensable évolution du management de ces entreprises publiques, tient à préciser Bernard Brunhes, n'est pas incompatible avec le maintien – non moins nécessaire – d'une éthique globale de service public. « Le fait que la SNCF soit aujourd'hui en concurrence ne l'afranchit pas de toute obligation de service public. Elle doit offrir la possibilité de se déplacer à un prix raisonnable d'un lieu à un autre. Le train n'est pas le seul moyen de tenir cet objectif. Le car est une alternative. »

Seulement, explique Bernard Brunhes, « il y a à la SNCF un tel amour de la technique, que ses agents ont beaucoup de mal à s'ouvrir à d'autres modes de transport. Or l'important, pourtant, est bien le service rendu ». Pour celui qui fut médiateur dans le conflit de la RATP de 1988, les blocages que rencontrent les entreprises publiques dans leur nécessaire évolution tiennent avant tout au poids de l'Histoire. Un passé que l'on ne « casse » pas impunément.

Par exemple, jusqu'aujourd'hui, chacun montait petit à petit en grade, tout en évoluant dans sa fonction. Ce système fonctionnait parfaitement dans une organisation pyramidale. Mais l'éclatement des structures en unités décentralisées remet en question la logique de carrière et déroutent les agents qui perdent leurs repères. Pour Bernard Brunhes, une visibilité des nouvelles méthodes est donc essentielle.

Face aux craintes que suscitent tous ces changements, l'encadrement a un rôle clé à jouer : « Les cadres intermédiaires doivent être convaincus de leur nouvelle mission d'animation. » Un chantier qui, lui aussi, reste véritablement à lancer.

Laetitia Van Eckhout

Electricité de France dans le brouillard

Méfiance, désinvestissement : le personnel attend la déréglementation en position de retrait

Temps gris, maussade, visibilité limitée... C'est encore en termes de météo que l'on peut le mieux décrire la situation à EDF et le malaise confus qu'éprouvent nombre de ceux qui y travaillent.

Le 20 janvier 1996, les ministres de l'énergie des quinze pays de l'Union européenne se sont mis d'accord sur un projet de directive libéralisant le marché de l'électricité. Le statut de l'entreprise et celui de son personnel ne sont pas touchés, de même que l'organisation actuelle de la distribution et le monopole en matière de transport de l'électricité. En revanche, les industriels gros clients pourront progressivement s'approvisionner chez d'autres fournisseurs qu'EDF : le monopole de production est donc battu en brèche.

Voilà neuf ans que cette échéance s'annonçait, objet d'inquiétude et de débats multiples. La longueur de ce délai a fini par brouiller la perception de l'événement au sein du personnel, malgré d'intenses campagnes d'informations menées par les syndicats.

Ces derniers font aujourd'hui à peu près le même constat : les salariés sont « désemparés », « dépassés ». La CGT s'accroche à la défense du statut. La CFDT ne refuse pas les réformes, mais a le sentiment qu'elles risquent de déclencher une spirale destructrice. A FO, les responsables sentent monter une « frustration » dont ils se demandent où elle va entraîner l'entreprise.

Directeur général adjoint chargé du domaine social, Pierre Moulié, de son côté, « une forme de retrait, de désinvestissement, une perte de confiance dans les dirigeants », tout en soulignant que le lien avec l'entreprise reste fort : 95 % du personnel, y compris d'exécution, se dit « globalement satisfait d'être employé à EDF », selon une enquête interne de février 1996.

Pour la direction, la directive ne fera qu'amplifier une évolution déjà ancienne : « Voilà une bonne dizaine d'années que nous allons vers plus de concurrence, plus d'efficacité », fait observer Alain Genel, directeur commercial à la direction du développement. Un premier tournant avait été pris dès 1970, quand EDF s'était lancée dans la promotion du chauffage électrique.

La vente d'électricité au-delà des frontières a également constitué une plongée dans l'univers de la concurrence. « On l'oublie parfois mais nous avons six millions de clients à l'étranger : à Rio de Janeiro, à Buenos Aires, en Côte d'Ivoire, en Hongrie... La pratique de ces marchés a d'ailleurs beaucoup fait évoluer nos conceptions en matière de management », rappelle Alain Genel.

CLIENTS À L'ÉTRANGER

Enfin, à l'égard de sa clientèle de particuliers, EDF s'est entraînée à agir comme si elle se trouvait en situation de concurrence : « Le meilleur exemple est la garantie des services que nous avons lancée en 1994. Nous sommes allés voir les services offerts aux consommateurs d'électricité à l'étranger. Puis nous nous sommes engagés unilatéralement à assurer à leurs homologues français, pour les services courants, une qualité égale à ce que nous avions observé de mieux ailleurs. »

Alain Genel note qu'après une période d'adaptation un peu difficile, le personnel s'est pris au jeu de cet engagement et que les dé-

faillances ont été extrêmement rares, ce qui fait dire à Pierre Moulié : « Depuis l'adoption du nucléaire et du chauffage électrique jusqu'à cette garantie de services, le personnel a toujours montré une grande capacité d'adaptation. Il saura en faire autant pour les changements qui s'annoncent. Le seul problème : il doute de cette capacité. »

CULTURE DE SERVICE PUBLIC

Il existe peut-être une autre difficulté. Dans une société comme EDF où la culture de service public reste très forte, il n'est pas très compliqué d'entraîner le personnel dans une direction qui correspond à cette culture. Nagnère vouée à la technique, l'entreprise fait une place croissante au service parce que la compétition commerciale l'y oblige. Convaincre ce personnel d'en améliorer la qualité n'est pas aisé, mais l'opération a de bonnes chances de réussir. En revanche, il est risqué de le pousser dans une direction où il a le sentiment de perdre sa raison d'être.

Un exemple : pendant des décennies, agents d'EDF et de GDF ont visité la clientèle (on disait : les usagers) de concert, l'équipe mixte proposant gaz ou électricité en tenant compte de ce qui lui paraissait être l'intérêt de chacun. Aujourd'hui, on leur demande de travailler séparément, en n'ayant qu'une pensée : promouvoir leur propre énergie, au détriment de celle de l'autre. Le moral n'y est pas. De même chaque fois qu'une réforme réduit l'emploi. Par-delà les différences de points de vue entre syndicats, on retrouve de fortes convergences entre eux dès qu'on touche à ces domaines.

Marie-Claude Betbeder

Repères

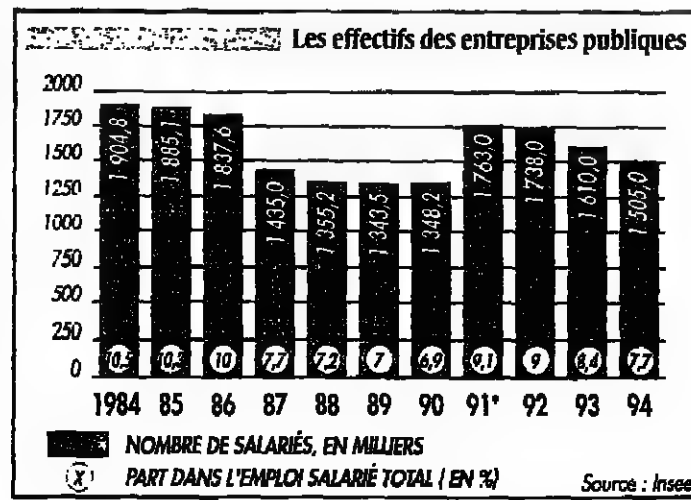
● Si l'on a coutume de les assimiler à des fonctionnaires, les salariés des entreprises publiques ne relèvent pas en principe du statut de la fonction publique défini par la loi du 19 octobre 1946. Mais il y a des exceptions. C'est notamment le cas pour les agents de La Poste et de France Télécom. Les deux structures – qui furent jusqu'en 1990 administrations d'Etat avant de devenir entreprises publiques – conservent le statut de la fonction publique.

Néanmoins, à l'heure actuelle, certains agents sont recrutés selon le droit privé.

● Institué par la loi et non négocié, les statuts définissent des garanties en matière de rémunération, de recrutement, de temps de travail, de carrière.

● L'emploi à vie ne figure formellement dans aucun texte : de même si l'usage veut que l'ancienneté soit prépondérante dans l'avancement, les statuts n'empêchent pas les augmentations au choix ou les promotions au mérite.

● La gestion des entreprises publiques tend de plus en plus à se rapprocher de celles du secteur privé. Les contrats d'objectifs passés en 1994 entre l'Etat et les grands services publics confortent cette tendance, faisant du « service au citoyen » un leitmotiv et visant à assoier le fonctionnement de ces entreprises davantage sur la délégation de responsabilités que sur des règlements.



* 430 000 agents de l'Etat deviennent salariés des entreprises publiques après le changement de statut de La Poste et de France Télécom.

Etudiants Bac + 1 à Bac + 5 !

Retrouvez en direct sur Minitel
3615 LEMONDE
des milliers d'offres de stages en entreprise



مكتبة من الامم

Le mythe de la fin du travail

par Philippe d'Iribarne

Partage du travail

LE PLEIN EMPLOI RETROUVÉ
de Bernard Huguonier
Editions Economica, 106 p., 59 F.

A ceux qui s'intéressent à la question de l'emploi sans en être des spécialistes, ce livre apportera une bonne information sur l'état actuel des réflexions et des propositions en ce domaine. Les différentes « écoles » qui balisent les propositions d'action sont bien présentées. Bernard Huguonier relève aussi une inadéquation fondamentale qui mine notre lutte anti-chômage : « Nous continuons à vivre et travailler dans une société qui, dans nombre de ses structures et de ses modes d'organisation, date du siècle précédent. » C'est écrit simplement et clairement, ce qui n'est pas un mince mérite.

Quant à retrouver le plein emploi, comme l'annonce le titre du livre, c'est une autre affaire. L'auteur propose un partage du travail qui, dans une entreprise fonctionnant sept jours sur sept, ferait intervenir le personnel en deux groupes successifs dont chacun assurerait 28 heures de présence. Le problème est qu'il raisonne en horaire global et en masse salariale ; ce qui a pour effet de sous-évaluer le niveau des embauches nécessaires pour assurer la production quotidienne.

Même en supposant, comme le fait Bernard Huguonier, que l'Etat prenne en charge une partie du coût de ces embauches complémentaires, et que l'entreprise puisse effectivement travailler sans arrêt, l'activité s'effectuerait en permanence en sous-capacité, avec des équipes réduites. Un handicap qu'un lissage sur la semaine entière est loin de gommer complètement. On est donc dans le schéma classique où une suggestion attrayante par sa simplicité rigide des fonctionnements. Et comment faire croire que les salariés dont on diminue le temps de travail avec une compensation financière partielle « bénéficieront d'une amélioration sensible de leur niveau de vie » ? La solution-miracle n'est pas encore pour cette fois, mais les essais de ce type ont leur utilité.

Prévoir les emplois

OUTILS POUR UNE PROSPECTIVE DE QUALIFICATION
Commissariat général du Plan
La Documentation Française, 202 p., 80 F.

Cet ouvrage a été élaboré par un groupe de travail interministériel qui a mobilisé de nombreux spécialistes sous l'égide du Commissariat général du plan. Il présente le contenu des démarches concrètes d'anticipation des qualifications dans des branches professionnelles et des régions : mise en place d'un contrat d'études prospectives, utilisation d'un observatoire et confection d'un diagnostic en matière d'emploi et de formation, fonctionnement des commissions professionnelles consultatives de l'éducation nationale sur l'opportunité de la création de diplômes, construction de bases de données.

Le livre ne se contente pas de présenter des outils, il met leur utilisation en perspective sans en cacher les difficultés. Il signale, par exemple, les pièges d'une anticipation trop précise de qualification nécessaire, alors que les besoins d'embauche des entreprises évoluent vite et qu'une partie des jeunes concernés modifient leurs parcours en cours de route. L'exercice reste donc délicat, mais ceux qui veulent s'y livrer trouveront ici une base de réflexion et d'action, ainsi qu'un glossaire de mots-clés et une présentation de lieux-ressources.

Pourquoi pas fonctionnaire ?

LES MÉTIERS TECHNIQUES DE LA FONCTION PUBLIQUE
de Daniel Harmand
Les Editions d'organisation, 176 p., 94 F.

Qu'elle soit d'Etat, territoriale ou hospitalière, la fonction publique concerne des professions très variées. Ce guide passe en revue un peu plus d'une centaine de métiers à prédominance technique, classés par grands secteurs d'activité. Ils sont brièvement décrits ; ce sont surtout les formations, les conditions d'accès aux concours et le contenu des épreuves qui sont détaillés. Ce livre constitue un bon outil, très précis, pour ceux qui veulent exercer leurs compétences dans une filière publique. Il leur donnera certainement des idées.

Daniel Urbain

Etat des lieux

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL
de Laure Tourjansky-Cabart
Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 124 p., 40 F.

Agrégée de sciences sociales et docteur en sciences économiques, Laure Tourjansky-Cabart s'inscrit dans la tradition des auteurs des « Que sais-je ? » en faisant le point de manière plutôt exhaustive sur la question du développement économique local. Quels en sont les objectifs ? Qui le finance et qui sont les acteurs de terrain ? Sans oublier, évidemment, de dessiner un bilan en matière d'emplois. L'auteur prévient toutefois prudemment que « tout bilan des politiques de développement local s'avère délicat » puisque l'approche la plus naturelle, celle de l'étude de différents cas, ne permet pas de tirer de conclusion générale. Le livre est néanmoins bourré de chiffres et de statistiques qui permettent d'appréhender l'ampleur d'un phénomène qui, depuis 1994, tend à se développer.

Pragmatisme

GUIDE PRATIQUE DES CHOIX FISCAUX DU CRÉATEUR D'ENTREPRISE
de Franck Delcroix
Les Editions d'organisation, 104 p., 115 F.

C'est de la pure technique, mais à combien utile pour tous ceux qui ont envie de se lancer dans la création d'entreprise et qui ne savent plus à quel saint se vouer en matière de fiscalité. L'auteur est à la fois praticien d'entreprise et enseignant. Il anime également des séminaires de formation réservés aux créateurs d'entreprise et à la chambre de commerce et d'industrie Val d'Oise-Yvelines et à l'Association nationale pour la formation des adultes (AFPA). Le livre est à ce point pratique-pratique qu'il propose un agenda fiscal qui indique les dates des dépôts des principales déclarations. A conseiller à tous ceux qui ne s'en sortent pas et qui doivent y arriver.

La résistance persistante du chômage aux multiples thérapeutiques que les gouvernements de tous bords mettent en œuvre, année après année, conduit assez logiquement à rechercher les moyens de rendre supportable une situation où nombre de ceux qui désirent travailler sont durablement privés d'emploi. On fait remarquer ici ou là que, après tout, le fait de travailler n'a pas toujours été, et de loin, un attribut majeur de l'individu bien intégré dans sa société, que les Grecs ont valorisé une vie de loisirs, qu'au début du siècle l'état de rentier était encore considéré comme parfaitement respectable. Pourquoi, dans ces conditions, considérerait-on comme inévitable que de nos jours l'individu sans travail cesse d'être regardé comme un citoyen honorable ? Mais pouvons-nous réellement compter sur pareille évolution du regard social ?

On ne peut répondre sérieusement à la question sans distinguer deux formes bien différentes de vie sans travail. La vie de celui qui, faisant partie des forts, a dans sa dépendance suffisamment d'esclaves, ou suffisamment de biens, pour en forcer d'autres à travailler pour lui. Et la vie de celui qui, faible, dépourvu de capacité à assurer sa propre subsistance, en est réduit à dépendre d'autrui pour survivre. C'est bien sûr la vie du premier que les Grecs louaient,

pendant qu'ils méprisaient le second. Et quand les sociétés européennes regardaient le riche rentier avec considération, elles traitaient au mieux avec une commisération condescendante celui qui mendiait son pain. Comment donc peut être vu, en dominant sans à sa situation, celui que certains de nos contemporains invitent à vivre autrement qu'en travaillant ?

Une première lecture se dessine sans doute dans un registre politique et juridique. Chacun, en tant

pour se situer dans le registre des rapports sociaux quotidiens, cette vision d'égalité civique a du mal à résister aux deux visions traditionnelles de celui qui n'assure pas sa propre subsistance.

Bien sûr, l'image du faible qui quémande et se soumet aux exigences des gestionnaires des diverses formes d'aide, à leurs questions inquisitrices, à leurs ingérences dans sa vie la plus intime (ne peuvent-ils pas, s'il se conduit mal, aller jusqu'à lui enlever ses enfants ?), et est ainsi ré-

Entre l'image du faible qui quémande et dépend et celle du prédateur qui se sert et exploite, il n'est guère de place parmi les bons citoyens pour celui qui ne travaille pas

que membre d'une société de citoyens, a droit à la solidarité de ses égaux. Quand la collectivité lui donne les moyens de subsister, elle ne fait que respecter ses droits. A recevoir une aide, on ne ressemble ni aux dominants qui en obligent d'autres à travailler pour eux, ni aux dominés qui dépendent de la bienveillance d'autrui. On reste citoyen, égal en dignité à tous les citoyens. Pourtant, dès qu'on quitte ce registre des principes et des lois

duit à une situation indigne, n'a pas disparu. Combien d'allocationnaires du RMI vivent leur situation en la regardant à travers cette image ? Mais l'autre image, celle du prédateur qui n'attend pas qu'on lui donne mais qui se sert, qui force d'autres à nourrir son oisiveté, n'a pas été oubliée non plus. C'est elle qui anime les réactions populaires face au mauvais pauvre, qui est accusé d'abuser cyniquement de l'aide publique ou

qui, mêlant hommes et chiens dans des bandes agressives, fait peur aux honnêtes gens.

Entre ces deux images, de celui qui reçoit et dépend, et de celui qui prend et exploite, il n'est guère de place, parmi les bons citoyens, pour qui ne travaille pas. Certes, on peut, face à ces réactions du corps social, mettre en avant la capacité imprescriptible des humains à se libérer des pesanteurs du passé, à faire table rase des conceptions anciennes pour construire une société nouvelle. Mais l'expérience de ces derniers siècles montre les limites d'un tel volontarisme. Et, plus encore, n'est-ce pas la vision même d'une société de citoyens rassemblant des individus émancipés de toute dépendance qui nous fait juger nos congénères à l'aune de l'idéal de celui qui ne dépend ni n'a réduit autrui à dépendre ?

La fin du travail ? Peut-être un jour, mais dans une société fondée sur des principes tellement différents de ceux auxquels nous adhérons qu'elle n'est ni pour aujourd'hui ni pour demain ni, à coup sûr, pour le siècle à venir. Notre époque ne peut échapper à l'exigence d'ouvrir à tous la possibilité de travailler.

Philippe d'Iribarne est directeur de recherche au CNRS, et l'auteur de « Vous serez tous des maîtres » (Seuil, 1996).

Les parcs de loisirs veulent professionnaliser leurs salariés

Le caractère saisonnier de l'activité est évidemment un obstacle, mais des solutions se dessinent

Sil le secteur des services permet bel et bien de créer de nouveaux métiers, le problème est qu'ils surgissent à l'état brut, à partir de simples tâches que l'on confie, au moindre prix, à des personnes recrutées sans vrai projet, après une préparation réduite au minimum. Pourtant, les générations à venir ne pourront vivre de ces métiers que si on les sort de cet état quasi embryonnaire pour leur donner toutes les dimensions d'une réalité sociale élaborée.

Le cas des nouveaux emplois créés par les parcs d'attractions et de loisirs en est un bon exemple. Cela d'autant plus que les formes organisées de loisirs sont en plein développement. En France, mis à part Luna Park, né aux portes de Paris en 1909, disparu en 1948, et la Mer de sable d'Ermenonville, dans l'Oise, qui date de 1963, les parcs de loisirs en sont encore aux débuts de leur histoire. A très peu d'exceptions près, ils ne remontent pas plus loin que la fin des années 80.

QUALITÉ DES SERVICES

Mais les principaux d'entre eux ont fait une entrée fracassante, car il leur a fallu d'emblée disposer de toute la gamme de personnel nécessaire à un fonctionnement global et sans faille. Quand Euro Disney ouvre ses portes à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), en avril 1992, c'est dès le premier jour une très grosse entreprise rassemblant 15 000 salariés ! Le cas est évidemment exceptionnel. Mais le Parc Astérix dans l'Oise, s'il est plus modeste (tout en faisant partie, lui aussi, des « trois grands », avec le Futuroscope de Poitiers), a tout de même dû, dès son premier été de fonctionnement en 1989, recruter près d'un millier de salariés.

Dans nombre de parcs, les postes ont été pourvus en allant au

plus simple. On s'est efforcé de trouver des gens ayant un certain profil (sociables, avenants...) et on leur a transmis les quelques savoirs leur permettant de tenir tel ou tel poste. « On les a formés au plus vite et guère plus que des OS. Sans vraie connaissance des problèmes d'accueil, de sécurité... », résume Francis Simbille, directeur régional adjoint pour la Picardie de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) qui suit le problème depuis les débuts.

Autrement dit, ces personnes, des jeunes le plus souvent, embauchées en général à titre saisonnier (la majorité des parcs de loisirs ferment en hiver) se retrouvaient, au bout de quelques mois d'activité, sans travail et sans plus d'atouts qu'auparavant pour en trouver. On était dans le cas de figure du « petit boulot ».

Par chance, un certain nombre de responsables de parcs ont assez vite compris que la réussite de leur entreprise tiendrait pour une bonne part à la qualité des services que leurs employés seraient capables de rendre aux visiteurs. La profession a commencé à s'organiser : un syndicat professionnel a été créé sous le nom de France Parcs ; il regroupe aujourd'hui une cinquantaine de parcs de loisirs et d'attractions, soit la majorité d'entre eux, même si Euro Disney et le Futuroscope n'en font pas partie.

En janvier 1994, une convention collective a été élaborée avec les institutions nécessaires à la gestion de la branche professionnelle : en particulier, une commission nationale paritaire, qui s'est mise à réfléchir à des formations adaptées aux besoins spécifiques de la profession.

En la matière, la société du Parc Astérix a une longueur d'avance. Pour faire face au défi que représentait l'intégration de quelque mille employés pour sa première saison, elle a fait appel aux pouvoirs publics qui s'étaient eux-mêmes tournés vers l'AFPA, avec qui un accord a été signé : outre le recrutement et la formation du personnel, il prévoyait qu'après la première saison, les deux parties mèneraient ensemble une réflexion sur la façon dont une certaine permanence pourrait être donnée aux emplois. Organisme public rattaché au ministère du

travail, l'AFPA prépare à des diplômes reconnus ; mais elle a également pour fonction de contribuer à l'élaboration et à l'homologation de nouvelles formations diplômantes. C'est sur ces deux terrains qu'a porté la collaboration avec Parc Astérix.

FORMATION D'OPÉRATEURS

Le cadre choisi a principalement été celui du contrat de qualification. En adaptant l'alternance qu'il prévoit au rythme saisonnier du travail dans les parcs, il a offert à des jeunes, le plus souvent en grande difficulté pour trouver un emploi, douze ou dix-huit mois d'activité consécutifs, dont quatre à cinq mois de formation à temps complet. Outre une expérience pratique, ceux-ci ont pu acquérir une série de qualifications reconnues, comme celles d'agent de tourisme, agent de restauration, technicien polyvalent de tourisme ; et ont également participé à l'expérimentation de nouvelles formations, plus étroitement liées à la réalité particulière des parcs.

En octobre 1996, un nouvel accord est conclu. Cette fois, il s'agit d'un accord-cadre signé, non plus seulement avec Parc Astérix, mais avec le syndicat professionnel France Parcs. L'objectif est global : doter la profession de la gamme de qualifications dont elle a besoin et l'amener jusqu'à la reconnaissance officielle.

Pour le moment, une première formation « de base » est en cours d'élaboration et d'expérimentation, suivie par une centaine de jeunes : celle d'opérateur de parc de loisirs. Elle a été conçue par un organisme privé (JMSA Formation Conseil), dirigé par un ancien responsable de la formation au Parc

Astérix, bon connaisseur du métier, et qui travaille en tandem avec l'AFPA. D'autres parcs comme Bagatelle (Pas-de-Calais), le Futuroscope (très impliqué, même s'il ne fait pas partie de France Parcs), la Mer de sable, le Pal (dans l'Allier) participent à l'opération.

Faute de pouvoir offrir un travail permanent (les tentatives faites pour organiser un couplage avec les métiers de la neige ayant échoué parce que trop exigeants en matière de mobilité), la profession s'est donnée un autre but : fournir une formation qui, non seulement la pourvoie en personnel qualifié, mais fasse du passage par le parc un « ticket d'accès » à d'autres métiers également axés sur l'accueil : bonne connaissance des problèmes d'ensemble, polyvalence, compétences en langues étrangères... Avec par ailleurs une bonne expérience du terrain, les salariés des parcs, s'ils n'ont pas la stabilité de l'emploi, ne devraient pas manquer d'atouts pour une insertion professionnelle satisfaisante.

Marie-Claude Belbeder

Club STRATEGIES MANAGEMENT
2 rue de la République, 93
Henri Vacquin et Yvon Minvielle
20 rue de la République, Paris 75001
Accueil de
Henri Vacquin
Groupe de Recherche sur le
MANAGEMENT SOCIAL
Renseignements : 01 47 34 26 36 - fax 01 45 66 50 30

Trouver un emploi
le guide

Recherche d'emploi et reconversion professionnelle
Une approche marketing du marché du travail
En vente en librairie 119 F, 280 pages
LES ÉDITIONS D'ORGANISATION

Secteurs de Pointe - Informatique

Ingénieurs débutants

POUR NOTRE DIRECTION
DE L'INFORMATIQUE

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, titulaire d'une MAGE ou d'un DESS en informatique, la Société Générale vous propose de participer à l'évolution de son système d'information.

En liaison avec les utilisateurs, vous concevez et réalisez des projets dans un environnement technique novateur (Unix, Client/Serveur, Objet, Ateliers de Génie Logiciel, ... sur Micros, Grands et Moyens Systèmes) et des secteurs d'activité variés : marchés de capitaux et international, gestion des valeurs mobilières et moyens de paiement, banque à distance et marketing, comptabilité, etc. De réelles opportunités d'évolution de carrière vous seront offertes en fonction de vos aspirations et de vos compétences.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence CD/INF à Catherine Dropp, Société Générale, Service du recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le goût du terrain pour conseiller nos usines en matière d'utilités...

Lu, Panzani, Danone,

Evian, Kronenbourg,

le groupe DANONE

est le 3^e groupe

alimentaire européen :

77 Mds de F de CA,

68 000 personnes,

plus de 100 filiales,

implantées

dans 37 pays.

Le Groupe Danone possède un département de conseil spécialisé dans le domaine des utilités (énergies, eau et environnement), INGETEC, qui intervient dans les unités industrielles du Groupe, notamment dans les zones à forte croissance : Amérique, Asie, Europe de l'Est.

Rattaché au directeur d'INGETEC que vous secondez, vous réalisez de nombreuses missions de courte durée dans les différentes usines du Groupe :

- pour les projets de nouvelles usines, vous êtes l'expert qui optimise le lot « fluides » (définition des besoins, cahier des charges, négociation),
- dans les usines en activité, vous élaborez et mettez en place des programmes pour maîtriser les dépenses d'énergie, d'eau, de stations d'épuration.

De formation grandes écoles ou ENSI, vous avez entre 35 et 40 ans et une solide expérience technique. Vous êtes autonome mais aussi capable de travailler en équipe. Vous aimez le travail de terrain, que vous avez pratiqué, ainsi que les réflexions de politique industrielle.

Poste basé à Levallois-Perret (92). De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature sous référence ING 2 à notre conseil, Logic Systems, BP 48, 94160 Saint-Mandé.



N°1 mondial de la micro-informatique, Compaq est passé en 3 ans du 16^{ème} au 3^{ème} rang mondial des Constructeurs Informatiques.

Aujourd'hui, afin d'accélérer la croissance de notre activité Systèmes d'Information d'Entreprises (serveurs, stations de travail, micro-ordinateurs, produits d'interconnexion de réseaux, portables, produits multimédia, internet), nous recrutons des collaborateurs à fort potentiel.

Votre profil

De formation supérieure, vous justifiez idéalement de 3 ans d'expérience acquise chez un Constructeur Informatique dans les domaines suivants : Main-Frame, Mini, Serveurs, Stations de Travail, Produits de Réseaux.

Personnalité terrain, votre sens de la relation client et votre créativité commerciale font de vous un interlocuteur efficace et vous permettent d'être une force de propositions, en terme de stratégie et de développement d'opportunités commerciales.

Votre maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

GRANDS COMPTES Réf. MA/V11/96

Vous développez le Chiffre d'Affaires sur l'ensemble de la gamme de produits Compaq et élaborez une stratégie commerciale Grands Comptes.

PRODUITS D'INTERCONNEXION DE RÉSEAUX Réf. NP/D11/96

Vous développez le Chiffre d'Affaires et commercialisez la gamme de produits d'interconnexion de réseaux : Cartes, Concentrateurs, Commutateurs, Routeurs.

STATIONS DE TRAVAIL Réf. STS/11/96

Vous contribuez au lancement de notre gamme "station de travail" et élaborez la stratégie commerciale adaptée à ce marché.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Réf. TEC/11/96

Vous êtes responsable du Support Technique Avant-Vente dans les domaines suivants : Architecture Systèmes, Bases de données (Oracle, SQL Serveur...), Applicatifs (SAP, Oracle Applications, BAAN...).

Ces postes sont basés en région parisienne

Vous soumettez nous « suite » ?

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions), en indiquant la référence correspondante, à C. Patou Responsable Recrutement - Compaq France - 5, Allée Gustave-Eiffel 92442 Issy-les-Moulineaux, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.

COMPAQ

A SUIVRE...

Ingénieur Marketing



Notre Groupe, présent sur les marchés automobile mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Notre Branche, leader mondial dans son secteur d'activité, recrute pour son Centre d'Etudes Produits Nouveaux situé à Saint Omer (83) un Ingénieur Marketing Produits/Marchés.

Votre mission couvrira 4 domaines d'intervention : analyser les concurrents et les clients de Valeo Embayages, déterminer les besoins des constructeurs automobile mondiaux, prendre en charge le marketing opérationnel (dossiers de communication, promotion, base de données prix, salons, ...), réaliser des études de marketing produit.

De formation Ingénieur Généraliste, doublée d'un 3^{ème} cycle en Marketing, Gestion ou MBA, vous justifiez d'une expérience en marketing industriel ou en développement produit/projet.

Anglais impératif, mobilité requise (déplacements à prévoir), pratique des outils informatiques (tableurs, base de données).

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant votre rémunération actuelle à VALEO RECRUTEMENT - BP 211 78889 PARIS Cedex 17 sous la référence 60.156/1 portée sur lettre et enveloppe. La sélection des candidatures sera effectuée par notre partenaire MERCURE URVAL.

Valeo compte plus de 30 000 personnes réparties en neuf Branches d'activité. Le Groupe dispose de 88 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 85 milliards de francs, dont près de 65 % hors de France.



Aujourd'hui, pour notre Direction des Etudes et Planification, nous recherchons un

Jeune Ingénieur

Vous serez d'abord intégré à notre Direction des Etudes et de la Planification, équipe composée de jeunes ingénieurs. Dans un environnement de base de données relationnelles à la pointe de la technologie, vous prendrez en charge une partie de l'informatique de notre fichier commercial depuis l'analyse des projets jusqu'à leur réalisation.

Vous interviendrez sur des projets d'optimisation de notre activité en faisant éventuellement appel à la technique des systèmes experts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous la référence C001 à Marie-Hélène AUCLAIR - Compagnie Bancaire - 5 avenue Kléber - 75110 PARIS.

ce telem

Ecouter,
Transmettre,
Agir

Unilog Consultants a le verbe actif

Consultants

Avec 2000 personnes, Le Groupe Unilog est l'un des premiers acteurs français de Conseil et d'Ingénierie en Informatique.

UNILOG CONSULTANTS filiale spécialisée dans le pilotage du changement et l'évolution des systèmes d'information, intervient directement dans :

- la conception de systèmes d'organisation et d'information capables d'accompagner les plans de progrès de ses entreprises clientes,
- la mise en œuvre de solutions associant étroitement métiers, technologies de l'information et conduite du changement,
- la maîtrise de l'intégration de projets dans l'entreprise.

Nous recrutons des Consultants de formation scientifique ou grande école, pour participer à notre développement, dans les secteurs de l'Assurance, des Caisses de Retraite et de la Banque.

Vous avez une expérience professionnelle de 3 à 4 ans en organisation et en conception de Systèmes d'Information dans les secteurs précités, notamment dans les domaines suivants : Comptabilité, Contrôle de gestion, Marketing ou Commercial.

Votre curiosité intellectuelle et votre aptitude à communiquer, alliées à vos compétences métier, vous permettront d'accompagner nos clients dans leur mutation. Au sein d'une entité à taille humaine, nous vous offrons l'opportunité de développer votre potentiel sur des projets motivants.

Après une formation à nos méthodes, vous interviendrez sur des missions telles que : évaluation des Systèmes d'Information, schémas directeurs opérationnels et conception d'architectures applicatives de grands projets. Vous valoriserez votre compétence au sein d'équipes pluridisciplinaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. CLTRAS96, en précisant le poste choisi, à :

UNILOG CONSULTANTS
C. Clercq-Roques
97, boulevard Péreire
75017 Paris.



La Maîtrise du Changement

مكتبة من الامم

La priorité pour les DRH : mobiliser le personnel sur les objectifs stratégiques

D'après une enquête de la Cegos, cabinet-conseil en management, les attentes relatives au salaire sont reléguées au second plan

Les résultats sont inédits. Depuis 1991, la Cegos publie tous les ans une étude consacrée à la fonction ressources humaines (ses effectifs, ses activités, sa productivité, ses coûts, les outils qu'elle utilise) ; mais le cabinet, conseil et formateur en management, a attendu 1996 pour interroger les entreprises sur leurs attentes en matière de ressources humaines. Les interviewés (1) ont dû hiérarchiser 31 propositions susceptibles « de constituer des objectifs pertinents ». D'emblée, cinq idées, citées par plus de 50 % des entreprises, se détachent du peloton. En numéro 1, on trouve la volonté de « mobiliser le personnel sur les objectifs stratégiques de l'entreprise ». En numéro 2, celle de « préserver la paix sociale ». Vient ensuite « développer les compétences », suivi par « développer la qualité du management » et enfin, en cinquième position, « préparer le personnel aux activités et aux métiers de demain ».

Autre surprise par rapport au climat et à la médiatisation actuels : l'aménagement du temps de travail n'apparaît qu'en dix-septième position, loin derrière, par exemple, la volonté de « faire partager les valeurs de l'entreprise à l'ensemble des salariés » (huitième position). Voilà pour les chiffres qui reflètent l'ensemble de la tendance.

Une analyse plus fine montre clairement les différences obtenues selon la taille de l'entreprise interrogée et son secteur d'activité. Prenons, par exemple, les en-

treprises qui privilégient la préservation de la paix sociale. Elles comptent moins de salariés que celles de la moyenne de l'enquête (380 salariés contre 450), ont un chiffre d'affaires en développement, mais perdent de l'argent. Les empreintes statutaires y sont fortes. Pour éviter que « tout se déchire », explique Michel Gautier, directeur de la division management ressources humaines à la Cegos, elles souhaitent « limiter les licenciements » (tout en insistant sur la « nécessité de réduire les effectifs ») et « communiquer sur la

Un avenir plus serein ?

Les DRH auraient fini d'avoir le bûne. C'est l'une des hypothèses formulées par la Cegos à la suite de son enquête annuelle sur la fonction ressources humaines. « Les perspectives sont favorables, affirme Michel Gautier, directeur de la division management ressources humaines du cabinet-conseil. Il est sûr que de nombreux DRH auront encore à réaliser des plans sociaux, mais on sent que leur discours de perdant tend à s'estomper. » Argument cynique qui plaide en faveur de cette hypothèse : « Les entreprises réalisent qu'elles sont allées trop loin en termes de restructuration. Elles doivent désormais travailler avec les survivants, donc re-motiver. »

Autre élément, plus anecdotique, mais « tout de même révélateur » : la nature des dossiers envoyés au cabinet-conseil qui distribue depuis plusieurs années un prix de l'innovation sociale : « En 1994 et 1995, des entreprises nous soumettaient des expériences qui mettaient en avant la bonne qualité des plans sociaux qu'elles avaient réalisés. Nous n'avons rien reçu de cet ordre pour 1996. »

politique RH ». Le secteur de la chimie est, selon la Cegos, dans cette configuration. Les banques-assurances affichent, et c'est loin d'être une surprise, des préoccupations plus urgentes. Avec elles, « l'amélioration du ratio masse salariale/chiffre d'affaires » passe du quatrième au septième rang. Elles insistent aussi fortement sur la nécessité de « développer la mobilité interne » et s'intéressent davantage que l'ensemble des entreprises de l'échantillon, à « la flexibilité de l'emploi ». Le secteur a devant lui

des années sombres en termes de restructurations, cela se traduit bien dans l'enquête.

En revanche, la métallurgie, qui a déjà opéré nombre de restructurations, réfléchit visiblement plutôt à la manière de remobiliser ses salariés. Ce n'est pas un hasard si les entreprises concernées soulignent l'importance de « l'implication du management dans la gestion des ressources humaines », du « développement du management par projet » et de « la négociation avec les partenaires sociaux et la politique contractuelle ». Même si

attente ne soit plus prioritaire. En revanche, le chantier de « la recherche de flexibilité de la masse salariale » reste un objectif majeur.

Le questionnaire de la Cegos ayant été essentiellement rempli par les DRH eux-mêmes, Michel Gautier admet qu'« un biais statistique est possible dans la mesure où les interviewés auront voulu valoriser leur fonction ». Mais, insiste-t-il immédiatement, les projets qui nous sont aujourd'hui confiés recourent bien les résultats de notre enquête, puisqu'ils portent majoritairement sur le développement des compétences et la mobilisation des salariés. La mise en place de stratégies diversifiées, « y compris dans des domaines où la marge de manœuvre est a priori réduite, comme la paie, par exemple » semble, elle aussi, bel et bien confirmée avec un indice qui, selon la Cegos, ne trompe pas : les effectifs de la fonction ressources humaines.

Ainsi, alors que certains experts en pronostiquaient la réduction drastique, pour cause de resserrements budgétaires, il n'en a rien été. « En 1991, relève Michel Gautier, la fonction représentait en moyenne 2 % des effectifs dans une entreprise. En 1996, nous en sommes à 1,8 % ; ce qui ne correspond pas vraiment à l'effondrement annoncé. » Elle se professionnalise aussi de plus en plus, puisque, à en croire les chiffres de l'enquête, les cadres représentent 43 % des effectifs d'une DRH, deux fois plus que le taux de cadres moyens d'une entreprise, qui est de 22 %.

Marie-Béatrice Baudet

(1) L'échantillon interrogé est composé de 145 entreprises (de 200 à plus de 5 000 salariés) regroupées en cinq secteurs : les services, la métallurgie, la chimie, les banques-assurances et autres industries.

RENCONTRES

● DÉVELOPPEMENT RURAL. « Les services au cœur du développement rural », c'est le thème du colloque national qui réunira, les 20 et 21 novembre, des responsables de collectivités territoriales, d'organismes de formation, d'associations ainsi que des chefs d'entreprise et de nombreux chercheurs. Selon les organisateurs (l'Association des ruralistes français, la Caisse des dépôts et consignations, le Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale, etc.), plusieurs éléments justifient cette manifestation. L'idée, tout d'abord, que des services accessibles et de qualité sont indispensables à l'intégration des populations. De même, en matière d'aménagement des territoires, l'option doit être prise de maintenir un minimum de services dans les régions très dévitalisées, posant ainsi la question des relations entre communes rurales et pôles structurants. Contact : Celavaz. Tél : 01-48-24-09-41.

● EMPLOI. L'institution générale interprofessionnelle de retraite des salariés (Igris) organise au Sénat, à Paris, le 28 novembre, une rencontre sur « Fin de carrière et emploi : gérer les contradictions ». Jacques Barrot, ministre du travail, ouvrira les débats, relayé ensuite par des directeurs de ressources humaines et des syndicalistes. Contact : Igris. Tél : 01-49-68-63-88.

● SERVICES DE PROXIMITÉ. Le Livre blanc « Croissance, compétitivité et emploi. Débats et voies pour entrer dans le XXI^e siècle » a mis l'accent sur le potentiel des services de proximité en termes de réponses à des nouveaux besoins et de nouveaux emplois. Il y a là, concluait-il, un enjeu déterminant pour l'avenir de nos modes de vie en Europe. La Commission européenne a par la suite fait faire une enquête autour de ce thème, qui a donné lieu à la publication, en 1995, d'un document de travail intitulé : « Les initiatives locales de développement et d'emploi ». C'est dans ce cadre que s'inscrit le colloque européen organisé à Lille, les 6 et 7 décembre (« Les initiatives locales en Europe : un enjeu de société ») en coopération avec le conseil régional Nord-Pas-de-Calais et le Crida, équipe membre d'un laboratoire du CNRS, l'objectif étant d'actualiser ce champ de recherche évolutif. Contact : Crida. Tél : 01-42-29-93-89.

● EXPOSITION. Des milliers de salariés télétravaillent, en liaison directe avec leurs employeurs, leurs clients ou leurs fournisseurs. 35 % de la population active se disent prêts à essayer rapidement ce nouveau mode d'organisation. « Téléservices, solutions, télétravail 97 », qui se tiendra les 19-20-21 mars 1997 (CNIT Paris-La Défense), sera la première exposition-conférence consacrée au télétravail, aux téléservices et à leurs applications. Au programme, plusieurs ateliers et conférences (télé-activités et entreprise, télé-activités et aménagement du territoire, télétravail/téléservices et emploi, etc.) qui feront le point sur le sujet. Contact : Infopromotions. Tél : 01-44-39-85-00.

● ORGANISATION. A l'heure où le temps de travail est au cœur du débat social, de nombreuses entreprises s'interrogent sur les modalités d'action dans ce domaine : pourquoi s'engager dans une démarche d'aménagement et de réduction du temps de travail ? Quels gains en attendre ? Quels coûts ? Comment s'y prendre ? C'est pour essayer de répondre à l'ensemble de ces questions que le ministère du travail et des affaires sociales, l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) et Aravis (action régionale de l'Anact) organisent le mardi 26 novembre au Palais des Congrès de Lyon, un « Forum temps de travail » où une trentaine d'entreprises qui se sont déjà engagées dans une démarche de réorganisation viendront apporter leurs témoignages. Contact : Aravis. Tél : 04-72-77-85-30.

FORMATION

● INSERTION. Il existe plus de 400 jeunes diplômés demandeurs d'emploi de plus d'un an (et en général Rmistes) sur Paris. Mais il est très difficile de leur faire parvenir une information sur leurs droits et les offres d'emploi car ils se rendent peu dans les agences de l'ANPE. C'est à leur intention que le Crefac (Centre d'étude et de formation) lance un cycle d'insertion pour demandeurs d'emploi, jeunes diplômés bac + 4, bac + 5 ou bac + 6. Cette formation, financée par la direction départementale du travail de Paris, est réservée aux seuls habitants de la capitale. Le cycle commencera le 18 novembre et durera 19 semaines dont 10 semaines de mission en entreprise. Contact : Lucien Petot. Tél : 01-48-46-51-99.

● DROIT. Le Conservatoire national des arts et métiers propose un cycle de conférences, dont l'accès est libre, autour de la question de « justice et citoyenneté ». L'accroissement et la modification des règles de droit, notamment sous l'effet des traités internationaux, ainsi que le renvoi au juge d'une action de médiation sociale tendant à remplacer la décision autoritaire, offrent de nouvelles possibilités au citoyen, qui restent souvent largement ignorées. Contact : chaire de droit commercial au Cnam. Tél : 01-40-27-25-32.

● GUIDE. Environ 4500 diplômés de l'enseignement supérieur sont accessibles par la formation continue dans plus de six cents services de formation d'établissements ou structures universitaires, IUT, écoles d'ingénieurs. Réalisé par le Centre Inffo à la demande du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, un guide présente le potentiel d'offres de formation de l'ensemble de ces structures et analyse les caractéristiques de ce réseau (980 p., 400 F. Vente par correspondance ou sur place. Centre Inffo. Tour Europe, 92049 Paris-La Défense. Tél : 01 41 25 22 27).

● MANAGEMENT. Le groupe HEC (Programmes pour dirigeants) lance un nouveau séminaire de deux jours intitulé « Géomarketing, comment adapter les réseaux commerciaux et les opérations de marketing direct aux réalités des marchés locaux ». L'objectif de cette formation est de décrire les apports du géomarketing en présentant les outils nécessaires pour le management de réseaux commerciaux et la sectorisation de territoires, la gestion relationnelle clients, l'analyse et la redistribution des implantations commerciales. Ce nouveau programme est destiné aux directeurs et collaborateurs, responsables notamment des services Commercial client et Commercial réseau. Contact : Groupe HEC. Tél : 01-39-67-70-10.

MÉTIER

● MONTAGNE. Depuis 1994, les professionnels de la montagne se réunissent chaque année pour discuter emploi, métier et formation. 1996 ne déroge pas à la coutume : le Festival international des métiers de montagne se déroulera du 21 au 24 novembre prochain à Chambéry (France). La manifestation est une grande bourse de l'emploi, mais aussi l'occasion de revenir sur les spécificités des métiers des cimes : plurialité et double emploi, notamment. Rappelons que, depuis 1991, les jeunes intéressés par ces carrières peuvent se procurer un guide des formations aux métiers de la montagne : Le Guide TCAP. L'accès au Festival est libre et gratuit. Mais il est nécessaire de s'inscrire auprès des organisateurs pour participer aux débats et carrefours. Tél : 04-79-60-20-84. Fax : 04-79-60-20-74.

Le capital-risque ne veut plus se limiter à un rôle de banquier

L'aide à la création de PME innovantes s'appuie désormais sur des équipes pluridisciplinaires qui prennent le pas sur les pôles de financiers

Détester, investir, accompagner : telles sont les trois étapes qui, selon les professionnels du capital-investissement, caractérisent le mieux leur activité. Depuis le début des années 80, une catégorie particulière d'investisseurs est apparue en France : les « capital-risqueurs ». Spécialisés au départ dans la création de PME innovantes, dans le domaine des hautes technologies, un filon vite performant, ils ont déchanté par la suite. Aujourd'hui, le secteur est sinistré. Les survivants ont donc réagi : depuis deux ans, leurs activités ont été recentrées et leurs équipes enrichies. La démarche exclusive-ment financière laisse peu à peu la place à une approche pluridisciplinaire du métier.

Alors que la technique financière du venture capital a fait des prodiges dans la Silicon Valley, favorisant des réussites technologiques, comme celles de Microsoft, Oracle ou Intel, elle a connu en France une évolution beaucoup plus terne. Après l'engouement du milieu des années 80, qui a vu la plupart des grandes banques et compagnies d'assurances créer leur filiale de capital-risque, la profession a progressivement banni le terme de « risque » de son vocabulaire pour lui préférer l'expression, nettement plus neutre, de « capital-investissement ». « Cette évolution des termes reflète une réalité bien concrète : le capital-développement et l'aide à la transmission ont pris le pas sur le capital-risque », souligne Gonzague de Bégnières, directeur général de Barclays Capital Développement. La vocation première du capital-risque - l'aide

à la création d'entreprises innovantes - a donc peu à peu laissé la place aux opérations de succession ou de refinancement. Sécurité et rendement obligent, les investisseurs ont souhaité minimiser les risques.

Cela apparaît clairement dans les données statistiques fournies par l'AFIC (Association française des investisseurs en capital) : les montants investis en France par le capital-risque s'élevaient à 382 millions de francs en 1995 - soit 7 % des sommes drainées par le capital-investissement (5,5 milliards de francs) - contre 20 % en 1991 (691 millions de francs). Une tendance que déplore Michel Cicurel, vice-président de Cérus, auteur d'un rapport dans lequel il indique que la France souffre d'une « pénurie de financements » à destination d'entreprises innovantes.

Première explication de cette « pénurie » : le rendement de l'activité est au plus bas, donc peu attractif. Alors que le taux de rentabilité interne (TRI) du capital-transmission a atteint 27,4 % entre 1990 et 1995, celui du capital-risque frise, lui, les -14 % !

L'AIDE AU CRÉATEUR

Mais cette rentabilité n'est elle-même qu'un résultat. « Le vrai problème, c'est qu'il a fallu que la profession mûrisse en France. Après les cuisants échecs qu'elles ont essayés dans les années 80, les équipes qui se consacrent au capital-risque ont dû acquiescer de l'expérience », souligne Frédéric de Broglie, PDG de 3I (investor in Industrie) France. L'activité de capital-risque exige beaucoup plus qu'un simple « saupoudrage » ça et là de quel-

ques millions de francs en attendant que « vienne la réussite ». « C'est une activité qui demande énormément de temps et qui connaît en outre un taux de sinistre très fort, explique Frédéric de Broglie. Prenez par exemple le capital-développement : un collaborateur peut être chargé en même temps de sept à huit dossiers. Pour le capital-risque, deux dossiers, c'est le maximum. »

APPROCHE TECHNOLOGIQUE

Il est vrai que l'aide à la création de PME innovantes exige une démarche très différente du capital-investissement. « Il faut tout à la fois aider son créateur à monter son business plan (étude préalable), le conseiller pour créer son entreprise, lui apporter des fonds et, surtout, l'accompagner pendant deux à cinq ans dans la gestion du projet », explique Paul-Louis Santy, DG de Sudinova, société lyonnaise de capital-risque spécialisée dans les technologies de l'information.

Autant dire que les compétences requises ne peuvent se limiter à de strictes compétences financières. C'est d'ailleurs une des difficultés qu'a rencontrées l'activité tout au long des années 80. La plupart des grandes banques et institutions financières ont créé des filiales de capital-risque, confiées à des équipes de banquiers. Elles ont presque toutes disparu aujourd'hui. « Ce n'est pas un métier de banquier, commente Philippe Claude, associé gérant d'Atlas Venture. Il exige non pas une démarche financière, mais une approche technologique et de marché. »

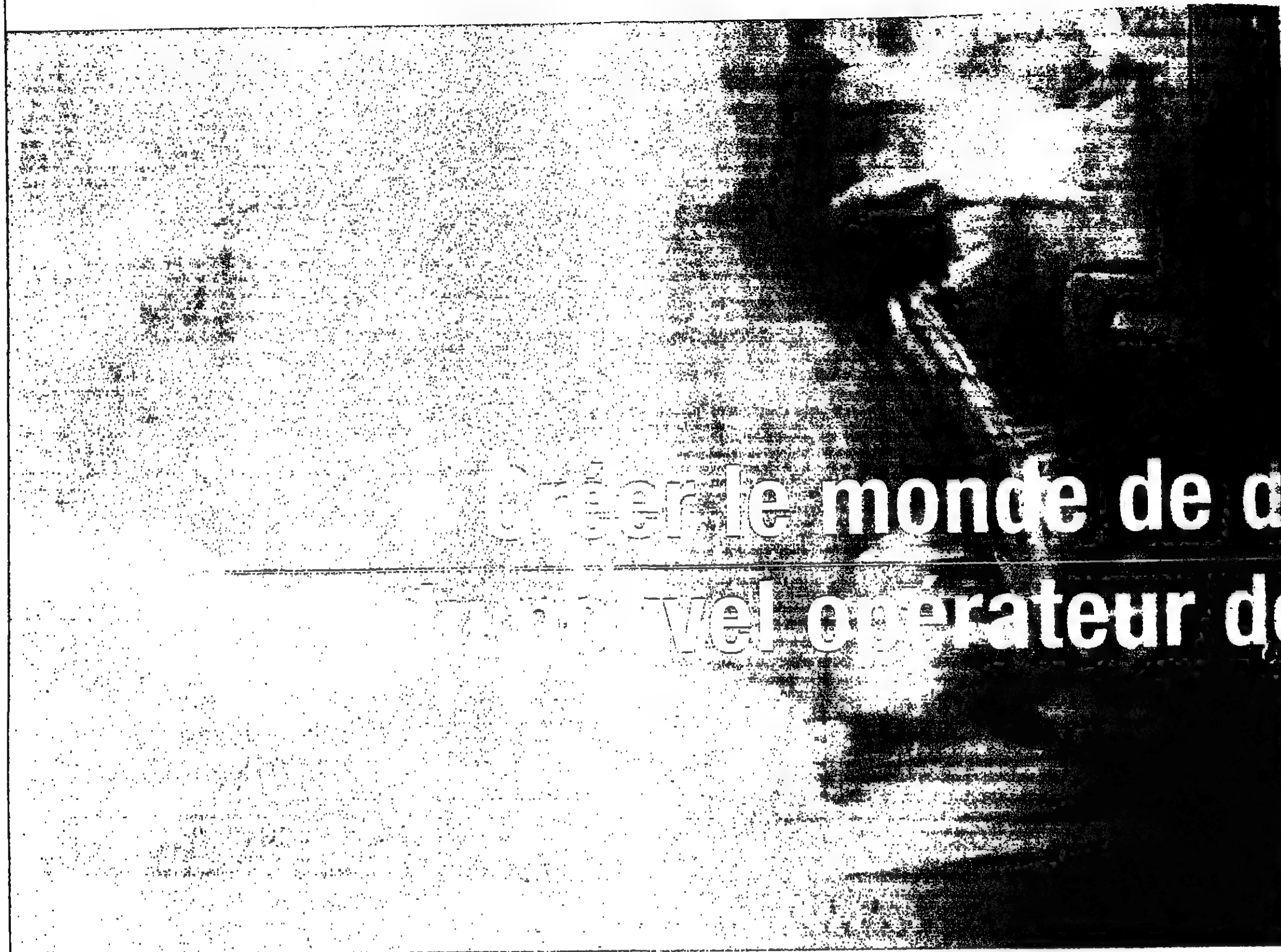
Parmi la douzaine de sociétés qui font aujourd'hui du capital-risque en France, la plupart se sont recon-

trées sur des domaines bien spécifiques de technologies (sciences de la vie, santé, techniques de l'information, etc.) et ont recruté dans leurs équipes des spécialistes de ces technologies, des conseillers scientifiques (ingénieurs), des diplômés d'écoles de commerce. Bref, des compétences complémentaires qui ne laissent qu'une part minime à l'approche strictement financière, tout en donnant un caractère pluridisciplinaire aux équipes. « Comme nous ne bénéficions pas en France du réseau d'un grand groupe, les compétences commerciales sont vitales pour démarrer », souligne-t-on à 3I. Voilà pour la prospection (détecter). Restent l'expertise (investir) et le conseil (accompagner). « Sur ces deux points, la focalisation et le travail en réseau sont essentiels, indique Jean Jacquin, directeur général de Finnovelec. Dans les années 80, nous traitions de 25 à 30 dossiers par an. Aujourd'hui, nous nous limitons à 7 ou 8. Ensuite, dans le domaine technologique, il a fallu construire une capacité d'expertise et de conseil. Nous avons un comité scientifique, des correspondants aux États-Unis, au MIT, mais également au CNRS, à l'Inria, etc. »

En 1992, lorsque Finnovelec hésite à financer les recherches d'une PME innovante de Grenoble, ses dirigeants font appel à des spécialistes américains qui se déplacent en France pour expertiser le projet. Deux ans plus tard, l'entreprise baptisée Silas passe pour être l'une des plus brillantes réussites françaises en matière de technologie de pointe.

Olivier Plot

VIII / LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996



Créer le monde de demain. Nouvel opérateur de télécom.

Le 1^{er} janvier 1998, 85 % du marché des télécommunications aujourd'hui sous monopole seront ouverts à d'autres opérateurs. Plutôt que d'occuper seulement quelques "niches" dans le formidable marché des télécommunications de demain, où les transmissions de la voix, des données, de l'image connaîtront un accroissement exceptionnel, CEGETEL, le pôle télécommunications du Groupe Générale des Eaux, a choisi d'être un opérateur global sur l'ensemble du territoire français. Ses références sur les réseaux actuellement ouverts à la concurrence : SFR dans le téléphone mobile, Tam Tam dans les paggers... parlent déjà haut et fort. Dans un peu plus d'un an, c'est sur la téléphonie fixe, dans l'offre de services interurbains et internationaux, que CEGETEL prendra une autre dimension. Pour être à l'heure à ce rendez-vous, CEGETEL Longue Distance constitue dès aujourd'hui ses propres équipes.

DIRECTION TECHNIQUE

Pour notre Direction Technique, responsable des choix techniques, de la détermination du réseau à déployer et de sa qualité, nous constituons nos équipes de planification, de transmission et de commutation et recherchons des :

Ingénieurs planification

Senior (réf. FB/11/01) - Junior (réf. FB/11/02)

Vous définissez et optimisez le schéma directeur du Réseau Fixe National. Ingénieur télécom, vous avez développé votre expertise en planification de réseau (environ 10 ans d'expérience pour le senior, 2 à 4 ans d'expérience pour le junior).

Chefs de projet transmission (réf. FB/11/03)

Vous assurez, pour le compte de la Direction Technique, le suivi du projet de déploiement du réseau de transmission. Ingénieur télécom, vous avez une expérience significative en management de projets dans le domaine des transmissions et possédez de bonnes connaissances en équipements SDH, fibres optiques et faisceaux hertziens.

Ingénieurs système (réf. FB/11/04)

Pour le réseau de transmission, vous définissez les choix techniques fondamentaux en matière d'architecture, de matériel et de système de gestion. Vous participez à la sélection et assurez le suivi des fournisseurs. Ingénieur télécom, vous avez une expérience confirmée chez un constructeur télécom et de bonnes connaissances en SDH et/ou faisceaux hertziens.

Ingénieurs validés

Vous mettez en place la mise d'équipements de transmission. Ingénieur télécom, vous avez une expérience similaire acquise chez un opérateur d'homologation.

Ingénieurs support

Pour le réseau de transmission d'exploitation/maintenance, vous assurez la collaboration avec les services de maintenance. Ingénieur télécom, vous avez une expérience dans le secteur des télécoms.

DIRECTION DES SERVICES

Au cœur de notre métier d'information, vous concevez et assurez le fonctionnement de l'ensemble du réseau de télécom, gestion de la clientèle. Nous constituons nos équipes.

Responsables

Spécialiste de l'un des domaines, vous assurez la gestion d'un projet dans le secteur des télécoms.

fon (réf. PA/11/00)

ndologie de recette et validez les réceptions
n.

ne expérience confirmée dans une fonction
structeur télécom et/ou en laboratoire

Art exploitation (1942 PW/11/06)

n, vous élaborez la méthodologie
ous suivez sa mise en œuvre en étroite
s concernés et vous assurez également
L
une expérience confirmée en exploitation

LES D'INFORMATION

érateur, la Direction des Systèmes
en place les systèmes et outils indispensables
né : supervision et administration du réseau
ne, gestion administrative et financière.
en maîtrise d'ouvrage et recherchons des

projet

nes cités, vous prenez la responsabilité

Vous intervenez depuis la définition du cahier des charges en relation avec les utilisateurs jusqu'à la mise en exploitation et pilotez l'intervention des sous-traitants.

■ Informatique technique (réf. CP/11/01)

Ingenieur, vous avez une expérience confirmée de la conduite de grands projets chez un opérateur télécom.
Vous maîtrisez l'environnement architecture client/serveur, Unix, Oracle.

■ Question de élite (p. 127/128)

De formation supérieure, vous avez conduit des projets de gestion autour d'une clientèle d'abonnés : plate-forme de télévente et de prise de commande téléphonique, facturation...
Vous maîtrisez l'environnement architecture client/serveur, Unix, Oracle.

Vous maîtrisez l'environnement architecture client/serveur, Unix, Oracle.

■ **Gestion administrative et financière** (réf. CP/11/03)

De formation supérieure, vous conduisez des projets dans l'un des domaines suivants : comptabilité, contrôle de gestion, achats... La maîtrise de SAP R3 est indispensable.

DIRECTION DU DEPLOIEMENT

Notre Direction du Déploiement bâtit le Réseau Fixe National.
Elle est en charge de l'ingénierie et de la réalisation des implantations
et pilote différents corps de métiers.
Nous constituons nos équipes de maîtrise d'ouvrage et recherchons des

Directeurs de travaux (644 627/11/MD)

Vous êtes responsable de la mise en œuvre des sites techniques et/ou des infrastructures réseau, dans le respect des délais et des coûts.

Vous pilotez également les sous-traitants.
Ingénieur généraliste, vous disposez d'une expérience confirmée de la conduite de projet (BTP, génie civil, réseaux...) et vous connaissez l'environnement des collectivités locales.

Superviseurs de travaux (règl. CP/11/05)

Vous coordonnez l'activité des différents intervenants pour la réalisation des sites et/ou des infrastructures réseau.

De formation bac + 2, vous avez une expérience confirmée de la coordination de travaux (BTP, génie civil, réseaux...).

Ingenieurs bureau d'études

- Bâtiment (réf. EP/11/08)
- Génie électrique (réf. EP/11/07)
- Génie climatique (réf. EP/11/08)

Expert dans l'un de ces domaines, vous coordonnez l'activité des bureaux d'études sous-traitants. Vous êtes ingénieur confirmé en bureau d'études.

Vous êtes prêt à créer le monde de demain, adressez-nous dès aujourd'hui votre dossier de candidature sous la référence choisie.

Merci de préciser également vos disponibilités géographiques pour les références CP/11/04 et CP/11/05.

**CEGETEL, Direction des Ressources Humaines, Tour Esplanade,
1 place Carpeaux, 92915 Paris-La Défense cedex.**

CEGETEL

X / LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique Réseaux Télécommunications

DIVISION TÉLÉCOM



Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche pour sa Division TELECOM en très fort développement :

Ingénieurs confirmés et débutants

Systèmes d'information
pour les opérateurs de Télécommunications

Vous serez responsable de la conception et de la réalisation de systèmes d'information pour nos clients opérateurs, en France, en Europe et dans le reste du monde (continents Nord et Sud-Américain, Asie, Afrique). Au sein d'une équipe de 3 à 20 personnes, vous serez chargé d'effectuer avec les décideurs et les utilisateurs les choix stratégiques en matière de déploiement de logiciels et/ou de développements spécifiques. Vous développerez une double compétence de consultant et d'ingénieur, dans un secteur d'activité passionnant : les Télécommunications.

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous possédez une expérience réussie de 2 à 10 ans en systèmes d'information, acquise de préférence en SSII, en cabinet de conseil, chez un opérateur ou un équipementier telecom. Vous avez si possible de bonnes compétences dans l'un des domaines suivants : Intelligent Networks - Billing and Customer Care - Telecom Network Management - Call Centers. Vous saurez démontrer votre compréhension du métier du client et votre aptitude à maîtriser ses enjeux stratégiques. L'anglais courant est bien sûr indispensable. Votre professionnalisme, votre implication et votre créativité vous conduiront vers des responsabilités de plus en plus larges, au sein d'un grand Groupe international.

Pour obtenir des renseignements plus d'information, appelez le 08 36 66 48 08 (2,22 €/min) en précisant la réf. 164. Pour nous renvoyer rapidement avec votre CV, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à MICHAEL PAGE, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 59-4884LM, porteur sur lettre et enveloppe.

Prism Solutions
société américaine éditrice de logiciels spécialisés
dans la création de Data-Warehouses
recherche pour sa filiale française un

Ingénieur Commercial

Région Parisienne

De formation supérieure, vous possédez 7 à 10 ans d'expérience dans la vente de logiciels, dont une partie dans un domaine lié à l'aide à la décision. Vous maîtrisez à la fois la vente de logiciels et la vente de service, ce qui vous permettra de maîtriser des cycles de vente longs et complexes, impliquant des aspects commerciaux et techniques.

Vos interlocuteurs seront aussi bien des Chefs de Projets que des dirigeants d'entreprises. Vos responsabilités inclueront la prospection commerciale, les réponses aux appels d'offres et aux cahiers des charges ainsi que le suivi des grands comptes avec les autres filiales européennes du groupe. **Anglais courant impératif.**

Merci d'adresser CV + Photo + n° de tél + rémun. actuelle à Alain Chénne, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage

(Candidat / candidate sous la référence ACH15128)

Michael Page Informatique
La spécialiste du recrutement Informatique

Un groupe de services (travail temporaire) prestigieux recherche un

Consultant Spécialisé dans le Recrutement Informatique

Paris Ouest

Salaire motivant

Agé de 28/32 ans, issu d'une formation supérieure, vous parlez anglais et vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans acquise dans une fonction similaire ou avec des responsabilités commerciales informatiques.

Merci d'adresser CV + photo + n° de téléphone + rémunération actuelle à Charles-Henri Dumon, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage

(Candidat / candidate sous la référence CHD7050)

Michael Page France

Ingénieurs Conseils

THOMSON MULTIMEDIA

THOMSON multimedia est le 4^e groupe mondial d'électronique grand public avec 55 000 personnes réalisant 40 mds F de CA dans plus de 100 pays. Dans le cadre du renforcement de notre centre de développement logiciel (software engineering center) de Rennes, nous recherchons un

Software Configuration Manager

Rémunération motivante

Rennes

LE POSTE :

- vous appartenez à l'équipe responsable des développements logiciels pour l'ensemble des produits numériques. Vous êtes personnellement responsable de la conception et de la mise en place des méthodes et procédures de configuration des applications logicielles. Vous êtes aussi le garant du respect de normes strictes en matière d'assurance qualité (DoD, Iso).
- expérience réussie d'au moins 3 ans dans la conception et la mise en place de méthodologies de configuration logicielle, si possible pour des applications temps réel
- excellente connaissance des outils de configuration (« clear case ») disponibles sur le marché
- méthodique, rigoureux et organisé, vous êtes non seulement apprécié pour vos qualités techniques uniques mais aussi pour vos indéniables talents de communicateur.
- anglais indispensable.

PROFIL RECHERCHE

- excellente formation supérieure type grande école d'ingénieur

Ecrire à NBS sous réf. LM 611 02 (à préciser sur lettre et enveloppe) - 44 rue du Colisée 75008 PARIS. Fax 01 42 56 90 60

NBS SELECTION LTD
a BNB Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

Auditeur Interne

250/280 KF - Paris

Entreprises

leader avec

16,4 milliards

de CA et 5 150

collaborateurs,

la Setla connaît

un fort

développement,

notamment à

l'international.

La fonction audit interne rassemble une petite équipe pluridisciplinaire, directement rattachée au Président, dont la mission générale évolue, dans la dynamique du groupe, vers un rôle plus opérationnel.

Avec un champ d'action étendu à l'ensemble des processus de l'entreprise, tant industriels que commerciaux et financiers, cette équipe s'assure de la bonne utilisation des ressources du groupe, apportant son expertise dans le cadre de projets spécifiques, en France et à l'international, où la Setla poursuit son développement.

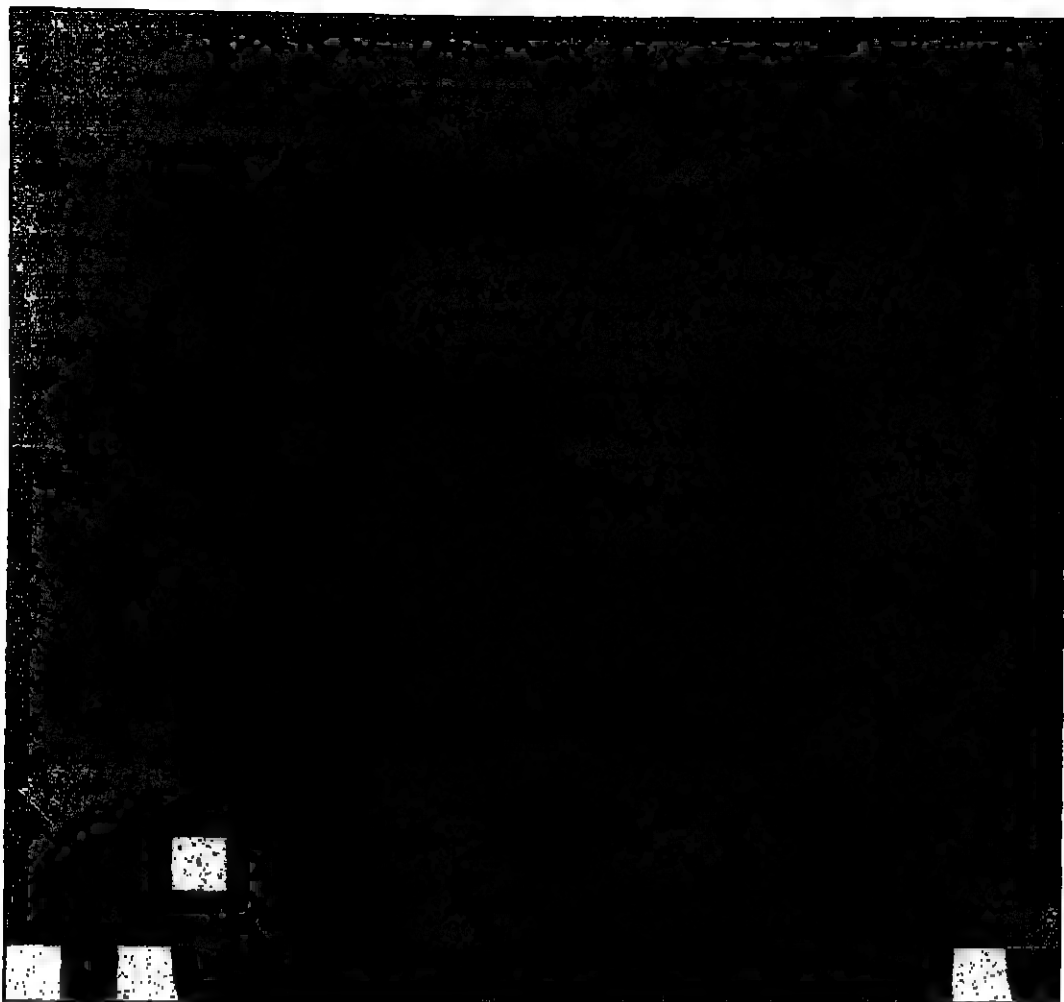
Ingénieur, fort d'une première expérience professionnelle de 3 ou 4 ans acquise au sein d'un cabinet de conseil, le candidat retenu interviendra tant en contrôle interne qu'en « consulting » et par son assistance à la mise en œuvre des actions qu'il aura préconisées. La pratique courante de l'espagnol et de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil Paul Mercier, Michael Page Finance, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex (votre CV sur 3617 code MPage sous réf. FM 15037).

Setla
Avancez avec nous

هكذا من الامم

Conseil et Audit



Dirigeants

Agir au cœur des évolutions bancaires

Les banques vont faire face dans les années qui viennent à des évolutions majeures : fusions, euro, migration vers de nouveaux systèmes d'information, réorganisation en profondeur de leurs activités... Orgaconseil les accompagnera dans leurs projets et souhaite s'associer les compétences de consultants d'exception. Orgaconseil, cabinet de 100 consultants, est leader dans la conduite de grands projets d'organisation bancaire. Notre appartenance au réseau The European Independents nous donne une vision internationale du secteur bancaire.

Diplômé d'une grande école, vous avez une expérience du secteur bancaire grâce à un parcours professionnel réussi de 3 à 5 ans dans une banque ou un cabinet-conseil. Vous avez l'expérience de la mise en œuvre des systèmes d'information et de l'évolution des organisations. La volonté de faire aboutir des projets ambitieux, le goût pour animer des équipes pluridisciplinaires, une forte capacité d'entraînement, de l'imagination et une grande disponibilité sont vos qualités essentielles. Vous trouverez au sein d'Orgaconseil une ambiance de travail motivante et disposerez d'une large autonomie. Votre contribution à la réussite de nos missions vous fera progresser rapidement dans la prise de responsabilité auprès de nos clients et au sein du cabinet. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Catherine Bocquet, Orgaconseil, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.

ORGACONSEIL



Quelque part dans le monde vous attendent de nouveaux horizons professionnels.

FUTURS DIRECTEURS DE MAGASIN A L'INTERNATIONAL

Salaire évolutif : 600 KF et +

Notre Groupe est l'un des leaders mondiaux de la Distribution. Notre réussite, qui fait référence, réside dans la motivation de nos équipes, la rigueur de nos méthodes. Dans un horizon nouveau, vous prendrez la responsabilité d'un centre de profit de 150 à 600 personnes.

• Votre objectif : conquérir de nouvelles parts de marché, atteindre les meilleurs résultats économiques, en assurant la pérennité de nos concepts. Pour ce faire :
- Vous veillerez au respect et à la mise en œuvre d'une stratégie que vous avez au préalable élaborée avec la Direction du Pays.
- Votre réussite passe avant tout par votre présence sur le terrain : surface de vente, services, réserves... vous êtes partout.
- Par vos questions, vos observations, votre comportement, vous savez motiver les hommes pour obtenir les meilleurs résultats.
- Avec votre équipe, vous êtes le promoteur des plans d'actions.
- Homme de communication, vous écoutez, informez et savez insuffler l'énergie nécessaire.

• Ces responsabilités passionnantes, nous vous aiderons à vous y préparer, puis à les assumer. Vous bénéficierez de l'appui du Groupe. En France, vous serez formé pendant 6 mois dans un magasin proche de votre domicile, puis vous serez Directeur d'un magasin pendant 2 ans. Vos résultats vous permettront alors d'évoluer vers l'international.

• Agé de 35 ans environ, de formation Bac + 4 ou + 5, votre expérience sera déterminante. Pendant 6 ans au moins, vos réalisations professionnelles vous ont conduit à manager une équipe de 30 personnes et plus, ou à mener un projet marketing commercial d'envergure, ou bien à gérer un centre de profit dans une entreprise de service ou de production. Votre mobilité est totale, ainsi que votre implication. Nous vous offrons les moyens politiques, humains, économiques d'un grand groupe ainsi que des possibilités d'évolution à la mesure de vos talents.

Carrefour

Dans un premier temps, merci d'adresser votre candidature (CV + lettre + photo) en indiquant les éléments de votre motivation, sous référence BL11/AM à notre Conseil - AJCR - 10, rue Verdingtorf 75014 PARIS - QUI VOUS GARANTIT TOUTE CONFIDENTIALITÉ.

Auditeur senior

Dans le cadre du développement de la fonction audit interne, Lafarge renforce son équipe d'auditeurs pour l'ensemble du groupe.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs complétée par un troisième cycle de gestion, votre expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit international ou de conseil en organisation vous permet de diriger des équipes de 2 ou 3 auditeurs pour réaliser des missions en France et dans les pays où Lafarge se développe.

Votre dynamisme et vos compétences vous permettront de mener à bien des missions très opérationnelles nécessitant de fréquents déplacements en Europe et hors Europe.

Votre forte culture internationale s'appuyant sur la pratique professionnelle de trois langues est une condition nécessaire pour votre évolution dans le groupe.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. MLC/11/A2, à Lafarge, service recrutement, 61 rue des Belles Feuilles, 75782 Paris Cedex 16.

LAFARGE

LES MATERIAUX POUR CONSTRUIRE LE MONDE

Directeur Général Brittany Ferries

Créée en 1972 pour transporter Outre Manche les productions agricoles du Nord-Finistère, la BAF passe en 25 ans de 7 MF à 3,7 milliards de francs de CA, devient la deuxième entreprise de Bretagne, championne à l'exportation en transportant 2 800 000 passagers, 750 000 véhicules de tourisme et 150 000 camions, et en vendant 2,2 millions de billets.

Les 8 Hôtes 5 étoiles flottants, (5 000 couchettes, 1 500 000 repas...) parcourent l'équivalent de 30 tours du monde par an.

Sous l'autorité du Président, vous mettez en œuvre la stratégie de l'entreprise en l'adaptant à son environnement concurrentiel. Garant de la réalisation des objectifs (CA, résultats, développement produits-marchés, investissements...), vous optimisez les capacités d'action des différents services et métiers et assurez la pérennité de la compagnie et de ses filiales par une vision prospective adaptée aux nouvelles données du marché.

A 40-45 ans environ, gestionnaire avisé et négociateur averti, vous êtes reconnu comme un stratège réactif, doué de créativité et de réelles capacités d'anticipation. Accrocheur, dynamique et familier de la psychologie des groupes, vous êtes avant tout Animateur et Homme de communication.

Le poste, basé à Roscoff, nécessite bien entendu, d'être PARFAITEMENT BILINGUE.

Une expérience réussie dans le Transport constituera en outre un atout majeur.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + rémunération actuelle et souhaitée, en précisant sur l'enveloppe la réf. BR10066 à Rami GUEVEL - RH PARTNERS BP 1233 - 29102 QUIMPER et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RH PARTNERS (3,48 F/min.).

RH PARTNERS

Dirigeants

Directeur de filiale

Paris ouest

Excellent salaire

■ **LA SOCIÉTÉ** : Nous sommes la filiale d'un groupe de services informatiques à taille humaine. Intervenant dans le conseil et l'assistance technique auprès d'une clientèle industrielle de premier plan, nous employons environ 110 personnes pour un chiffre d'affaires de 55 MF.

■ **LE POSTE** : Vous serez chargé essentiellement de la prospection de nouveaux clients industriels et de la fidélisation des clients existants. De plus, vous organiserez et encadrerez une équipe de plus de cent consultants ainsi qu'une petite équipe commerciale et administrative au siège. Enfin, vous aurez toutes les autres responsabilités de gestion d'un centre de profit.

■ **LE CANDIDAT** : De formation ingénieur, vous bénéficiez d'une expérience réussie d'environ 10 ans dans le monde de l'informatique industrielle et de l'assistance technique. Votre sens commercial, votre charisme et votre ténacité vous permettront d'accéder rapidement à des responsabilités larges et autonomes.

■ **Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence 3005/IAN à M. ALEX. NORMAN PARSONS, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (format nime ou binhex) «norman@parsons.grolier.fr».**

 **Norman Parsons**
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Interface entre le monde de l'entreprise, de la recherche et de la formation, le Technopôle Brest Iroise, a pour mission de favoriser l'innovation, dans sa diversité, au service de l'emploi. Il recherche le

Directeur du Technopôle

Auprès du Président, en liaison avec les collectivités locales, les chambres consulaires, l'université et l'ensemble des acteurs économiques de la Bretagne, votre rôle sera de faciliter le développement de nouveaux projets dans les domaines spécifiques : maritime, télécommunications, électronique, informatique, agro-alimentaire, mécanique, logistique...

De formation supérieure, idéalement ingénieur, votre expérience de généraliste vous a familiarisé avec des domaines de compétences, liés à la recherche, au monde industriel, à la formation..., dans un contexte international.

Homme de conviction, vous animez et coordonnez l'activité d'une équipe pluridisciplinaire. Stratège, vous saurez saisir les opportunités et fédérer les énergies nécessaires à la réussite de projets multipartenaires.

Anglais courant. Poste basé à BREST.

Adresser lettre + photo - CV à JM CLOAREC, ACP,
1 rue Saint Marc, 29336
Quimper Cedex. Réf. S252/LM
A.C.P. Tél. 02 98 53 50 51



LE GROUPE BECOB : IMPORTATION, DISTRIBUTION, NÉGOCE INTERNATIONAL, TRANSFORMATION DE BOIS & DÉRIVÉS.
2 000 PERSONNES, 3 MDS DE CA, 90 SITES EN FRANCE RECHERCHE UN

Président de filiale

Rattaché au Président du Groupe, vous avez la responsabilité de la gestion et du développement d'une **Société Industrielle autonome et performante**. Décideur opérationnel, vous avez impérativement une expérience probante de la direction technique et commerciale d'une entreprise industrielle. La connaissance des produits bois et dérivés est un atout supplémentaire pour ce poste basé dans la région de NANTES.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. PF/11/96 à BECOB - 38, rue Brunel - BP 6205 - 75818 PARIS Cedex 17.



Conseil et Audit

POUR UNE CARRIÈRE INTERNATIONALE

AUDIT... Aujourd'hui MANAGER... Demain

Notre groupe est un des grands mondiaux de l'alimentaire. C'est une expérience chez un des grands mondiaux de l'audit que nous recherchons.

HEC, ESSEC, ESCP. Grandes Ecoles de Commerce de province, vous voulez valoriser cette première expérience de 3 à 4 ans.

Nous vous proposons :

- de participer, au niveau du Groupe aux études financières, aux audits d'acquisition, aux activités "plans et budgets".
- de conseiller les filiales françaises et étrangères et d'assurer auprès d'elles une assistance technique diversifiée : finances, comptabilité, gestion, organisation.

Maîtrise de l'anglais indispensable, deuxième langue étrangère souhaitée. Votre réussite vous permettra d'accéder rapidement à des responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales France ou étranger.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf.
46A 3116 6M
Discrétion absolue

▶ **etap** ◀

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Directeur général

• IMPORTANT GROUPE D'INGÉNIEURIE RECHERCHE POUR SA FILIALE SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DE

- Ingénieur grande école, vous êtes spécialisé dans le domaine de l'eau (études ou exploitation). Vous prendrez la direction d'une société de 70 personnes aux compétences étendues : hydraulique, environnement, gestion de l'eau, épuration, réseaux, etc.
- Homme charismatique, développeur, animateur d'équipe et gestionnaire rigoureux, vous développerez cette société en liaison avec le Président du Groupe, à la fois en France et à l'international.
- Pour ce poste basé dans une ville de province, des déplacements fréquents en France et à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. 153, à mentionner sur l'enveloppe, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra. Confidentialité assurée.

L'INGÉNIEURIE DE L'EAU

Nous sommes une société internationale d'origine allemande. Nous fabriquons et distribuons une gamme complète de moteurs électriques et réducteurs destinés à être intégrés dans les machines/equipements de nos clients. Avec 4 usines et 700 collaborateurs, nous réalisons un chiffre d'affaires de 120 millions de DEM. D'une parfaite qualité, nos produits sont systématiquement adaptés aux besoins de chacun de nos clients. Notre souci de perfection se traduit par une grande capacité d'innovation et d'acquisition régulière de machines performantes pour équiper nos usines. Déjà présents à l'international, nous souhaitons nous développer en France en créant une filiale, nous recherchons donc notre

Directeur de filiale Région parisienne

Directement rattaché au Directeur Commercial et Marketing Groupe, vous participerez à la création de notre filiale et développerez la vente de nos produits auprès d'une clientèle d'industriels. Votre action commerciale portera tant sur le suivi des clients existants que sur le développement des prospects. Vous analyserez le besoin des clients et proposerez, avec notre centre de R & D, des solutions adaptées. Vous calculerez les prix et rédigerez les propositions commerciales. Vous

recruterez et formerez un assistant commercial qui prendra la responsabilité des approvisionnements et des livraisons. Parallèlement, vous structurerez également l'organisation des opérations en France sur le plan marketing, financier, etc. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un professionnel de notre secteur d'activité qui, après une

formation de 2 mois à nos produits, nos techniques et notre culture d'entreprise, sera autonome dans la gestion de son centre de profit. Agé de 32/40 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous devez être impérativement bilingue anglais. La connaissance de l'allemand sera un plus.

Si cette opportunité vous intéresse, merci de contacter Kienbaum S.A. sous référence 37018, 13 boulevard Malesherbes, 75008 Paris ou faxez au 01 53 43 84 05.



Kienbaum

Conseil international en ressources humaines

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Dрезде, Francfort, Hambourg, Hanovre, Karlsruhe, Munich, Stuttgart, Paris, Prague, Vienne, Zurich, San Francisco, São Paulo, Johannesburg, Certifié ISO 9001

مكتبة الامم المتحدة

Secteurs de Pointe

In 1971, INTEL introduced the world's first microprocessor; today more than 80% of all PCs worldwide are equipped with INTEL microcomputer components. The INTEL Pentium® Processor has become the standard for today's PCs. More than 41 000 employees have as their aim to maintain the company's reputation for technical innovation and its market leadership position. The requirement to provide intensive applications support to the fast growing multimedia market in Europe has created immediate opportunities for...

intel

Senior Technical Marketing Engineers Applications Support - Multimedia Solutions

You will be the prime contact for leading European developers of game and multimedia products using the Intel platform and ensure that their applications take advantage of latest Intel Architectures like high performance Pentium® processors with MMX™ technology. This includes developing source code reference examples as well as consulting to enable developers to better utilize Intel Processors and to optimize their applications. You will work closely with the Intel Developers Relations Group as well as the Marketing team and you will also make technical presentations to customers and at developer conferences.

You have a degree in Computer Sciences, Electronic Engineering or equivalent and a minimum of 3 years' experience developing and tuning Windows (3.1/95) applications, preferably specific experience in motion video, 3D graphics, and audio. Previous experience in optimizing applications for Pentium® processors as well as Assembly and C programming is also required, WIN95 experience an asset. As an integrated part of the marketing team you also have business experience or background (MBA preferred). Proven written and verbal communication skills, together with a high level of team orientation and a target oriented working style are essential qualities, together with fluency in English and at least one other European language, preferably French and/or Russian.

Graduate candidates with both a technical and a business degree will also be considered.

We offer interesting positions providing scope for creativity and initiative, excellent opportunities for personal development together with an attractive compensation and benefits package, including profit sharing. Relocation assistance is available.

For further information please call Marien Erber-Ludwig, telephone ++49.89.13 06 820 or submit your full career details in English to our consultants.

Erber-Ludwig & Partner GmbH
Recruitment Advertising & Selection
Nymphenburgerstr. 148
D-80634 München
Fax : ++49.89.16 17 11
eMail:erber-ludwig@t-online.de

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL, LEADER DANS SON DOMAINE :
TGV, EUROSTAR, LOCOMOTIVE, METRO, TRAMWAY, SIGNALISATION
CA 2 mds d'ECU - 22 000 p. - 26 éab. dans le monde dont 9 en France
CREE les POSTES - TREMBLINS au Siège à Paris
M° Esplanade de la Défense (transfert début 97 à St Ouen M° Moine de St Ouen)
relations possible : Paris, Moscou, Birmingham, Barcelone, Chertsey

Ingénieur Système de Production

Relevant du Chef de Département Système de Production - au sein de la Direction Industrielle - Passagers - vous serez notamment responsable auprès des 5 unités en France, Espagne, GB, Allemagne, de :
• promouvoir la mise en œuvre de modes opératoires de "production au plus juste";
• développer les compétences internes et externes, la mise en commun et la diffusion des meilleures pratiques;
• conseiller dans la diminution des points morts et dans l'équilibrage des charges de fabrication en organisant, si nécessaire, des transferts d'une unité vers une autre ou des sous-traitances partielles;
• définir et mettre en place un système d'indicateurs de production GCDH (Qualité, Coûts, Délais, RFI).

DERAIEMENTS FREQUENTS A L'ETRANGER.

PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION DANS LE GROUPE.

27 ans minimum, de formation ingénieur, vous avez une expérience industrielle en entreprise, cabinet conseil ou ingénierie (fabrication, méthodes, organisation, R.E., industrialisation, gestion de production etc.) et une excellente connaissance (écrite et parlée) de l'anglais et si possible de l'espagnol ou du allemand.

Vos capacités d'animation et de pédagogie sont aussi importantes que vos compétences techniques.

GECASTHOM
TRANSPORT

Merci d'écire sous réf. GEC/SYS.PROD/591M en indiquant votre salaire actuel à notre CONSEIL : Richard Bénatou - GROUPE BBC
1 bis place de Volots - 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

SYNELEC

INGENIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES INTERNATIONAUX

France (réf. FR)
Export (réf. EX)

Nos clients sont de grands opérateurs ayant un trafic ou une supervision de process à gérer (énergie, transport, météo, armement, télécom, électricité). Ces murs d'images qui affichent des données informatiques ou vidéo constituent le cœur de leurs salles de contrôle-command.

La valeur moyenne d'une installation tourne autour de 5 Millions de Francs. Les ventes export représentent les 3/4 du CA, lequel est supérieur à 80 MF en 1996.

A 35 ans environ, vous êtes un Commercial autonome, ayant développé un courant d'affaires significatif en environnement informatique ou dans le métier de la supervision de process.

De formation supérieure, vous désirez vous positionner sur un marché fortement porteur, au sein d'une société qui offre de fortes perspectives d'évolution.

Nombreux déplacements à prévoir : 50% France, 80% Export. Anglais impératif.

Postes basés en région parisienne ouest.

Nous avons confié cette recherche au Cabinet PH CONSEIL - 54 rue de Biche 92400 COURBEVOIE qui traitera votre dossier (CV, lettre et photo) avec la plus grande confidentialité.

PH CONSEIL

GRAND OPTICAL

54 magasins, 1000 collaborateurs, une des sociétés du Groupe GPS (PhotoService, GrandOptical, la Générale d'Optique, PhotoStation, Solaris) plus de 3000 collaborateurs, CA 2 milliards de frs, plus de 400 magasins, rech.

CHEF DE PROJET

Windows, NETWARE, AS 400
NOVELL ORACLE

Ingénieur + 2/3 ans expérience développement, chef de projet Micro, si possible dans la distribution ou structure répartie multisite.

Dans un environnement très convivial et très orienté utilisateurs, avec de nombreux contacts, il (elle) sera chargé(e) de maintenir les logiciels existants, d'accompagner et de superviser les projets du futur (analyses, mise en place, formations, suivis).

C'est un poste d'avenir (fort développement de l'informatique, forte expansion de la société et du Groupe) dans un secteur professionnel très tonique. Lieu de travail : au siège, à la Défense.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, références et rémunération sous réf. GDO/I à Cabinet J.N. TRINH consultants, 1 rue des Roches - 27930 BROSVILLE
Tél : 02 32 34 36 44 Fax : 02 32 34 34 41

Organisme aubois spécialisé dans les domaines de la distribution publique d'électricité et d'éclairage public, recrute un

INGÉNIEUR MAÎTRE D'ŒUVRE ÉLECTRICITÉ

Chargé de la conception des projets, du suivi technique, administratif et financier des travaux, vous serez également coordonnateur (loi 93-1418 du 31.12.1993) pour la sécurité des chantiers. Diplômé ENPC, ENGREF, INPC ou équivalent, une expérience en réseaux de distribution publique d'électricité et en installations d'éclairage public serait un atout supplémentaire. Pour ce poste motivant basé à Troyes (Aube), nous vous offrons une formation permanente, une voiture de service.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel ou prétentions sous réf. IS 137/LM à notre Conseil CDL RESSOURCES HUMAINES, Grande Rue, 10190 Prugny. Discretion assurée.

C. D. L.

RESSOURCES HUMAINES

Retrouvez-nous en rubrique Gestion/Finance



CONJUGUONS NOS TALENTS.

XIV / LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996

Secteurs de Pointe

CANNES
MANDELIEUAutoroutes ESTEREL CÔTE D'AZUR PROVENCE
ALPES 1 500 personnes

Responsable de maintenance des équipements de péage

Rattaché au responsable de l'activité PEAGE du service des techniques spéciales, vous prendrez en charge toutes les actions nécessaires au maintien des équipements de péage en parfait état de fonctionnement dans les meilleures conditions de coûts et de service.

De formation ingénieur généraliste, et obligatoirement diplômé d'une grande école ou l'équivalent, vous possédez 6 à 8 ans d'expérience significative dans le management opérationnel de la maintenance d'équipements automatisés à haute disponibilité. De plus, vous avez participé à une démarche globale ayant trait à l'amélioration de la qualité des méthodes de maintenance sur un site industriel.

Le poste est basé à la Direction d'Exploitation à

Mandelieu. Toutefois, l'ensemble des 600 équipements à entretenir étant réparti sur 40 sites de la région PACA, vous serez fréquemment en déplacement sur l'ensemble du réseau de 430 km où vous interviendrez directement sur le terrain.

Pour débiter dans votre mission, vous serez fortement assisté techniquement par l'équipe « Etudes et travaux neufs » du service.

Pour réussir à ce poste, vos principaux atouts résident dans votre aptitude naturelle à diriger une équipe motivée de 25 techniciens supérieurs, complétée par une véritable curiosité d'esprit. Vous serez également jugé sur votre capacité à faire encore progresser la qualité de fonctionnement de nos équipements. On vous reconnaît des facilités pour bien rédiger.



Guy Postel

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (CV, photo, lettre manuscrite) en indiquant le niveau actuel de votre rémunération annuelle, celui de vos prétentions, ainsi qu'un numéro de téléphone à notre conseil en précisant clairement la référence 407 : GUY POSTEL, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup.

Les entretiens auront lieu à Nice ou à Paris.

Conduire le changement.

Ingénieur projet

Pour conduire le changement et la refonte des processus de planification de son personnel navigant, Air France renforce son pôle logistique/système d'information.

Intégré au sein de l'équipe d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, vous piloterez la reconfiguration de l'activité et l'implantation d'un progiciel de gestion de production : vous serez responsable de sa mise en œuvre, jusqu'à la formation et l'assistance aux utilisateurs opérationnels.

De formation ingénieur, vous disposez d'une expérience significative de 2 à 3 ans dans la gestion de projet à composante système d'information et maîtrisez en conséquence les facteurs de pilotage et de succès. Vos capacités d'analyse et vos qualités relationnelles sont déterminantes pour convaincre et mener à bien ce projet. Votre aisance en anglais vous permet par ailleurs, de travailler directement avec des partenaires internationaux.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence AF/PLAN à Air France, Service Sélection et Orientation, BP 60111, 95975 Roissy CDG Cedex.

AIR FRANCE

hydroécologue

ORGANISME
PUBLIC
DE
L'ENVIRONNEMENT

Au sein d'un Service Etudes liées au milieu naturel, il conduira des actions spécifiques relatives à la connaissance et à la gestion physique des milieux, dans les domaines de l'hydrologie (aspects hydrodynamique, morphodynamique et géomorphologique).

Il effectuera également des simulations par modélisation mathématique. Il contribuera au développement de concepts nouveaux sur la gestion globale des milieux.

De formation Bac + 5 hydroécologie, il aura une première expérience dans la gestion physique des milieux aquatiques (hydraulique, modélisation) ainsi qu'une connaissance du contexte institutionnel de la gestion de l'eau.

Rémunération 140 KF ou plus suivant expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 235 à COMMUNIQUÉ - 51 avenue Jean Jaurès - 69361 Lyon cedex 07 - qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHE

domaine des métaux non ferreux
recrute pour ses Départements
de Métallurgie Extractive

- **INGENIEUR** sénior, 6 à 10 ans d'expérience en recherche ou production en pyrometallurgie.
- **INGENIEUR** débutant ou 1ère expérience pour étude des procédés d'extraction des métaux par hydrometallurgie ou pyrometallurgie.
- **INGENIEUR** débutant ou 1ère expérience pour étude des métaux et développement d'applications.

- Formation : Ingénieurs Grandes Ecoles, généralistes, Mines, Chimie, Procédés, Matériaux ou équivalent.
- Possibilité d'évolution ultérieure vers l'exploitation.
- Lieu de travail : banlieue Ouest
- Anglais indispensable • Allemand souhaité.

Envoyer CV et lettre de motivation manuscrite à :

METALEUROP RECHERCHE
BP 120 - 78193 TRAPPES Cedex

Ingénieurs Commerciaux

Responsable de centre de profit

Groupe PSL Industries spécialisé dans la fabrication et la vente de produits chimiques, recherche pour son usine en région Nord un responsable de centre de profit pour développer une activité industrielle.

Directement rattaché au Président Directeur Général, vous prendrez en charge la prospection, l'ensemble de la relation des clients y compris la détermination des produits et des prix. Vous avez également la responsabilité de l'usine et du laboratoire de recherche. Idéalement âgé de 35/45 ans environ, de formation

ingénieur chimiste, vous avez une expérience commerciale réussie dans la vente de produits industriels ainsi qu'une expérience éprouvée de la conduite d'une unité de production. Homme de terrain, vous avez le sens des responsabilités, un esprit méthodique, des qualités relationnelles et vous savez être convaincant et tenace.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, en mentionnant la référence 35843.

مكتبة من الامم

Juristes - Ressources Humaines

Juriste Droit des Affaires *Marchés financiers*

A 25 ans environ, de formation DESS/DEA en Droit des Affaires, Droit Bancaire ou équivalent, vous avez une expérience juridique de 2 ans acquise en entreprise ou dans une banque. Parfaitement bilingue anglais, maîtrisant l'anglais juridique, autonome, aimant le travail en équipe, vous avez envie d'apprendre et de prendre des responsabilités.

Grande banque internationale d'entreprises et de marché, nous mettons à la disposition de notre clientèle une large gamme de produits et de services financiers.

Dans ce contexte concurrentiel, notre département juridique prend une dimension toute particulière. Vos domaines d'intervention seront variés : rédaction et négociation de contrats, conseils juridiques relatifs aux opérations de marché ou dans le cadre de l'élaboration de nouveaux produits financiers, relation avec les autorités de marché, suivi de la vie juridique des sociétés du Groupe...

Vous serez amené à être en contact avec nos spécialistes financiers et notre réseau de juristes.

Afin de mener à bien toutes ces missions nous vous assurerons une formation de tout premier plan.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence 104042 à Euro RSCG Futura, 2 rue de Marengo, 75 001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

Groupe Industriel Français ouvert à l'international
(+ 25 MdF de CA - 17 000 personnes),
nous occupons une place de premier plan dans
le secteur des technologies de pointe et recherchons un

Juriste Confirmé Spécialiste du Droit Administratif

Paris Ouest

Au sein du département Droit Administratif, vous intervenez comme conseil auprès des différentes directions opérationnelles et sociétés du Groupe sur toutes questions relatives à l'application et l'évolution des réglementations françaises et communautaires notamment en droit de l'environnement, et traitez les contentieux administratifs.

Plus ponctuellement, vous apportez votre conseil en matière de gestion patrimoniale et foncière.

Dans le cadre de votre activité, vous analysez les conventions internationales et suivez l'activité des organisations et administrations mondiales intervenant notamment sur notre secteur de haute technologie.

Nous recherchons un candidat d'environ 35 ans, de formation juridique supérieure avec une spécialisation en droit public (DEA, DESS, Doctorat), qui justifie d'une expérience réussie d'au moins 7 ans en droit public et contentieux administratif acquise en cabinet d'avocats ou entreprise évoluant dans un secteur industriel (chimique, pétrolier, énergie, etc.).

Merci d'adresser votre CV + photo + n° de tél + tél. actuelle à Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal, 3, bd Bineau 92394 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Compte d'Affaires) sous référence TM15120

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin Recherche son DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

- Représente 25 000 entreprises artisanales, industrielles et commerciales.
- Exerce une action de conseil, d'accompagnement, d'assistance juridique, d'information, d'appui.
- Gère un budget de 250 M€ et un staff de 150 personnes en 1996.
- Emploie 270 collaborateurs et 250 bénévoles dans le département.
- Gère le Plan de Développement 12 millions de francs en 1996.

MISSIONS

Internes :

- Gestion prévisionnelle des compétences
- Préparation et suivi du plan de formation
- Gestion administrative du personnel

Externes :

- Participation active aux actions pour l'emploi menées par la CCI
- Contacts réguliers avec les entreprises du département

PROFIL

- Une expérience probante de gestion de ressources humaines en entreprise sera exigée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. à : M. Philippe Grillault Laroche, Directeur Général
Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin
10, Place Gutenberg 67081 STRASBOURG Cedex

Notre nouvelle rubrique d'offres d'emplois du vendredi*

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

est le rendez-vous hebdomadaire
des cadres de l'administration.

Contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

* date variable.

Fonction Commerciale

Pour un cadre de plus de 50 ans Une mission de responsable des ressources humaines d'un site industriel

Vous avez l'expérience du terrain, l'habitude des relations avec les partenaires sociaux et une connaissance opérationnelle des problèmes de recrutement, de gestion du personnel, de paie, de formation. Dans une importante usine d'équipements automobiles,

vous allez remplacer pendant 7 mois (CDD) le responsable des ressources humaines. Région ouest. Frais de séjour et déplacements pris en charge. Merci d'adresser votre dossier sous réf. 7504 à Hommes et Missions, 145 bis rue de la

Hommes & Missions
Conseil en recrutement de cadres seniors

Pompe, 75116 Paris.



Quelque part
dans le monde
vous attendent
de nouveaux horizons
professionnels.

Retrouvez-nous
dans la rubrique DIRIGEANTS

Juristes - Ressources Humaines



Groupe International américain de 32 000 pers., leader mondial dans les domaines de la peinture, du verre pour le bâtiment et l'automobile, de la fibre de verre et de la chimie, solidement implanté en Europe (10 milliards de CA, 8 000 p.), recherche suite à deux évolutions de carrière internes, un ou une

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

En charge du site industriel d'ANICHE près de DOUAI (330 p.) et des 10 filiales de distribution (500 p.) réparties sur le territoire national. Rattaché au Directeur de l'Établissement et en liaison fonctionnelle avec le DRH France, vous animez une conduite de changement déjà amorcée : faire évoluer le métier traditionnel de verrier vers celui d'équipementier automobile centré sur le client, la qualité et l'organisation "juste à temps". Vous secondez le Directeur dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie sociale. Outre la gestion administrative traditionnelle, avec l'aide de 4 collaborateurs, vous conseillez les Responsables Opérationnels dans leur rôle d'animateur et de gestionnaire de compétences en vous appuyant sur les outils et le code d'éthique PPG.

Diplômé d'études supérieures juridiques et fort d'une expérience significative en milieu industriel, vous avez acquis une maturité vous permettant aujourd'hui de prendre la responsabilité complète d'un tel poste. Réf. AN/LM

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA COORDINATION SOCIALE INTERSITES

Basé sur le site de BOUSSOIS (930 p.), près de MAUBEUGE, rattaché au Directeur du site et en liaison fonctionnelle avec le DRH France, vous assurez d'une part la gestion qualitative et quantitative des ressources humaines des 2 principales unités : "globe" et "rempe automobile", et d'autre part, la coordination sociale entre les sites de BOUSSOIS, ANICHE, DONCHERY (110 pers.) et le siège social à PARIS (200 p.).

Vous conseillez la hiérarchie en organisation, recrutement, formation, G.P.E.C., avec l'aide d'une Consultante interne. Vous assurez en outre l'assistance juridique, les relations sociales, l'administration du personnel en agissant dans le respect du code d'éthique PPG et des procédures qualité RH. Vous êtes aidé, pour mener à bien l'ensemble de vos missions (santé, sécurité et services généraux inclus), par une équipe de 25 personnes dont 2 cadres.

Votre formation supérieure juridique complétée éventuellement par un DESS de gestion des RH associée à une dizaine d'années d'expérience en industrie font de vous un partenaire reconnu auprès du management industriel. Nous vous offrons d'optimiser votre professionnalisme et votre capacité d'évolution dans un groupe international soucieux du développement humain. Réf. BO/LM

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), en précisant la référence du poste, à Geneviève HECQUET,

RPC, 32, avenue Albert Ier - 59300 VALENCIENNES



Raymond Poulain Consultants

Consultant interne



Notre réussite depuis plusieurs années soutient notre ambition de devenir, par l'excellence de nos prestations, la référence des parcs de loisirs à thème.

Pour atteindre cet objectif, nous créons le poste de Consultant interne.

Au sein de la Direction des Relations Humaines, Administratives et Sociales, vous avez pour objectif principal d'accompagner sur le terrain la réalisation du projet de l'entreprise. Conseil et partenaire de nos directions opérationnelles, vous proposez et mettez en œuvre toutes actions permettant d'améliorer les processus et les modes de fonctionnement ; vous concevez et gérez les programmes de formation pour favoriser l'adéquation des savoir-faire aux missions et responsabilités confiées à chacun de nos collaborateurs (plus de 1.000 personnes en saison). Votre champ d'intervention s'exerce sur l'ensemble de nos métiers.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure (IEP, ESC...), vous possédez une expérience confirmée dans l'animation des processus de changement acquis en entreprise de services et/ou au sein d'une structure de conseil en management et organisation. Homme de réflexion et d'action, vous savez prendre en compte les dimensions humaines et maîtrisez les méthodes d'analyse et de résolution de problèmes. Anglais souhaité. Poste basé à Plailly.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. C.328/M à notre Conseil, Catherine Charvet, Oberthur Consultants, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.



Oberthur Consultants



Pierre Fabre



5900

personnes

CA : 5,3 Milliards

Notre Direction des Affaires Juridiques recherche un

JURISTE CONFIRMÉ DROIT DES AFFAIRES

A 32 ans environ, vous avez une formation supérieure type DESS Droit des Affaires Internationales. Une expérience significative d'environ cinq ans en entreprise ou cabinet d'avocats à l'étranger ou dans un contexte international, idéalement dans le secteur pharmaceutique, est indispensable.

Homme de contact, vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais et, si possible, d'une seconde langue européenne.

Sous la responsabilité du Directeur des Affaires Juridiques Médicament, vous assistez et conseillez les autres directions en matière de droit des affaires, en France comme à l'international.

Vous négociez et suivez l'exécution de toutes catégories de contrats.

Ce poste est basé à Castres.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo) en précisant la réf. D588 aux Laboratoires Pierre Fabre, DRH, 11 rue Théron Périé, 81106 Castres Cedex.

Responsable juridique

Groupe français à vocation scientifique et technique à fort rayonnement international recherche son Responsable juridique.

Dans le cadre du Groupe, il assure l'assistance juridique interne aux Directions et aux Opérationnelles.

Garant de la sécurité des engagements juridiques, sa mission recouvre les aspects suivants :

- négociation et rédaction d'actes juridiques de nature contractuelle ou institutionnelle,
- gestion des conseils et assemblées des sociétés du Groupe,
- conduite des contentieux France et Etranger,
- contrôle de la couverture des risques par les assurances.

gestion des brevets et marques, assistance aux Directions pour toutes questions juridiques ...

Vous êtes diplômé d'un 3ème cycle de Droit et avez acquis une solide expérience d'au moins 5 ans de préférence au sein d'une société d'ingénierie ou de Services.

La pratique de l'anglais est indispensable. Celle de l'espagnol sera appréciée. Poste basé à 100 km de Paris.

Envoyer votre dossier sous référence AS/RJ à



25 rue Michel Salles, 92210 Saint-Cloud.

LE PREMIER COURTIER D'ASSURANCES EN FRANCE recherche

Juriste d'Affaires CONFIRMÉ

De formation juridique supérieure (DJCE, DESS, DEA) en droit des affaires, vous justifiez d'une expérience de 7 ans minimum acquise en entreprise et/ou en cabinet d'avocats.

Vous intervenez, sous la responsabilité du Directeur juridique, dans tous les domaines du droit des affaires : droit commercial, droit des contrats, droit des sociétés, droit de la concurrence et de la distribution.

Vous assurez un rôle d'expert et de conseil auprès des directions opérationnelles, des bureaux régionaux et des filiales étrangères.

Vous participez aux dossiers d'acquisition d'entreprises et de prise de participations.

Vous suivez également les dossiers contentieux. Reconnu pour votre sens du travail en équipe, votre disponibilité et votre potentiel, vous saurez vous intégrer et faire apprécier votre professionnalisme au sein d'une entreprise en fort développement.

Une bonne maîtrise de l'Anglais est un atout.

Merci d'adresser dossier de candidature détaillé (CV, photo, prétentions) sous réf. HC à GRAS SAVOYE DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES BP 129 - 92202 Neuilly sur Seine cedex.



GRAS SAVOYE

Tant qu'il y aura des risques

AIX-EN-PROVENCE

JURISTE D'ENTREPRISE GÉNÉRALISTE

Au sein d'une équipe de juristes et sous la responsabilité du directeur juridique, il sera principalement chargé de la rédaction de contrats et de documents juridiques (sous-traitance, groupement d'entreprise...). Il assurera le suivi et la négociation des contentieux.

Ce poste s'adresse à un jeune juriste de formation DESS en droit des affaires

ayant acquis une expérience de 3 à 4 ans en entreprise du secteur industriel ou BTP. L'habitude de travailler avec des hommes de terrain (responsables opérationnels de travaux) et une bonne adaptabilité à des missions juridiques diverses sera très appréciée. Le candidat devra avoir une bonne connaissance du droit commercial, droit des sociétés

Une volonté commune de réussir

Merci de faire parvenir votre candidature (CV, lettre de motivation, niveau de rémunération) sous réf. JYM à notre Service Recrutement, ORTEC, Parc de Pichauray, 550 rue P. Berthier, BP 348000, 13799 Aix-en-Provence Cedex 3



Société située à Paris 8^{ème}, recherche

Chargée de Recrutement (h/f)

A 30/35 ans environ, diplômée en Psychologie du Travail, réactive et réaliste, vous occupez actuellement cette fonction et maîtrisez impérativement les tests d'évaluation.

Votre mission :

- la participation active aux recrutements internes,
- la sélection, l'évaluation de candidats jusqu'au suivi de leur intégration
- l'étude et la mise au point des consultations en relations étroites avec des DRH d'entreprises.

Cette fonction évoluera vers un poste de Responsable des Ressources Humaines.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. PSY1196 au Groupe GPS Direction des Relations Humaines - 33, rue des Mathurins - 75008 PARIS.

مكتبة الأمل

Gestion - Finance

Grande Mutuelle niortaise
(9 milliards de chiffre d'affaires - 4 800 personnes)

recherche le Directeur adjoint
de son département Comptabilité

Il collaborera étroitement à la supervision et à la coordination des activités d'un département de 60 personnes et assumera des responsabilités impliquant, outre des dominantes techniques, une importante composante relationnelle et de management.

La réussite dans ce poste nécessite :

- une formation de haut niveau de type expertise comptable ou école supérieure de gestion + DESCF,
- au minimum 10 ans d'expérience professionnelle, ayant permis de développer d'indiscutables compétences comptables et des capacités avérées dans l'encadrement d'équipes de haut niveau,
- des qualités de rigueur et de synthèse inhérentes aux fonctions exercées, ainsi qu'une ouverture d'esprit et un évident potentiel d'évolution.

Basé dans une région offrant un cadre de vie de qualité, ce poste s'intègre dans une entreprise alliant économie sociale et performance.

Ecrire au Cabinet ETAP :
71 rue d'Auteuil - 75016 Paris
sous réf. 42A 3097 / 6 M

Discrétion absolue

Paris

Rémunération attractive et avantages liés à la fonction

DIRECTEURS DE GRANDS COMPTES (GLOBAL ACCOUNT MANAGERS)

Solutions internationales de connection de réseaux pour les grandes entreprises

Le marché des télécommunications est actuellement le plus évolutif et le plus passionnant. Notre client, qui se trouve au premier plan de ces développements dynamiques, est l'un des fabricants les plus réputés de Systèmes de Téléphonie Publique (Public Telephone Operators) et de solutions de connection de réseaux pour les grandes entreprises. La société d'origine nord-américaine, dont les revenus dépassent 10 milliards de dollars, a une position idéale pour maximiser les opportunités créées par la convergence des marchés des télécommunications par voix et données, au moyen de solutions de connection de réseaux de grandes entreprises à source unique. Ceci amène l'entreprise à créer une organisation des grands comptes afin de soutenir les entreprises clientes, dont un grand nombre de sociétés classées dans le «Fortune 500».

Votre rôle consistera à optimiser ces relations en développant de nouvelles affaires en expansion par la promotion des produits et du portefeuille de services offerts par l'entreprise. Vous travaillerez directement avec des cadres dirigeants et vous devrez vous assurer que leurs besoins de connection de réseaux seront satisfaits et dépassés. Pour atteindre cet objectif, vous aurez l'entière responsabilité de la coordination des ressources internes et externes, afin de développer et de mettre en application vos plans d'action commerciale.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez d'excellents antécédents en gestion d'affaires nouvelles et/ou de grands comptes acquis soit en connection de réseaux de communications, soit chez l'un des principaux fabricants de solutions WAN/LAN, PBX ou informatique. Une expérience préalable en gestion de grands comptes n'est pas essentielle, mais vous aurez des antécédents dans la vente de solutions complexes de plusieurs millions de dollars à une échelle nationale ou internationale. Une expérience des marchés verticaux, telle que la distribution, la finance ou l'industrie, est souhaitable. Vous devez également posséder d'excellentes qualités relationnelles, vous parler et écrire l'anglais couramment et être habitué(e) à travailler de façon crédible à tous les niveaux, partout dans le monde.

De nombreux avantages ainsi que d'excellentes perspectives de carrière accompagnent ce poste. Pour répondre à cette offre, merci d'adresser un CV en anglais avec mention de la référence 5236A3, votre salaire actuel et si possible un numéro de téléphone où vous pouvez être joint(e) dans la journée, à notre conseil:

Goodman Graham & Associates, 8 Beaumont Gate, Shenley Hill, Radlett, Herts, England WD7 7AR. Fax: +44 1923 854791. E-mail: GGA@goodgram.co.uk

GOODMAN GRAHAM

SERVING THE INFORMATION INDUSTRIES

HONDA

LA DIRECTION DES VENTES AUTOMOBILES DE HONDA FRANCE,
RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL BASÉ À
MARNE-LA-VALLÉE (20 KM EST DE PARIS) UN :

Conseil Gestion

Rattaché au Responsable Développement Réseau, vous avez la responsabilité pour la moitié Est de la France de l'analyse et de la surveillance de la situation financière de notre réseau national et de l'établissement de plans d'actions.

Vous mettez en place des outils de mesure (tableaux de bord) pour chaque concessionnaire et suivez les performances du réseau (rentabilité/coût de profit).

Vous définissez les références financières (moyennes et standards du réseau).

Vous étudiez les plans de financement, et vous établissez le prévisionnel d'exploitation des candidats à l'ouverture d'une concession.

A 25/30 ans, de formation BAC + 4 (école de commerce) vous avez une première expérience professionnelle de préférence chez un constructeur ou un importateur automobile.

Pour ce poste la pratique professionnelle de l'anglais est impérative. (seuls dossiers retenus).

Des déplacements en Province sont à prévoir.

Une voiture de fonction est fournie.

Merci d'adresser très rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV avec photo et prétentions) à : HONDA FRANCE SA - DRH - Mme CAILLEBOTTE - B.P. 46 77312 MARNE LA VALLÉE Cedex 2.

DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Un établissement financier, filiale de l'un des tout premiers groupes financiers américains, spécialisé dans le financement de stocks, recherche son directeur de l'exploitation. Placé sous l'autorité du directeur général, le candidat, âgé de 30 ans au moins, sera particulièrement en charge avec ses équipes de la totalité des opérations liées au suivi et à la gestion technique, pré-contentieuse... de l'activité. Il devra exercer ses responsabilités dans un esprit permanent de service et d'information et s'attachera à développer, au profit de ses clients internes et externes, des prestations à haut niveau de valeur ajoutée. Ouvert à un diplômé Bac +4 ou ESC parlant couramment anglais, ce poste nécessite une expérience de 5 ans au moins acquise dans la fonction exploitation d'une banque ou d'une société financière (crédit-bail, affacturage...). Ce poste constitue une réelle opportunité pour un jeune cadre à potentiel, autonome, doté d'un relationnel fort et de capacités d'organisation et d'encadrement incontestables. La rémunération dépendra de l'expérience. Le poste est basé à Paris-La Défense et peut nécessiter des déplacements occasionnels. Ecrire à Jean-Christophe LEPISSIER en précisant la référence R/3559 - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 01.40.88.79.70.

Formation Professionnelle

Management Économique et Social du Développement local

Un diplôme Bac + 5 en Formation Continue

Public : Cadres des collectivités territoriales, sociétés d'économie mixte, Responsables d'organismes sociaux, d'entreprises

Organisation de la formation : 400 h, en 3 semaines bloquées par mois de janvier 97 à décembre 98

Conditions d'admission :

- BAC + 4 ou validation des acquis professionnels
- + 5 ans d'expérience professionnelle
- Admission après sélection des dossiers et entretien

Renseignements et Dossier d'inscription
Sophie DUPUIS Tél. (01) 49 76 80 23 - Fax (01) 49 76 80 90

JEUNES DIPLOMES ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Développez des missions-projets pour les entreprises.

SYSLAB®

Formation-action gratuite et rémunérée
Perfectionnement professionnel, recherche active d'emploi
Demandeur d'emploi + 1 an ANPE, résident à Paris



cesi-paris île-de-france

01 46 15 25 20

Chaque semaine, retrouvez la rubrique

"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Pour vos annonces publicitaires,
contactez Michèle FERNANDEZ au

☎ 01.44.43.76.17 - (Fax : 01.44.43.77.32)

Gestion - Finance

Jeunes diplômés Grandes Ecoles

POUR NOTRE DIRECTION
DES MARCHÉS DE CAPITAUX

Diplômés de Polytechnique, Mines, Centrale, Ponts, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, IEP ou équivalent, vous êtes débutants ou vous avez une première expérience. Dynamiques, créatifs et rigoureux, vous avez le sens du contact et vous souhaitez progresser dans un contexte international et très évolutif.

Rejoignez nos équipes pour exercer les métiers suivants :

TRADER : produits dérivés sur actions et indices (Réf. OM/TJ)

COMMERCIAL : produits dérivés sur matières premières (Réf. OM/C)

INGENIEUR DE MARCHÉ : chargé de la création et de la mise en place de produits structurés multi sous-jacents destinés à la clientèle de la banque (Réf. OM/IM)

CONSULTANT EN SYSTEME D'INFORMATION : responsable de projets destinés à développer la gestion des opérations de marché (Réf. OM/CSI).

La maîtrise de l'anglais est indispensable pour tous ces postes.

Faites-nous part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) à Odile Mohan, Société Générale, Service du recrutement, Espace 21, 92973 Paris la Défense Cedex.



COMPÉTENCE POUR COMPÉTENCES

Après 5-8 ans d'expérience, vous êtes intéressés par un poste de responsabilité dans le secteur des produits dérivés, vous avez une bonne connaissance des marchés financiers et une maîtrise parfaite de l'anglais. Vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et évoluer dans un environnement international. Nous sommes intéressés par votre candidature.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Une PME en pleine expansion en France et à l'international, spécialiste des Arts de la table (fabrication, décoration, diffusion), recherche son

Directeur financier

Vous aurez une responsabilité complète : comptabilité, contrôle de gestion, tableaux de bord, trésorerie, prévisions financières, rapport avec les banques, fiscalité, legal... Intégré dans l'équipe dirigeante, vous travaillerez en parfaite osmose pour le développement de l'activité.

Diplômé d'études supérieures comptables et financières, vous avez une première expérience de la direction financière acquise dans une PME.

Un créneau très porteur, la notoriété de la marque, l'ambition des dirigeants, permettront à un homme ou une femme, jeune, ambitieux et d'une grande disponibilité, un développement de carrière rapide dans un contexte passionnant. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. DF/M à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

Yves MARIE
Consultants

GROUPE HOSPITALIER PRIVÉ 5000 salariés, 5 établissements

Participant au service public hospitalier, recherche pour son hôpital spécialisé du Pays-de-Val de Marne (800 salariés) son :

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF & COMPTABLE

Membre de la Direction, il animera une équipe d'une dizaine de personnes avec pour mission de garantir la stabilité, la pérennité et le suivi des traitements comptables.

Il participera à l'élaboration du budget et assurera le respect et le suivi des procédures budgétaires. Il aura également la responsabilité de la gestion administrative du service des sorties.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (BAC +4) dont d'une expérience affirmée en gestion budgétaire et comptable. Agé de 35/40 ans, il devra avoir exercé des fonctions similaires au sein d'établissements appartenant de préférence au milieu sanitaire et social. Les entretiens auront lieu à Charente-Maritime.

Envoyez lettre manuscrite + CV + photo à Flavien de Larosière sous la référence 96FZL1009 à :

marc andrieux
CONSULTANTS
Ressources Humaines & Marketing
36, Bd Pasteur - 63000 Clermont-Ferrand

Fédération nationale du secteur social (exclusion) recherche

CHARGE DE MISSION FINANCES-GESTION

pour son siège national (20 pers.),
ses associations régionales (20)
et ses 600 associations adhérentes.

Expérience professionnelle et associative indispensable

Lettre et CV à FNARS,
76 rue du Faubourg St Denis, 75010 PARIS

Pour la souplesse. Pour la réactivité. Pour la puissance.

Rejoignez BIP.

ARBITRAGISTES

• Allemagne • Europe du nord • Europe de l'est

Au sein de Dresdner Bank, BIP assure notamment la responsabilité mondiale de deux des six filières d'activité de marchés du groupe : l'arbitrage et la vente de produits structurés d'actions. Reconnue pour sa technicité, sa capacité d'innovation et sa souplesse de fonctionnement, BIP s'est imposée sur les plus grandes places financières. C'est pourquoi BIP incite ses collaborateurs à vivre une expérience riche et motivante dans un groupe où se conjuguent créativité, responsabilité et travail en équipe.

Dans le cadre de notre développement de la filière arbitrage de taux, nous créons de nouveaux postes au département des marchés. Rattaché(e) au desk Taux Europe, vous analyserez les marchés de votre zone géographique et participerez au développement de stratégies d'arbitrage sur les marchés de taux d'intérêt.

De formation grande école ou troisième cycle universitaire, vous avez, si possible, une première expérience de 1 à 2 ans sur les marchés de taux d'intérêt. Rigoureux(se), dynamique, enthousiaste, vous avez un bon esprit d'équipe.

- Pour le marché allemand, vous êtes basé(e) à Francfort et devez parler couramment l'anglais et éventuellement l'allemand.
- Pour le marché d'Europe du Nord, vous êtes basé(e) à Paris et maîtrisez parfaitement l'anglais.
- Pour les marchés d'Europe de l'Est, vous êtes basé(e) à Francfort et maîtrisez l'anglais. La connaissance de l'allemand ou d'une langue d'Europe de l'Est serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. AEUR, en précisant la zone géographique de votre choix, à BIP, Direction des ressources humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.



Banque Internationale de Placement
Groupe Dresdner Bank

Auditeurs, Contrôleurs de Gestion
Donnez de nouvelles perspectives
à votre carrière et devenez

Consultant chez Michael Page

« Pour accompagner notre forte croissance, nous recherchons des consultants de formation supérieure, ayant acquis une expérience de 2 à 3 années au sein d'une fonction financière, en entreprise ou en cabinet.

« Après une période de formation à nos méthodes, vous développerez votre portefeuille de clients et prendrez rapidement la responsabilité complète de missions de recrutement sur des postes variés.

« Enthousiaste et tenace, vous avez envie de gérer des contacts à haut niveau et d'évoluer dans une structure exigeante et dynamique.

Si vous aimez les ressources humaines, souhaitez développer votre sens commercial et recherchez une forte autonomie :

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél. + tél. actuelle à Hubert de Préval, Michael Page Finance, 3 bld

Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Cordialement) sous réf. HDP31110

Michael Page International
International Recruitment Consultants
Paris Madrid Amsterdam Düsseldorf Frankfurt
London Sydney Melbourne HongKong Singapore

مكتبة الامم المتحدة

■ LA BOURSE DE TOKYO a regagné du terrain mardi, effaçant ses pertes de la veille. Le Nikkei a finalement gagné 141,35 points, à 21 206,43 points, soit une progression de 0,67 %.

■ L'OR a ouvert en hausse mardi sur le marché international d'Hongkong. L'once s'échangeait à 381,40-381,70 dollars contre 379,70-380 dollars la veille en clôture.

■ WALL STREET a terminé sur un nouveau record, lundi 11 novembre, pour la quatrième séance consécutive. L'indice Dow Jones a gagné 35,78 points (+0,57 %), à 6 255,60 points.

■ L'ALUMINIUM a reculé lundi sur le LME malgré l'annonce d'une forte baisse des stocks mondiaux qui aurait dû raffermir les prix. La tonne a perdu 13 dollars, à 1 447 dollars.

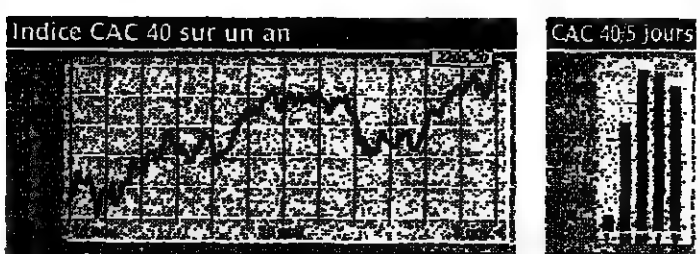
■ LES COURS DU PÉTROLE BRUT ont reculé lundi sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence aux Etats-Unis a cédé 22 cents, à 23,37 dollars. Vendredi, il avait gagné 85 cents.

LES PLACES BOURSINIÈRES

Accès de faiblesse à la Bourse de Paris

APRÈS un long week-end en raison de la fête de l'Armistice, la Bourse de Paris débute la semaine sur une note faible, en raison notamment de la baisse du dollar. En hausse de 0,06 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,27 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises s'inscrivaient en repli de 0,09 % à 2 203,23 points. Le marché était actif, le chiffre d'affaires s'élevait à 2,6 milliards de francs sur le compartiment à règlement mensuel en raison, notamment, de gros échanges sur le titre Valeo pour un montant d'un milliard de francs.

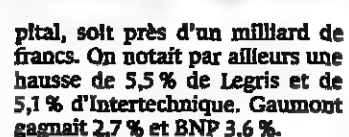
Les milieux financiers américains sont convaincus que la Réserve Fédérale, qui tient réunion mercredi, ne relèvera pas ses taux directeurs. Cette perspective contribue à la faiblesse du dollar. Pour le gouverneur de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, l'économie mondiale va dans la bonne direction, l'inflation, ajoute-t-il,



étant sous contrôle sur le plan mondial. Du côté des valeurs, de gros échanges ont été réalisés sur Valeo, portant déjà sur 4,4 % du capital, soit près d'un milliard de francs. On notait par ailleurs une hausse de 5,5 % de Legris et de 5,1 % d'Interchemie. Gaumont gagnait 2,7 % et BNP 3,6 %.

Cetelem, valeur du jour

CETELEM a vivement progressé vendredi 9 novembre à la Bourse de Paris, terminant la séance à son plus haut niveau de l'année. La filiale de la Compagnie bancaire s'est inscrite en clôture à 1 215 francs, en hausse de 5,7 %, avec des transactions portant sur 21 000 titres. En cours de séance, le titre a même coté 1 219 francs. Les intervenants estiment que le titre a bénéficié de spéculations sur une éventuelle offre publique d'échange qui pourrait être lancée par sa maison mère ou Paribas. Au premier se-



meure, la société spécialisée dans le crédit à la consommation a réalisé un bénéfice net par part de groupe en hausse de 14 % à 590 millions de francs.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 12/11	08/11	07/11
Gaumont	499,50	+1,35	+39,52
Ermenegildo Zegna	225	+1,35	+14,06
Legris Indust.	280	+1,00	+11,11
Interchemie 1	915	+4,57	+115,78
B.N.P.	207,50	+0,20	+6,15
Siège	337,50	+3,39	+11,53
Maillet	110,80	+9,06	+63,37
ACF-As Com France	162	+2,56	+1,31
Banque (C)	502	+2,36	+2,58
DMC (Dollars M)	116	+0,22	+32,46
BAISSES, 12h30			
Deswik Electro	458	-1,75	+19,80
Deswik Polysty	1130	-2,34	+21,29
Calsonic	231	-2,34	+25,59
OTM-Entrap	239	-3,23	-30,42
Pechiney	224	-0,88	+31,91
NRJ	646	-2,85	+30,76
Synthesbio	302	-2,71	+53,62
Leclercq	158,50	-1,38	+75,88
Sci Communication	528	-3,22	+17,59
Vie Banque	130	-2,30	+12,75

VALEURS LES PLUS ACTIVES

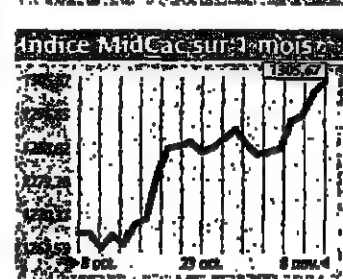
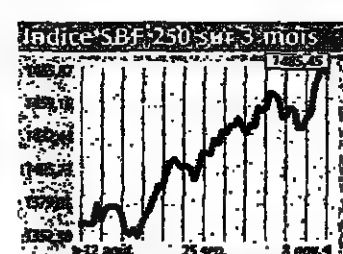
SEANCE, 12h30	échanges	Capitalisation en K€
Valeo	1983581	62420904,00
ACF-As Com France	1116390	26207260,10
ACF-As Com France	851422	13848956,30
BF Aquitaine	179861	7483651,40
Snofi	157377	7367566,70
LYMOR More Wilton	58025	7142935
Tout	144682	5799321
Exo (Car des)	84406	5496729
Shome Pontons A	317596	4995151,10
Carrefour	137977	41158007

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 12/11	08/11	07/11
Scorpio	79,90	+5,82	+12,53
Info Realite	685	+5,23	+252,91
Expend sa	327	+4,67	+2,17
Mediascience	591	+4,11	+24,35
Bic. Gardel (B)	69,50	+3,00	+20,17
BAISSES, 12h30			
ACF-As Com France	2,50	-13,79	-81,13
Graviers Dorand	178	-18,32	-4,57
Vestem France SA	296,50	-6,76	+25,65
CPPI	304	-5	-30,90
Routage-Guilford	513	-5	+6,48

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	08/11	07/11	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1544,11	1545,01	-0,12
Ind. gén. SBF 250	1485,45	1485,67	-0,03
Ind. Second Marché	1621,33	1620,69	+0,08
Indice MidCAC	1305,67	1302,63	+0,22
Valeurs Index	1683,27	1686,15	-0,29
1 - Energie	1663,60	1701,46	-1,05
2 - Produits de base	1586,17	1585,95	+0,04
3 - Construction	1507,60	1498,94	+0,58
4 - Biens d'équip.	1137,45	1135,08	+0,21
5 - Automobile	1774,48	1763,42	+0,64
6 - Biens consom.	225,17	223,97	+0,54
7 - Indus. agro-alim.	149,05	150,03	-0,69
Services	1709,40	1709,39	0
8 - Distribution	3262,34	3260,68	+0,05
9 - Autres services	1102,60	1102,07	+0,04
Sociétés financières	1075,25	1069,49	+0,54
10 - Immobilier	693,23	693,23	0
11 - Services financ.	1047,13	1049,20	-0,20
12 - Sociétés invest.	1490,61	1492,28	-0,12



Mouvement de reprise à Tokyo

LA BOURSE DE Tokyo a terminé en légère hausse, mardi 12 novembre, dans le sillage du nouveau record inscrit à Wall Street la veille, alors que les signes d'une amélioration de l'économie au Japon soulagent le marché. L'indice Nikkei a gagné 141,35 points, soit 0,67 %, à 21 206,43 points.

La veille, Wall Street a, en effet, terminé sur un record pour la quatrième séance consécutive. L'indice Dow Jones a gagné 35,78 points, soit 0,57 %, à 6 255,60 points. Les opérateurs ont noté que la tendance avait été stimulée par les achats sur les titres de la consommation avant les fêtes de fin d'année. Les intervenants attendent la réunion mercredi du comité monétaire de la Réserve fédérale, qui devrait, selon la majorité des experts, laisser ses taux directeurs inchan-

gés. La Bourse de Londres a terminé en légère hausse grâce à l'ouverture en progrès de Wall Street après avoir passé l'essentiel de la journée en baisse. L'indice Footsie a fini sur une hausse de 3,7 points, soit 0,09 %, à 3 914,5 points. La Bourse de Francfort a cédé 0,42 %, l'indice DAX terminant à 2 728,32 points sur des prises de bénéfices après le record de vendredi.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 12/11	08/11	07/11	Var. %
Paris CAC 40	2205,20	+1,35	+39,52	+0,30
New York Dow Jones	6255,60	+1,35	+39,52	+0,30
Tokyo Nikkei	21206,43	+1,35	+39,52	+0,30
Londres FTSE 100	3914,50	+1,35	+39,52	+0,30
Francfort DAX	2728,32	+1,35	+39,52	+0,30
Stockholm OMX	854,86	+1,35	+39,52	+0,30
Bombay S&P 100	2176,04	+1,35	+39,52	+0,30
Bruxelles C20	1823,69	+1,35	+39,52	+0,30
Milan MIB 30	957	+1,35	+39,52	+0,30
Amsterdam AEX	401,60	+1,35	+39,52	+0,30
Madrid IBEX 35	384,07	+1,35	+39,52	+0,30
Stockholm OMX	1686,42	+1,35	+39,52	+0,30
Londres FTSE	3914,50	+1,35	+39,52	+0,30
Hong Kong Hang Seng	12751,30	+1,35	+39,52	+0,30
Singapore Straits	2117,25	+1,35	+39,52	+0,30

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

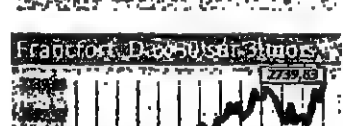
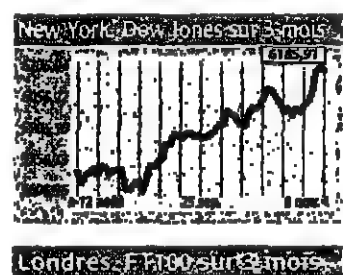
	08/11	07/11
Alcoa	59,75	60
American Express	50	49,12
Allied Signal	71	70,12
AT & T	57,12	56,75
Bethlehem	5,28	5,12
Boeing Co	95	95,87
Caterpillar Inc.	73,25	73,37
Chevron Corp.	46,12	46,25
Coca-Cola Co	52	51,63
DuPont Corp.	70,25	69,62
Du Pont Nemours & Co	94,50	94,50
Eastman Kodak Co	80,62	81
Exxon Corp.	90	89,37
Gen Motors Corp.	33	33,50
Gen Electric Co	102,12	102,12
Goodyear & Rubber	46,12	47,87
IBM	134,50	134,57
Int'l Paper	48	47,87
J.P. Morgan Co	87,25	88
Mc Don Douglas	35,50	36,25
Merck & Co Inc.	81	80,63
Minnesota Mining & Mfg	81,25	80
Philip Morris	99,37	97,87
Procter & Gamble Co	105,67	105,37
Sears Roebuck & Co	50	49,12
Tesco	97,25	96,25
Union Carbide	40,25	40,87
Unilever	134	132,50
Westinghouse Electric	30	29,75
Woodward	22,75	21,87

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	08/11	07/11
Allied Lyons	4,83	4,74
Barclays Bank	9,88	9,57
B.T. Industries	4,20	4,30
British Aerospace	11,48	11,58
British Airways	5,76	5,66
British Gas	1,91	1,80
British Petroleum	6,42	6,34
British Telecom	3,63	3,54
B.T.R.	2,45	2,46
Cadbury Schweppes	4,96	5,01
Eurotunnel	0,88	0,90
Glaxo	9,56	9,71
Grand Metropolitan	4,35	4,49
Guinness	4,35	4,37
Hannover Plc	0,81	0,81
Grati	0,82	0,82
H.S.B.C.	12,81	12,83
Imperial Chemical	7,57	7,53
Legal	6,29	6,29
Marshall & Spencer	4,04	4,07
National Westminster	4,21	4,29
Peninsular Oriental	5,98	5,92
Reunert	7,45	7,46
Sainsbury & Sainsbury	0,97	0,98
Shell Transport	9,67	9,57
Tate and Lyle	4,64	4,63
Unilever Ltd	18,38	18,27
Zeneca	16,18	16,16

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

	08/11	07/11
Allianz Holding AG	2785	2774
BASF AG	51,74	50,98
Bayer AG	85,38	84,57
Bay Hypo & Wechselbank	45,73	45,30
Bayer Vereinsbank	61,20	60,23
BMW	927	921
Commerzbank	34,25	34,25
Daimler-Benz AG	325,50	323,85
Deutsche	614	611
Deutsche Bank AG	68,83	68,75
Dresdner Bank AG	42,89	41,50
Henkel AG	70,40	69,90
Hoechst AG	61,34	60,80
Karstadt AG	380	366,50
Merck	965	963
OT. Lufthansa AG	20,90	20,65
Man AG	372	365
Mannesmann AG	610	598,50
Metallgesellschaft	28,33	28,75
Pfaff AG	369,99	366,50
Preussag AG	65,70	65,57
Schering AG	124,23	124,48
Siemens AG	75,65	75,27
Thyssen	276	273,90
Veba AG	83,30	82,60
Vias	587	578



LES TAUX

Progression du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, mardi 12 novembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre gagnait 16 centimes, à 127,40 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,84 %, soit 0,05 % au-dessous du rendement du titre allemand de même

échéance. La veille, le marché obligataire américain était resté fermé, en raison de la fête du Veteran's Day. Les opérateurs ne prévoient pas de modification des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine à l'issue de son conseil, réuni mercredi 13 novembre.

La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,31 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaires 6,75 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
1 mois	3,34	3,42	3,34	3,40
3 mois	3,34	3,44	3,34	3,48
6 mois	3,34	3,48	3,34	3,59
1 an	3,34	3,54	3,34	3,69
PIBOR FRANCE				
PIBOR France 1 mois	3,34	3,44	3,34	3,40
PIBOR France 3 mois	3,34	3,44	3,34	3,48
PIBOR France 6 mois	3,34	3,48	3,34	3,59
PIBOR France 9 mois	3,34	3,48	3,34	3,59
PIBOR France 12 mois	3,34	3,48	3,34	3,59
PIBOR ECU				
PIBOR Ecu 3 mois	4,09	4,29	4,09	4,29
PIBOR Ecu 6 mois	4,09	4,29	4,09	4,29
PIBOR Ecu 12 mois	4,09	4,29	4,09	4,29

NOTIONNEL 10 %

	échéance 08/11	volum	derm	plus	plus	premier
Déc. 96	97,02	139,74	127,48	127,48	127,22	127,22
Mars 97	3194	143,02	127,48	127,48	127,18	127,18
juin 97	729	136,24	126,18	126,18	125,96	125,96
Sept. 97	—	—	—	—	—	—

PIBOR 3 MOIS

	échéance 08/11	volum	derm	plus	plus	premier
Déc. 96	15677	1,35	96,48	96,48	96,44	96,44
Mars 97	14611	1,35	96,48	96,48	96,38	96,38
juin 97	359	1,35	96,38	96,38	96,28	96,28
Sept. 97	364	1,35	96,38	96,38	96,28	96,28

ECU LONG TERME

	échéance 08/11	volum	derm	plus	plus	premier
Déc. 96	781	1,35	96,48	96,48	96,44	96,44
Mars 97	—	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

	échéance 08/11
--	----------------

DISPARITIONS

Fred Lipmann

Le père des montres Lip

« NOUS sommes les plus beaux et les plus forts ». Telle était la devise de Fred Lipmann, ancien patron des montres Lip à Besançon (Doubs), qui est mort à Paris, samedi 9 novembre, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Une devise que « les Lip », ces anciens salariés devenus autogestionnaires, allaient à leur tour faire leur, lorsqu'ils tenteront de maintenir en vie l'entreprise horlogère, tout au long des années 70, lors du plus long conflit social de l'histoire de l'industrie française.

Fred Lipmann était un patron visionnaire mais fantasque, précurseur à la fois en matière de technologie, de marketing, de relations sociales. Précurseur, Lip le fut aussi en étant l'une des premières grandes victimes françaises de la mondialisation de l'économie. Né en 1905 à Besançon, Fred Lipmann avait repris en 1939 l'entreprise familiale fondée en 1867 par son grand-père Mammel Lipmann. Il y appliquera la gestion à l'américaine, apprise lors d'un séjour de jeunesse aux États-Unis.

Fred Lipmann n'hésite pas à bousculer le conservatisme qui caractérise alors le patronat français. Il commence par installer à Besançon la première chaîne de montage de montres jamais vue dans une usine française. Il crée aussi chez Lip la première crèche d'entreprise en France. Mais son coup d'éclat sera, en 1952, la mise au point de la première montre électronique. Avec un sens consommé de la publicité, Fred

Lipmann en offre une au général de Gaulle, qui l'arborera au poignet sur nombre de photos officielles. Mais cette innovation de l'industriel du Doubs ne résistera pas longtemps à la déferlante des fabricants de montres japonais, qui ont, eux aussi, mis au point une nouvelle technologie, le quartz, et qui sauront l'imposer comme un standard mondial. Commence alors, pour une industrie horlogère française divisée, un lent et mortel déclin.

De 1962 à 1970, les ventes de Lip augmentent que de 3 % l'an contre 10 % pour l'ensemble du secteur. Sa part du marché français chute de 20 % à 7 %. En 1971, Fred Lipmann, à soixante-six ans, passe la main à l'ennemi de toujours : l'industrie suisse. Le groupe helvétique Ebauches SA entre dans le capital. Las, la situation se dégrade encore et au cours de l'été 1973, le dépôt de bilan puis la liquidation judiciaire sont prononcés. La situation bascule alors dans ce qui deviendra le conflit le plus emblématique des années post-mai 68.

Les 1 300 salariés, sous la conduite de la CFDT, séquestrent les administrateurs provisoires et occupent l'usine. Ils s'emparent d'un stock de 65 000 montres, estimé à 10 millions de francs, et annoncent qu'ils vont continuer de « fabriquer et de vendre » du matériel pour leur propre compte. Le premier ministre de Georges Pompidou, Pierre Messmer, a beau prier que « Lip, c'est fini, fini », l'affaire devient politique

et nationale. La vente du stock confisqué permet de payer les ouvriers jusqu'en décembre 1973. En janvier 1974, Claude Neuschwander, un ancien de Publicis, homme de gauche éfiché, accepte de relever le défi : nommé PDG de Lip, il ouvre des négociations avec les syndicats. Les ouvriers restituent le stock de montres.

Il ne parviendra pas à éviter une nouvelle faillite en mars 1975. M. Neuschwander se refuse à licencier, il décide des réductions d'horaires, des mises à la retraite anticipée. En janvier 1976, l'Etat accorde un prêt de 7 millions de francs. En avril, Lip est en cessation de paiement. Les ouvriers réoccupent l'usine, mais le cœur n'y est plus. La coopérative ouvrière Les Industries de Palente, constituée en novembre 1977, parviendra tout juste à faire survivre la marque jusqu'à son rachat en 1984 par Kiplé, qui fait faillite à son tour six ans plus tard. En juin 1991, la marque Lip et le stock de montres ont été rachetés par un industriel du Gers, Jean-Claude Sensemat, spécialisé dans la distribution d'outillage électrique.

« Lip ? Ce fut une escapade dans notre vie de gens obéissants », résumait en 1975 Monique Piton, une salariée de Lip qui publiera un livre sur cette aventure. Une épitaphe que n'aurait sûrement pas rendue Fred Lipmann.

Pascal Gallinier

Michel Mitrani

La passion de l'image

LE CINÉASTE et réalisateur de télévision Michel Mitrani est mort samedi 9 novembre des suites d'un infarctus. Il était âgé de soixante-six ans. Passionné, presque toujours en pétard. Comment mieux définir l'homme de télévision et de cinéma qui avait voué sa vie à l'image en mouvement ? Engagé, parfois jusqu'à l'emportement, ce « résistant » défendait tous les genres, sans autre parti pris que celui de la création. Il détestait avant tout les mercantis du petit comme du grand écran, qui rendent « les choses vulgaires » ; le « corporatisme » qui règne à la télévision et la médiocratie des programmes d'un service public « rangé de l'intérieur par les pratiques du privé ». Une télévision dans laquelle il a passé plus de trente ans, qui a représenté pour lui une vraie liberté, même s'il a connu aussi les projets que l'on refuse. Des peintures qu'il aimait beaucoup, il disait avoir appris l'usage de la liberté. Tout ce qui pouvait favoriser les alchimies entre le langage audiovisuel et le langage de l'art « porteur de trouble » l'intéressait. Michel Mitrani a cru à la télévision de service public, il a assisté à sa défaite. Cet utopiste acharné avait été formé à « l'école française » de l'ORTF, il s'est battu pour qu'elle laisse une place aux auteurs.

Né le 12 avril 1930, à Varna, en Bulgarie, cet ancien élève de l'Idhec a débuté dans le cinéma comme assistant de Claude Autant-Lara, de

Maurice de Canonge, d'André Berthomieu, puis chez Argos Films, la maison de production dirigée par Anatole Dauman, un des creusets du documentaire français. Entré à l'ORTF en 1955, il a travaillé avec Claude Loursais, Marcel Bluwal, Jean-Paul Carrère, avant de devenir réalisateur en 1959. Il a signé de nombreux documentaires et magazines comme « Plaisir des arts » et « Terre des arts », et participé à la grande aventure de « Cinq colonnes à la une », pour lequel il a réalisé une vingtaine de reportages dont le fameux « Qu'en pense Alger ? » où il avait inauguré le contre-jour pour protéger l'anonymat d'un étudiant musulman. Une méthode dramatisante très reprise par la suite.

UN AUTEUR COMPLET

Sa curiosité l'a poussé à inventer un style de narration, qu'il a appelé essai, où il joue entre le documentaire, le reportage, la fiction, l'analyse critique, pour mieux appréhender l'univers artistique d'un Man Ray, d'un Soulages ou d'un Mauriac. La rétrospective de l'œuvre de Mitrani, organisée en avril 1991, au Centre Pompidou, à Paris, permettait de mesurer le champ investi par ce « créateur ». *Vlasquez* (1960), *Courbet* (1961), *Goya* (1962), *Max Ophüls ou le plaisir de tourner* (1964), *Les Anges exterminés* (1966-1967) - série sur l'Espagne saluée par Maurice Clavel comme un événement - *Ionesco à Zurich* (1968), sont quelques-uns de ces essais qui ont fait date.

Mais c'est dans la fiction que Michel Mitrani s'est fait un nom. Dès 1962, il adapte et met en scène les grands auteurs modernes. Beckett (*Tous ceux qui tombent*, 1962, prix Albert Olivier), Marguerite Duras (*Sans merveille*, 1963), Sartre (*La Chambre*, 1964, *Huis clos*, 1964-1965), Mauriac (*La Conversation*, 1966), Ionesco (*Défilé à deux*, 1968), Gombrowicz (*Meurtre avec préméditation*, 1982), Barbusse (*L'Invité clandestin*, 1989).

En 1970, il écrit et réalise son premier long métrage destiné au cinéma : *La Nuit bulgare*, qui ne sortira que deux ans plus tard. C'est le film d'un auteur complet qui mêle réalisme en prise sur la modernité et optimisme inspiré par un monde archaïque. En 1971, toujours pour le cinéma, Mitrani adapte *La Cavale*, d'après le roman d'Albertine Sarrazin, puis, en 1974, *Les Guichets du Louvre*, d'après Roger Boussinot. Cette grande et belle œuvre raconte la rafle du Vél'd'Hiv' en 1942 avec une rigueur politique qui contraste avec les reconstitutions « rétro » qu'on voit à l'époque. En 1978, il adapte le roman de Julien Gracq, *Un balcon en forêt* (1978). Tourné avec de petits moyens, ce film de cinéma est une réussite, l'environnement de l'écriture cinématographique étant parfaitement adapté au sentiment d'enlèvement, d'attente du destin. Grand admirateur de Gracq, Mitrani lui consacra un portrait, en 1995, pour la collection « Un siècle d'écrivains » de France 3. Il réalisera, la même année, sous l'égide de Roger Coggio, producteur et interprète, une transposition décevante de *Monsieur de Pourcœugnac*.

Tres sensibilisé aux problèmes de la création, Michel Mitrani s'est battu contre la dégradation de la télévision. En 1987, il crée le Festival international de programmes audiovisuels (FIPA), à Cannes. Avec Pierre-Henri Deleau, initiateur de la Quinzaine des réalisateurs, il veut prouver que la télévision peut être un genre culturel à l'égale du septième art. La manifestation, qui s'est déplacée cette année à Biarritz, est devenue l'un des rendez-vous les plus importants de la création audiovisuelle. Mitrani était en train de mettre la dernière main à un projet qu'il avait à cœur : l'adaptation du journal de Jean Moulin. Depuis six ans, il cherchait une chaîne qui s'y intéresserait.

Catherine Humblot

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire,
Doud-le-Parisienne !
Marco.

Décès

- M^{me} Roger Dornier,
ses enfants, gendres, belles-filles
et petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Roger DORNIER,
survécu à Trappes, le 8 novembre 1996, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à La Queue-lez-Yvelines, le mardi 12 novembre, dans la plus stricte intimité.

41 A, rue de Grouverre,
78940 La Queue-lez-Yvelines.

- Jeannine de la Prégolère,
Aime Lerebours,
Christiane de Bresson,
Monique de Courcelles,
ses filles,
Paul-André Lerebours
et Jacques de Bresson,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, le 9 novembre 1996, de

Renée Bernard
de la FRÉGOLÈRE,
née COMBES SAINT-MACARY,
le 16 novembre 1893.

La messe sera célébrée jeudi 14 novembre, à 11 heures, à Dissé-sous-le-Lude (Sarthe).

- M. Louis Galtier,
son époux,
M. et M^{me} Philippe Galtier,
ses enfants,
Coralie,
sa petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rachel GALTIER,
survécue, à Paris, le 8 novembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 novembre, à 15 heures, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris-17^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

R. MARIN
PLUS PROCHES DE VOUS
POUR UNE
ASSISTANCE TOTALE 7J/7

- Claudine Gerstenkorn,
née Ferdinand-Dreyfus,
son épouse,
Anne, Nadia et Jacques,
ses enfants,
Jocelyne et Karine,
ses petits-enfants,
Hélène et Jean Tilmant,
sa sœur et son beau-frère,
sa famille, ses amis,
sont profondément émus et peints par la mort de

Simon
GERSTENKORN (Shimmon),
directeur de recherche au CNRS,
physicien,
à l'âge de soixante-sept ans.

L'enterrement aura lieu le mercredi 13 novembre 1996, à 15 heures, au cimetière de Pantin (entrée principale),
98, avenue de Villiers,
75017 Paris.

- M^{me} Jacqueline Henaff,
née Comte,
son épouse,
Siméon et Céline Rosso,
Kassid Henaff
et Wafel Henaff,
ses enfants,
ses nièces et neveux,
Les familles Henaff, Ligot, Bozon,
Jamin, Comte,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean Pierre HENAFF,
survécu au Chesnay, à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, au Chesnay, mercredi 13 novembre 1996, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Nicole Nozet, présidente du conseil d'administration de l'Unedac,
Les membres du bureau de l'Unedac,
M. Dominique Jean Chertier, directeur général de l'Unedac,
Le comité de direction,
Ses collaboratrices et collaborateurs,
ont le regret de faire part du décès de

M. Jean Pierre HENAFF,
directeur de l'information
et de la communication.

- Michèle, Hervé et Pascal Jolly,
ses enfants,
Georges Champoussin,
son frère,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie JOLLY,
née CHAMPOUSSIN,
survécue le 8 novembre 1996.

La cérémonie de crémation aura lieu le jeudi 14 novembre, à 10 h 30, au crématorium du Père-Lachaise, à Paris.

- Saubosse (Landes).
M^{me} Etienne Monceau,
son épouse,
M. et M^{me} Daniel Monceau,
M^{me} Michèle Monceau,
ses enfants,
Christophe, Jérémy, Emmanuel,
Clémence et Mathieu,
ses petits-enfants,
Les familles parvies,
Ainsi que tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André Gabriel MONCEAU,
survécu le 7 novembre 1996, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 13 novembre, à 10 h 30, en l'église de Saubosse, où l'on se réunira.

- M. et M^{me} Ernesto Lopez-Pino,
Ses sœurs et beau-frère,
Ses cousins et cousines,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude, Jeanne REUGE,
survécue le 7 novembre 1996, à la suite d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 novembre 1996, à 11 heures, à la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, suivie de l'incinération au crématorium.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à la Maison médicale Jeanne Garnier, 106, avenue Emile-Zola, Paris-15^e.
14, rue des Amélie,
75019 Paris.

- M^{me} Denise Salacroup,
Béatrice, Didier Salacroup,
leurs enfants,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri SALACROUP,
survécue le 8 novembre 1996.

- Meylan, Roquedurme, Nice.

Amie,
son épouse,
Nicolas,
son fils,
M^{me} Katherine Kongoucheff,
M^{me} Henri Roche,
André et Bernard Leveque,
Laurence et Olivier,
Jacqueline et Georges Lançon,
Ludovic, Pierre et Olivier,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Wladimir André SPIVAK,
survécue le 7 novembre 1996.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Avis de messe

- Une messe sera célébrée le 18 novembre, à 18 heures, en l'église Saint-Séverin, à l'initiative de

Laure TAMALET,
disparue tragiquement à l'âge de vingt ans, le 18 novembre 1993.

« La vie est un sommeil,
L'Amour en est le rêve. »

Anniversaires de décès
- Il y a dix ans, le 13 novembre 1986, disparaissait

Pierre HAWELKA.

Souvenez-vous également de
Ewa Ribeiro HAWELKA,
décédée le 9 août 1988.

- Il y a un an, disparaissait
Romuald SZRAMKIEWICZ,
professeur en Sorbonne,
le 12 novembre 1995.

Une pensée est demandée pour lui à tous ceux qui l'ont connu.

Hommages

Paul CHADVIN,
militant des œuvres complémentaires de l'enseignement public, à l'échelon départemental, régional, puis national,
est décédé le 10 août 1996.

Un hommage lui sera rendu le
samedi 23 novembre, à 10 h 30
66, rue Barbès, 18000 Bourges

Fédération générale des pupilles de l'enseignement public
108, avenue Ledru-Rollin
75011 Paris

Conférences

Conférence à l'Unesco
le dimanche 24 novembre 1996, à 16 h 30

« ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH »

avec la participation de
Ruth Hilberg,
Saul Friedlander,
Serge Klarsfeld,
André Kaspi.

Inscriptions impératives au Centre de documentation juive contemporaine,
tél. : 01-42-77-44-72 ;
fax : 01-48-87-12-50

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, ce jeudi 14 novembre 1996, à 20 h 30 :

« Les traditions musicales juives » (éd. Maisonneuve) par le professeur A. Shiloah (université de Jérusalem). Tél. : 01-42-71-68-19.

Le Monde EDITIONS

PLANTU

LES ANNÉES VACHES FOLLES

TE LITTE DES ANIMÉS !

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

LE MONDE diplomatique

Novembre 1996

- **PROCHE-ORIENT** : Ces colonnes vacillantes de l'ordre régional, par Alain Gresh. - Pendant la négociation, la colonisation continue, par Geoffrey Aronson. - Main basse sur Jérusalem, par Jan De Jong. - Aux origines de la pensée de M. Némayon, par Dominique Vidal.
- **IRAN** : Des femmes contre le clergé, par Asadollah Khan.
- **GHANA** : La fin d'une exception, par Martin Varlet.
- **BOSNIE** : Amers lendemains d'élections, par Paul-Marie de La Gorce.
- **ISLANDE** : Fièvre de son identité..., par Philippe Bove.
- **BERLIN** : Une métropole culturelle retrouvée, par Brigitte Fitzold.
- **ALIMENTATION** : Le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, par Karen Lehman. - Au Mexique, les fausses promesses de l'Alma (E. L.). - Refonder l'agriculture européenne, par Odile Jankowiak.
- **PRESSE** : Misère du journalisme de province, par Philippe Decamps.
- **MÉDIAS** : Pour une information libre, par Ignacio Ramonet.
- **MYTHOLOGIES** : Mère Teresa, une sainteté médiatique, par Christopher Hitchcock.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

CARNET DU MONDE

Téléphone : 01-42-17-29-94 01-42-17-38-42
Télécoeur : 01-42-17-21-36

BIOLOGIE Début 1996, grâce aux dons du Téléthon, l'équipe du professeur Jean Weissenbach a pu établir, dans les laboratoires du Génomique d'Evry (Essonne), une carte

détaillée du génome humain. **CE RÉSULTAT**, mondialement reconnu, ne saurait être suffisant. **À CETTE** cartographie destinée à localiser la place précise de chacun des

100 000 gènes de nos chromosomes, supports de notre hérédité, doit s'ajouter maintenant le décryptage de chacun d'entre eux. **POUR LUTTER** avec les États-Unis, la Grande-

Bretagne, mais aussi avec l'Allemagne et le Japon, la France doit réagir, car les enjeux thérapeutiques, pharmaceutiques et agroalimentaires sont considérables. **LE**

GOVERNEMENT vient donc de décider la construction, à Evry, d'un centre de séquençage, rattaché au CNRS, pour écrire une partie de cette grande encyclopédie du vivant.

La France veut rattraper son retard dans le décryptage du génome humain

Un centre de recherche public, dédié à la connaissance approfondie du patrimoine génétique de l'homme et des organismes vivants, doit s'ouvrir à Evry (Essonne) au début de 1997

LES CHERCHEURS français, pionniers de la cartographie du génome humain, ont-ils raté le coche de son inventaire détaillé qui ouvre la voie à de nombreuses applications médicales et industrielles ?

C'est la question qui se pose, au moment où le comité interministériel de la recherche vient de décider la création d'un grand centre public de séquençage (*Le Monde* du 4 octobre). Cette réalisation, présentée comme un programme scientifique prioritaire, participe en effet d'une compétition internationale acharnée, derrière laquelle se profilent de puissants intérêts commerciaux.

Loïn de ces réalités, l'exploration des mystères de la vie et de l'hérédité a pourtant de quoi faire rêver. Le projet international « Génome humain », lancé en 1988 et financé principalement par les National Institutes of Health (NIH) et le Département of Energy (DOE) américains, s'était fixé un objectif extrêmement ambitieux : déterminer la structure exacte du patrimoine héréditaire de l'homme.

L'information génétique d'un individu, autrement dit son génome, est portée par 23 paires de chromosomes, constitués de longs rubans d'ADN (acide désoxyribonucléique) sur lesquels sont disposés quelque 100 000 gènes. Ces molécules d'ADN sont elles-mêmes formées, au total, de 3 milliards d'unités élémentaires : quatre « bases », toujours les mêmes, notées A, C, G, T, dont l'ordonnement a une signification très précise. Si un seul de ces caractères est déplacé, tout le message génétique peut s'en trouver modifié !

Ainsi le génome humain peut-il être comparé à un livre dont les chromosomes seraient les chapitres, les gènes les phrases, tandis

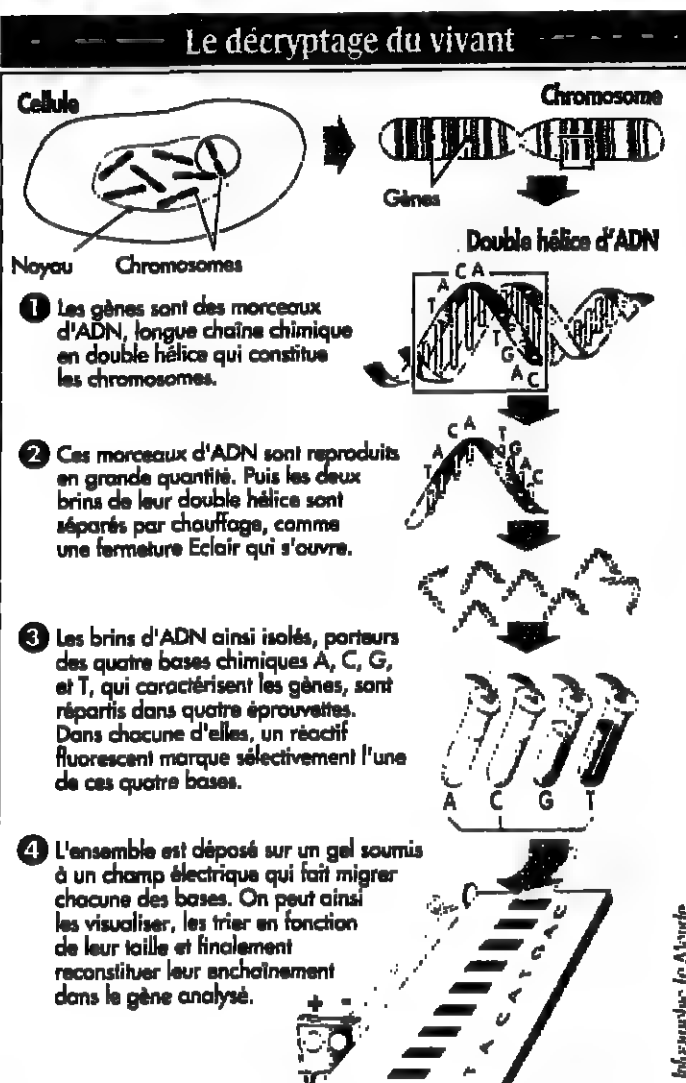
que les « bases » représenteraient les lettres. L'ambition des biologistes est en somme de déchiffrer, dans le texte intégral, ce qu'on peut appeler la grande encyclopédie du vivant.

Une compétition internationale acharnée, derrière laquelle se profilent de puissants intérêts commerciaux

Avant de s'attaquer à ce décryptage exhaustif, ils décidèrent de passer par des étapes intermédiaires visant à établir des cartographies du génome pour localiser la place exacte des gènes sur les chromosomes et à connaître certaines successions de segments d'ADN.

Les Français furent les premiers à réussir une telle prouesse sur une grande échelle. Début 1996, une carte détaillée du génome humain fut dressée par l'équipe du professeur Jean Weissenbach, au laboratoire Génomique d'Evry (Essonne). Une unité de pointe, financée non par l'État, mais par les dons du Téléthon qu'organise, chaque année, l'Association française contre les myopathies (AFM).

Les généticiens savaient, toutefois, que cette lecture rapide restait trop sommaire. Il fallait pousser plus avant et réaliser le séquençage, c'est-à-dire le recensement systématique des 3 milliards de bases du matériel génétique humain. Entreprise titanesque !



Le futur centre de recherche d'Evry (Essonne) devrait être capable d'analyser 30 millions de bases par an. Ce chiffre correspond au potentiel des unités américaines, mais est inférieur à celui du centre britannique de Cambridge (40 millions de bases). Le coût de ces opérations est aujourd'hui d'environ 5 francs par base.

Dès 1990, le ministre de la recherche de l'époque, Hubert Curien, avait annoncé un « programme national » prévoyant d'amorcer un tel inventaire. Mais, de tergiversations en changements de gouvernement, et de promesses financières en engagements non tenus, le projet ne connut pas les développements attendus. Pendant ce temps, d'autres pays reprenaient l'initiative.

Aux États-Unis, les instituts nationaux de la santé décidaient de financer une demi-douzaine de centres de séquençage et, tout récemment, le département de l'énergie a annoncé de nouveaux efforts dans ce domaine. En Grande-Bretagne - l'autre grand rival de la France -, le Wellcome Trust subventionnait une unité de séquençage. L'Allemagne et le Japon, beaucoup moins avancés jusqu'alors, suivaient le même chemin. La France, arrivée en tête pour la cartographie du génome, se retrouvait cette fois distancée.

ENJEUX CONSIDÉRABLES

Aujourd'hui, la recherche française tente donc de rattraper son retard. Plusieurs rapports ont persuadé le gouvernement que « ne pas contribuer significativement au séquençage pénaliserait fortement notre recherche publique et industrielle ». Un renouveau, a estimé le comité interministériel, « aliènerait notre capacité à participer sur un pied d'égalité à des coopérations internationales en génétique fonctionnelle », mais aussi à « mener de manière indépendante des travaux stratégiques pour l'industrie nationale ou la santé publique ».

Les enjeux se situent en effet à ce double niveau, scientifique et économique. À ce jour, les biologistes n'ont encore identifié que

quelques milliers de gènes humains. Pour ainsi dire, le B.A.-Ba du génome. La plupart restent donc à découvrir ainsi que leurs fonctions. Ainsi pourra-t-on peut-être connaître les mécanismes biochimiques des trois à quatre mille pathologies dans lesquelles sont impliquées des anomalies génétiques.

Les firmes pharmaceutiques sont bien sûr les premières intéressées par ces travaux, pour la mise au point et la commercialisation de nouveaux médicaments. Elles sont suivies par les entreprises agroalimentaires. Aussi le futur centre, d'une capacité de séquençage de 30 millions de bases par an, ne vrait-il pas se cantonner au seul génome humain, mais se consacrer également à des espèces animales et végétales.

L'industrie nationale, qui ne détiendrait aujourd'hui qu'une infime part du chiffre d'affaires de la recherche génétique, loin derrière les États-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne, attend donc le plus grand profit des contrats qu'elle pourrait passer avec le nouvel établissement.

Quelques incertitudes restent cependant sur la réalisation de ce « grand chantier ». Bien que le ministre de la recherche assure que « le calendrier sera respecté et l'ouverture fixée à février 1997 », certains s'inquiètent. Si le futur centre doit s'installer à Evry, non loin de l'AFM et du Génomique, ses locaux ne sont pas encore choisis, son statut juridique tarde à être défini et son conseil scientifique n'est toujours pas mis en place. « Or, insiste le professeur Weissenbach, si la France veut vraiment revenir dans la course, elle ne doit plus traîner. »

Pierre Le Hir

Un budget de 80 millions de francs par an

Le futur centre de grand séquençage devrait regrouper entre 120 et 140 personnes, biologistes, ingénieurs et informaticiens. Après un investissement initial d'une trentaine de millions de francs, pour l'aménagement de 3 000 m² de locaux et l'acquisition de vingt à trente séquenceurs automatiques, ainsi que du matériel informatique, il est prévu que l'établissement, rattaché au CNRS, reçoive une dotation publique annuelle de 80 millions de francs. Cette enveloppe sera prélevée sur une nouvelle ligne budgétaire des sciences du vivant, sans que les organismes de recherche soient lésés, assure le ministre. L'installation devrait fonctionner pendant une dizaine d'années, au terme desquelles le décryptage de l'intégralité du génome humain sera probablement achevé.

La multiplication des grenouilles à cinq pattes inquiète les naturalistes américains

LES « MONSTRES », étudiés par le biologiste Jean Rostand (1894-1977) dans un étang de France, ont-ils resurgi dans les mares du Middle West américain ? Il y a quelques mois, des écoliers américains, partis en classe nature explorer un marécage du comté de Le Sueur (Minnesota), ont eu la surprise de voir s'enfuir sous leurs pas de curieuses batraciens qui présentaient une cinquième patte, des membres surnuméraires ou n'avaient qu'un œil.

« L'un de ces cyclopes avait même un deuxième œil qui lui poussait au fond de la gorge ! », raconte Mark Gerres, de l'Agence de contrôle de la pollution du Minnesota, qui s'est aussitôt passionné pour la découverte des écoliers. Le biologiste, rapporte l'AFP, s'inquiète de ces difformités. Il n'exclut pas qu'elles soient le signe de pollutions qui pourraient constituer une menace pour la santé humaine.

« Pour le moment nous ignorons l'origine de ces difformités, reconnaît-il, mais on devrait s'en préoccuper ».

D'autant que le phénomène est subit : 164 grenouilles anormales ont été trouvées depuis un an dans le Minnesota et les États voisins, alors que précédemment, une étude portant sur 20 000 individus n'avait pas permis de détecter de malformation majeure. Chez les grenouilles, les difformités ne sont cependant pas un phénomène totalement inattendu. Outre les spécimens étudiés par Rostand dans l'étang au monstre », les naturalistes trouvent régulièrement des animaux aberrants. Annemarie Ohler, du laboratoire reptiles et amphibiens du Muséum national d'histoire naturelle, possède ainsi une collection de grenouilles malformées, dont la dernière en date provient du Népal. « Dans la nature, ces grenouilles atypiques représentent généralement moins de un pour mille de la population », assure-t-elle.

Mais il arrive que ce taux augmente de façon significative. Ce fut le cas, il y a une vingtaine d'années, dans une carrière en Allemagne, où des crapauds présentaient d'étranges anomalies. « Malheureusement, la carrière a vite été comblée, déplore-t-elle, avant qu'on ait eu le temps de préciser la cause - radioactivité, chimie, ou autre - de ces difformités. » L'étang de Rostand n'a pas non plus livré son secret. On a supposé que les grenouilles polydactyles qui y prospéraient étaient atteintes de virus, mais cette hypothèse n'a jamais pu être validée de façon satisfaisante.

« Il est toujours délicat d'expliquer de tels phénomènes », note André Neveu, écologue au département hydrobiologie et faune sauvage de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA, Rennes). Depuis une vingtaine d'années, il étudie les populations de batraciens, mais n'a pas, à pro-

prement parler, observé d'augmentation des monstres dans la nature.

Des modifications mineures sont cependant sensibles. Les coupes pratiquées sur le tibia des animaux pour en déterminer l'âge - « un peu comme lorsque l'on compte les cernes des arbres » - sont devenues moins « lisibles ». « La structure est plus proche d'un cartilage que de celle d'un os bien formé », assure-t-il.

Les batraciens sont extrêmement sensibles aux modifications de leur environnement

Faut-il voir dans cette modification la marque d'une pollution, l'influence du rayonnement solaire, accru par le déficit en ozone atmosphérique, comme certains le suggèrent ? Difficile à dire, d'autant que des malformations peuvent aussi intervenir dans des milieux totalement protégés. C'est notamment le cas dans la ferme de grenouilles vertes mise en place par l'INRA pour étudier les possibilités d'élevage intensif de ces batraciens gastronomiques, dont 4 000 tonnes sont importées chaque année en France. André Neveu observe la multiplication de grenouilles dotées de pattes surnuméraires (malheureusement pour l'agroalimentaire, il s'agit seulement de membres antérieurs). Aberrations dues, selon lui, à l'absence de sélection naturelle, car, « dans la nature, les insectes détruisent de 50 % à 70 % des têtards ». Seuls les plus aptes survivent.

Chez d'autres animaux d'élevage, des siècles de domestication ont déjà opéré un tri, et permis de

dégager des pedigrees stables, ce qui n'est pas encore le cas chez la grenouille, dont l'élevage est encore balbutiant. À l'inverse, une trop forte consanguinité peut amener l'apparition de malformations, voire la disparition pure et simple du groupe, y compris dans la nature. Une étude suédoise portant sur la grenouille verte à montrer que lorsque les étangs sont distants de plus de 1 kilomètre, le brassage génétique devient insuffisant, et la population risque de chuter.

Ces observations montrent à tout le moins que les grenouilles, comme d'autres amphibiens, tels les rîtons, sont extrêmement sensibles aux modifications de leur environnement, et qu'ils pourraient constituer un bio-indicateur de choix.

Pour l'heure, seuls les invertébrés aquatiques sont utilisés de façon normalisée pour surveiller la qualité de l'eau. André Neveu plaide pour que l'on intègre dans ces contrôles l'étude des populations de grenouilles, dont certaines espèces ont été divisées par dix ou vingt dans certaines zones au cours des dix dernières années. « Les grenouilles, animaux amphibiens, pourraient constituer une sorte d'intégrateur de la vie terrestre et aquatique », assure André Neveu.

Hervé Morin

DÉPÊCHES

■ **ORIGINES** : les fossiles les plus anciens découverts sur Terre remontent à 3,5 milliards d'années. On a en effet retrouvé dans des roches du nord-ouest de l'Australie des restes d'algues bleu-vert « imprimés » dans des siltites connues sous le nom de « chert » et vieilles de 3 465 millions d'années (*Le Monde* du 20 septembre). Ce record serait aujourd'hui battu par la découverte de traces carbonées d'origine biologique dans des sédiments prélevés par le chercheur américain Steve Mojzsis, de la Scripps Institution of Oceanography (université de San Diego), dans l'île d'Arkila, proche du Groenland. À en croire ses résultats, ces fines particules de substances carbonées avanceraient, indique la revue *Nature* du 7 novembre, la date d'apparition des premières molécules de vie de 300 millions d'années.

■ **PHARMACOLOGIE** : des chercheurs de la DRIM (Unité mixte Ifremer-CNRS, Montpellier) viennent d'isoler quatre molécules anti-microbiennes chez la moule méditerranéenne. L'une d'elles, une petite protéine de 38 acides aminés, appartenant à la famille des défensines produites par les insectes, permettrait de lutter à la fois contre les bactéries à Gram positif et négatif. Les recherches s'orientent désormais vers la compréhension des processus de régulation du gène et de son fonctionnement lors d'une infection. Les chercheurs envisagent son expression dans des cellules d'autres organismes ou de réguler d'autres gènes antimicrobiens plus efficaces.

■ **ESPACE** : l'Agence spatiale européenne (ESA) vient de signer avec la République tchèque un accord de coopération portant sur « l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques ». Sont concernés par cet accord les domaines relatifs à la science spatiale, l'observation de la Terre, les télécommunications par satellite, les recherches en microgravité, ainsi que l'ingénierie et l'utilisation des moyens au sol.

La science en débat

Conférence autour du thème

« Agriculture et société »

Mercredi 20 novembre 1996 à 17 h

Les plantes du futur

Gérard Doussinault, directeur de recherche, amélioration des plantes, INRA, Le Rheu, Yves Chupeau, directeur de recherche, laboratoire de biologie cellulaire, INRA, Versailles. Animation : Evelyn Robic, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations 01 40 05 72 99

مكتبة ابن الجوزي

**La bière est la moins forte des boissons alcoolisées.
Elle risque d'être la plus pénalisée.
La logique fiscale est parfois absurde !**

**36 % de surtaxe pour la bière,
seulement 4,5 % pour les spiritueux,
et 0 % pour le vin !**

Est-ce en pénalisant sévèrement
la moins forte des boissons alcoolisées
que l'on peut parler de santé publique ?

Est-ce en pénalisant les 70.000 cafés/brasseries de France,
pour lesquels la bière représente plus de 30 % du chiffre d'affaires,
et les 80.000 emplois concernés par l'économie brassicole
que l'on peut parler de croissance ?

Est-ce en pénalisant une fois encore les consommateurs
que l'on peut parler de progression du pouvoir d'achat ?

Est-ce par une mesure inéquitable
que l'on peut parler de justice fiscale ?

**Une fiscalité inéquitable
est dangereuse pour la santé
économique.**



Dans le Vendée Globe, les vents contraires des premiers jours ont été favorables au vieux bateau d'Hervé Laurent

Au moment du passage aux îles Canaries, Yves Parlier s'est installé au commandement, devant Isabelle Autissier

Après neuf jours de course, Yves Parlier, sur son bateau *Aquitaine-Innovations*, était solidement installé, mardi 12 novembre, en tête du tour du

monde en solitaire sans escales. Il était suivi, après le passage aux îles Canaries, par Isabelle Autissier et par Hervé Laurent. Ce der-

nier a réussi à prendre la tête une journée avec *Groupe-LG-Traitmat*, un des plus anciens bateaux de la flotte. Le Hongrois Nan-

dor Fa a dû faire à nouveau demi-tour, lundi 11 novembre, son bateau, *Budapest*, ayant été heurté par un cargo panaméen.

Hervé Laurent n'a rien pu faire. Leader éphémère du Vendée Globe vendredi 8 novembre, il a dû laisser filer ces bateaux qu'il appelle les « pelles à feu », et « retourner au charbon avec son vieux diesel ». Sur le Vendée Globe, le tour du monde en solitaire, sans escales et sans assistance, le poids des ans est devenu imparable pour les vieillards coques. Les 12,5 tonnes et les sept ans de *Groupe-LG-Traitmat* se sont tout à coup mis à peser très lourd dans les vents légers à l'approche des Canaries.

En embuscade derrière lui, Yves Parlier n'a eu qu'à déployer les ailes de son grément révolutionnaire pour propulser dans les premiers surs au-dessus des vagues les 7,5 tonnes de son *Aquitaine-Innovations*, et prendre ainsi la tête de la course. Grâce à la quille orientable de son PRB, qu'elle manie en quelques minutes avec des vérins hydrauliques, Isabelle Autissier a également déboulé « full speed, à pleine vitesse » comme elle dit, pour passer la porte des Canaries avant que le piège d'une dorsale anticyclonique se referme sur Hervé Laurent et leurs poursuivants.

Dans la tempête du golfe de Gascogne, puis dans les vents contraires le long des côtes espagnoles et portugaises, Hervé Laurent avait pourtant tiré profit de la carène étroite de *Groupe-LG-Traitmat* pour transpercer les vagues et maltraiter les coques évasées des bateaux modernes. Une analyse minutieuse des options météo sur la première semaine de course lui avait permis de se porter à l'avant d'une flotte encore à chercher ses marques, ou à panser les plaies du premier coup

de vent. Contrairement à la plupart des autres concurrents, qui achèvent leur préparation dans les journées qui ont précédé le départ des Sables-d'Olonne, Hervé Laurent connaissait déjà parfaitement son bateau le 3 novembre. Une traversée de l'Atlantique en juin sur *Groupe-LG-Traitmat* ne lui avait pas suffi. Arrivé quatrième des monocoques de la Transat anglaise, il avait immédiatement fait demi-tour à Newport pour rester ainsi quarante jours de suite en mer.

« Il a été conçu pour avoir la meilleure vitesse moyenne sur l'ensemble du parcours, de préférence à la vitesse absolue à l'allure la plus fréquente »

« J'ai ainsi pu tester et améliorer le bateau. J'ai commencé à penser à l'organisation de ma vie à bord pour une épreuve qui n'allait durer finalement que deux fois et demie plus longtemps. »

Hervé Laurent a compris comment son vieux bateau, qui s'appelait alors *Écureuil-d'Aquitaine*, avait permis à Titouan Lamazou de gagner le premier Vendée Globe en 1990, et d'établir à l'occasion en

109 jours un record de l'épreuve qui tient toujours. « Son point fort, c'est qu'il est raisonnable. Il a été conçu pour avoir la meilleure vitesse moyenne sur l'ensemble du parcours, de préférence à la vitesse absolue à l'allure la plus fréquente comme pour les bateaux de la nouvelle génération (Le Monde du 6 novembre). C'est également un bateau maniable et facile à manœuvrer, dont je peux exploiter 80 % de la puissance, alors que les voiliers surpuissants ne pardonnent aucune erreur et ne peuvent souvent tourner qu'à 60 % de leurs possibilités. »

Comme Bertrand de Broc, qui avait commencé la cure d'amalgrassement de *Groupe-LG-Traitmat* pour le Vendée Globe en 1992, Hervé Laurent a continué à alléger le bateau. Déjà endetté jusqu'en 2007 pour une participation à la Solitaire du Figaro 1995, il a bénéficié cette fois des moyens nécessaires pour être dans la course. A

Brest, la société Groupe LG, spécialiste du nettoyage industriel, a voulu donner un grément performant à un bateau qu'elle n'a pas réussi à vendre après avoir mis en chantier celui du Canadien Geny Rouff.

Pour exploiter dès les premiers jours de course les rares bords de près que les concurrents du Vendée Globe doivent rencontrer pendant trois mois, Hervé Laurent n'a rien négligé. Dans la nuit qui a précédé son passage en tête de la flotte, il a pu dormir quatre heures d'affilée. « J'ai beaucoup travaillé la sophrologie pour me préparer psychologiquement à affronter des moments difficiles, pour gérer mon stress afin de bien me reposer. »

Adeptes du jogging matinal et des séances de musculation, cet athlète de trente-sept ans a également étudié la qualité de la nourriture qu'il a embarquée. Autant pour le moral que pour garder son poten-

tiel physique dans les moments difficiles, il bénéficie des mêmes plats que ceux qui avaient été embarqués dans la station Mir lors du vol dans l'espace de la spationaute Claudie André-Deshays.

La victoire va sans doute maintenant se jouer entre les favoris, mais Hervé Laurent a réussi à montrer qu'il a eu raison de patienter. Jamais il n'a oublié ce terrible coup de spleen de 1989. Ce départ du premier Vendée Globe où il n'avait même pas voulu aller aux Sables-d'Olonne. Alain Gautier parlait sur *Generali-Concorde*, le 60-pieds qu'il avait préparé pendant plusieurs mois. Et en 1992, à deux doigts de réussir à boucler son budget, il lui a encore fallu rester à quai.

Sa famille doutait toujours de cette passion pour la voile, découverte par hasard à douze ans pendant une colonie de vacances, soit bien sa vocation. On aurait préféré à Lorient que son diplôme d'ingénieur en construction mécanique l'amènât, lui aussi, à l'arsenal plutôt que vers les ailes d'une école de croisière.

Les années d'équipage avec Daniel Gillard, Loïc Peyron et Laurent Bourgnon et les traversées en solitaire sur des multicoques dangereux - en tout, vingt-deux fois à travers l'Atlantique - n'avaient pas suffi.

Même s'il est encore au niveau de Rio-de-Janeiro quand le premier arrivera aux Sables-d'Olonne, comme il le pronostique en raison du manque de vitesse de son bateau, Hervé Laurent aura fait ses preuves de grand professionnel de la voile, malgré son dégoût de l'eau et du poisson.

Christophe de Chenay

Yves Parlier prend le large

Yves Parlier (*Aquitaine-Innovations*) à 20 792 milles de l'arrivée, lundi 11 novembre à 15 heures : « Je ne m'arrête pas aux Canaries pour récolter de l'eau douce dans une rivière comme j'en ai eu un instant l'intention. J'ai des réserves pour trois semaines. Je n'abandonnerai pas la course par manque d'eau. Mon bateau a le potentiel pour gagner. »

Isabelle Autissier (PRB), à 79 milles d'Yves Parlier : « La course est loin d'être jouée. Bonne nouvelle : Christophe Auguin est resté coincé derrière « la porte » des Canaries. Il y aura certainement de jolis coups à tenter dans la difficile descente vers le Pot-au-Noir car l'alizé n'est pas encore établi. »

Hervé Laurent (*Groupe-LG-Traitmat*), à 120 milles : « Avec des vents faibles, j'atteins 10 nœuds, ce qui est le maximum de mon bateau. Dès que les vents portants forcent un peu, je regarde les autres partir au planning, alors que, moi, je ne peux pas accélérer. »

Christophe Auguin (*Géodis*), à 128 milles : « La porte s'est fermée aux Canaries, faute de vent, une heure après le passage d'Isabelle Autissier. Je n'aurai jamais dû laisser un écart de 40 milles avec les premiers. Ils risquent de se transformer rapidement en une journée de mer. J'aurai dû attaquer pour les rattraper. Il va falloir que je mette du charbon et que je sois moins prudent. »

Eric Dumont (*Café Legal-Le Gout*), à 140 milles : « Les nuits ne sont pas faites pour dormir autour des Canaries. Je régate à vue avec Bertrand de Broc depuis trois jours. Nos bateaux sont trop lourds pour revenir sur ceux de tête. »

Bertrand de Broc (*Votre-Nom-Autour-du-Monde*), à 141 milles : « C'est très physique de manœuvrer sans arrêt, et il n'y a pas beaucoup de loisirs. Il faut dormir quand on en a la possibilité pour être en forme dans les périodes difficiles qui vont venir. »

Marc Thiercelin (*Crédit-Immobilier-de-France*), à 145 milles : « Si l'on pouvait me dire comment fonctionne un anticyclone... Je n'ai vu personne entre le départ et les Canaries, et je vais rentrer en solitaire dans mon couvent en polyester. »

Gerry Rouff (*Groupe-LG2*), à 168 milles : « J'ai un superbe bateau qui ne mérite pas la place où il est actuellement classé. »

Pete Goss (*Aqua-Quorum*), à 173 milles. Le navigateur anglais est en panne de radio depuis le départ sur le seul 50 pieds de la flotte.

Catherine Chabaud (*Whitpool-Europe 2*), à 211 milles : « J'ai des problèmes de stabilité sous spi et sous pilote, ce qui m'oblige à barrer énormément. Quand je suis trop fatiguée, je vais dormir, mais je perds alors 2 ou 3 nœuds. »

Raphaël Dinelli (*Algimouss*), non classé officiellement par le comité de course, à 230 milles : « Les journées passent à vitesse grand V. Je n'exploite pas encore toutes les possibilités de mon bateau, mais la route est longue et j'ai le temps pour cela. »

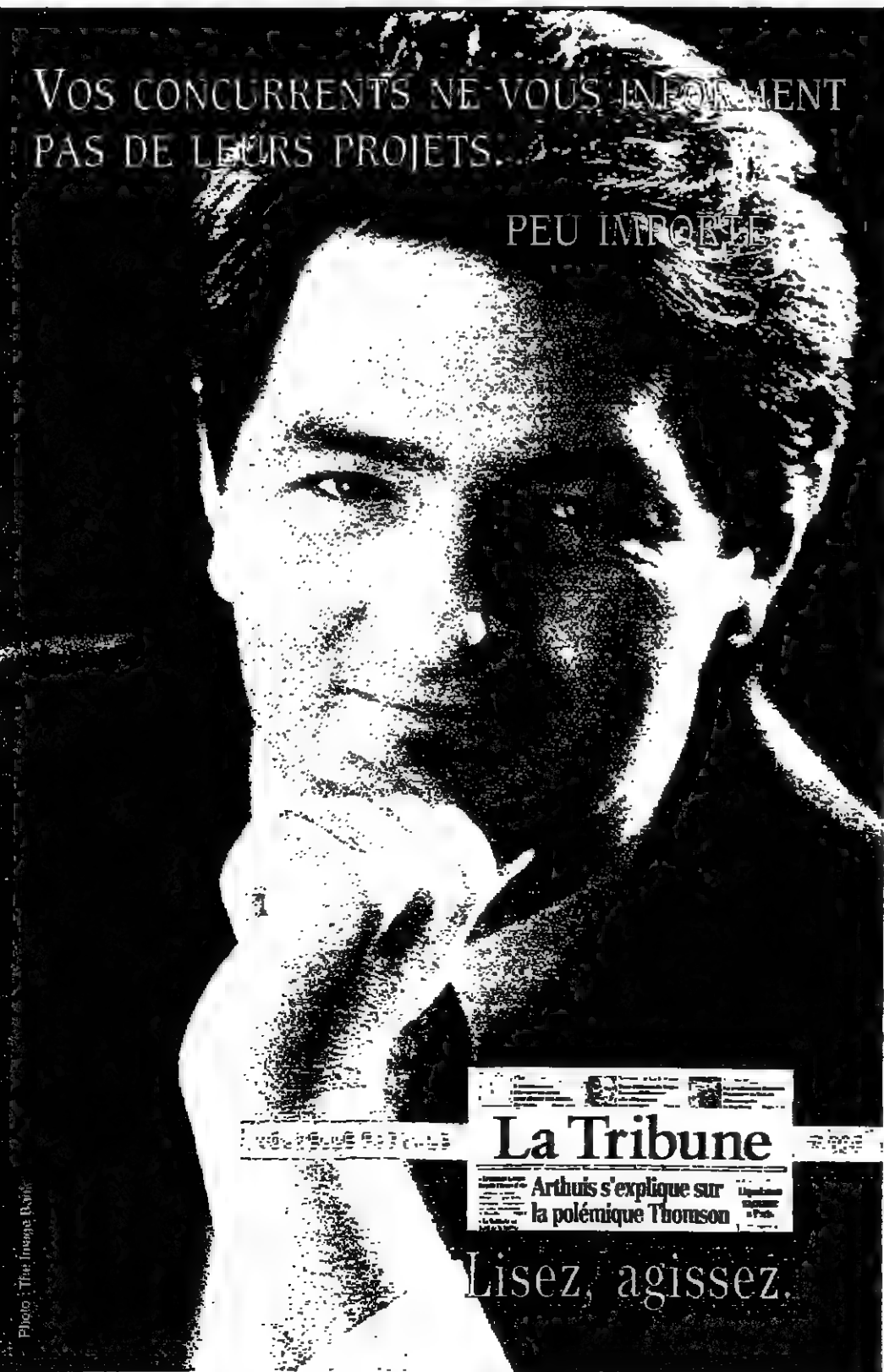
Patrick de Radigues (*Afibel*), à 235 milles : silence radio depuis le départ pour le navigateur belge, ancien vainqueur du Bol d'or motocycliste en 1984.

Tony Bullimore (*Exide-Challenger*), à 235 milles : le navigateur anglais est reparti des Sables-d'Olonne le 7 novembre après avoir réparé ses pilotes automatiques endommagés dans la tempête de la première nuit : « Je suis heureux d'être à nouveau dans la course. La route est encore longue et tout peut arriver. »

Thierry Dubois (*Pour-Amnesty-International*). Reparti le 9 novembre des Sables-d'Olonne après avoir réparé une fissure dans la coque provoquée par une épave peu après le départ : « Je vais doucement pour ne pas casser et profiter de vents favorables pour recoller au peloton. »

Didier Mundtéguy (*Club 60 Sud*). Revenu aux Sables-d'Olonne sous grément de fortune après avoir cassé son mât dans la tempête, le 4 novembre, le navigateur basque devrait pouvoir repartir grâce à un élan de solidarité et à l'assistance technique des préparateurs des autres concurrents.

On peut suivre l'évolution de la course sur le site Internet www.vendee-globe.un.fr et avoir plus de détails sur Yves Parlier sur le site www.myspace.org/ty/smeys/tparlier.htm



VOS CONCURRENTS NE VOUS INFORMENT PAS DE LEURS PROJETS.

PEU INNOVÉ

La Tribune

Arthuis s'explique sur la polémique Thomson

Lisez, agissez

DÉPÊCHES

AUTOMOBILISME : l'écurie suisse de formule 1 Sauber courra avec des moteurs Ferrari en 1997 et 1998, au lieu de ses actuels moteurs Ford. Pour assurer « la fabrication, la fourniture et le développement d'un moteur de formule 1 », Ferrari créera une structure indépendante qui travaillera en relation avec le propre département technique de Sauber-Petronas. - (AFP)

BOXE : Evander Holyfield, le nouveau champion du monde des poids WBA, a accepté, dimanche 10 novembre, de rencontrer à nouveau Mike Tyson dans le courant de l'année 1997 pour ce que Don King, l'agent de Tyson, appelle « la revanche n° 1 de l'histoire de la boxe ». **FOOTBALL** : le gardien de but du club brésilien Atlético Paranaense d'âme Brésilien au cerveau après avoir été agressé par des supporters de Fluminense, dimanche 10 novembre à Rio, Ricardo Pinto, ancien joueur de « Fluminense », a été pris à partie après la victoire d'Atlético sur Fluminense (3-2). - (AFP)

CORRESPONDANCE

Une lettre de Maurice Herzog

A la suite de notre article intitulé « La conquête de l'Annapurna » retouchée par les guides Lachenal et Rebuffat », (*Le Monde* du 8 novembre) Maurice Herzog, qui fut le chef de l'expédition de 1950 (dont le seul autre survivant est Francis de Noailles), nous a fait parvenir de Seattle (Etats-Unis) la lettre suivante :

« Il n'y a eu dans cette aventure aucun secret. Tout a été dit dans le livre *Annapurna Premier* 8000, et mes compagnons d'expédition, y compris Louis Lachenal, ont approuvé son contenu. Bien entendu, chacun y est allé par la suite de ses états d'âme, de ses réflexions parfois peu amènes et de ses réactions d'amerume... pour certains. Dans les moments d'exception, lorsque la vie est en jeu, les excès de paroles sont monnaie courante. Après coup, nous finissons par en sourire. S'ils sont consignés dans un journal de bord, écrit, avec le temps, par considération que de tels écarts d'expression et de pensées sont des témoignages. Louis Lachenal a eu comme nous tous la plus grande liberté de parole. Il ne s'est d'ailleurs pas privé. Le Comité de l'Himalaya de l'époque, présidé par Lucien Davies, avait signé avec Arthaud un contrat exclusif pour un livre sur notre aventure. Un tel engagement ne saurait être considéré a contrario comme une censure. Sans vouloir m'excuser, je n'arrive pas à comprendre qu'un alpiniste aux si modestes performances ait été président du Groupe de haute montagne (GHM), une académie particulièrement élitiste puisqu'elle réunit les plus grands alpinistes du monde. Comment se fait-il également que tous les camps, malgré les pires difficultés, furent installés par moi et que, dans notre ultime course, je fus toujours en tête, arrivant d'ailleurs le premier au sommet ?

A cet égard, il n'est jusqu'à ma désignation de chef d'expédition qui aurait pu poser problème ! A l'expérience de la haute montagne - que j'avais acquise à Chamonix depuis mon enfance - s'ajoutait celle de la deuxième partie de la guerre. M'opposant au vichysme et à ses compromis avec Hitler, j'ai levé une troupe de volontaires communistes, les seuls à vouloir se battre. Il m'est donc échoué de commander une unité de vingt-cinq « joyeux » composée de jeunes militants, chefs de cellules, anciens républicains de la guerre d'Espagne, de juifs allemands, d'innombrables venant de Suisse et nombre de repris de justice. A part Lionel Terray, qui s'était également engagé dans les chasseurs alpins en Maurienne, je ne crois pas que mes compagnons de l'Annapurna aient pris un parti de ce genre. Faire vivre et combattre une telle petite armée en Tarentaise, toujours à plus de 3 000 mètres et dans des conditions, on le devine, déplorables, vous donne une expérience particulièrement exceptionnelle que j'ai mise au service de notre expédition.

En conclusion, peu important ces réécritures tardives et à mes yeux bien mesquines au regard de cette victoire historique. Les faits sont là. Personne ne les conteste. Seules demeurent dans mes chairs les stigmates de la tragédie qui s'est suivie. Personne n'en parle, mais je me souviens toujours. »

هكذا من الامم

3615 Bourguignon

Il n'est jamais très simple de trouver un restaurant qui sache servir ce plat avec un peu de sérieux.

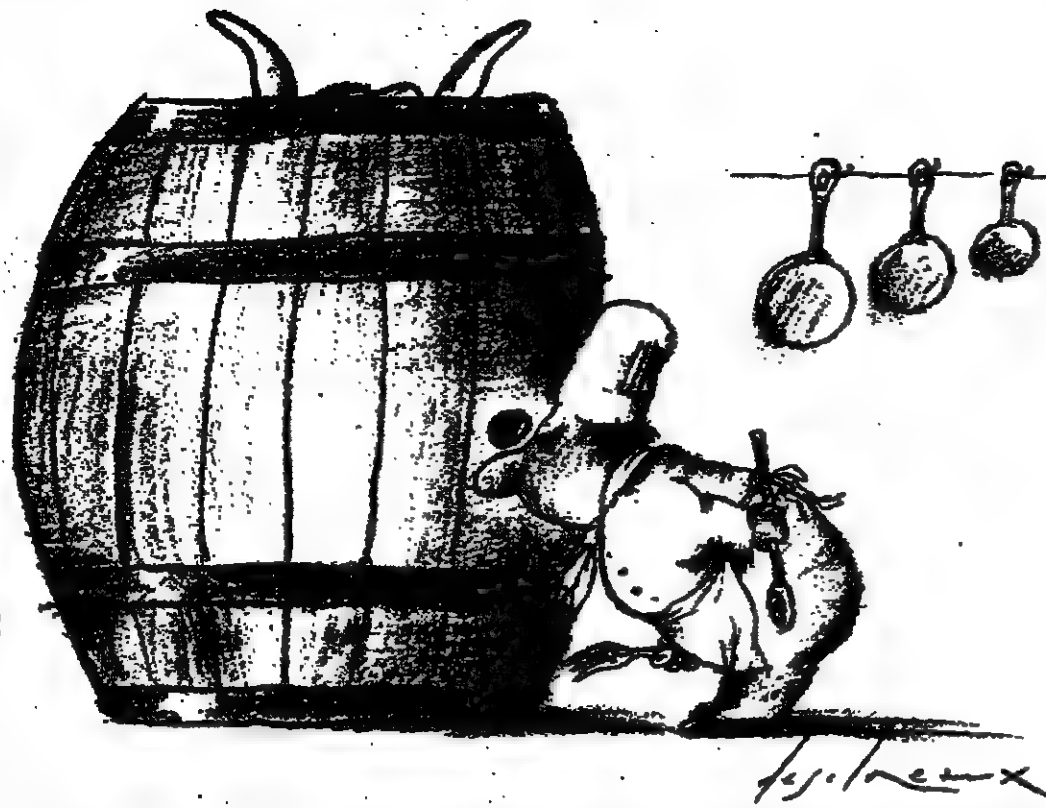
IL MANQUERA toujours à Robinson Crusoe d'avoir été un peu Français. Imaginons cet affamqué universel, devenu avec l'âge suffisamment prospère, et préparant aux fourneaux des embruns du Pacifique un bœuf bourguignon comme seules les bonnes volontés permettent de le réaliser. Dès son retour de croisière, l'homme se serait vu décoré des plus hautes distinctions et le plat promu national avec obligation pour les ambassadeurs de le goûter en permanence. Au lieu de quoi, il faut aujourd'hui cavalier aux quatre coins de la ville et faire des pieds et des mains pour s'en faire servir un qui ait encore un peu de répondant. Nos vieilles fringales sont de plus en plus mal servies.

Alors quelle chance quand, au deuxième coup de fil, après avoir écouté sur un microton retentir depuis deux ans de la carte de Chez Lardier, boulevard Pereire, nous entendons une voix alerte et émue nous annoncer que « oui » : un bourguignon des familles, en plat du jour, préparé absolument maison, de la main même du patron. Le restaurant avait pour enseigne Aristide ; comment ne pas avoir confiance ? On fonce.

Et tout de suite à l'entrée, derrière les rideaux de dentelle, le percolateur, ce samovar des Français, imposant comme un obus de marine, qui accueille les clients et les prévient que c'est à l'ancienne que l'on va les recevoir. Tapissée sur les murs, l'ambrosie de bois, nappes blanches. Le chef fait une brève apparition et dépose sur un présentoir un gratin dauphinois tout grognant de chaleur. Bonne maison.

UN AIR DE PROVINCIAUX ? Nous sommes rue de Rome, côté gare de Pont-Cardinet, dans ce quartier des Batignolles rangé au fond du 17^e arrondissement avec l'ombrageuse prudence des villages rattachés tardivement à la capitale vers 1860. Ses habitants et ses familles en ont pris un air de provinciaux bien nés. Cet endroit leur va comme un gant. Ils y entrent de confiance ; pour un peu, on les verrait aller chercher leurs ronds de serviette. Il devait y en avoir, en 1893, quand l'Aristide fondeur lança l'affaire.

Mais le bourguignon ? Il arrive. C'est un plat qui, quand il débarque dans un bistrot, fait tou-



jours l'unanimité, et provoque toujours des drames : il n'y en a jamais assez. Au registre des graves déceptions sans conséquences, il est redoutable. Commander une andouillette en remplacement de la dernière portion que vient de vous souffler le gars d'à côté est un moment indécidablement difficile à vivre. Pour éviter les déconvenues, autant avoir une adresse sûre et une table retenue.

Philippe Siegrist dirige l'établissement depuis 1988. Frisée aux lardons, œufs en meurette, sole à l'oselle, confit de canard pommes à l'ail sont inscrits à l'ordinaire. Le bourguignon s'annonce comme une aventure dans toute cette sagesse. Raison de plus pour ne pas le rater. Je ne vous dirai pas que je le prépare au pommar, pourrais-je élever, ni à l'aloze-corton millésimé, mais mon boucher est un homme sérieux et ma préparation sans tricherie. Rien de plus vrai, et c'est servi large. Enfin un classique non revu, ni corrigé au gingembre, à la cannelle ou à la cardamome.

Si la rue de Rome donne dans le plat bourgeois richement fidèle aux saintes mères bourguignonnes qui l'accouchèrent de leurs fatouts, que dire de celui de la rue Récamier, où, depuis près de trente ans, se cache en pleine lumière le restaurant de Martin Cantegrit ? Personne ne doit plus ignorer que le lieu est fréquenté par des gens résolument importants. Le tout-monde des lettres, de la presse et de l'édition, rallon-

gé d'hommes politiques, en a fait sa popote des bons et moins bons jours, mais où il n'est jamais mal vu d'être vu.

JANSENISTE, MÉCONNAISSABLE

Cette barque-amiral de la vie parisienne est dirigée par un personnage haut en propos et à l'oreille fine - important dans le métier. N'étant pas résolument cuisinier, il reçoit en costume de ville, ce qui donne une certaine allure à sa seule et unique étoile au Michelin, distinction qu'il persiste à étalonner à sa juste valeur dans l'espoir de la garder autant que dans la crainte de s'en voir coller une autre. La ruche le prendrait mal. On vient ici pour manger à l'aise, pas pour participer à des joutes gastronomiques. La table est donc sans prétensions excessives et suffisamment chère, comme il convient de savoir avec tact facturer les plaisirs conviviaux.

Salade de cépes crus, assiette de poissons marins, civet de lièvre à la française, canard sauvage aux deux cuissons... Du solide, du sérieux, de l'indémorabile. Mais, plus intéressant, on trouve aussi à la carte du Récamier un santé de

bœuf bourguignon aux tagliatelles fraîches, notre bourguignon à tous, élevé ici au rang de grand commis de la République. Chaque jour, Martin Cantegrit et son chef, Robert Chassal, font de la réussite du plat une question d'honneur. On les sent intraitables : excellent hier, meilleur aujourd'hui, superbe demain.

Du coup, à force de le travailler au corps, il est devenu d'une austérité impitoyable. Janseniste, le bourguignon. Méconnaissable. Pas l'ombre d'un oignon, sans lardons, sans champignons, sans rien. Nid de pommes de terre, qui sont si plaisantes façonnées à l'anglaise. Terrible de précision et de certitude. On pourrait le manger à la fourchette, cueillant les morceaux d'une sauce lissée comme une patinoire. C'est un genre qu'il se donne, mais il serait impossible de trouver une formule plus achevée, ni plus respectueuse de la pensée profonde du plat.

Jean-Pierre Quélin

* Aristide, 121, rue de Rome 75017 Paris. Tél. : 01-47-63-17-83. Fermé le dimanche. Bœuf bourguignon le mercredi : 98 F. Menu : 145 F. Carte : 250 F.
* Le Récamier, 4, rue Récamier 75007 Paris. Tél. : 01-45-48-86-58. Fermé le dimanche. Autour d'un plat : 230 F. Menu « champignons » : 300 F. vin et café compris. Carte : à partir de 350 F. Bœuf bourguignon : 160 F.



des cépes qu'il fait venir du Maroc, de Turquie ou d'Algérie. Marocaines, l'entreprise leader de la profession, vend ses récoltes de la région de Fès du simple au double selon qu'il s'agit de « Fine » ou de « Non pareille ».

Que les prix se retrouvent en rayon, rien de plus normal. Il faudrait simplement que le consommateur puisse être sûr que le bocal anonyme qu'il achète est bien, à 95 % au minimum rempli d'un format de cépe pour lequel il est logique qu'il paie le prix fort. Tous ceux qui ne connaissent que les cépes au vinaigre devraient au moins une fois dans leur vie goûter ce même produit confit au gros sel. Dans l'île de Pantelleria, au large de la Sicile, c'est la nuit, à cause de la chaleur, que se récoltent ces cépes délicieuses. Un petit importateur expédie depuis quelques mois sur toute la France ce produit rare... et peut-être même aphrodisiaque.

Guillaume Crouzet

* « Cépes au sel », La Nichia, 50 F les 150 g. Renseignements chez Qualitalia. Tél. : 01-47-07-71-44.

La capre, fleur au sel

Quel aliment n'a pas été un jour ou l'autre qualifié d'aphrodisiaque ? Les capres n'échappent pas à la règle. A ce détail près que ce n'est pas dans un traité de galanterie mais dans la Bible (l'Ecclésiaste XII, 5) qu'elles se trouvent parties de ces vertes. Emoustillantes, les capres ? Pas toutes, hélas ! Et il n'est pas facile pour le consommateur de s'y retrouver : le produit est méconnu et l'étiquetage laisse volontiers à désirer. Qui pourrait deviner que l'une des composantes essentielles d'un bon steak tartare est une poignée de fleurs non écloses ? Les capres ne sont en effet rien d'autre que le bouton floral du caprier, cueilli frais, avant l'éclosion de la fleur.

A en croire le Larousse gastronomique dans son édition des années 80, « les boutons floraux de la capucine, du soud et du geuif servent parfois de succédanés aux capres ». L'usage doit s'en être perdu, car l'édition récente de cette bible des gastronomes n'en pipe mot. Pas plus qu'elle ne parle d'ailleurs d'un des éléments essentiels pour la capre : son calibre.

Dans son code d'usage, la Fédération des industries confimentaires de France classe pourtant les capres en six catégories principales. Chacune porte un nom qu'elle obtient après passage au crible à trous ronds. Les plus petites se nomment les « Lilliput », puis viennent les « Non pareilles », les « Surfinas », les « Capouches », les « Capotes » et les « Fines », dont le calibre peut être dix fois plus important que les capres Lilliput. Si les capres minuscules sont de loin les plus rares et les plus chères, elles ne font pas pour autant l'unanimité. Les connaisseurs estiment que leur format leur interdit tout croquant, composante essentielle à ce confiment. Bien habile, de toute façon, celui qui serait à même de juger à travers le bocal quelles sont les capres qu'il va acheter. L'étiquetage du calibre ou son appellation ne sont nullement obligatoires, même si cette pratique était un fait courant chez nous avant guerre.

Facile alors, pour un conditionneur en France, de mélanger les différents formats

ASTRONOMIE

PARIS 1^{re}
A L'Escargot Montorgueil
Midi 180 F. Menu de saison 250 F.
Carte de tradition - Tous les jours
38, rue Montorgueil - 01.42.36.53.51

PARIS 5^e
L'INDIE SUCCULENTE
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 11^e
Au cœur de Belleville.
New Nioulaville
qualité et fraîcheur des cuisines d'Asie
Chine, Thaïlande, Cambodge, Viet Nam
Formules pour tous et anniversaires dans
l'un des plus beaux restaurants de Paris
32/34, rue de l'Orillon Paris 11^e
Réservations : 40 21 96 18
T.L.J. - Parking privé - Salle climatisée

LA GASTRONOMIE dans « LE MONDE » c'est chaque mardi, jeudi, samedi, dimanche.
pour vos annonces publicitaires contactez le : 01.44.43.77.35 - Fax : 01.44.43.77.30

GUIDES EN POINTE 1997

BOTTIN GOURMAND

Pour un guide - quel que soit son aspect, sa couleur, son format -, ce qui importe, c'est qu'il exprime un choix. Tallé dans une masse documentaire abondante (4 500 restaurants et 3 700 hôtels), augmentée d'informations touristiques et gourmandes, ce qui demeure apparent du *Bottin gourmand*, ce sont les racines et la permanence d'une esthétique alimentaire fixées par Jean Didier, son fondateur, il y a une quinzaine d'années. Les nouveaux propriétaires, depuis mai 1996, ont entrepris une petite révolution. Chaque exemplaire de l'édition 1997 est numéroté et donne accès à différents services. Une adresse téléphonique permet de consulter la mise à jour en temps réel et de confier ses impressions sur son dernier repas (3615 BOTTIN GOURMAND, 2,23 F la minute). L'irruption du lecteur dans un guide jusque-là plus conformiste pourrait bien ménager quelques surprises.

Dans cette nouvelle édition - de transition -, Guy Savoy, L'Ambroisie et Alain Chapel accèdent au premier rang (quatre étoiles). Alain Ducasse (trois étoiles) devra patienter. Trois étoiles également à Lucas-Carton, Lasserre, au Vivarais et à la Tour d'Argent, qui jusque-là étaient en première ligne. Pour consoler Albert Nahmias, cité, mais privé de toute indication sur la classification de son établissement, signalons les plats cuits sur la braise (andouillette, saucisse de Toulouse, noix d'entrecôte) de son nouveau menu-carte à 180 F (Albert et Albert, 24, rue de Tilsitt, 75017 Paris. Tél. : 01-45-72-25-14).

* Les Editions du Bottin gourmand, 1 760 p., 198 F.

CHAMPÉRAD

Marc de Champérad s'est fait le champion de la cuisine des origines, qui maintient la fonction identitaire dans le tout-venant de la production agroalimentaire. Rude besogne que la défense du terroir, lorsqu'on a pour partenaires de puissants représentants de l'agro-industrie ! En cuisine, pourtant, nos chefs font de leur mieux : garder de fortes racines pour mieux aborder, trier, arranger l'inquiétante uniformité des produits, qui sont le lot de notre civilisation postindustrielle.

L'édition 1997 est placée sous l'égide tutélaire de Bernard Loiseau et d'Alain Ducasse. Le jeune chef de l'année est Patrick Fulgraff (Au fer rouge, Colmar). Sous une apparente universalité, le Champérad exprime une dévouée franchise, à l'image de son auteur : « Faites-moi confiance ! Voici mes goûts. » Une notice circonstanciée suggère d'attendre 1997 pour connaître le sort réservé par ses banquiers à Marc Veyrat (Auberge de l'Éridan, à Veyrier-du-Lac). Le montagnard au chapeau n'a pas abandonné ses fourneaux ; il s'apprête même à esquisser d'autres figures dans un jeu culinaire plus ouvert que le Champérad ne veut bien l'admettre.

* Editions Champérad Production, 848 p., 170 F.

GAULT-MILLAU

Gault-Millau aura connu trois patrons en trois ans. La ligne éditoriale exprimée par Olivier Barrot, son nouveau directeur, souligne la nécessité de l'écoute et du changement. En cuisine, on tourne toujours autour de la même gamme, la nôtre, celle de nos parents, celle du vieux pays. Encore faut-il que son expression soit forte, distincte et visible. Hors la nécessité du changement, c'est l'image métaphorique d'une base commune, propre à notre cuisine, et dont le chromatisme soit évident. Patrice de Nussac, rédacteur en chef, fin connaisseur du métier de cuisinier, a assuré la continuité tout au long de ces années difficiles.

Percevoir la rupture, le détail, sinon l'imposer - comme ce fut le cas au temps de la « nouvelle cuisine » -, telle est aujourd'hui la ligne Gault-Millau. Peu de bouleversements. Le chef de l'année est Jacques Chibois (Grasse). Un choix serin et justifié. Marc Meneau et Alain Passard rejoignent la cohorte des mieux notés de la classe (19/20), en remplacement de Gagnaire et Robuchon. Gérard Boyer (Reims) est réhabilité. Et, à nouveau, distinction est faite entre toques rouges, créatives (Veyrat, Meneau, Roellinger, Bras, Trauma, Passard) et blanches, classiques (Loiseau). L'année 1996 restera celle de Ducasse, mais il est privé de note... Le prochain classement de Wine Spectator le place en tête - avec 97 points - des trois étoiles Michelin. Le Guide rouge, en mars 1997, une fois de plus, aura les mains libres.

* Groupe Moniteur (CEP), 920 p., 175 F.

GUIDE FRANÇOIS SIMON

Six cent cinquante adresses passées au crible par l'auteur. Certaines appréciations ne manquent pas de piquant : « Saint Sébastien transpercé par la broche, piqué de clous de girofle, truffé sous la peau. » Voilà pour Christian Comichal (La Table d'Avvers). Le propos se fait lyrique : « La cuisine de Philippe de Givenchy (La Timonerie) fuse parfums dans l'ailleurs ; le passionnant, dans cette cuisine de plus en plus rare : le risque. » Quelle que soit l'agilité stylistique de François Simon, la verve joyeuse et le talent d'épousent pas la réalité de la table parisienne.

* TF 1 Editions, 240 p., 119 F.

GUIDE LEBEY

Huit cents restaurants à Paris et en banlieue, pour cette dixième édition du Lebey, le plus sobre des guides parisiens, qui traite d'une humeur égale du décor, de l'accueil, de l'ambiance et de la cuisine. On appréciera le ton bon enfant des commentaires. Difficile, en revanche, de partager ses appréciations sur les brasseries La Rochelle (Alma, Châtelet, Saint-Augustin), toujours aussi approximatives dans la préparation des poissons.

* Robert Laffont, 500 p., 119 F.

LE PUDLO

Au fil des ans, la liste des élus (1 320 tables) s'assure elle-même par l'évidence des choix - peu nombreux et cohérents - issus du lot commun, où chacun peut se reconnaître. C'est la force de ce guide. Et aussi son principe de faiblesse, lorsque certains établissements sont fermés depuis un an et d'autres pas encore ouverts, dont on nous assure qu'ils feront merveille ! L'exercice d'école du Guide Pudlo est périlleux, qui consiste à retourner le gant, afin que le choix subjectif rejoigne le goût commun.

La liste des tables et un recueil de bons produits nous sont donnés en partage. Quelques « coups de cœur », un carnet noir, et parfois de l'humour, sans autre forme de procès : « Givenchy (La Timonerie) a disjoncté ! » La confusion des mœurs alimentaires est telle, aujourd'hui, qu'elle ressemble, par l'afflux de la modernité, à ce que vécut le Japon, après 1860, au temps de l'ère Meiji. Il fallut, pour subsister, faire un choix, celui de persister. Combien de chefs, aujourd'hui, se contentent de « surfer » sur la modernité, au grand dam de ceux d'en face, les zélés du terroir ? Avec clairvoyance, Gilles Pudlowski donne sa ligne comme pour un défilé de mode : le luxe d'un haut de gamme aromatique, le prêt-à-manger et les petites musiques de la vie.

* Michel Lafont-Ramsay, 350 p., 109 F.

Jean-Claude Ribaut

LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

300 000 livres : romans, biographies, essais...
Le Monde Editions + dessins de Plantu, l'Histoire
au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.
La sélection du Monde des livres.

* Recherche et commande au livre par Minitel. Recevoir les données.

36 15 LEMONDE

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996

ARCHITECTURE Le palais du Trocadéro abrite le Musée des monuments français (MMF), qui occupe la majeure partie de son aile Paris. Ce dernier, endormi

dans sa poussière depuis des décennies, négligé par le public, est entré en travaux. ● LA RÉNOVATION du MMF est élaborée en fonction des moulages de fa-

çades monumentales qui occupent une partie de la grande nef du bâtiment. Ces copies risquent d'imposer leurs lois aux concepteurs du projet. ● LE PA-

TRIMOINE bâti doit être mis en résonance avec l'architecture et l'urbanisme, mais les impératifs de la collection existante risquent de freiner cette ambi-

tion. ● LE CENTRE pour le patrimoine monumental et urbain comprendra, outre le MMF rénové, la médiathèque du patrimoine et l'école d'architecture.

Une mecque du patrimoine est en gestation sur la colline de Chaillot

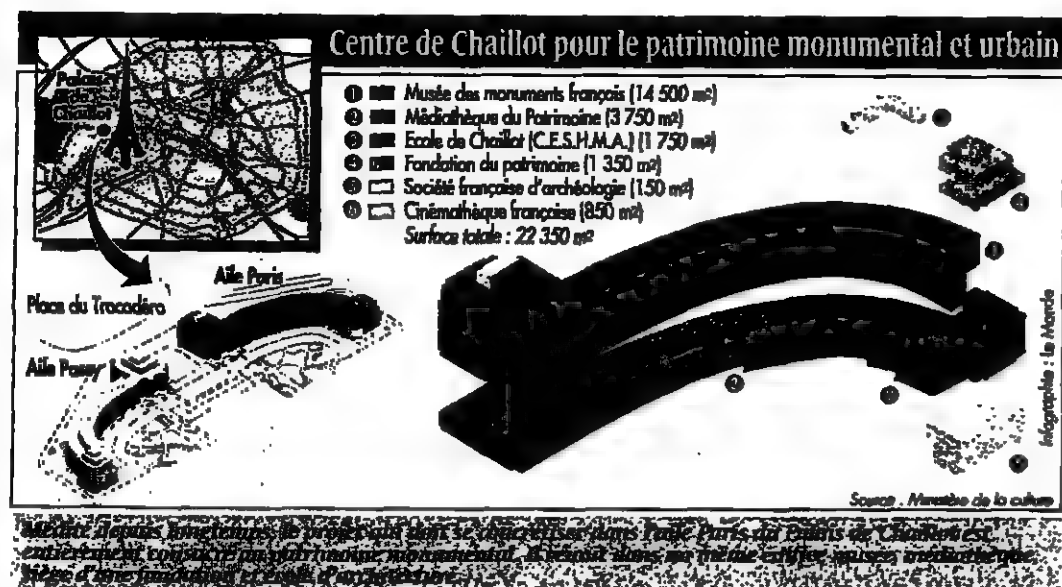
Le poussiéreux Musée des monuments français entre en travaux pour une profonde mutation. En 1999, il fera partie, avec une médiathèque et l'école d'architecture, du Centre pour le patrimoine monumental et urbain. Mais le concept de ce musée est-il cohérent ?

MÉDITÉ depuis des années, les travaux viennent de démarrer dans l'aile Paris du palais du Trocadéro. Une enveloppe de près de 240 millions de francs leur a été attribuée. Ils devraient durer près de trois ans. Un centre pour le patrimoine monumental et urbain doit ouvrir en 1999, comprenant le Musée des monuments français rénové, la Médiathèque du patrimoine (créée pour l'occasion) et l'école d'architecture.

Le Musée des monuments français (MMF) est la Belle au bois dormant des musées français. Les surréalistes, entre les deux guerres, appréciaient déjà la qualité de sa poussière. Dans les années 50, c'était, se souvient François Barré, directeur de l'architecture au ministère de la culture, le lieu de drague parfait pour les lycéens de Janson-de-Sailly, qui auraient eu l'idée de hanter ce lieu désert sinon pour tenter l'avenant ?

Aujourd'hui encore, donner un rendez-vous au Musée des monuments français, c'est l'entourer d'une totale discrétion. La gigantesque courbe qui occupe presque toute l'aile Paris du palais du Trocadéro est jalonnée d'immenses moulages de plâtre. Ils reproduisent des porches romains ou gothiques, des morceaux de façades Renaissance ou classique. Entre ces reproductions, quelques éléments de décors sculptés et des maquettes comme celle du *Arak de chevaliers*, forteresse médiévale construite par les croisés au Proche-Orient. A quel besoin correspond ce rassemblement fantomatique ?

Le MMF est l'histoire du musée de la sculpture comparée installé ici sur un projet de Viollet-le-Duc en 1882. Les voyages, à l'époque, n'étaient pas faciles : l'établisse-



ment permettait aux étudiants en architecture d'avoir sous les yeux des éléments de grands décors sculptés. Avec la reconstruction du Vieux Palais en 1937, on se contenta de changer l'appellation de l'établissement et de caser, dans les niveaux supérieurs, les copies de quelques peintures murales de l'époque médiévale.

La banalisation de la photo et du cinéma, la simplification des déplacements à l'intérieur de l'Hexagone, fit perdre au musée une partie de son sens. Mais le bâtiment accueillait aussi l'école de Chaillot, qui forme les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France. Les moulages faisaient partie de ses meubles. Néanmoins, au fil du temps, une série de locaux plus ou moins officiels ont réussi à se caser dans le grand bâtiment de Da-

vout revu par Carlu. La Fondation France-Liberté, de Danielle Mitterrand, longtemps logée dans 600 m², sous les toits, vient de déménager. La direction de l'archéologie a eu également ici un long bail. La direction des théâtres y campe toujours. La bibliothèque de l'Institut de formation et d'enseignement pour les métiers de l'image et du son (Femis) est partie pour Montmartre, mais la Cinémathèque occupe toujours 3 000 m² à Chaillot avec sa salle de cinéma, son Musée Henri-Langlois et des bureaux. Les trésors du fondateur de la Cinémathèque devront trouver un autre asile, dès l'été 1997. L'atelier des moulages de la Réunion des musées nationaux (RMN), mi-caverne d'Ali Babé, mi-catacombes, occupe une partie du rez-de-chaussée et des sous-sols. Il doit bientôt s'installer dans la Plaine-Saint-Denis. Le ministère de

la culture a la volonté de vouer la quasi-totalité de l'aile, environ 22 350 m², au patrimoine.

C'est Jacques Toubon qui, arrivant rue de Valois en 1993, a décidé de faire de Chaillot une mecque du patrimoine où se conjugueront expositions, recherche et enseignement. Des solutions sont explorées par Jean-Marie Pérouse de Moncloux et Jean-Marie Vincent. Pendant l'été 1994, un rapport de mission de préfiguration du Centre de Chaillot pour le patrimoine monumental et urbain est livré. Un président est nommé : Thierry Bondu. Un an plus tard, un architecte, Jean-François Bodin, est choisi par concours. Une première tranche de travaux démarre à l'automne 1996. L'école d'architecture (1 750 m²), augmentée d'une filiale de formation professionnelle, sera maintenue dans ce centre à côté d'un musée

(14 500 m²) entièrement rénové. On réunira ici des éléments de bibliothèques et de centres d'archives patrimoniales actuellement dispersés de façon à constituer une grande médiathèque patrimoniale (3 750 m²). La future Fondation du patrimoine (1 350 m²) aura là une adresse. La Cinémathèque française (850 m²) et la Société française d'archéologie (850 m²) conserveront un strapontin dans cet ensemble qui devrait coûter 216 millions de francs, plus une vingtaine de millions de francs pour la numérisation de certains fonds destinés à la médiathèque. Son ouverture est prévue pour 1999.

Ni l'école, qui aura des locaux plus spacieux, ni la médiathèque (lire ci-dessous) ne posent de problèmes conceptuels. En revanche, le musée est pour beaucoup un élément d'interrogation. « On a acquis la certitude qu'il fallait continuer le Musée des monuments français », explique Guy Cogeval, actuel conservateur du Musée des monuments français, chargé de réinventer l'établissement qu'il dirige. Continuer ? La chronologie des moulages, qui commence avec l'Antiquité tardive, s'arrête vers la fin de la Renaissance. Il faut donc poursuivre la campagne de moulage jusqu'au XX^e siècle. « Les reconstitutions du vitrail de l'église du Raincy de Perret et du plafond de la villa d'Hyère dessinée par Mallet-Stevens, tous deux conçus entre les deux guerres, marqueront le terme de cette collection », précise Guy Cogeval.

Il faut aussi récupérer quelques éléments de moulages déposés ailleurs et commander une cinquantaine de maquettes (hôtels de Beauvais et de Salm, Val-de-Grâce, Panthéon, église Saint-Sulpice, Grand Théâtre de Bordeaux, place

Bellecour à Lyon, palais Longchamp de Marseille). Chacune d'entre elles coûte 500 000 francs environ. Une quinzaine de commandes sont déjà passées. Les peintures murales médiévales seront regroupées sur un seul niveau. Une salle d'exposition temporaire de 1 200 m² est également prévue. Expositions dont le programme est déjà en partie connu (Architecture et design : France-Europe-URSS-USA ; Architecture baroque en Europe). « L'exposition [qui venait de Venise] sur l'architecture italienne de la Renaissance était une sorte de préfiguration de ce que nous voulons faire », indique Guy Cogeval.

« L'exposition sur l'architecture italienne de la Renaissance était une sorte de préfiguration de ce que nous voulons faire »

Le concept à mettre en œuvre à Chaillot reste pourtant problématique. Que doit-être ce centre ? Un musée d'architecture, du décor ou du design urbain, de sculptures ? L'histoire des collections et les commandes-passées laissent augurer qu'il s'agit de conjuguer les trois éléments. « L'établissement qui ouvrira en 1999 ne sera pas un musée consacré à l'évolution de l'architecture, mais à celle du patrimoine monumental, explique Thierry Bondu. Il part des collections existantes - que nous complétons - et s'inscrit pour une meilleure compréhension, dans l'histoire de l'architecture, de l'urbanisme, voire des jardins. »

Autre problème à résoudre : celui de l'espace. « Compte tenu de la taille de certains moulages monumentaux qu'il n'est pas question de déplacer, on est ici dans un contexte de quasi-bât », constate l'architecte Jean-François Bodin. De plus, on ne peut densifier la présentation des collections qui ont besoin d'un espace généreux. Chaque salle, redécoupée dans l'immense galerie, sera donc commandée par un grand moulage. Le « quasi-bât » n'imposera-t-il pas sa loi aux concepteurs du futur centre de Chaillot ?

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

R. E. et E. de R.

Le paradoxe d'un projet serpent de mer

AU MOMENT où les crédits affectés au patrimoine en 1997 sont en recul de plus de 30 %, le projet de transformation du Musée des monuments français, dans l'aile

Paris du palais de Chaillot, se poursuit paisiblement.

Comme si un tel programme relevait de l'évidence. Or, mis à part la réserve d'enthousiasme et la capacité d'imagination du conservateur, Guy Cogeval, la cohérence de ce projet serpent de mer, né de réalités multiples et de besoins contradictoires, est loin d'être totale.

L'actuel Musée des monuments français (MMF) est-il satisfaisant ? Non, sans aucun doute. Il ne correspond ni à une attente du public, d'ailleurs absent, ni aux besoins des professionnels et des universitaires. Les moulages, fruits d'un travail sans doute remarquable, ne sont pas pour autant assimilables à des œuvres originales. Le mélange de sculptures et de fragments d'architecture en taille réelle a été choisi pour la valeur de leur décor, non pour leur fonction architectonique. Chacun est

conscient de la situation de déshérence du MMF, difficile à accepter au moment où se conjuguent à Paris le manque d'espace pour les musées (arts primitifs, marine) et une pénurie de lieux d'expositions (fermeture du Grand Palais), de travail ou d'étude. Le MMF ne peut donc rester en l'état.

Que faut-il faire de l'édifice qu'il occupe ? La question récurrente d'un musée d'architecture se pose, ou, pour être plus d'actualité, d'un centre national où les questions de patrimoine bâti, ancien ou récent, d'architecture moderne ou contemporaine et d'urbanisme, seraient exposées et débattues.

Les responsables du projet écartent cette idée et retiennent celle d'un Centre dédié au Patrimoine monumental et urbain. La finalité d'un tel établissement est rien de moins qu'ambitieuse. Collection des monuments réduits au cadre hexagonal ? On voit bien le caractère désuet d'une telle idée - l'étendrait-on à sa dimension internationale. Centre architectural avec des échappées sur l'urbanisme ? Cela aurait impliqué l'adhésion de l'Institut français d'architecture au projet - alors que ce dernier a, d'ores et déjà, été écarté - ou, mieux encore, de la Fédération européenne pour la ville et

l'architecture (FEVA), projet défendu notamment par François Barré, mais resté en caisse à Lille, voire de la collection des plans-reliefs, absurdement divisée entre Paris et Lille et dont l'intérêt est certainement supérieur à celui des moulages du MMF.

Pourtant, ce sont ces moulages qui, paradoxalement, dictent la philosophie du futur Centre. La présence de ces fragments monumentaux, préservés indélébiles, dont l'intérêt est mythifié, interdisent à l'établissement un parti net et original. En dépit de

commandes de maquettes de toutes échelles et de la poursuite de la campagne de moulages pour boucher quelques trous dans la chronologie, l'opération ressemble fort au replâtrage d'une institution moribonde. Replâtrage dont on peut douter qu'il attirera un large public. Car le décalage reste considérable entre l'occupation des volumes immenses de Chaillot par un univers de géants de plâtre et l'indispensable vitalité que suppose aujourd'hui le dialogue public sur la ville et l'architecture. On le voit bien à l'étranger, de Barcelone à Vienne ou Francfort : toutes les institu-

tions vouées à la question urbaine reposent sur la souplesse des espaces, sur la capacité à faire tourner collections et expositions.

Ne faut-il pas, alors, prendre le risque de démanteler un grand nombre de ces décors de plâtre, ni plus ni moins fragiles que les trésors - bien réels ceux-là - du Musée de la marine, pour lever les hypothèques qui pèsent sur la création d'un tel établissement ? Et remettre sur pied un projet boiteux du fait de contraintes absurdes ?

Un centre de recherche pour les Monuments historiques

LE PREMIER ATOUT de la future Médiathèque du patrimoine de Chaillot, « c'est de pouvoir rassembler dans un seul lieu des fonds dispersés à Paris et dans la région parisienne », indique son responsable, Jean-Daniel Pariset. Parmi ceux-ci, une masse de photos, dont les plus anciennes remontent au milieu du XIX^e siècle et qui sont mal inventoriées. Il y a d'abord les négatifs - beaucoup sur plaques de verre. Plusieurs millions d'entre eux sont entassés au fort de Saint-Cyr, dont 300 000 œuvres de Nadar, quatre millions de photos venant des anciens studios Harcourt, et les donations du comte de Lestrangé (300 000 clichés) ou celles de la famille Olivier (400 000 clichés). Certains sont issus de commandes de l'ancien ministère des beaux-arts, voire du service photographique des armées - les monuments détruits pendant la première guerre mondiale. Il y a aussi 500 000 vues stéréoscopiques qui donnent l'illusion du relief. Cet immense et fragile ensemble, qui mêle chefs-d'œuvre de l'histoire de la photo (la

Mission héliographique avec Le Gray, Baldis, Le Secq) et séries documentaires, doit être trié, classé. Les archives sont aussi très abondantes (2,7 kilomètres de rayonnages au ministère de la culture, rue de Valenciennes ; 2 kilomètres à l'hôtel de Croixelles, dans le Marais) : celles de la Commission supérieure des monuments historiques ; plusieurs milliers de plans et de dessins d'architectes ; les mémoires des entreprises qui ont conduit les travaux, des documents et des ouvrages venant de diverses sociétés savantes. Il y a enfin 500 000 volumes.

Pour mettre à la disposition du public cette considérable documentation, il faudra numériser un grand nombre de pièces. Il n'existe aujourd'hui que deux vidéodisques qui permettent de consulter 70 000 documents. L'objectif est d'ouvrir le centre de Chaillot, en 1999, avec une banque de 250 000 images numérisées et une bibliothèque de 30 000 livres en libre accès.

E. de R.

WYSPIANSKI NORDEY
LA NOCE
DU 6 NOVEMBRE AU 8 DÉCEMBRE
01 45 14 70 00

NANTERRE
AMANDIERS
cinéma

cité de la musique jazz

Pendulum Quartet Vincent Courtois
Gateway
14 novembre - 20h

Kenny Barron, Mino Cinelu
17 novembre - 16h30

Département jazz du Conservatoire de Paris
23 novembre - 20h

Porte de Pantin

réservations
01 44 84 44 84

STUDIO THEATRE

Ouverture du Studio-Théâtre de la Comédie-Française dans la Galerie du Carrousel du Louvre, entrée 99 rue de Rivoli

THÉÂTRE SALONS LITTÉRAIRES THÉÂTROTHÈQUE

THÉÂTRE à partir du 7 novembre à 18 h 30

La Demoiselle de la poste

Mise en scène de Catherine Hiegel

Priv des places : 80 F

01 44 58 98 58

APERGHIS COMMENTAIRES

Du 12 au 30 Novembre

RESERV. : 01 48 14 70 00

MUSIQUE

THEATRE DE LA VILLE

PARIS

SAM. 16 NOVEMBRE 17H

ANDREAS STAIER clavessin

BACH 90'

2 PL. DU CHATELET 01 42 74 22 77

A partir du 16 novembre, le PETIT MONTMARTRE, pour satisfaire de nombreuses demandes, donnera deux représentations, le samedi, à 18 heures et à 21 heures, de la pièce "LES ABIMÉS" de Michaël Cohen. (relâche dim. et lundi).

Tarif jeunes: 60F

Le **GOETHE-INSTITUT** de Paris présente :

BERLIN EN TRAVAUX

colloque

- 13 novembre, 15 h - 21 h 30 : L'avenir d'un passé stratifié
- 20 novembre, 15 h - 21 h 30 : Berlin - ville toujours inachevée
- 27 novembre, 15 h - 21 h 30 : Objectifs et méthodes du développement urbain
- 4 décembre, 19 h - 21 h 30 : Quelle identité pour quelle capitale ?

Amphithéâtre du Toit de la Grande Arche/La Défense.

Renseignements et inscriptions Goethe-Institut 01.44.43.92.30

Le Festival des « Inrocks » a fait le plein avec un programme musical plus varié

L'événement créé par l'hebdomadaire s'est déplacé de Lille à Paris, avant Nantes et Toulouse

Pour sa neuvième édition, le festival s'est un peu écarté de l'orthodoxie d'origine - tournée vers la pop et le rock anglo-saxons, - pour s'ou-

vrir aux vibrations des musiques de rue. Parmi les dix-septs groupes ou artistes programmés, plusieurs cette fois - Bim Sherman, Fun Lovin'

Criminals, Morcheeba, Neneh Cherry, Tricky - devaient plus à l'héritage des musiques noires qu'à l'habituel spleen pâle.

CRÉÉ pour présenter sur scène les artistes défendus dans les colonnes d'un magazine, le Festival des Inrocks était depuis quelques années en léger décalage avec la ligne éditoriale du journal du même nom. Fondé il y a dix ans par une poignée d'étudiants passionnés par la pop et le rock anglo-saxons, *Les Inrocks* est devenu hebdomadaire, a depuis longtemps élargi son champ de vision à un spectre musical plus varié.

Pour sa neuvième édition, la caravane de cet événement devenu itinérant devait passer par Lille, Nantes et Toulouse. Elle s'est aussi posée à Paris du 8 au 11 novembre, dans les salles de La Cigale, de l'Olympia et du Divan du monde (Le Monde du 8 novembre), faisant le plein à chaque fois grâce à une programmation qui s'est enfin ouverte de façon significative aux vibrations des musiques de rue.

Certains succès allaient presque de soi tant ces choix étaient fidèles aux habitudes d'un public rock. Révélation discographique de la rentrée, les Californiens de Eels ont adapté à la scène les brillantes bizarreries de leur album *Beautiful Freak*. En piste le 10 novembre, ils ont musclé leurs chansons, travaillant avec une précision redoutable les effets de dynamique et d'attaque sonore.

Le même soir, Placebo a secoué La Cigale d'un rock à l'énergie fédératrice. Les cordes vocales de Brian Molko, leader à la grâce androgyne et aux miaulements aigus, semblaient aussi tendues que celles de sa guitare. Certains groupes ont gravi, à cette occasion, quelques marches dans l'échelle des valeurs pop d'avenir. Les six Galois de Jack s'agitent ainsi avec beaucoup d'allure.

Leurs chansons ont le souffle épique des envolées de Scott Walker et la noirceur élégante du Velvet Underground. Essayées par des mélodies plus affînées, elles deviendraient irrésistibles.

Parmi les dix-septs groupes ou artistes programmés, plusieurs cette fois - Bim Sherman, Fun Lovin' Criminals, Morcheeba, Neneh Cherry, Tricky - devaient plus à l'héritage des musiques noires qu'à l'habituel spleen pâle. Sans pourtant qu'ils dérogent à certains critères en vigueur aux Inrocks. Plus intéressés par les individus que par les communautés, le magazine se méfie des genres (rap, ragga, techno, punk, etc.) et préfère favoriser des auteurs prêts à façonner leur propre style.

Bim Sherman n'aurait pas dû l'oublier. Ce Jamaïcain auteur d'un album inclassable, le bien-nommé *Miracle*, mêlant mélodies caribéennes, instrumentation folk et arrangements hindous, s'est contenté, le 10 novembre, de ressasser un reggae banalement traditionnel. Rappers blancs de Brooklyn, les

Fun Lovin' Criminals ne sont pas tombés dans ce piège. Leur humour et leur don pour les refrains baladeurs préoccupent les puristes, mais ravissent un public qui avait peu eu, jusque là, l'occasion de danser.

A la croisée d'une myriade de styles, le trip hop devrait offrir un écran idéal à l'émancipation. Malheureusement, en quelques mois, le genre a déjà créé ses conventions et ses clichés. Malgré la gentillesse et la fraîcheur de sa chanteuse, Morcheeba construit ses chansons languissantes sur un principe de contraste - voix frémissante, ambiances orageuses - trop souvent usité.

LA DÉCEPTION NENEH CHERRY

Bien qu'elle ait coté beaucoup d'aventuriers, Neneh Cherry, fille adoptive du jazzman Don Cherry et femme de Cameron McVey (producteur de Massive Attack), s'est toujours contentée de recycler les audaces des autres sans prendre sa part de risque. Elle donnait son premier concert par-

sien lundi 11 novembre. Sa générosité, sa présence forcent la sympathie, mais, alors qu'on la rêverait tête brûlée à la façon d'une Björk black, Neneh se contente d'un jeu en deçà de sa personnalité.

L'an passé, il était prévu que Neneh Cherry enregistre avec Tricky. Après quelques semaines d'essai, elle s'est retirée d'un projet jugé insuffisamment commercial. Ces amis de longue date ont choisi deux directions de travail opposées. La jeune femme trace en surface une route confortable (*Middle of the road*, diraient les Anglais), quand cet inquiétant jeune homme d'origine jamaïcaine suit des chemins de traverses pour mieux plonger dans les trons noirs.

Sur la scène nimbée d'un violet et d'un vert maladifs, Tricky et son groupe traversent des atmosphères à l'air raréfié. Martèlement tribal, incandescence de forge, grincement métallique et odeur de soufre, l'extrémisme de ses expériences charrie les obsessions névrotiques du bonhomme. Une voix féminine vient parfois oxygéner les pilonnages de ce trip hop satanique.

En rappel, *Black Steel* se déploie en une danse hystérique. Puis, extrait de son nouvel album - *Pre-Millennium Tension* - un blues titanessque couronne Tricky, grand triomphateur de cette neuvième édition du Festival des Inrocks.

Stéphane Davet

★ Dernières dates du Festival : Tricky, Eels, Placebo, Jack à Nantes, le 12 novembre, à 20 heures, puis à Toulouse, le 13, à 21 h 30.

A Echirolles, cinquante ans de vie et de mort de l'affiche argentine

MOIS DU GRAPHISME D'ÉCHIROLLES. Jusqu'au 30 novembre. Rens. : tél. 04-76-09-00-24.

ÉCHIROLLES (Isère)

Après Chaumont (saison printemps-été), Echirolles (saison automne-hiver) assure le second rendez-vous semestriel du graphisme en France. Les démanches des deux cités sont d'ampleur comparable et ont le semblable souci d'associer une population - pas seulement scolaire - aux manifestations, en les prolongeant tout au long de l'année. Toutes deux défendent l'idée que le graphisme a partie étroite avec la citoyenneté, autant dans l'appropriation de sa grammaire que dans l'appel fait aux graphistes à une vigilance inventive. Y compris celle qui devrait susciter la confrontation aux livres, concepts, aux livres-objets et aux livres d'artistes présentés au Musée Géo-Charles sous le titre « Impres-

sions d'artistes, variations sur le livre ».

Le mois du graphisme propose une dizaine de rendez-vous écartés, dont un « Hommage à Savignac », d'une verdure intacte malgré le cadre inapproprié de La Rampe. Les expositions se sont étendues à la ville-centre, Grenoble, avec les « Images d'un engagement » de Claude Baillargeon à l'Artothèque/Bibliothèque de Grand-Place et « Don Juan, Macbeth, Carmen... Père Ubu et les autres » au Cargo, au moment où Georges Lavaudant y revient avec son *Roi Lear*. L'accrochage ouvre à une stimulante réflexion sur le support par excellence du graphisme d'auteur qu'est l'affiche de théâtre. La confrontation aux grandes figures du répé-

toire fait ressortir le poids des écoles nationales. On opposera les monstres enlignés par le Polonais Franciszek Starowieyski aux découpes élégantes de l'Américain Lanny Sonnens et à la typographie « publicitaire » de l'Allemand Helmut Rottke.

Cette année, la contribution essentielle d'Echirolles est aux moulins de Villancourt. « Sur les murs de Buenos Aires », coproduite avec la capitale argentine, est une première mondiale. Il a fallu un an et demi à Veronica Paludi pour rassembler les témoignages encore incomplets de cinquante ans de vie (et de mort) de l'affiche dans un pays où n'existe ni dépôt légal ni cabinet des imprimés. Avec Alexandre de Numez, elle a souhaité faire un simple état des lieux, « sans trop se préoccuper d'art graphique ». Mais celui-ci s'est imposé malgré tout, offrant sa propre écriture de l'histoire, aussi bien dans ses interventions que dans ses replis, sa disparition signant celle des libertés.

Les affichistes les plus représentatifs d'avant le coup d'Etat de 1976 pratiquent deux styles extrêmes. Ricardo Carpiou trace du crayon dur des muralistes mexicains les visages et les poings de syndicalistes - entre chefs indiens et boxeurs poids lourds - qui appellent à manifester. Ruben Fontana pratique une typographie inventive, de rigueur toute bétyque, qui invite à des expositions, des festivals, des concerts. L'un et l'autre devront se taire durant les années noires. Directement, par l'ensauvagement de la culture. Avec le retour de la démocratie, le premier réaffirmera son engagement, inchangé, notamment dans l'hommage aux journalistes « disparus », tandis que le second sera absorbé dans le boom

économique, à coups d'images de marque pour les banques.

Le régime d'exception a tenté d'effacer ses traces. Il ne reste apparemment rien des radismes affichés d'opposition, et celles des militaires sont entre des mains qui refusent de s'ouvrir. Reste un vide, énorme, auquel l'affiche répond confusément dans sa reconquête de la rue. D'abord par l'humour et par l'explosion des couleurs. « Assez de s'ennuier !!! », proclame en lettres de presse découpées sur fond orange un dancing. L'enjeu est plus politique qu'il n'y paraît : les graphistes retrouvent le rouge et le noir des accents militants pour stigmatiser un décret qui contraindrait de fermer les boîtes à 3 heures du matin.

« NON À L'IMPUNITÉ ! »

Surtout, l'affiche est à nouveau au premier rang pour refuser d'annuler les boureaux et engager au devoir de mémoire. « Pour un futur doté d'un passé », réclame l'une d'elles, tandis que le sinistre Videla tente de dévorer une colombe portant le drapeau argentin. « Non à l'impunité ! », proclame un appel à une conférence sur les disparus d'Amérique latine. Vingt ans après le coup d'Etat, les mères de la place de Mai continuent de manifester. Une affiche triangulaire, comme le *pañuelo* (foulard) des « folles », trace trente silhouettes sans visage. Mille d'entre elles, pour les mille manifestations hebdomadaires et les trente mille « disparus », ont été placardées face au palais présidentiel. A travers l'exposition d'Echirolles, les mères de la place de Mai souhaitent maintenant « transmettre leur histoire » aux Français et les associer à leur exigence de justice.

Jean-Louis Perrier

Un prince de Danemark très décontracté, vu par Philippe Adrien

HAMLET, de William Shakespeare. Mise en scène : Philippe Adrien. Avec Laurence Roy, Scall Delpeyrat, Frédéric Pellegeay, Christophe Komrothkine, Natacha Mirovitch, Pierre Ditt.

THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE, route du Champ-de-Mandœuvre, Paris 12^e. Mr Château-de-Vincennes, puis navette. Du mardi au samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-43-28-36-36. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Heureux d'avoir vu, à vingt-huit ans, quantité de Hamlet dans des mises en scène de tous bords, Robert Brasillach écrivait : « Quand une pièce de théâtre peut être interprétée dans des décors bourgeois, romantiques, ou cubistes, quand on peut la transformer en parodie italienne ou russe, s'appliquer les règles du néo-japonais ou du cinéma américain, alors c'est une pièce vivante. »

En effet, ajoutait-il, elle est « à chaque instant renouvelée par la prise, par la compréhension ou l'incompréhension, et par la mode ». Voici à présent le prince de Danemark mis en scène par Philippe Adrien. Qui oserait croire Philippe Adrien « incompréhensible » ? Parmi nombre d'exploits, c'est lui qui a donné les mises en scène sans doute les plus fortes de l'Année faite à Paris, de En attendant Godot.

Adrien a confié les rôles de Hamlet et d'Ophélie à deux jeunes acteurs dont il a été, de 1990 à 1996, le professeur au Conservatoire national d'art dramatique. Cet enchaînement peut paraître aller de soi : Adrien mise sur l'atout de prendre appui sur des valeurs, sur des dons et des moyens, qui lui sont proches, qu'il a pu apprécier pendant les heures de classe. Mais le bon élève est-il à coup sûr le bon acteur ? Et les souvenirs du pédagogue ne vont-ils pas incliner, altérer, l'imagination du metteur en scène ?

REFUS DU THÉÂTRAL

L'orientation de ce nouvel Hamlet est on ne peut plus jeune, c'est un refus opératoire du théâtre. Hamlet et Ophélie s'expriment et se meuvent en toute décontraction, en toute déconstruction. Comme s'ils n'étaient pas sur scène. Comme s'ils marchaient sur un trottoir, Hélène et un de ses garçons allant boire un café pendant un arrêt des répétitions.

C'est très bien, « ne pas faire théâtre », c'est plus libre, et l'acteur peut ainsi tenter des signes plus directs, plus sensibles, par exemple de la névrose, ou du « faire semblant » de la névrose (Hamlet), comme de l'innocence ou du « faire semblant » de l'innocence (Ophélie).

Toutefois, il y a, constamment, des accords. La très vivante et juste traduction française de Luc de Goussine ne s'est pas permis d'amoindrir la charge spirituelle de la poésie de Shakespeare. Or, accompagnant le naturel très jeune, très actuel, des comédiens, les images archaïques, et la très intense tenue de style de Hamlet se retrouvent en porte à faux, c'est criant.

Par ailleurs, il n'y a pas ici d'unité de jeu, et pourquoi pas ? Deux acteurs moins jeunes, Victor Garviev et Laurence Roy, jouent Polonius et la reine Gertrude. Ce Polonius navigue, toutes voiles dehors, plutôt dans *Cyrano de Bergerac* que dans Hamlet, et Gertrude ne sait pas trop où donner de la tête entre un déguisement d'amazone en éperons et gibus d'époque louis-philippine, et, au sortir d'une baignoire, une nudité dont elle semble à la fois ravie et gênée. Voilà, c'est une pièce vivante, comme disait Brasillach.

Michel Cournot

FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

WILLIAM SHAKESPEARE - MARC FRANÇOIS

MACBETH

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS 7 - 24 NOVEMBRE 01 41 42 26 35

La presse suisse connaît une nouvelle phase de concentration

Jean-Claude Buhner

Radio.

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Vie
 Texte Quénelle [25]. Le
 concours n° 3 de Bréville
20.30 Archipel science.
 La vie sur Mars.
22.40 Les Malles magiques
 d'art de ailleurs, œuvres
 de l'artiste
0.00 Du jour au lendemain
 Nicolas Nibbelin, 6.00 Progen
 1.00 Les Malles magiques
 1.00 Les Malles magiques
 (rediff.) Musique de notre
 Ahmed Elmagdy, 2.32 Un
 le voir : Gérard Pons, 2.35 Les
 de reproche : Le tour n° 2
 Miroir du comédien : Douce
 Rose, 4.52 A quel lieu aller ?
 l'écoulement : 6.30 Le gai sautoir
 Chénou.

FOOTBALL
En direct, Nantes-Nancy
de D1 ; 20.30 Coup d'essai
journal du foot (135 mi)

22.30 *Pluie et mercuriale*
22.35 *Travailleurs autruche*
L'Homme qui voulait
réduire le temps de la
Documentaire.

22.40

ONLY YOU
Film de Norman Jewison, avec
Tomel, Robert Downey Jr (1991,
104 min).

0.25 *Un bruit*
qui rend fou M
Film d'A. Robbe-Gr
Diminuti de Clercq
(1995, 100 min).

Sur une île grecque
prostituée qui chan
l'opéra dirige un
de luxe où se rebou
de mystérieux Chin

2.05 *La Vie secrète de J.*
Kennedy-Onassis.
Documentaire.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 L'Assommoir météorologique d'un papa peu orthodoxe. Film de Philippe Clair (1989, 110 min), avec Aldo Maccione. Comédie.
22.30 Souveraineté, souveraineté. Film d'Acid Schwartz (1991 min), avec Pierre-Loup Rajot. Comédie dramatique.

TMC
20.35 Les Tortues Ninja 2. Film de Michael Piller (1990, 90 min), avec Page Turco.

...the

مكتبة من الاصل

Nicolas Hulot se prépare à poser ses valises

TF1 pourrait arrêter « Opération Okavango ». L'animateur ne l'entend pas de cette oreille. Mercredi, embarquement pour le Zimbabwe sur les traces du docteur Livingstone

C'EST SANS DOUTE la fin des voyages pour Nicolas Hulot. Son magazine « Opération Okavango », qui veut dresser l'inventaire des beautés du monde, devrait s'arrêter l'année prochaine. La direction de TF1 a en effet demandé à l'animateur de réviser sérieusement la baisse du budget de ses émissions pour « raisons financières ».

En juillet, Patrick Le Lay (PDG de TF1) m'a fait savoir que l'émission coûtait trop cher. De 9,5 millions de francs par numéro, il m'a demandé de passer rapidement à 6 millions, explique Nicolas Hulot, qui ajoute : « Une proposition inacceptable pour ce type de projet très ambitieux. Chaque émission a un coût réel. Il nous faut non seulement du matériel ultra sophistiqué, mais aussi une centaine de collaborateurs et énormément de temps. Depuis le lancement de l'émission, en février 1996, TF1 l'avait acceptée. Aujourd'hui, sans en comprendre les raisons fondamentales, les temps ont changé. Si je n'arrive pas à trouver un terrain d'entente avec la chaîne, je m'arrêterai. Je ne tiens pas à refaire l'« Ushuaïa » ».

Avec une audience moyenne de huit millions de téléspectateurs pour chaque émission, « Opération Okavango » avait pourtant trouvé son public. Loin des « Perdus de vue », « Tout est possible » et autres « Grosses têtes », le magazine de Nicolas Hulot a quelque peu redonné le bled à TF1 qui n'avait pas hésité à le programmer en première partie de soirée.

« C'est sans doute une des plus grandes audaces de la première



chaîne depuis de nombreuses années. J'avais l'impression d'avoir ouvert une brèche. Avec « Opération Okavango », la Une a montré qu'elle était capable de faire une télévision différente », insiste Nicolas Hulot, qui indique n'avoir « en tête » que deux autres émissions, l'une consacrée à la Namibie (programmée en décembre) et l'autre sur Madagascar et l'Afrique du Sud (prévue pour mars). Ensuite, il lui faudra poser ses valises, ranger ses avions, ses ULM, ses canoës et ses parachutes dans les hangars.

En attendant, mercredi soir, avec Le pape où l'animal est roi, Nicolas Hulot et son équipe invitent les té-

lécpectateurs à parcourir le Zimbabwe et à remonter le fleuve Zambeze sur les traces du docteur Livingstone, le missionnaire-exploreur qui, en 1851, a définitivement ouvert la voie de l'Afrique profonde aux Européens. Un formidable voyage sur ce grand fleuve d'Afrique qui court vers l'océan indien et une occasion unique de contempler l'Eden animalier de ce pays.

Le périple, qui commence dans le très chic et très victorien wagon-bibliothèque d'un train de légende inauguré en 1895 par Cecil John Rhodes, le fondateur de la Rhodesie, amène Nicolas Hulot et Larry

Norton, l'un des plus célèbres peintres naturalistes du Zimbabwe, vers la gare de Victoria Falls, ces chutes impressionnantes baptisées ainsi par le docteur Livingstone en l'honneur de sa reine. « Les anges doivent suspendre leur vol pour les admirer », dira-t-il à l'époque en revenant à Londres. Forts de ce conseil, c'est donc en parachute que Nicolas Hulot et ses guides les survolent.

Images impressionnantes de tonnes d'eau qui tombent à la verticale et grondent au milieu de cette énorme cataracte zébrée d'arcs en ciel. L'aventure se poursuit jusqu'à l'embouchure du Zambeze, sur la côte du Mozambique. Entre-temps, Nicolas Hulot et ses équipiers descendront en rappel au pied des chutes, se feront malmenés en raft et glisseront en canoë près des rives de l'immense lac Kariba peuplé de milliers de crocodiles et d'hippopotames.

Au milieu de ce tourbillon d'exploits sportifs remarquablement filmés, quelques rencontres passionnantes avec le guide Ray Stocker et le député Alan Elliott expliquant la région du Matopos, ses collines sacrées, ses grottes et ses rhinocéros noirs. Et, pour souffler, une dernière escalade sur l'île de Bazaruto, petit paradis perdu au large du Mozambique. Bref, une Afrique comme on la rêve, et dont TF1 aurait bien tort de nous priver.

Daniel Pseny

* « Opération Okavango », TF1, mercredi 13 novembre à 20 h 50.

Deux femmes

par Agathe Logeart

HILLARY CLINTON a un livre à vendre. En France, l'un des meilleurs endroits pour vendre un livre ou une idée, un film ou des savonnettes, c'est sûrement le journal de vingt heures de TF1. Aussi n'était-il guère surprenant d'apprendre que M^{me} Clinton se serait invitée au journal de Patrick Poivre d'Arvor. Tout juste se dit-on que le choix de ce soir du 11 novembre, retour de trois jours de pont, était peu judicieux : un lot non négligeable de téléspectateurs était peut-être en effet encore en train de bouchonner quelque part sur le chemin de leurs pénates, risquant de manquer ce grand moment de télévision. Mais, toute première dame des Etats-Unis qu'on soit, on est parfois à la merci des aléas du calendrier, il faut faire avec. C'est donc ce qu'elle fit.

Précédée d'un rapide portrait en images réalisé par le correspondant permanent de la chaîne aux Etats-Unis, Ulysse Gosset, qui n'insista pas outre mesure sur les aspects controversés de la dame, elle nous apparut dans la simplicité d'un bureau décoré d'un bouquet de fleurs, de gros livres reliés et d'une photo du couple présidentiel entourant sa charmante progéniture, la jeune Chelsea. Tout de beige vêtue, ses cheveux blonds artistiquement dégradés balayant l'ovale de son visage, Hillary Clinton était donc venue nous vendre sa soupe. L'objet s'appelle il faut tout un village pour élever un enfant. L'ouvrage, dont le titre trouve sa source, nous dit-on, dans un proverbe africain, est, semble-t-il, consacré à l'éducation des enfants, aux va-

leurs qu'il convient de leur transmettre, aux dangers qui les guettent si nous n'y prenons garde. Un proverbe africain, le souci bien compris de la destinée des enfants dans un monde hostile, les réticences des Etats-Unis - et, partant, du mari de la dame - à lever un petit doigt pour favoriser une opération internationale dans ce coin d'Afrique à cheval entre le Zaïre et le Rwanda, où un million de réfugiés seraient en train de mourir : l'occasion semblait propice à ce qu'une question sur le sujet soit posée. On attendit. Mais rien de tel ne vint. On parla de Tchétchénie, de l'enfant que les Clinton envisageaient naguère d'adopter. Il ne fallait pas, sûrement, que soit abordé un sujet qui puisse flâcher. Ce qu'on apprit, en revanche, c'est qu'Ulysse Gosset sort lui aussi un livre, consacré à un portrait d'Hillary Clinton. PPDA n'oublia pas de le mentionner, et c'était bien gentil pour son camarade.

Au même moment, sur France 2, une autre femme était l'invitée du journal de vingt heures. C'était Emma Bonino, commissaire européen à l'aide humanitaire, qui était en direct depuis Kigali. En voilà une qui ne mâche pas ses mots : « Dépechez-vous... Convoquez-vous... Scandale international... Il faut foncer... » Ses tonnes d'aide humanitaire lui restent sur les bras pendant que des hommes, des femmes, des enfants agonisent loin de l'œil du monde. La sérénité satisfaisante d'Hillary, la colère impuissante d'Emma : deux visages de femmes pour dire la folie du monde.

MERCREDI 13 NOVEMBRE

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal. Métro. 13.30 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. 14.35 Elise, top model. Série. Rebecq, le rencard. 15.35 Super Chien. Documentaire. Les amis de l'été : Conan. L'aventurier : Power Rangers ; Salut les Musclés ; Le hic 99 ; Le grand jeu des super champions de Dorothée 97. 17.10 Street Sharks, les requins de la ville. Dessin animé. 17.35 Karine et Ari. Série. 18.10 Le Rebelle. Série. Le prédateur. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.30 et 20.45 Métro. 20.00 Journal.	12.15 Pyramide. Jeu. 12.35 et 13.40 Métro. 13.00 Journal. 13.30 Secret de chef. 13.50 Derrick. Série. Le mystère. 14.35 Le Remard. Série. 16.00 et 4.30 La Chance au gouvernement. 16.10 Secrets de famille. 16.40 Les Minikous. 17.45 C'est pas sorcier (rediff.). Magazine. Les avions de chasse. 18.30 Questions pour un champion. 18.45 Qui est-ce ? 19.15 Boume Nuit les petits. Deux enfants très propres. 19.30 et 1.45 Studio Gabriel. Invités : Jean-Claude Drouot, Danièle Lebrun. 19.55 et 20.50 Tingo du Loto. 20.00 Journal. A cheval, Métro.	12.35 Journal. 13.30 Keno. Jeu. 13.35 Mlle Hammer. Série. 14.30 Y'a pire ailleurs. Magazine. 14.58 Questions au gouvernement. 16.10 Secrets de famille. 16.40 Les Minikous. 17.45 C'est pas sorcier (rediff.). Magazine. Les avions de chasse. 18.30 Questions pour un champion. 18.45 Qui est-ce ? 19.15 Boume Nuit les petits. Deux enfants très propres. 19.30 et 1.45 Studio Gabriel. Invités : Jean-Claude Drouot, Danièle Lebrun. 19.55 et 20.50 Tingo du Loto. 20.00 Journal. A cheval, Métro.	13.00 Antarcitica. L'histoire. 13.30 Demain le monde. Ushuaïa. 14.00 L'Esprit du sport. Invités : Albert de Monaco (rediff.). 15.00 Mozart, le stège des néiges. 16.00 Deux ans de vacances. Feuilleton (6/6). Après s'être emparés d'un navire, les deux majestueux reprennent le rôle des jeunes collégiens pour un film de nouveau leur prisonniers. Mais la venue d'un naufragé risque de compliquer leur plan... 17.00 Jeunesse. Cello : 17.25 AF. 17.55 Le Temps des livres. 18.30 Le Monde des animaux. Arte 19.00 Lucky Luke. Dessin animé. (4/5) Sur la piste des Dalton (30 min). 19.30 7 1/2 (30 min). 20.00 Un travail de fourmi. Documentaire de Diane Gilmore (30 min). 20.30 4 1/2 Journal.	12.15 Les Routes du paradis. Série. Les amis. 13.15 M 6 Kid. The Mask ; Creepy Crawlers ; Les rock amis ; Robin des Bois junior ; Draculino ; Gadget Boy ; Vigilantes. 16.35 HK dance. Magazine. 17.05 Faites comme chez vous. Invités : G Squad. 18.00 Les Anges du bonheur. Série. L'amour d'une maman. 18.55 Highlander. Série. Année. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Une nounou d'enfer. Série. 20.35 Ecolo 6. Magazine. Piles : n'en jetez plus !	► En clair jusqu'à 13.35 12.30 La Grande Famille. 13.35 Décade pas Benny. 14.25 La Conquête de l'Ouest. Documentaire. 15.20 Les Trente Ans de Rock & Folk (rediff.). 16.10 Les Superstars du catch. 16.55 Football américain. Championnat de la NFL. 17.55 Flash Gordon. Dessin animé. ► En clair jusqu'à 21.00 18.35 Nulle part ailleurs. Invité musical : le groupe Rage Against the Machine. 20.30 Travailler autrement. 100 ans de turbin.	France-Culture 20.30 Tire la langue. Les pions de la langue. Le biographe. 21.32 Correspondances. 22.00 Communauté des langues publiques. Vingt ans de la phonétique au Canada (du 19e au 20e siècle). 22.40 Les Nuits magiques. Une d'albums, une de la décomposition. 0.05 Du jour au lendemain. Paul Hain (fil d'un homme). 1.00 Les Nuits de l'été. Une œuvre : Pío Barroja ; 2.31 Le témoin du temps qui change : François Collin et le pour et les différences ; 3.57 For intérieur. Avec Dominique Rolin ; 4.39 Comédie-Française : Le Macin polé. De Jacques Fayer ; 5.21 La Comédie-Française. Le philosophe sans le savoir. De Michel Jean Soutière ; 6.43 Entretiens. Pierre Mac Orlan.
20.50 USHUAÏA PRÉSENTE OPÉRATION OKAVANGO Magazine présenté par Nicolas Hulot. Le pape où l'animal est roi (60 min). ● Une ch-clé.	20.55 LE PROPRE DE L'HOMME Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Maudrères : la haine ou le pardon ? Invités : Bernard Péguy, Catherine Jurgens, Miki Ginzburg (70 min). 22.40 Journal. Métro.	20.50 LA MARCHÉ DU SIÈCLE Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Maudrères : la haine ou le pardon ? Invités : Bernard Péguy, Catherine Jurgens, Miki Ginzburg (70 min). 22.40 Journal. Métro.	20.45 LES MERCEDES D'HISTOIRE : LES COMPLEXES D'HTLER Documentaire (65). D'Ortiz, le successeur de Golo Kropf (55 min). 20.57 L'ami Dörner, le successeur d'Hitler pendant vingt-trois jours, fut condamné à dix ans de prison à Nuremberg. Il meurt en 1980. Pour la première fois, sa fille et son petit-fils témoignent devant une caméra. 22.40 Journal. Métro.	20.50 FLASHBACK : SPÉCIAL AMOUR Documentaire présenté par Laurent Boyer. Invités : Sophie Reiter, Smalls, Meas Oud, Princeza Gita, Lora Mior, Dave, Séverine Ferrer, Jango Edwards, Yves Lecoq, Jimmy Cliff, Léopold Nord et vous (55 min). 20.57 20.57	21.00 DON JUAN, DE MARCO Film de Jeremy Leven, avec Johnny Depp, Marlon Brando (1994, 95 min). 22.35 Flash d'information. 22.40 Jour de foot. 23.25 Travailler autrement. Un emploi peut en cacher un autre. Documentaire. 23.30 FREDDY SORT DE LA NUIT Film de Wes Craven, avec Heather Langenkamp, Mike Hughes (1994, 95 min). Procédé du « film à faire » dans le film. Exercice de style avec curieux, même si la réflexion sur le fonctionnement de la peur au cinéma ne va pas loin. 1.20 Le Journal du hard. 1.25 Un siècle de plaisir : Documentaire d'Hervé Gilgout. Voyage à travers l'histoire du hard (rediff., 120 min). 8270004	France-Musique 20.00 Récital. 27 ^e Semaine internationale de guitare de Paris. Donné le 18 octobre, à la salle Olivier-Messiaen à Radio-France. John Williams (guitariste australien), Claviers de Scarlett, Wladislaw, Dagon, Yohel, Theodorakis, Brasseur. 22.30 Musique plurielle. Aux confins, sept îles de Hertz, Four systèmes de Brown, Jeux de société pour quinquante à deux et piano (interdiction) de Boulanger. 23.07 Musicales comédies. The Band Wagon. 0.00 Jazz vivant. Festival de jazz de Vienne, avec le trio d'Alain Jean-Marie, piano, Teddy Edwards, saxophone. Festival de jazz de Madrid, avec le quintette de Pierre Bouassagues, contrabasse, Nicolas Parys, Steve Wilson, Anthony Worsley, Adonis Rose, 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Paris Première	Planète
20.00 Fast pas rêver. Invité : Zazou (France 3 du 19/11/96). 21.30 Au nom de la loi. des cinq continents. 22.00 Journal France 2. 22.35 Bons baisers d'Amérique. 23.30 Savoir plus. Les accidents de la route (France 3 du 24/06/96). 0.30 Soir 3 (France 3).	22.50 Pionniers de l'espace. 23.45 C'était hier. (1979) Le règne du dragon. 20.00 et 23.25 20.10 Paris Première. Invité : Denis Tiliac. 21.00 Paris modes. Bernard de France. 21.55 et 1.55 La J.L.S. Rencontre avec Nene Cherry et son orchestre avec Maudrères. Derniers et Jacques Deschamps pour Météo-97 de l'est qui dort. 22.25 James Brown à Berlin. Concert enregistré à Berlin-Est en 1968 (60 min). 22.25 Paris-Stocholm : voyage pour la science. 23.00 Mon pays m'a quitté.	20.35 Fascisme. (27) La pureté. 21.25 Paris-Stocholm : voyage pour la science. 23.00 Mon pays m'a quitté.

France Supervision	Cinéma Cinéma	Série Club
20.30 Un portrait au nom de Ramsès II. Documentaire 46880630 20.55 Voyage à Saqqarah, un portrait de Jean-Philippe Lauer. Documentaire. 21.50 La Nuit du folk d'Irlande. 23.00 Du côté de chez nous. 23.55 Scandal Point. Ballad. Chorégraphie de François Hanriot. Avec Sarah Cribin, Bernard Estrabaud, Emmanuel Pécourt, Rodolphe Poullet.	20.30 Romeo is Bleeding. Film de Peter Medak. (1993, 105 min). 5782292 22.15 Guy de Maupassant. Film de Michel Drach. (1981, 130 min). 37004145	20.45 Flash. Le chant des sirènes. 21.40 et 0.45 Mille. Mille fait une cure. 22.30 Sherlock Holmes. La recherche. 23.50 Quincy. Vainqueur par K.O.

Canal Jimmy	Eurosport
20.30 V.R.S. Les vidéos d'Alex. 21.15 V.R.S. Garde rapprochée. 22.10 Chronique. Guy de Maupassant. 22.15 Scandal. Le code secret. 22.40 Friends. C'est qui est cet être malade. 23.05 Family Toppers. Le bonheur de l'atmosphère. 0.00 Top Bab.	20.00 Voitures de tourisme. 21.00 Tennis. En direct. Championnat du monde (ATP) en double à Hartford (EU). 120 min. 23.00 Football. Matchs qualifiés pour la Coupe du monde (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1	RTL 9	TMC	TSR
21.10 Backtrack. Film de Dennis Hopper (1989, 100 min). avec Dennis Hopper. Thriller.	22.10 Robocop 2. Film d'Arnold Koster (1990, 120 min). avec Peter Weller. Science-fiction. 0.30 Souvenirs, souvenirs. Film d'Arlet Zekrom (1984, 120 min). avec Pierre-Louis Kujot. Comédie dramatique.	22.30 Les membres de la famille. Film de Raoul André (1968, 95 min). avec Francis Blanche. Comédie.	21.00 Vivre et laisser mourir. Film de Guy Hamilton (1973, 130 min). avec Roger Moore. Aventures.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
■ Signifié dans « Le Monde »
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Chasse au yéti

par Pierre Georges

C'EST GRAND, c'est haut, c'est vaste, l'Himalaya. Et n'hésions pas à le dire, c'est loin. On en pleurerait de rive de cette histoire de course au magistral-yéti organisée par la Chancellerie.

Elle fut racontée, en bref, samedi dans *Le Monde*, mais on ne résiste pas au plaisir de la bisser. Figurez-vous que Laurent Davenas, procureur de la République d'Evry, en charge de quelques affaires douloureuses, dont les extravagants et rémunérateurs travaux d'écriture de M^{me} Xavière Tiberi pour le compte du conseil général de l'Essonne, était parti en vacances. Les affaires pouvaient attendre. Elles attendaient d'ailleurs.

Donc Laurent Davenas s'en fut au Népal pour quelque himalayenne randonnée, l'esprit en paix et les dossiers au repos. A peine eut-il le sac à dos tourné que son second, le procureur adjoint Hubert Dujardin, décida d'accélérer un peu les procédures en cours. Et notamment, dans le dossier concernant M^{me} Tiberi, il entreprit d'ouvrir une information judiciaire pour détournement de fonds publics visant notamment l'épouse du maire de Paris et d'en confier la gestion à un magistrat instructeur.

On ne doute pas un instant que l'adjoint fit tout ce qu'il pouvait pour en avertir son chef, libas dans les montagnes. « Davenas, Davenas ! » cria-t-il probablement. « Parti, parti ! » répondit l'écho. D'où il ressort qu'on ne devrait jamais s'aventurer en ces contrées étranges sans son téléphone satellitaire.

Oh l'affaire se complique et devient hilarante, à moins qu'acablante, ce fut lorsque la Chancellerie décida de s'en saisir.

Ayant appris que le procureur adjoint d'Evry s'appelait à « ouvrir » alors qu'on ne lui demandait probablement rien, la Place Vendôme décida, pour une bonne administration de la justice et un sain respect des valeurs hiérarchiques, d'utiliser les grands moyens.

Etait-ce à son initiative directe ou par d'autres voies ? Toujours est-il qu'on décida de lancer une cordée de secours. Un hélicoptère fut affrété à Katmandou, à destination du camp de base, dit camp Davenas. Un émissaire, on le suppose, avait charge de joindre le procureur en vacances et de lui demander de prendre contact avec son adjoint afin de mettre fin à son initiative intempestive.

Résumons. L'hélicoptère atterrit où il était prévu. De tous côtés on s'enquêtait. On imagine très bien le dialogue entre l'émissaire anonyme et l'anonyme sherpa : « Avez-vous vu Davenas ? ». — « Qui ça ? ». — « Mais si, le procureur d'Evry ! ». — « Où ça ? ». — « Ici, au Népal ». — « Où ça ? ». — « Ici, au Népal ».

Bref, foin de Davenas. Le procureur était soit en pleine ascension, soit en pleine descente. Mais pas là où l'on aurait espéré qu'il fût.

On peut se dispenser, n'est-ce pas, de commenter les aventures himalayennes et hélicoptères de la justice française. Simplement on notera, pour rester dans le ton de cette farce politique, que si les ridicules volaient, on en sait qui serait chef d'escadrille. Mais, au-delà, on ne peut que s'inquiéter pour la rentrée, ce mardi, au parquet d'Evry. Laurent Davenas y retrouve son adjoint. Messieurs, s'il vous plaît, de la tenue. Le duel au pistolet reste formellement interdit par la loi !

M. Hashimoto lance le projet de réforme du marché financier japonais

Le premier ministre veut enrayer le processus d'« évidement » de la place de Tokyo

TOKYO
de notre correspondant

Le premier ministre Ryutaro Hashimoto a donné, lundi 11 novembre, le coup d'envoi de la réorganisation administrative à laquelle il s'est engagé en demandant au ministre des finances et de la justice de préparer un train de mesures destiné à revigorer le marché financier de Tokyo, pour en faire un rival de ceux de New-York et de Londres.

Ce « big bang » à la japonaise, comparable à celui qui a redonné en 1986 à la City de Londres son rôle de capitale financière, devrait rendre le marché japonais plus transparent et libéraliser les transactions.

Le projet de réforme destinée à une « renaissance du marché de To-

kyo en 2001 » a trois grands objectifs : inter-pénétration des principaux secteurs de l'activité financière (banques, sociétés de courtage et compagnies d'assurances) par la création de holdings, interdites jusqu'à présent par la loi antimonopole ; élimination des distinctions entre les trois catégories d'établissements bancaires (crédit à long et court terme et établissements de gestion de patrimoine) ; libéralisation des commissions prises par les intermédiaires boursiers sur les transactions de titres.

Un projet de loi de libéralisation des marchés financiers devrait être soumis au Parlement en 1998.

Le premier ministre estime que ce train de mesures s'impose afin d'enrayer le processus d'« évidement » (*judokai*) dont est victime le

système financier nippon. Celui-ci tend à ressembler à un bambou vide à l'intérieur en raison de la délocalisation des activités financières vers d'autres places plus attractives pour les investisseurs. La perte de compétitivité du marché japonais, enserré dans des réglementations qui entravent la mise en place de nouveaux produits, entrave la valorisation de l'énorme épargne japonaise (1 200 000 milliards de yens, 54 000 milliards de francs). Inquiet des conséquences de l'apparition de la monnaie unique européenne, Tokyo souhaite en outre relever le statut du yen qui, selon le premier ministre, ne doit pas rester une devise d'importance locale.

Alors que le quotidien des lieux d'affaires, *Nihon keizai*, fait l'éloge de la fermeté de M. Hashi-

moto, qui s'est engagé sur des objectifs et a fixé des échéances, l'*Asahi* est plus réservé, soulignant les risques d'ouverture des « vannes » de la concurrence pour les petites institutions jusqu'à présent protégées par les réglementations.

Cette réforme du fonctionnement du système financier, derrière laquelle se profile celle annoncée du ministre des finances, est un premier pas sur le chemin d'une réorganisation globale de l'administration centrale. Au cours de sa première conférence de presse à la suite de la formation de son second cabinet, le premier ministre a précisé les cinq réformes auxquelles il entendait s'attacher : système administratif, structures économiques, système financier, budget et protection sociale.

M. Hashimoto a annoncé que le « conseil de promotion de la réforme administrative », qui sera mis en place en novembre et qu'il présidera en personne, devrait élaborer d'ici un an une série de propositions afin que les premières mesures puissent être déclinées et votées au cours de 1998.

La détermination affichée par le premier ministre à entreprendre des réformes, dont il estime qu'elles sont la « vieille garde » du parti libéral-démocrate (PLD), traditionnellement proche de la bureaucratie et favorable au statu quo ? Sceptique, l'*Asahi* souligne le caractère trop abstrait des engagements du premier ministre.

La baisse du dollar s'accélère

LE DOLLAR s'inscrivait en forte baisse, mardi matin 12 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,4890 mark et 110,80 yens (contre 1,5050 mark et 112 yens lundi 11 novembre à la clôture du marché de New York). Face au franc, le billet vert était en recul de quatre centimes : il cotait 5,05 francs.

Deux éléments pénalisaient le dollar. Il souffrait d'abord du renforcement de la monnaie allemande lié à l'échec des négociations, lundi, entre les ministres des finances de l'Union européenne à propos des modalités du pacte de stabilité, qui doit garantir la discipline budgétaire après la naissance de l'euro, le 1^{er} janvier 1999 (lire page 2).

Les nouvelles exigences du gouvernement allemand, qui font suite à plusieurs déclarations de membres de la Bundesbank critiquant les pratiques budgétaires françaises — notamment la reprise de la soude de 37,5 milliards de francs de France-Télécom par l'Etat —, ont relancé, aux yeux des investisseurs,

l'incertitude concernant le processus de construction monétaire en Europe. Du même coup, ils choisissent de se porter à nouveau vers le deutschemark, qui conserverait son statut de valeur refuge dans le cas où l'euro ne verrait pas le jour. La monnaie allemande ne progressait d'ailleurs pas seulement, mardi matin, face au dollar, mais aussi face aux autres devises européennes. Le mark gagnait un demi-centime, à 3,3870 francs, et cinq lires, à 1 010 lires.

Parallèlement, le billet vert reste pénalisé, face à la monnaie japonaise, par le changement d'attitude du gouvernement nippon à l'égard de la parité dollar-yen. Jeudi 7 novembre, le chef du bureau des affaires internationales au ministère japonais des finances, Eisuke Sakakibara, avait affirmé qu'un affaiblissement supplémentaire du yen était devenu peu probable (le yen s'est déprécié de plus de 40 % face au dollar depuis la mi-avril 1995).

Pierre-Antoine Delhommais

Philippe Pons

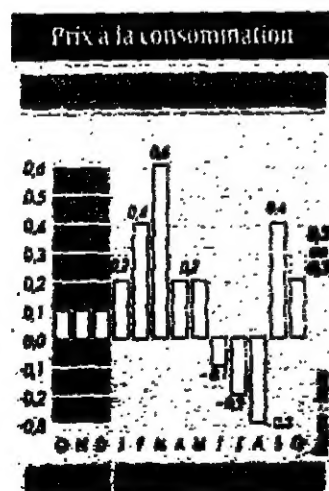
Le Goncourt à Pascale Roze et le Renaudot à Boris Schreiber

Le prix Goncourt 1996 a été attribué mardi 12 novembre à Pascale Roze pour son premier roman, *Le Chasseur zéro* (Albin Michel), au troisième tour de scrutin par 5 voix contre 5 à Eduardo Manet pour *Rhapsodie cubaine* (Grasset). Le président de l'Académie Goncourt, François Nourissier, a fait jouer sa double voix pour départager les deux candidats.

Le prix Renaudot, décerné le même jour, est revenu au neuvième tour de scrutin à Boris Schreiber pour *Un silence d'environ une demi-heure* (éd. Le Cherche Midi).

Quant au prix Goncourt des lycéens, qui est attribué par un jury d'élèves, il couronne, lui, Nancy Huston pour *Instruments des ténébres* (Actes Sud).

La progression des prix se situe entre 0,2 % et 0,3 % en octobre



LA HAUSSE DES PRIX à la consommation a été comprise entre 0,2 % et 0,3 % en octobre, selon les résultats publiés mardi 12 novembre par l'Insee. Sur un an, la variation est comprise entre +1,7 % et +1,8 %. Ce indice était connu car, après avoir baissé en juin (-0,1 %), juillet (-0,2 %) et août (-0,3 %), les prix étaient repartis à la hausse en septembre (+0,4 %). Pour apprécier si la France était entrée en déflation, il convenait donc de savoir si cet indice de septembre n'était qu'un accident statistique ou bien s'il traduisait le retour d'une période d'inflation modérée. C'est la seconde hypothèse qui semble la bonne. En octobre, les prix de l'alimentation ont augmenté de 0,2 %, et ceux des produits manufacturés de 0,4 %.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 31.15 LE MONDE

Cours relevés le mardi 12 novembre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES
Tokyo Nikkei 21201 +287 +6,73	Paris CAC 40 2205,20 -0,30 -17,80
Hong Kong index 12751,20 +0,12 +27,14	Londres FT 100 2671 0711 +1,85
Tokyo Nikkei sur 3 mois	Frankfurt DAX 20 2740,84 +1,13 +14,77
	Bourses
	Bourse de New York
	Amsterdam CDS

Tirage du Monde daté mardi 12 novembre 1996 : 422 417 exemplaires

Le Sénat veut dégager un « pécule » pour les dépenses médicales imprévues

QUELQUES HEURES avant l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale au Palais du Luxembourg, mardi 12 novembre, le Sénat souhaite faire entendre sa « différence ».

Alors que l'examen du texte à l'Assemblée nationale s'était traduit par une augmentation du déficit du régime général de 700 millions de francs — 950 millions tous régimes confondus —, en raison des modifications apportées par les députés aux mécanismes de taxation de l'alcool et de certains jeux (*Le Monde* du 2 novembre), la commission des affaires sociales du Sénat, présidée par Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), veut se montrer sous un jour plus vertueux.

Jugeant « un peu scandaleux » que la discussion à l'Assemblée ait semblé se « limiter » à un débat sur la fiscalité des alcools et des casinos, Charles Descoms (RPR, Isère), rapporteur de cette commission pour les équilibres

financiers de la Sécurité sociale et de l'assurance-maladie, affirme que la commission mettra tout en œuvre pour « ne pas relancer la bataille » sur ce terrain. Mais la voix des brasseurs, devrait se faire entendre par le biais d'amendements déposés, à titre individuel, par les sénateurs des régions productrices de bière.

UN MILLIARD DE FRANCS

Vertueuse sur le terrain des groupes de pression, la commission entend l'être également sur un plan financier. En proposant de soumettre à cotisation sociale — et non à la seule CSG — la part des indemnités de licenciement versées au-delà des obligations légales et conventionnelles, la commission entend compenser le déficit supplémentaire voté à l'Assemblée et financer les 2 000 places de soins infirmiers à domicile promises par le gouvernement, dans le cadre de la prestation spécifique dépendance.

Le milliard de francs restant permettrait, selon M. Descoms, de constituer un « pécule » en prévision de nouvelles épidémies, de campagnes de vaccination « inopinées », ou d'un renchérissement du coût de certains médicaments. Cette dernière enveloppe financière destinée à prévenir ces risques de dépassements était réclamée de longue date par les syndicats de médecins.

Principal orateur du groupe socialiste, François Autain (PS, Loire-Atlantique) devrait plaider en faveur du basculement des cotisations sociales vers une CSG élargie, proposition qui figure dans le projet économique adopté par le conseil national du PS samedi 9 novembre.

Jean-Luc Mélenchon (Essonne) a prévu quant à lui, comme l'avait fait Julien Dray à l'Assemblée nationale, de réaffirmer son hostilité au principe de la CSG, combattue, au sein du PS, par la Gauche socialiste dont il est membre.

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

LES MEILLEURS MAC !

- 15 machines passées au crible
- Les clés pour faire le bon choix

Et aussi :

- Conseil : Bien choisir un scanner d'entrée de gamme
- PAO & Création : 6 pages de trucs et astuces
- Labo SVM Mac : 40 matériels, logiciels, CD-Rom et jeux au banc d'essai

+ LE CD-ROM N°19

SVM MAC, LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC.

سكرا من الاميل